

Martens VIII

Un premier ministre, Wilfried Martens, qui donne l'impression de retourner dans son bureau du 16 rue de la Loi contraint et forcé; un parti - le Parti socialiste francophone - qui, victorieux aux élections du 13 décembre dernier, se retrouve déchiré comme jamais au cours de sa longue histoire; un carcan - le programme gouvernemental - qui a nécessité des mois de négociations et, qui contient en lui-même un nombre impressionnant de mines prêtes à exploser à tout moment: le nouveau gouvernement de Bruxelles se présente sous des auspices si négatifs que les Belges - enfin, ceux qui s'intéressent encore au jeu politique - en sont déjà à parler sur la date de sa chute.

La nomination - pour la huitième fois - de Wilfried Martens à la tête de la nouvelle «équipe» symbolise à elle seule toutes les contradictions du pays. Battu aux élections du 13 décembre, l'homme fort des sociaux-chrétiens flamands avait été la cible principale de ses nouveaux partenaires socialistes lors de la campagne électorale. «C'est lui qui a fait ça», répétait ainsi à l'envi le président du PS, Guy Spitaels, en conclusion de ses discours.

Tenté par la présidence de la Commission européenne, Wilfried Martens a toutefois compris qu'il avait très peu de chance de succéder à Jacques Delors. Se retirer dans sa tour d'ivoire? Trop dangereux, ont alors estimé les autres responsables. Ainsi, les socialistes, qui demandaient son départ, se réjouissent-ils à présent de son retour, gage de la stabilité et de la pérennité du gouvernement.

Le «nouveau» premier ministre va donc devoir - encore une contradiction - appliquer un programme qu'il n'a pas négocié. Déjà, il y imprime sa marque. En matière économique, ce sera la continuité par rapport à la précédente politique, a-t-il déclaré en substance, à la stupeur des militants socialistes, qui voulaient justement en finir avec l'austérité des précédents gouvernements.

Mais - comme souvent en Belgique - ce sera d'après son aptitude à régler les contentieux entre les deux communautés du pays que sera jugé le nouveau cabinet. Son chef ambitionne de profondément modifier les structures du royaume en en accentuant le caractère fédéral.

Mais, là encore, les dissensions apparaissent déjà - non seulement entre les partis de la coalition, mais aussi à l'intérieur de ces partis, surtout en Wallonie et à Bruxelles. Les socialistes, notamment, ont très mal accepté le «sacrifice» de José Happart, symbole de l'entraide wallonne dans sa commune des Fournes. Lorsqu'il faudra les traduire en textes législatifs, les points les plus litigieux du programme gouvernemental, pourraient ainsi déclencher d'après batailles à la Chambre. Sur le fond, si beaucoup estiment cette marche vers le fédéralisme - vers le divorce? - inéluctable, d'autres se demandent si le prix à payer n'est pas trop élevé. Les structures qui vont être mises en place semblent si lourdes, si complexes, qu'elles risquent en effet d'affaiblir le pays dans la compétition européenne et internationale.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147-05110-4,50 F



La démission du gouvernement de M. Chirac

M. Mitterrand choisit un premier ministre symbolisant sa politique de rassemblement

M. Jacques Chirac devait réunir, le mardi 10 mai en fin de matinée, l'ensemble des membres du gouvernement pour une rencontre informelle à l'hôtel Matignon. Il devait présider, ensuite, le dernier déjeuner du comité de liaison de la majorité (qui s'était réuni, pendant deux ans, chaque mardi) avant de porter sa lettre de démission au président de la République.

La fixation de ce rendez-vous entre M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac a donné lieu,

lundi, à d'ultimes et indirectes accroches. Alors que, selon l'hôtel Matignon, M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre, avait proposé, dès la fin de la matinée, à M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, que cet acte eût lieu mardi en milieu de journée ou en début d'après-midi, l'Elysée faisait savoir, à la fin de l'après-midi, que M. Mitterrand «attendait» que M. Chirac lui remit «spontanément»

sa démission. L'hôtel Matignon a annoncé, finalement, peu après 20 heures, que le rendez-vous avait été fixé à mardi 15 h 30.

Aussitôt après cette démission, M. Mitterrand devait faire connaître le nom du successeur de M. Chirac, qui devrait symboliser sa politique de rassemblement et qui pourrait être M. Michel Rocard. S'agissant d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius a indiqué, mardi matin, que les Français «souhaitent la cohérence».

M. Mitterrand devait, le mardi 10 mai, nommer le nouveau premier ministre, après avoir reçu, à 15 h 30, la démission de M. Chirac. Cette journée était donc décisive pour la mise en place par le président réélu du dispositif qui tire les conséquences du scrutin des 24 avril et 8 mai.

Pour Matignon, M. Rocard avait toujours, mardi matin, les faveurs du pronostic. Il souhaitait, selon ses amis, annoncer la composition de son gouvernement mercredi, avant le pont de l'Ascension. Mais les affaires de M. Rocard, paradoxalement, paraissent mal engagées, tant le dispositif d'accompagnement semblait à l'avance verrouillé de manière à organiser sa mise sous

haute surveillance. De ce que l'on connaissait mardi matin, il apparaissait que le nouveau premier ministre serait pris en tenaille par des socialistes de choc, aux ambitions concurrentes des siennes, et qui ont toujours été ses adversaires de l'intérieur.

M. Jospin, qui depuis au moins deux ans avait en charge la «gestion» du cas Rocard afin d'éviter les rancœurs, les attaques frontales, une éventuelle cassure du Parti socialiste et afin de permettre une campagne présidentielle cohérente et ordonnée, quitte, comme prévu, la direction de son parti.

J.-Y. L.

(Lire la suite page 9.)

La recomposition du paysage politique

Le modèle allemand

par Daniel Vernet

«Modell Deutschland I», «l'Allemagne, un modèle I». Le slogan, rebattu aux élections au Bundestag de 1976, avait irrité les adversaires du Parti social-démocrate et réveillé de vieilles craintes chez les voisins de l'Allemagne, tous y décelant la superbe de M. Helmut Schmidt, alors chancelier à Bonn, jamais en retard pour prodiguer à ses interlocuteurs allemands ou étrangers conseils et mises en garde.

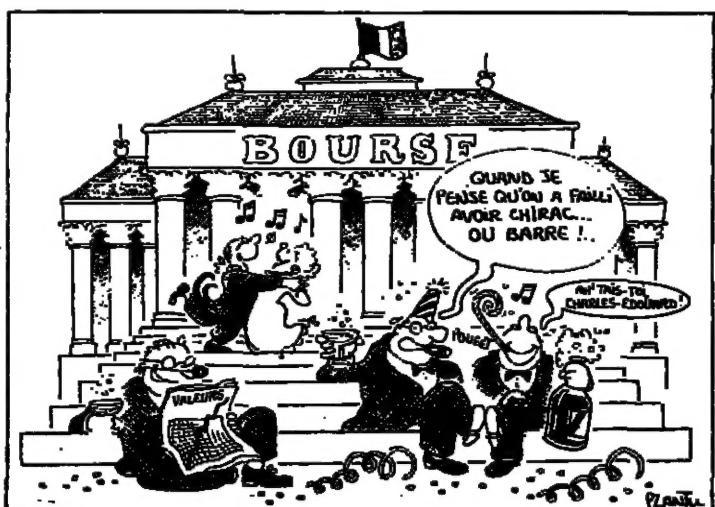
Comme tous les slogans électoraux, celui-ci était simpliste et exagéré. Les partenaires de Bonn n'en reconnaissent pas moins déjà que l'Allemagne fédérale pouvait être donnée en exemple pour sa réussite économique, sa sagesse monétaire et sa vertu financière. Exemple agaçant comme celui de tous les bons élèves, mais exemple contraignant car nul ne pouvait songer à s'associer durablement avec elle sans en approcher la rigueur.

La France, après bien des vicissitudes s'y est finalement résolue. Or, aujourd'hui, le «modèle allemand» ne s'applique plus seule-

ment à l'économie. Si l'on en croit les intentions proclamées ou encore discrètes de certains dirigeants français, la RFA pourrait offrir d'autres sujets de méditation, notamment son organisation partisane, au moment où l'on ne parle plus que de la recomposition du paysage politique français, et - ce qui va souvent de pair - son système électoral.

L'effet brutalement réducteur du système majoritaire est combattu par les proportionnalistes au nom de l'équité pour les petites formations; la proportionnelle est condamnée par les tenants du scrutin d'arrondissement au nom de la stabilité gouvernementale; le système allemand a pour lui d'écartier les inconvénients et de retenir les avantages des deux modes de scrutin: la moitié des députés sont élus à la proportionnelle sur des listes établies par Land, l'autre moitié au scrutin majoritaire uninominal à un tour; le lien entre l'élu et ses électeurs est préservé, et chaque parti obtient une représentation correspondant au nombre des suffrages obtenus.

(Lire la suite page 8.)



Les dossiers du successeur de M. Balladur

Gérer l'urgence sans précipitation

L'arrivée d'un nouveau ministre Rue de Rivoli, pour prendre la place de M. Edouard Balladur, apportera-t-elle de grands bouleversements en matière de politique économique? On le saura plus tard. Dans l'immédiat, le nouveau titulaire de l'économie et des finances aura à régler quelques problèmes urgents, sans compter ceux de moindre importance, comme le sort qui doit être réservé à l'OPA faite conjointement sur Télémeccanique par Schneider et Framatome.

En tout état de cause, les socialistes sont condamnés à une gestion sage. Ils vont trouver les dossiers qu'ils avaient eux-mêmes ouverts et la marge de manœuvre dont ils disposent n'est pas telle qu'il faille s'attendre à de grands bouleversements. Surtout lorsque l'on caresse l'espoir de s'allier aux centristes.

Monnaie. - Tout d'abord, et pour de simples raisons de calendrier, le nouveau gouvernement devra arrêter sa position sur le plan monétaire. Le sommet des pays européens se tient à Hanovre les 27 et 28 juin. On prête à la présidence allemande l'intention de faire avancer le débat sur la coopération monétaire. Aupa-

vant, aura lieu à Paris une réunion du comité économique et monétaire franco-allemand et la Commission de Bruxelles aura publié sa directive sur la libre circulation des marchés de capitaux.

Le franc est solide, on l'a dit (le Monde du 7 mai). Le franc, mais pas la lire. On n'a pas oublié, chez les socialistes, la «farce» de juillet 1985, quand Rome tenta de masquer une dévaluation de sa monnaie sous un réajustement général du système monétaire européen. Les socialistes ne veulent pas se laisser prendre à nouveau par une défaillance de la lire qu'accompagnerait un réajustement du DM. Ils ne manqueront donc pas de réaffirmer d'entrée de jeu la volonté du gouvernement de maintenir le franc à sa parité actuelle. Avenue Franco-Russe, au siège de l'état-major de campagne du candidat Mitterrand, on a suivi avec attention les premières réactions du marché. Celles-ci ont été positives dès le premier jour, contrairement à ce qui s'était produit il y a sept ans.

A propos de la réforme du système monétaire européen, on pense que le nouveau ministre des finances défendra le principe de

l'instauration, dans un premier temps, d'une banque centrale des Banques centrales avant de décider de la création d'une banque communautaire.

Budget. - Le nouveau ministre chargé du budget aura à faire le point sur l'exécution de la loi de finance de 1988. C'est au vu de cet examen qu'il décidera s'il y a lieu de faire voter une loi rectificative avant la fin de l'année. Il peut s'en dispenser, surtout s'il estime nécessaire de prendre des mesures en faveur de l'investissement, dont on sait qu'elles peuvent être, du point de vue socialiste, de deux natures: diminution de l'impôt sur les sociétés lorsque les bénéfices sont réinvestis, ou crédits d'impôts.

Ces mesures s'imposent-elles alors qu'il est évident que les entreprises, dont les comptes sont maintenant rétablis, se sont remises à investir? Le nouveau gouvernement jugera peut-être que cet effort n'est pas encore suffisant et qu'il convient de stimuler une industrie qu'il estime sous-capitalisée.

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 10.)

- Lire également**
- Le débat au sein de l'UDF Page 8
 - L'échec de M. Chirac ébranle le RPR Page 9
 - Il y a quarante ans: la troisième force Page 10
 - Les réactions étrangères Page 12
 - Une enquête Bull-BVA-CNRS sur la victoire de M. Mitterrand Page 13
 - Ouvrés: le récit de la bataille Pages 14 et 15

Nina Bachkatov & Andrew Wilson

LES ENFANTS DE GORBATCHEV

La jeunesse soviétique parle



Le premier ouvrage à nous montrer sans fards une jeunesse désemparée qui se raconte.

Almann-Lévy

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- La commercialisation de l'hormone de croissance synthétique en France.
- Supraconducteurs: deux grands sur le fil.
- L'avion sans piste.

Pages 25 à 27

Débats

DISSOLUTION

Une forme inédite de la Cinquième

par MAURICE DUVERGER

Si François Mitterrand ne dissolvait pas l'Assemblée nationale dans les plus brefs délais, il prêterait le flanc à la célèbre apostrophe : « Tu sais vaincre, Hannibal, mais tu ne sais pas profiter de ta victoire ! ». Sans majorité parlementaire, le succès du 8 mai resterait stérile. Pour en réunir une autour du vainqueur, il faudrait détacher de l'UDF au moins quarante centristes dans la législature en place. Cela exigerait de longues et médiocres tractations politiques et d'interminables débats autour d'une réforme électorale. Pendant ce temps, le prestige de la seconde investiture au suffrage universel se dissoudrait peu à peu et l'état de grâce se changerait en état de désempolement.

En s'engageant dans cette voie, le président renouvellerait le rassemblement chiraquien du 6 mai sur la place de la Concorde. Le choix entre une dissolution immédiate et une dissolution ajournée correspond au choix entre un modèle nouveau de la V^e République et un glissement inévitable vers le parlementarisme impuissant du type IV^e République. On ne désagrégerait pas l'UDF sans rétablir la proportionnelle, du moins en partie. Or, seules l'ignorance ou la mauvaise foi justifient les mirages entretenus autour des mérites de systèmes mixtes, de type allemand ou giscardien. Avec l'une ou l'autre, il n'y aurait jamais eu de majorité, ni en France ni en Grande-Bretagne. Si les citoyens de la RFA n'avaient pas été vaccinés contre l'extrême droite par l'expérience du nazisme et contre le communisme par son implantation en RDA, le régime de Bonn ressemblerait à celui de Weimar.

François Mitterrand n'a jamais fait l'erreur d'Hannibal. Pourquoi commencerait-il aujourd'hui, quand sa victoire lui offre le moyen de recommencer l'exploit de la dissolution de 1981 ? En demandant aux citoyens la majorité parlementaire indispensable pour gouverner suivant leur choix présidentiel, il avait porté les socialistes de 25 % en 1978 à plus de 37 % de suffrages exprimés et à 58 % des députés.

Comment ne pas espérer un succès de cette nature quand ils partent de 32 % en 1986 et qu'ils trouvent devant eux une droite bien plus divisée qu'il y a sept ans ? D'autant plus que le tintamarre de ces derniers jours a fait négliger la grande vague de fond amorcée au lendemain du 24 avril, où un sondage a donné la gauche majoritaire dans les intentions de vote aux législatives, pour la première fois depuis 1983 ; ce que confirment les enquêtes à la sortie des bureaux du 8 mai. L'intérêt de la nation et celui du président de la République coïncident parfaitement dans ce domaine.

Une dissolution d'urgence obligerait la majorité de 1986 à maintenir les candidatures uniques dès le premier tour, nécessaires pour dépasser le Front national dans 99 % des circonscriptions. Ainsi, Jean-Marie Le Pen serait enfoncé

Un étrange souhait

Cependant, la victoire de François Mitterrand s'accompagne d'un étrange souhait. Plus de la moitié des Français voudraient être gouvernés par une alliance de socialistes et des centristes, mais nos compatriotes sont encore plus nombreux à refuser qu'on revienne aux ministères impuissants et instables de nos anciens régimes. Comment concilier des vœux si contraires puisque le scrutin majoritaire est le second pilier de la V^e République, dont le premier est l'élection populaire du président, et qu'il tend à former deux blocs plutôt qu'à unir les modérés de l'un et de l'autre ?

Tenter une alliance des socialistes et des centristes dans la législature actuelle, comme le souhaitait Valéry Giscard d'Estaing et Simone Veil, mettrait les premiers à la merci des

seconds, qui pourraient à tout moment reformer contre eux la majorité de 1986. Ainsi, la droite espère annuler sa défaite par une mise en laisse du nouveau gouvernement pendant plusieurs mois qui décevrait les vainqueurs du 8 mai. Deux électeurs sur trois réclament une dissolution immédiate : proportion supérieure à celle des partisans de l'alliance du centre, mais égale à celle des défenseurs du scrutin majoritaire.

Le faisceau de ces désirs contradictoires et la volonté présidentielle d'unir les Français conduisent à envisager qu'après une dissolution rapide François Mitterrand contraindrait les socialistes — quel que soit le nombre de leurs députés — à partager le pouvoir avec la droite modérée, qui se déterminerait alors en fonction du compromis possible. On s'orienterait ainsi vers une forme de V^e République encore inédite, qui transposerait dans le cadre majoritaire du régime le mécanisme que la III^e République appliquait dans des assemblées sans majorité : la bipolarisation électorale entraînée par le scrutin à deux tours alternant souvent avec un centrisme parlementaire associant les modérés de chaque bord. Cela supposerait que l'UDF devienne un parti aussi discipliné que le PS et le RPR, afin que l'alliance du centre ait la même solidité que les alliances de droite et de gauche dans les législatures précédentes. Si elle n'y parvenait pas, on reviendrait à la majorité déglacée lors des élections législatives. Mais rien ne dit que ce centrisme d'un type nouveau ne pourrait pas réussir, sous l'autorité du président qui l'aurait instauré.

Au courrier du Monde

CADEAU

Le « rapt de l'obélisque »

Dans un article du *Monde* du 22 avril, M. Maurice Peyrot cite M. Jean Maury, professeur de droit et de sciences économiques à Montpellier. Celui-ci parle du « rapt de l'obélisque » de la place de la Concorde par les Français.

On a-t-il pris que cet obélisque était le fruit d'un pillage des Français en Égypte ? C'est Méhémet-Ali, que l'on peut considérer comme le fondateur de l'Égypte moderne, qui l'offrit à la France sous la monarchie de Juillet.

Eut-il raison ou tort de le faire, cela est une autre histoire. Il est certain que la sensibilité des peuples en matière de respect de leur patrimoine historique s'est heureusement développée depuis cette époque.

RENÉ PRUNIERES
(Chamonal, Val-d'Oise).

ÉCRITURES

Samson et les colonnes du temple

Dans votre article « Le quarantième anniversaire d'Israël », paru dans le *Monde* du 21 avril, je relève l'incise suivante : « ... ceux qui ont

trop entendu parler de Samson faisant s'écrouler sur lui, pour écraser ses ennemis, les colonnes du temple », etc.

Il me paraît important de rappeler que, selon le premier livre des Juges (16, 23), le temple dont il s'agit n'est point celui de Jérusalem (il n'y en avait pas, à l'époque) mais celui de Dagon, dieu des Philistins (« Palestiniens »). Aucun rapport, comme le voyez, avec ce qui s'est passé à Massada.

ANTOINETTE FREUND
(Malakoff, Hauts-de-Seine).

LAPSUS

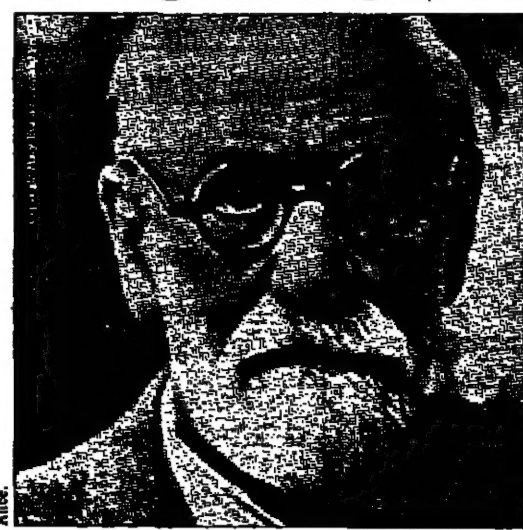
Femmes adultes

Est-ce un rêve ? Une faute de frappe ? Un lapsus préférentiel ? Quelle hypothèse faire quand on lit dans le *Monde*, même entre parenthèses, à propos de la construction d'une « prison privée » à Bapaume, qu'elle aura « une capacité de 600 places (pour 300 adultes, 200 femmes, 100 adolescents) » ?

Que la femme est toujours cet être hybride, à mi-chemin de l'enfance et de l'âge adulte ? Ou que l'air du temps a du retard à l'ombre des prisons.

CLAIRE GEKLÈRE,
(Paris).

SIGMUND FREUD



Une névrose infantile - Métapsychologie

Premier volume des Œuvres Complètes, ce tome met en valeur les résultats de l'unification terminologique et la force des nouveaux principes de traduction. Les fondements sémantiques de la psychanalyse trouvent ici la double légitimité de leur jeunesse et de leur genèse.

Tome XIII (1914-1915) - 360 pages - 195 F

Volume relié pleine toile sous jaquette

ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Direction de la publication : André Bourguignon, Pierre Cotet.

Direction scientifique : Jean Laplanche.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ÉDITION

Le livre, de fête en foire...

par CLAUDE DURAND (*)

gros risques à investir dans des manuels de jardinage ou des guides de savoir-maîtriser le monde, de faire le leçon et de reprocher leur mercantilisme à ces éditeurs de traités de linguistique, d'histoire romaine ou de romans scandinaves qui osent déplorer une chute de 30, 40, 50 % de leurs ventes par rapport à l'an passé.

Profondément révélateur, ce jugement porté sur une forme d'édition qui a fait siens depuis toujours le souci de publier des livres à lire plus qu'à feuilleter, de viser un public pour qui un livre vaut plus que la grisaille de ses pages que par la manière dont son simili-cuir et ses faux ors viennent décorer l'antichambre, qui a en le souci, enfin, de voir sauvegarder un réseau de professionnels qualifiés à même de faciliter le contact avec ce public-là.

Profondément symbolique, cette condescendance affichée envers le bon vieux « commerce de la librairie » : serait-ce que l'édition, à son tour, se serait laissée contaminer par ce récent fléau qui a permis à une économie de pure fiction, née de la spéculation financière, de reléguer comme archaïques, laborieuses et gagne-petit les acteurs de l'économie réelle, soucieux de produire des objets concrets à l'intention de consommateurs vivants ?

L'actuelle surestimation des entreprises dites de communication (dont la vraie valeur repose quasi exclusivement sur leur capital humain — auteurs et collaborateurs, instable par nature, et non sur des murs, des meubles ou des marques) tendrait à montrer que nous y sommes. Le formidable et angoissant dérapage du nombre des livres « invendus », retournés et pillonnés, en est une cinquième confirmation.

On a vu des éditeurs décider qu'ils pourraient résoudre leurs problèmes de fin de mois en déversant sur le marché des quantités de nouveautés abusives et en requinquant ainsi provisoirement leur trésorerie défilante ; on a vu des libraires en difficulté qui ont cru pouvoir trouver une bouée de sauvetage dans la pratique des retours massifs, rapides et indifférenciés ; la rengaine est aujourd'hui en train de gagner l'ensemble de la profession : les distributeurs rétribués sur les flux et les reflux regardent et encaissent, cependant que, à chaque bout de la chaîne, producteurs et détaillants spéculent sur les échecs, que les taux de retour des ouvrages de littérature générale grimpent jusqu'à dépasser 30, 40, 50 %, qu'on ose à présent déclarer « invendus » des ouvrages qui n'ont pas été proposés huit jours au public, voire qui n'ont pas été simplement déballés, et que le « commerce de la librairie » se trouve ainsi réduit pour une part grandissante à une série d'aller-retour de livres non-commercialisés, voués à n'être jamais exposés.

(*) Président-directeur général des éditions Fayard.

jamais ouverts, jamais lus, victimes d'un jeu de massacre où on s'entre-facture en circuit fermé.

Éditeurs et libraires sont pourtant des gens raisonnables. On a dit aux premiers de produire moins et mieux, et, dans l'ensemble, c'est ce à quoi ils s'efforcent. On a dit aux seconds de songer à moderniser les services rendus à leur clientèle et leurs rapports avec leurs fournisseurs, et c'est ce à quoi s'emploient la plupart, soutenus depuis sept ans par une législation approuvée — avec ou sans arrière-pensées — par la quasi-unanimité de la profession et de la représentation nationale.

Les mirages du court terme

Il n'empêche : à succomber aux mirages du court terme, à prendre la recherche du profit spéculatif pour le fin du fin de la gestion, à réduire le destin du livre à celui d'une patate brûlante qu'on se refille l'un l'autre avant de la passer au presse-purée du pilon, à camper sur ce stérile chacun-pour-soi tout en sachant que, face aux progrès de la non-lecture, de l'analphabétisme, des formes concurrentes de loisir, il n'y aura d'action possible que solidaire, c'est l'ensemble d'une profession qui risque de connaître des lendemains pour le moins désempolement.

Echanges irrésistibles en vase clos, jeux d'écritures, faux-semblants d'activité, ouvrages de chic et de choc, souvent sans idées, parfois sans mots : voilà un contexte qui nous ramène aux portes refermées du dernier Salon du livre.

Tout ce qui est nouveau étant réputé moderne, il est des voix pour prôner l'adaptation aux modes et aux cadres que l'époque propose (l'époque a bon dos : parlons plutôt des vendeurs de vent qui brassent l'air du temps). On peut songer déjà pour l'an prochain à un Salon débranché de tous ces encombrants rayonnages alourdis de livres de fonds, de ces jeunes romanciers anonymes, de ces universitaires besogneux et immortels, où les stands, perdant en profondeur ce qu'ils gagneront en hauteur, exhiberont palettes de best-sellers et vedettes du show-biz.

On recommandera d'apporter sa sono, des lots de photos pré-dédicacées, des hôtesse en bikini ou robes à panier, des grilles de foto culturel, et il ne sera pas contre-indiqué d'éditer et de distribuer gratis des petits livres aux pages vierges pour la collecte des autographes. La date est déjà fixée : pour plus de chaleur festive, ce sera à deux doigts des grandes vacances, pour mieux ressusciter sans doute ce qu'on appelle jadis les « livres d'été », une production si injustement décriée et déclinée depuis que certains ouvrages de saison froide ont eu l'impudence de se faire lire par tous les temps !

Rendez-vous est pris. On nous permettra de réserver notre participation.

BONHEURS

La joie d'exister

par ALBERT MEMMI

Notre éminent pasteur jette encore par-dessus bord tous les gadgets de la civilisation. J'avoue trouver un quotidien petit bonheur dans l'eau chaude du robinet mélangé, et un plus grand grâce à cette boîte magique, nommée radio, qui me permet d'écouter de si belles harmonies. Que dire de la télévision dans les bidonvilles ? Et des vaccins qui ont allongé l'espérance de vie de trente à soixante-quinze ans ?

Rechercher l'éternel dans l'éphémère est sublime ; mais faut-il souffrir pour cela l'accord joyeux avec le monde, la grâce fugitive des enfants et les fugitives splendeurs des saisons ? Dans une page d'étonnante ironie, l'humaniste Erasme fait le portrait du sage stoïcien : c'est la statue de marbre d'un personnage imaginaire.

A force de gommer les ombres, le stoïcien finit par effacer la trame du dessin. Il n'y a pas de chef-d'œuvre absolu, ni dans l'art ni dans la vie.

Soyons modestement heureux, goûtons la simple joie d'exister, selon l'heureuse formule du philosophe Robert Mahr ; et acceptons de pleurer, puisque le bonheur, comme toute chose, a son prix.

L'AUTRE dimanche, le pasteur Castelnau faisait à la radio un sermon, d'une fermeté rare dans le genre. Il rappelait que les règles de la sagesse sont simples, peu nombreuses et communes à tous.

Pour atteindre à la paix intérieure, il faut négocier trois accords : avec soi-même, avec les autres et avec l'univers. Ce discours aurait pu être celui d'un sage grec ou d'un bouddhiste ; c'est le minimum commun, en effet.

A partir de là divergent les doctrines et les tempéraments ; les deux sont liés.

Les uns, voulant éviter toute cause de trouble, recherchent une paix méfiante et parcimonieuse : surtout pas d'attachement ! Ni à soi, ni aux êtres, ni aux objets. Pour les autres, la vie est une fête, dont il faut nourrir l'illégitime. Le devin des premiers est « absteni-toi », celle des seconds « réjouis-toi ».

On raconte qu'Épictète, esclave de son état, d'où peut-être sa philosophie, fut condamné à subir les épreuves. Au bout d'un moment, il dit à son maître : « Attention, tu vas me casser la jambe ! » Celui-ci, voyant le calme du philosophe, crut qu'il se moquait de lui, il

صكنا من الأهل

POLOGNE

● Impasse à Gdansk ● Mouvement de grève à l'usine Ursus de Varsovie

L'organe dirigeant de Solidarité, la commission nationale exécutive (KKW), a appelé les militants du syndicat dissous à organiser dans tout le pays des « actions de solidarité de toute sorte, y compris des grèves », tant que durera le conflit aux chantiers navals de Gdansk.

Dans une déclaration datée du 5 mai et parvenue le 9 mai aux agences de presse occidentales à Varsovie, la KKW précise cependant que ces actions doivent être lancées pour « une durée déterminée », une consigne qui dénote un souci de réalisme par rapport à la menace de grève générale formelle avant l'intervention des forces de l'ordre aux aciéries de Nowa-Huta. L'assaut donné par la police la semaine dernière pour évacuer les grévistes de Nowa-Huta n'avait pas, en effet, déclenché de mouvements spontanés de grève dans le reste du pays.

Une nouvelle grève a cependant éclaté lundi 9 mai à l'usine de tracteurs Ursus de Varsovie, l'un des bastions traditionnels de Solidarité. Un comité de grève aussitôt formé a présenté à la direction une liste de revendications en six points, comprenant des augmentations de salaires et la reconnaissance de Solidarité.

Mais dans le courant de la journée, le directeur de l'usine a pris contact avec les grévistes en acceptant d'entamer des négociations et en fournissant des garanties de sécu-

rité aux grévistes. Le comité de grève a donc décidé, dans la soirée, de suspendre l'arrêt de travail pour quarante-huit heures, délai qu'il laisse aux négociateurs pour parvenir à un accord. Les pourparlers devaient débiter mardi matin.

A Gdansk, la situation restait au point mort aux chantiers navals Lénine, en grève depuis le 2 mai. Le dispositif des forces de l'ordre qui encerclait l'entreprise aurait été allégé lundi, selon certains observateurs, pour permettre aux grévistes, dont le nombre a diminué ces derniers jours, de quitter les chantiers sans avoir à affronter l'humiliation de traverser une haie de « zones » (unités anti-émeutes). De trois mille environ au début du conflit, les ouvriers qui occupent les chantiers, parmi lesquels se trouve toujours Lech Walesa, seraient maintenant moins d'un millier. La pression psychologique exercée par les autorités sur les grévistes pour les isoler du reste du pays et les faire vivre dans l'apprehension d'une intervention des forces de l'ordre semble avoir été efficace.

Alors que, d'après certaines informations à Gdansk, l'épiscopat tentait une nouvelle médiation auprès du bureau politique, il n'y a pas eu de nouvelles négociations aux chantiers navals entre la direction et les représentants des grévistes, qui se sont séparés sur un échec dans la nuit de dimanche à lundi. — (AFP, UPI, Reuters.)

URSS : après la tentative de création d'une « Union démocratique »

M. Grigoriants est emprisonné pour une semaine

M. Sergueï Grigoriants, l'une des personnalités les plus actives de la dissidence soviétique depuis la vague de libérations de prisonniers politiques il y a un peu plus d'un an, a été arrêté et condamné, lundi 9 mai, à une semaine de détention pour « refus d'obéir aux autorités », a annoncé à Moscou son épouse Tamara.

C'est la première fois depuis sa libération, en février 1987, du pénitencier de Tchistopol, après quatre ans de détention pour « propagande anti-soviétique », que M. Grigoriants, quarante-sept ans, retourne en prison. Jusqu'ici, les autorités s'étaient contentées de l'interpeller pour quelques heures.

Après l'inculpation et l'incarcération du militant nationaliste arménien Parouti Alikian en mars dernier, à l'issue des grandes manifestations d'Irevan, la condamnation de Sergueï Grigoriants constitue un nouvel avertissement aux quelques deux cents détenus politiques libérés l'an dernier par M. Mikhaïl Gorbatchev : la « glasnost » ne doit pas faire oublier qu'il existe en URSS des limites à l'activisme politique en dehors des organisations du Parti communiste.

Sergueï Grigoriants publie depuis près d'un an un bulletin indépendant, qu'il a précisément baptisé *Glasnost*, et que les autorités tolèrent comme un certain nombre de

publications du même type, vraisemblablement en raison de leur diffusion quasi confidentielle. Le strict contrôle des moyens de reproduction et d'impression en URSS les empêche en effet de tirer à plus d'une centaine d'exemplaires.

C'est au titre de rédacteur en chef de *Glasnost* que Sergueï Grigoriants avait participé au cours du week-end à une réunion des représentants d'une trentaine de bulletins indépendants.

Ces représentants n'avaient pas été inquiétés, mais, parallèlement, se déroulaient dans des appartements privés de Moscou une autre réunion jugée beaucoup plus dangereuse par les autorités : celle de cent à cent cinquante personnes, pour la plupart membres de ces groupes « informels » qui ont fleuri depuis deux ans, décidées à créer une « Union démocratique », véritable organisation politique indépendante.

« Le droit d'être contre »

Dimanche soir, les policiers, qui avaient surveillé en nombre important le déroulement du « congrès » depuis la veille, cueillaient plusieurs dizaines de participants à la sortie d'un appartement. Quatorze, tous résidents hors de Moscou, devaient passer la nuit en prison. Onze étaient mis lundi dans un avion à destination de Leningrad. Mais le « congrès » de l'Union démocratique n'était pas terminé — un troisième jour de travaux était prévu, — et rendez-vous était pris lundi matin à la datcha de M. Grigoriants, dans une zone fermée aux étrangers, à une trentaine de kilomètres de Moscou. Ainsi Sergueï Grigoriants, qui, au départ, ne participait pas à l'initiative de l'Union démocratique, s'y impliquait-il en fournissant un local de secours dans un club culturel proche, où elles sont parvenues à se réunir une demi-heure avant d'être dispersées par la police. Pendant ce temps, les miliciens perquisitionnaient à fond la petite maison et interpellaient M. Grigoriants, ainsi que cinq de ses collaborateurs, selon son épouse.

Bien que ses organisateurs soient encore incités sur la suite à donner à leur réunion, les chances de l'Union démocratique paraissent quelque peu compromises.

D'après ses documents constitutifs, cette organisation se définit comme une « opposition politique à l'ordre présent ». « Personne n'a le droit de décider pour le peuple la direction à suivre, ajoute-t-elle. La liberté, c'est le droit d'être contre. Nous en avons été privés depuis octobre 1917. »

S. K.

BELGIQUE

Le gouvernement de M. Martens comprend douze nouveaux ministres



T. ANE. H.O.

BRUXELLES de notre correspondant

Le gouvernement belge de centre gauche « Martens VIII », qui s'est présenté le mardi 10 mai devant les Chambres, est une coalition de cinq partis. Chacun de ceux-ci est représenté par un vice-premier ministre.

Il comporte un nombre important de nouveaux ministres — douze — en raison de l'arrivée au pouvoir des socialistes francophones et flamands, ainsi que des fédéralistes flamands de la Volksunie.

Les sociaux-chrétiens, qui faisaient partie du précédent gouvernement, ont désigné pour leur part quasiment les mêmes représentants à l'exception de M. Marc Eyskens, ancien ministre des finances, qui

devrait toutefois succéder à M. Léo Tindemans comme ministre des relations extérieures lorsque celui-ci conduira, en juin 1989, la liste de son parti aux élections européennes.

Autre absent de marque : M. Guy Spitaels, le président du Parti socialiste francophone, qui a préféré rester à la tête d'une formation en pleine crise malgré son succès électoral du 13 décembre dernier.

Le nouveau gouvernement, qui comprend dix-neuf ministres et treize secrétaires d'Etat, devrait disposer d'une majorité des deux tiers au Parlement. L'opposition étant principalement constituée à présent par les libéraux flamands et francophones.

J.-A. F.

La composition du cabinet

Premier ministre :

— M. Wilfried Martens (social-chrétien flamand CVP).

Vice-première ministres :

— Ministre de la région bruxelloise et des réformes institutionnelles : M. Philippe Moureaux (socialiste francophone PS) (*).

— Ministre des affaires économiques et du Plan, ministre de l'éducation (flamande) : M. Willy Claes (socialiste flamand SP) (*).

— Ministre des communications (transports) et des réformes institutionnelles : M. Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand CVP) (**).

— Ministre de la justice et des classes moyennes (PME, commerçants et artisans) : M. Melchior Wathelet (social-chrétien francophone PSC) (*).

— Ministre du budget et de la politique scientifique : M. Hugo Schiltz (Volksunie) (*).

Ministres :

— Relations extérieures : M. Léo Tindemans (CVP).
— Finances : M. Philippe Maystadt (PSC) (*).

Commerce extérieur :

— M. Robert Urbain (PS) (*).

Fonction publique :

— M. Michel Hansenne (PSC) (**).

— Postes, télégraphe et téléphone : M. Freddy Willockx (SP) (*).

— Affaires sociales : M. Philippe Busquin (PS) (*).

— Défense nationale : M. Guy Coens (PS) (*).

— Travaux publics : M. Paula D'Hondt-Van Opendoorn (CVP) (**).

— Intérieur, modernisation des services publics et des institutions scientifiques et culturelles nationales : M. Louis Tobback (SP) (*).

— Education nationale (francophone) : M. Yvan Ylief (PS) (*).

— Coopération au développement : M. André Geens (VU) (*).

— Pensions : M. Alain Van der Bieft (PS) (*).

— Emploi et travail : M. Luc Van den Brande (CVP) (**).

(*) Nouveau venu dans le gouvernement.
(**) Change de portefeuille.

AUTRICHE : porté à la présidence au congrès du 11 mai

Le chancelier Vranitzky va s'efforcer de rénover le Parti socialiste

VIENNE de notre correspondante

Le Parti socialiste autrichien (SPOE) devait se réunir en congrès extraordinaire le mercredi 11 mai, à Vienne, pour élire à sa présidence le chancelier Franz Vranitzky, désigné depuis la mi-avril pour succéder à M. Fred Sinowatz. Ce choix controversé marque un recentrage du parti, qui se prépare à fêter son centenaire à la fin de cette année.

Banquier de carrière, le chancelier n'a pas attendu son élection pour annoncer, à la veille du congrès, qu'il entend « marquer de son empreinte le parti » en remettant les pendules idéologiques à l'heure. S'il est, pour les uns, l'homme apte à donner un nouveau visage au socialisme autrichien, il n'est, pour l'ancien chancelier Bruno Kreisky — qui avait dirigé lui-même le parti pendant seize ans (1967 à 1983) —, que le « symbole du vide idéologique » qui caractérise le parti de ses héritiers. L'ancien chancelier, totalement brouillé avec la direction actuelle du parti, a refusé d'assister au congrès.

Le nouveau chef du parti, âgé de cinquante ans, veut réformer non seulement le SPOE, mais aussi la société autrichienne dans son ensemble.

ble, dont l'affaire Waldheim a révélé les blocages. Il souhaite une modernisation radicale des structures et surtout des mentalités. Il préconise, sur le plan économique, le retour à la compétitivité et à l'initiative individuelle et veut voir réduit le rôle de l'Etat à ses « fonctions purement protectrices ». Il entend réaliser son programme avec « des citoyens indépendants, autonomes et critiques ».

« L'idéologie du pragmatisme »

Sans émotion, le chancelier a estimé, à la veille de son élection, que « si le parti n'est pas prêt à me suivre dans ma politique, je tirerai les conséquences sans compromis ». Au sommet de sa popularité dans le pays, M. Vranitzky n'a pas demandé à occuper la charge qui lui incombe désormais. Compromis dans de multiples scandales remontant à l'époque — dans les années 70 — où le SPOE régnait sans partage, incapable de mener à bien le renouvellement d'un parti resté à l'écart des débats qui ont bouleversé le paysage du socialisme dans les autres pays européens, l'ancienne direction est tombée comme un fruit trop mûr.

La tâche de M. Vranitzky va être lourde. Le dilemme du SPOE, esti-

maient récemment un haut fonctionnaire du parti, est qu'il doit « convaincre les uns de son changement profond sans donner à d'autres l'impression de les abandonner ». Venant de tous les horizons, les oppositions à la nouvelle direction n'ont pas tardé à se faire entendre. Elles regroupent des idéologues, qui craignent que la logique du parti soit désormais uniquement électoraliste, les déçus de la politique de privatisation du secteur public, qui craignent pour la sécurité de leurs emplois, et une partie de la jeunesse du parti, qui ne trouve pas son compte dans le nouvel idéal que tente de leur communiquer le chancelier.

Lors d'une réunion, le week-end dernier, les jeunes socialistes ont appelé à la mobilisation contre la dérive de droite du parti. Leur leader, M. Christian Cap, ne cesse de dénoncer l'« idéologie du pragmatisme » du chancelier. Ils ont reçu l'appui d'intellectuels comme M. Egon Mazner, un des principaux économistes socialistes, qui estime que le SPOE « n'a pas de perspective de réforme à offrir et est en train de se transformer en un parti populaire conservateur ».

WALRAUD BARYLL

Diplomatie

En attendant le règlement de litiges avec Moscou

Le Sénat américain ajourne l'examen du traité sur les missiles intermédiaires

Le Sénat américain a ajourné, mardi 11 mai, le débat qui devait s'ouvrir, le mercredi 11 mai, sur la ratification du traité FNI bannissant les missiles de portée intermédiaire, a annoncé, le lundi 9 mai, le chef de la majorité démocrate du Sénat, M. Robert Byrd. A l'origine de cette décision, M. Byrd, ainsi que d'autres responsables sénatoriaux, ont cité des divergences importantes entre Soviétiques et Américains sur la partie du traité concernant les vérifications mutuelles. « Il est évident que non seulement les problèmes qui étaient apparus auparavant n'ont pas été résolus, mais que de nouvelles questions ont fait surface », a dit M. Byrd.

Dans le camp républicain, le sénateur Robert Dole s'est déclaré d'accord avec cette décision, tandis que, à la Maison Blanche, un porte-parole annonçait que le gouvernement américain ne fera aucun commentaire sur le problème de la ratification jusqu'au règlement des litiges. Les responsables du Sénat ont fait part de leur espoir de les voir résolus lors de la rencontre, mercredi et jeudi à Genève, des chefs

des diplomates américains et soviétiques, MM. George Shultz et Edouard Chevardnadze.

Deux controverses opposent Moscou et Washington sur la vérification : les Etats-Unis récusent la volonté de Moscou d'interdire aux représentants américains de pénétrer dans certaines zones des cent trente-trois installations ouvertes à l'inspection dans le camp de l'Est. Washington estime également avoir le droit d'inspecter tout conteneur pouvant receler un étage de missile, et pas seulement les conteneurs pouvant contenir un missile entier. L'ambassade d'URSS à Washington a transmis, dimanche, une réponse sur ce point et celle-ci est à l'étude, a indiqué lundi un responsable du département d'Etat.

Les sénateurs démocrates demandent, pour leur part, une clarification sur ce point qu'ils jugent ambigu : le traité interdit-il tout missile intermédiaire, y compris des missiles de reconnaissance ou équipés de laser et autres équipements futuristes ? Une récente lettre de M. Chevardnadze à M. Shultz

sur ce point, loin de clore le débat, a soulevé de nouvelles interrogations chez ses sénateurs.

Deux autres controverses sont, elles, internes au gouvernement américain. Le président de la commission du renseignement, le sénateur David Boren, a menacé de faire traîner indéfiniment la procédure de ratification si la Maison Blanche ne débloquent pas les crédits nécessaires au déploiement d'une nouvelle génération de satellites-espions, jugés pour vérifier que les Soviétiques respectent le traité.

Enfin, échaudés par la controverse sur la double interprétation du traité ABM sur les défenses antimissiles, les démocrates veulent attacher au traité FNI un texte qui interdirait de fait aux futurs présidents américains de réinterpréter le traité.

« Si ces différences peuvent être réconciliées, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas ratifier le traité » à temps pour le sommet de Moscou, avait déclaré, la semaine dernière, le sénateur Byrd. — (AFP, Reuters.)

TROYAT RACONTE FLAUBERT

HENRI TROYAT
FLAUBERT



Grandes Biographies
Flammarion

Asie

AFGHANISTAN : à quelques jours du début du retrait soviétique

M. Najibullah met la dernière main au nouveau dispositif militaire autour de Kaboul et en province

KABOUL
de notre envoyé spécial

C'est une sorte de château d'opérette, de proportions harmonieuses et dont les pierres sont de couleur ocre et blanche. Les tourelles et les filices émergeant d'un labyrinthe de verdure qui protège sa base et ses entrées des regards indiscrets. C'est un château de Bavière rococo, où résident les rois afghans, et qui sert aujourd'hui de repaire à une partie des états-majors de l'armée afghane et de la 40^e armée soviétique. C'est aussi l'un des QG de Kaboul, un bunker entouré de fils de camouflement sous lesquels sont entassés plusieurs dizaines de blindés et de véhicules de toutes sortes. Cet ancien palais royal, construit au cours de la seconde guerre anglo-afghane de 1878, est situé à l'extrémité du boulevard Darulaman, au sud-ouest de Kaboul, dans un quartier hautement surveillé.

Sur ce même boulevard se succèdent le centre culturel soviétique, l'ambassade soviétique et le ministère de la défense. Autour des locaux diplomatiques soviétiques, les blindés disposent de caches enterrées dans le sol : la nuit, seule la tourelle émerge, selon le dispositif classique d'une position militaire en terrain hostile. Kaboul est la ville des collines innombrables, et c'est pour cela qu'elle est si difficile à défendre. On le mesure en faisant l'ascension jusqu'aux « canons de midi », deux lourdes pièces de bronze qui gisent sur une petite ter-

rasse de rocaïlle au bord du paysage, gardiens endormis des deux vallées. Durant la royauté, ils s'alimentaient chaque jour la douzième heure.

De là, on peut suivre pendant assez longtemps le cheminement des convois militaires qui traversent régulièrement la ville, en trombe, et les décollages des bombardiers Sukhoï-25 aux ailes chargées de roquettes. Le 30 avril, environ soixante-dix blindés soviétiques, suivis par plusieurs dizaines de camions, ont ainsi défilé devant nos yeux, sur l'avenue Chamsa, dont ils arrachent à chaque fois un peu plus le revêtement goudronné. Chars lourds T-62, transports de troupes blindés BMP (à chenilles) et BTR (à roues), BM-27, chars de déminage, avec sur chaque tourelle une grappe de soldats, certains décapités, d'autres ayant glissé des fleurs violettes dans le canon de leurs armes.

Le 11 avril, se souviennent plusieurs diplomates occidentaux, l'un de ces convois est passé dans le quartier Wazir Akbar Khan (où sont situés la plupart des ambassades et le palais présidentiel), de 5 heures à 8 heures du matin, sans interruption... En tout, estime un expert militaire, plus de quatre cents blindés, qui ont emprunté la route du sud, vers Ghazni et Kandahar. Le but de cette opération était de ravitailler les postes gouvernementaux et soviétiques. Selon ce même expert, le convoi n'est pas revenu, ce qui signifie qu'il est reparti en direction de l'URSS, via Hérat. La route du sud n'est pas forcément une mau-



vaïse solution pour le retrait des troupes soviétiques. Plus longue que celle du nord, elle a l'avantage de traverser des étendues souvent désertiques, qui rendent difficiles la progression des groupes de moudjahidins et sont faciles à surveiller pour les hélicoptères soviétiques.

Des opérations coordonnées

C'est dans cette région, sur l'axe est-sud-est, que se déroulent actuellement la majorité des combats, c'est-à-dire, le long de la frontière pakistanaise, dans les provinces de Kunar, Nangarhar, Logar et Paktia, ainsi que autour de Kaboul et dans la région de Kandahar. Pour la première fois depuis le début de la guerre, les moudjahidins ont pris le contrôle de quatre districts : Ghorband (dans le Parwan, à l'est du tunnel de Salang), Barikot (Kunar), ainsi que Panjwai et Maruf (Kandahar). Selon ces mêmes experts occi-

dentaux (1), les groupes de la résistance lancent de plus en plus souvent des attaques coordonnées, ce qui confirme que les dissensions qui existent entre les partis politiques, établis à Peshawar, ne se retrouvent pas forcément sur le terrain, entre commandants d'une même région.

A Ghorband, le Jamiat et le Hezb-Islami (de M. Khalis) ont collaboré, à Peshawar, ne se trouvant pas forcément sur le terrain, entre commandants d'une même région. A Ghorband, le Jamiat et le Hezb-Islami (de M. Khalis) ont collaboré, à Peshawar, ne se trouvant pas forcément sur le terrain, entre commandants d'une même région.

les combats sont apparemment incessants, ce qui explique la fréquence des convois militaires quittant Kaboul, notamment la nuit.

Dans le nord, les affrontements se concentrent le long de la route de Salang, notamment à Garabagh, Guldara et Sakaradara, où sont à l'œuvre les groupes de moudjahidins du commandant Massoud. Le retrait des troupes soviétiques va poser, inévitablement, un grave problème d'effectifs au gouvernement de Kaboul qui, sur le flanc est, souhaiterait conserver coûte que coûte les villes de Jalalabad, Kandahar, Gardes et Ghazni, les autres localités étant peu à peu abandonnées.

La plupart des experts occidentaux estiment que c'est à la raison majeure de la proposition faite par le président Najibullah de créer des zones « démilitarisées » dans les régions frontalières, afin, officiellement, de faciliter le retour des réfugiés du Pakistan. En fait, en évacuant celles-ci, le régime de Kaboul peut concentrer davantage de troupes dans les quatre principales localités de l'Est qui, une fois le retrait soviétique achevé, vont être terriblement à découvert. Selon certaines indications, les opérations d'évacuation auraient déjà commencé sur la grande base soviétique de Samarkand, située non loin de Behsud, qui commande la ville de Jalalabad, sur la route menant à la frontière et à Peshawar.

La crainte

d'un coup d'Etat militaire

Au cours des dix prochains jours, ces garnisons soviétiques vont être relevées par des soldats afghans, pour des raisons militaires mais aussi politiques : l'armée régulière afghane, ainsi que la Tsarandoy (police militaire) sont commandées respectivement par les ministres de la défense et de l'intérieur, les généraux Mohammad Rafi et Gholabzoy. De ces deux hommes, le second est le plus dangereux pour le président Najibullah. Le chef de l'Etat afghan, plus qu'un éventuel « déferlement » des moudjahidins sur Kaboul, craint un coup d'Etat militaire.

Pour cette raison, toutes les forces contrôlées par le général Gholabzoy vont être « évacuées » de la capitale et envoyées en province pour relever l'armée soviétique. La sécurité de Kaboul, une fois le « parapluie » soviétique réformé, sera assurée par les « forces de sécurité nationale » c'est-à-dire les unités combattantes du Khad (les services secrets), que dirige le ministre de la sécurité nationale, le général Yagubi. Ancien « patron » lui-même du Khad, le président Najibullah a une entière confiance dans son successeur. Ces unités seront épaulées par la garde

présidentielle, dont les effectifs vont être renforcés et élargis.

Tous les hommes à qui échouera la tâche de protéger Kaboul recevront un salaire de 12 000 afghanis (2), soit près du double de la solde d'un soldat de l'armée régulière. Il y a une initiation de jours, les étudiants qui effectuaient une formation militaire en Union soviétique sont revenus à Kaboul, où ils doivent prendre le commandement de ces nouvelles unités : près de cent cinquante officiers, parlant le russe, d'ailleurs formés idéologiquement, donc fidèles à l'Union soviétique et, accessoirement, au chef de l'Etat afghan. En outre, depuis quelques semaines, une tournée de généraux ont été nommés, à titre de compensation, pour aller s'exiler en province.

A elles seules, les unités combattantes du Khad, la garde présidentielle et les forces armées du PDPA (Parti démocratique populaire communiste), qui possèdent sa propre milice, ne sont sans doute pas suffisantes pour résister très longtemps à une offensive combinée de la résistance. Mais, outre qu'une telle opération est encore bien théorique, faute d'un commandement unique des moudjahidins, le Kremlin, même si, à terme, il n'exclut pas de le « sacrifier », ne privera pas le président Najibullah des « conseils » de quelques centaines de « techniciens » soviétiques. Enfin, tout l'appareil d'Etat en Afghanistan est infiltré d'agents du KGB plus ou moins « dormants ».

A Kaboul, les diplomates occidentaux se partagent en deux écoles quand il s'agit d'évoquer à la fois le retrait des troupes soviétiques et ses lendemains. Les premiers affirment que « Najib » va s'écrouler très vite sous les coups de boutoir de la résistance et par les défections dans son propre camp. Les seconds, au contraire, estiment qu'il tiendra parce que les Soviétiques auront décidé qu'il doit tenir, ce qui accentuerait l'aspect spectaculaire du retrait lui-même. Un diplomate appartenant à la seconde école, avec qui nous évoquons le grand événement médiatique du 15 mai (date officielle du début des opérations de retrait des troupes soviétiques), nous disait il y a quelques jours : « Alors, vous restez jusqu'au départ du Bolchev ? ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Les experts occidentaux à Kaboul sont les diplomates et les journalistes qui résident en Afghanistan depuis plusieurs années. Leurs rapports et leurs informations sont, malheureusement, d'une crédibilité relative, dans la mesure où ni les uns ni les autres n'ont la possibilité de quitter la capitale.

(2) Un franc français vaut environ 25 afghanis.

Roquettes sur Kaboul

KABOUL
de notre envoyé spécial

Lundi 9 mai, 17 h 50 : une très forte explosion, apparemment toute proche, suivie d'une autre. En face (mais à bonne distance) du palais présidentiel.

Des ambulances arrivent, puis des camions de pompiers. Entre-temps, deux nouvelles explosions retentissent assez loin des roquettes qui, la plupart du temps, n'atteignent pas leur objectif et tombent sur des quartiers civils. L'une d'elles s'est écrasée sur le garage du comité central du PDPA (Parti communiste du peuple), une autre sur Mikro-Rayon, le quartier où résident la plupart des Soviétiques. A l'hôpital, deux enfants d'une dizaine d'années baignent littéralement dans leur sang. L'un d'eux a l'estomac déchiqueté, des plaies sur tout le corps, une intraveineuse dans le bras. Il est vigilement recouvert de panse-

ments sanguinolents et sales, des flacons cassés gisent sur le sol. Le spectacle d'autres enfants dans une salle commune est tout aussi pitoyable.

Vers 20 heures, le bilan de la journée était d'une quinzaine d'explosions, d'une douzaine de morts et d'une vingtaine de blessés. Dans la soirée, puis dans la nuit, d'autres explosions ont été suivies, pendant plusieurs heures, par un ballet d'hélicoptères.

La plupart des roquettes sont tirées à une distance de 8 à 15 kilomètres du centre-ville, mais la localisation exacte des groupes de guérilla est impossible. Une chose est sûre : chaque jour, le nombre d'incidents meurtriers s'accroît, comme si les moudjahidins invités ou pas, avaient bien l'intention de prendre part, à leur façon, à la cérémonie de retrait des troupes soviétiques.

L. Z.

BIRMANIE : selon Amnesty International

L'armée se livre à de graves exactions contre les minorités ethniques

L'armée birmane est engagée depuis des années dans des opérations militaires contre des mouvements séparatistes ethniques, qui ont entraîné la fuite de nombreux civils vers la frontière thaïlandaise. Dans un rapport qui vient d'être rendu public, l'organisation humanitaire Amnesty International (1) accuse les soldats de Rangoon de se livrer en permanence à de graves violations des droits de l'homme contre la population civile. Ce rapport se fonde sur des entretiens avec soixante-dix réfugiés karens, mons et kachins. Amnesty n'ayant pas été autorisée à enquêter en Birmanie.

Ainsi, Amnesty a rassemblé plus de deux cents cas d'exécutions extrajudiciaires, de tortures et de mauvais traitements, sont des paysans suspects, souvent sans preuves, d'appartenir aux mouvements de guérilla ou de les soutenir. Ils sont la plupart du temps parqués dans des « villages stratégiques » avec interdiction d'en sortir et risquent la peine de mort s'ils sont trouvés en possession d'une trop grande quantité d'argent ou de vivres.

Par exemple, un paysan, père de cinq enfants, a été blessé par balles dans son champ après avoir été accusé d'être un soldat. Il a été traîné par la gorge et de lui arracher les yeux. Beaucoup sont forcés de travailler comme porteurs pour l'armée, de marcher en avant au cas où il y aurait des mines, sont tués ou laissés pour morts s'ils ne peuvent plus porter leurs charges.

Les jugements ou de procès sont quasiment inexistantes. En revanche, de nombreux prisonniers sont battus, torturés, enfermés dans des trous inondés pendant des jours. Une des tortures favorites des soldats, selon les témoignages, consiste à rouler un bambou, ou une barre de fer sur la peau des prisonniers jusqu'à ce que la chair se détache; d'autres ont été soumis à des simulacres d'exécution ou ont été suffoqués par des feuilles de plastique placées sur leur visage.

En outre, un certain nombre de femmes ont été violées par les soldats. Amnesty a envoyé ses observations aux autorités de Rangoon, sans obtenir de réponse. Le gouvernement birman a déclaré le 11 février dernier « totalement infondées (...) les allégations d'exécutions sommaires le long de la frontière birmane ».

(1) 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11. Tél. : 43-38-74-74.

● INDE : Affrontements dans le Temple d'or d'Amritsar. — Cinq personnes ont été tuées lundi 9 mai au cours d'affrontements entre séparatistes sikhs et policiers dans le Temple d'or d'Amritsar, le lieu le plus sacré de la religion sikhe. La police a renforcé ses positions autour du sanctuaire. Déjà en juin 1984, les forces de l'ordre avaient donné l'assaut contre le Temple d'or pour en déloger les militants sikhs. — (Reuters.)

formation continue

salariés et demandeurs d'emploi

NIVEAU BAC ET TROIS ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

DIPLOME UNIVERSITAIRE
DE TECHNOLOGIE (DUT)

Stage en entreprise à temps plein

■ HYGIENE ET SECURITE

(possibilité de préparation par certificats indépendants)

■ GENIE MECANIQUE ET PRODUCTIQUE

NIVEAU BAC + 2 ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

DIPLOME D'UNIVERSITE
(POST-DUT)■ MAINTENANCE ET CONTROLE
DES SYSTEMES INFORMATIQUE
ET ROBOTIQUE

■ INFORMATIQUE ET GENIE MECANIQUE

(Options : GFAO Automatique et Robotique Industrielle)

financement :

enseignement :

regroupement :

place du 8-mai-1945
93200 ST-DENIS
Tél. 46 21 61 58
Fax 46 21 61 58

UNIVERSITE PARIS VII

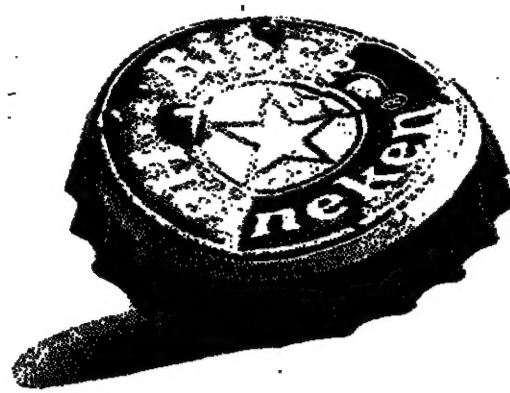
سكنا من الماصل

Heineken, la

re main Laboul et en province



*On se souvient toujours
de son premier grand amour*



Heineken, la bière qui fait aimer la bière.

Ayez soif de modération

Proche-Orient

LIBAN : les affrontements entre Amal et le Hezbollah

La trêve imposée par la Syrie semble respectée

BEYROUTH
de notre correspondant

Malgré des tirs sporadiques d'armes légères et de roquettes, la trêve imposée, lundi soir 9 mai, dans la guerre inter-chiite de la banlieue sud de Beyrouth était respectée mardi matin. C'est la troisième pause dans les combats depuis le début, vendredi, des féroces affrontements entre les deux milices de cette communauté, le Hezbollah et Amal.

Bien qu'elle soit moins précaire que les deux précédentes, car elle s'appuie sur la présence symbolique, mutuellement acceptée, de trente-six soldats syriens postés aux différents points des zones de combat, cette trêve paraît menacée en raison du troisième point de l'accord sur lequel elle est bâtie : à savoir la restitution des positions conquises par chacun des deux belligérants. Le Hezbollah, manifestement gagnant sur le terrain, refuse de rétrocéder ses gains.

Amal a réussi, au quatrième jour de la bataille, à contenir la poussée du mouvement intégriste, qui avait profité de l'effet de surprise en déclenchant les combats et d'une bonne organisation, face au spontanéisme débridé des miliciens d'Amal, pour marquer des points dans plusieurs quartiers.

Mais le mouvement de M. Berri dispose encore de réserves non engagées, notamment de renforts arrivés du sud et de la Bekaa, avec la bénédiction de l'allié syrien. Ces renforts

apparaissent bien plus importants que les effectifs du Hezbollah, lequel, s'il a gagné du terrain, semble avoir perdu une partie du soutien populaire qui fait sa force, car les habitants de la banlieue sud, oléérés par cette guerre fratricide, lui font grief d'en avoir pris l'initiative.

Ce fut une guerre sans merci dont témoigne le chiffre des victimes — plus de 150 morts et 350 blessés en quatre jours. Les destructions matérielles sont importantes et d'autant plus durement ressenties qu'elles frappent des quartiers pauvres, et qu'en ces temps de crise économique, le coût des réparations est prohibitif. Plusieurs manifestations de protestation ont d'ailleurs eu lieu en pleine bataille. Les habitants qui ont pu fuir la banlieue sud, devenue un enfer, sont allés dans d'autres quartiers musulmans ou vers le Liban du sud.

Dépeché par Damas pour reprendre en main la situation, le général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignements syriens au Liban, a lancé un avertissement au nom de la Syrie aux belligérants. Il s'adressait en fait uniquement au Hezbollah, puisque Amal est l'allié fidèle de Damas, et souhaite le déploiement des troupes syriennes dans la banlieue sud. Mais il a prudemment évité de se prononcer sur une entrée en force de l'armée syrienne pour prendre le contrôle de cette zone qui lui échappe depuis son retour à Beyrouth-Ouest en février 1987.

LUCIEN GEORGE.

La guerre du Golfe

L'ONU propose un strict contrôle sur les exportations d'armes chimiques

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné, le lundi 9 mai, à l'unanimité, l'utilisation d'armes chimiques dans la conférence Iran et proposé des contrôles très stricts sur les exportations de produits chimiques à destination des deux belligérants. La résolution du Conseil, qui a été adoptée au cours d'une séance sans débats, fait suite à la publication le mois dernier du rapport d'une commission d'enquête de l'ONU sur la poursuite de la guerre chimique dans le conflit. Les experts de l'ONU avaient conclu à une intensification de l'usage des armes chimiques notamment contre des personnes civiles, mais ils s'étaient abstenus d'en blâmer l'un ou l'autre des belligérants. Dans plusieurs rapports précédents de l'ONU, l'Irak avait été directement accusé de recourir à des armes chimiques.

Le texte adopté par le Conseil de sécurité est dû à une initiative de l'Allemagne fédérale et il a été aussi coparrainé par l'Italie et le Japon. La RFA, avec le soutien de plusieurs autres membres du Conseil, souhaitait aller plus loin dans cette résolution et faire peser indirectement la menace de sanctions obligatoires en cas de non-application de texte. Mais les diplomates auto-allemands, en définitive, y ont renoncé devant les réserves de certains de leurs col-

gues qui estimaient que le Conseil ne devait pas agiter des sanctions, même implicitement, sans avoir soigneusement étudié auparavant s'il serait en mesure d'aller aussi loin. L'omission dans la résolution de tout langage relevant du chapitre 7 de la charte de l'ONU (sanctions obligatoires) a été vivement regrettée du côté iranien où l'on estime que le texte adopté ne représente qu'un « tout petit pas en avant ».

Le chef d'état-major iranien limogé

Victime probable de la défaite de Fao, le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général Esmail Sohrabi, a été démis de ses fonctions et nommé au poste honorifique de conseiller auprès du Conseil supérieur de soutien à la guerre. Officier d'infanterie attaché à l'état-major, ce dernier avait été nommé, en octobre 1984, chef d'état-major de l'armée en remplacement du général Ghassem Ali Zaherajad qui occupait ce poste depuis octobre 1981. Samedi, le colonel Ali Chabazi a été nommé chef d'état-major de l'armée et promu général par l'imam Khomeiny, qui a fait l'éloge de ses « mérites et de ses engagements religieux ». — (AFP, Reuters).

Amériques

Le voyage de Jean-Paul II en Amérique latine

En Bolivie, le pape est l'hôte d'une « Eglise de centre-gauche »

A l'issue d'une visite de trois jours en Uruguay, le pape Jean-Paul II s'est envolé, lundi 9 mai, dans l'après-midi, pour la Bolivie, où il séjournera près de cinq jours.

LA PAZ
de notre envoyé spécial

On avait évidemment déroulé le tapis rouge à l'aéroport de La Paz pour l'arrivée de Jean-Paul II, mais c'est tout juste si le pape l'a foulé. Pour parcourir quelque 200 mètres, il a dû monter dans un jeep. Motif : le « soroché », le mal des hauteurs, qui assaille les nouveaux arrivants. A 4 000 mètres d'altitude, il faut être économe de ses gestes.

Les Boliviens n'avaient jamais vu celui qu'un quotidien de La Paz appelle l'« illustre empourpré ». Dans son allocution de bienvenue, lundi 9 mai, le président Paz Estenssoro n'a pas caché au visiteur qu'il mettrait le pied dans un pays à problèmes et particulièrement éprouvé. Jusqu'à samedi, on a cru que la visite papale se déroulerait dans l'ambiance empoisonnée créée par une dizaine de milliers de grévistes de la faim : des étudiants, pour la plupart, qui protestaient contre un projet de décentralisation universitaire, et qui ont continué de jeûner quand ce projet fut retiré, estimant qu'ils devaient réclamer cette fois

d'avantage de crédits pour l'enseignement.

Après une intervention de l'Eglise et dans la crainte de voir leur mouvement complètement oublié pendant le séjour de Jean-Paul II, les syndicats ont suspendu la grève. On a pu croire un moment que l'université de La Paz, dont plusieurs étages avaient été occupés par des jeunes enroulés dans leur couverture, allait

la Bolivie

Superficie : 1 098 581 km². Population : 6 550 000 habitants (La Paz, 916 000), notamment des Indiens Quechuas et Aymaras. Situation religieuse : 92,5 % de catholiques ; 4,3 % de protestants (pentecôtistes, adventistes, etc.) et de multiples sectes. Le clergé catholique comprend 34 évêques, 203 prêtres et près de 2 000 religieux et religieuses, dont au moins un quart d'étrangers, jésuites et oblats.

faire bonne figure au pape. Dès dimanche, en effet, on avait été de sa façade bannière et slogans. Mais, à quelques heures de l'arrivée de Jean-Paul II, les trotskistes étaient sur la route la largeur du bâtiment un « Non au pape, mort à la religion des oppresseurs ! » qui s'annonçait comme la seule fausse note de la fête à venir. La police y

mit bon ordre, et c'est devant une université d'une virginité mariale qu'est passée la « papamobile » (la voiture spéciale du pape).

De l'aéroport situé sur l'Altiplano, au milieu des neiges éternelles des Andes, il faut plonger dans la cuvette où se trouve La Paz pour arriver au centre-ville. Le pape a fait sa plongée dans la nuit, accompagné sur le bord de la route par la foule des visages indiens qui lui souriaient. La Bolivie est, de tous les pays d'Amérique latine, celui qui a la plus forte proportion de population indigène. Catéchisés par les conquistadores, Quechuas et Aymaras sont catholiques depuis les premiers temps de la colonisation.

Engagée sans belligérance

Un catholicisme où se mêlent quelques croyances précolombiennes et qui est en butte, ici comme ailleurs dans le continent, à ce que le pape appelle le « prosélytisme des sectes ». Dans sa rencontre avec les évêques, Jean-Paul II s'en est pris à la théologie de la libération. Il a parlé de ses « réductionnistes arbitraires », de ses « déformations », de sa tendance à « confiner l'homme à la seule libération matérielle ». Mais si la théologie de la libération a beaucoup d'adeptes au Brésil et au Pérou, ce n'est pas le cas en Bolivie.

« L'Eglise bolivienne est engagée auprès des pauvres mais sans belli-

gérance », dit le Père jésuite José Gramunt, directeur de l'agence de presse Fides. « On pourrait dire, en utilisant un terme que je n'aime pas beaucoup, que c'est une Eglise de centre-gauche ». Les évêques boliviens sont souvent sollicités pour servir de médiateurs dans les conflits politiques et sociaux. Ils ne préconisent pas eux-mêmes des solutions mais facilitent le dialogue. En 1984, quand le président de gauche Siles Zuazo était aux abois et le pays en faillite, c'est l'Eglise qui a invité gouvernement, opposition, syndicats ouvriers et patronaux à s'asseoir autour d'une table. De ce dialogue a surgi l'initiative du président d'écourter son mandat et de convoquer des élections.

Le rôle médiateur de l'Eglise tient à la fragilité des institutions et des organismes sociaux du pays. Elle-même a ses déficiences, comme le montre le faible pourcentage de prêtres recrutés sur place. Les trois quarts des prêtres et 60 % des évêques sont étrangers. Une telle situation provoque parfois des tensions : en avril, le clergé de La Paz a protesté quand deux évêques auxiliaires ont été nommés dans la capitale parce que l'un était espagnol et l'autre italien. Les protestataires ont même demandé au Vatican de retirer son représentant, estimant que le nonce portait la responsabilité de ces nominations.

CHARLES VANHECKE.

COLOMBIE

Le mouvement de guérilla a libéré onze de ses treize otages parmi lesquels un Français

La guérilla colombienne de l'ELN (Armée de libération nationale) a libéré lundi matin à Bogota la presque totalité des otages — onze sur treize — qu'elle avait enlevés au cours de diverses opérations menées dans plusieurs villes de Colombie depuis le 29 avril. Parmi eux se trouvait M. Jean-Christophe Rampal, attaché de presse de l'ambassade de France.

M. Rampal s'est présenté lundi à l'ambassade, fatigué mais apparemment en bonne santé. Il a confié qu'il avait été soulagé comme ses compagnons à des séances d'explications des revendications de la guérilla castriste. Entre autres, la nationalisation des compagnies pétrolières colombiennes et un plus grand respect des droits de l'homme.

« Une opération publicitaire »

« Il s'agissait d'une opération publicitaire à un niveau mondial », a proclamé l'ELN, lors d'une confé-

rence de presse. La guérilla voulait notamment attirer l'attention sur un rapport d'Amnesty International, accusant les forces armées colombiennes d'être derrière « les escadrons de la mort », responsables, selon Amnesty, de plus de un millier d'assassinats depuis le début de 1987.

Le conseiller du président Virgilio Barco pour les droits de l'homme, M. Alvaro Tirado, a mis publiquement en cause ce rapport, même s'il a été admis par le gouvernement et par le ministre de la défense que des agents de l'Etat étaient coupables de certaines violations. — (AFP.)

● Argentine : l'ex-général Mason extradité des Etats-Unis. — L'ex-général Carlos Guillermo Mason, inculpé de trahison et meurtrier de détenus commis sous le régime des généraux, a été extradité des Etats-Unis vers l'Argentine où il est arrivé le lundi 9 mai, afin d'être jugé pour violation des droits de l'homme. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Règlement de comptes à la Maison Blanche

WASHINGTON
de notre correspondant

Pas facile de faire bonne figure quand le ciel et toutes ses étoiles vous tombent sur la tête : c'est ce qui arrive au couple Reagan, mis en bien difficile posture par le méchant livre d'un ancien collaborateur du président, M. Donald Regan. Déjà les fuites organisées pour assurer le lancement du livre avaient semé la consternation à la Maison Blanche et la joie dans Washington : l'ancien secrétaire général de la présidence n'affirmait-il pas que M^{me} Nancy Reagan consultait régulièrement une astrologue et tenait compte de ses avis pour influer sur l'emploi du temps du président ? (Voir le Monde du 5 mai).

Depuis lundi, le livre est en vente, et les librairies ont déjà été dévalisées, tandis que l'hebdomadaire Time en publie les bonnes feuilles. Les lecteurs ne seront pas déçus : l'auteur, moyennant 1 million de dollars (destinés, assure-t-il, à des œuvres de charité), règle avec sagesse ses comptes avec le First Lady qui a contribué à le pousser hors de la Maison Blanche (le comportement dictatorial de M. Regan l'avait fait honnir de tout le monde).

Au passage, et bien qu'il prétende que telle n'est pas son intention, il fait aussi beaucoup de mal au président Reagan lui-même, décrit comme un « être passif », qui s'abandonne à la plupart du temps de donner son avis lors des réunions de cabinet, et qui, pour ne déranger personne, s'abstient même de signaler qu'un feu de cheminée s'est déclaré dans la pièce où il travaille, à la Maison Blanche.

Visiblement outré, M. Regan a fait savoir, par l'intermédiaire d'un journaliste avec qui il a déjeuné lundi, que le livre était un « paquet de mensonges ». Il a répété, publiquement cette fois, et en contenant à peine sa colère, que jamais l'astrologie n'avait influé sur une seule de ses décisions. Quelques jours plus tôt, le président avait regretté que l'auteur ait préféré s'en prendre à sa femme plutôt qu'à lui-même : M. Regan n'a jamais manqué d'afficher son

très profond attachement à Nancy, et le réciproque est tout aussi vrai.

Un certain dégoût

Il reste que le livre de Donald Regan (*De Wall Street à la Maison Blanche*) porte un coup assez rude au président américain, à un moment où il s'apprête à se rendre à Moscou pour un sommet qui aurait aussi pu être le sommet de sa présidence. Plus encore que son autorité, pour les mois qui lui restent avant la fin de son second mandat, c'est l'image de Ronald Reagan devant l'histoire qui risque d'être affectée : l'homme qui se pique d'avoir remis l'Amérique sur le chemin de la grandeur se trouvant empêtré dans l'astrologie de bonne femme, c'est, forcément, d'un effet déplorable.

Il n'est pas certain, pourtant, que ce ridicule suffise à tuer la popularité d'un Reagan qui a subi bien d'autres avanies, moins blessantes peut-être mais sans doute plus sérieuses : même dans le petit monde de la politique et de la presse, toujours très friand des ridicules de la Maison Blanche, les réactions sont mêlées. Un peu de jubilation chez ceux qui ont toujours suspecté M. Reagan de ne pas être à la hauteur de ses fonctions, mais aussi, et parfois chez les mêmes, un certain dégoût devant le comportement de l'auteur du livre.

Le procédé qui consiste, pour se remplir les poches ou satisfaire sa soif de vengeance, à trahir la confiance de ceux qu'on était supposé servir commence à susciter une certaine nausée. Cinq ou six livres du même tonneau ont déjà été publiés par d'ex-collaborateurs de M. Reagan — mais avec le dernier en date, qui est aussi le plus déplaisant, une certaine limite semble avoir été franchie.

Après tout, les Américains ont élu deux fois Ronald Reagan — la seconde fois triomphalement, — et abaisser à ce point cet homme, dont les insuffisances sont bien connues mais qui, hessard ou veru, a aussi obtenu d'indéniables résultats, c'est aussi abaisser un peu l'Amérique.

JAN KRAUZE.

Afrique

ANGOLA : la recherche d'une solution négociée

Des conversations tripartites pourraient avoir bientôt lieu à Brazzaville

Le Cap. — Aucune décision sur la date et le lieu de la réunion sur l'Angola entre les gouvernements angolais, cubain et sud-africain n'a été prise, a affirmé lundi 9 mai le ministre sud-africain des affaires étrangères. Peu auparavant, l'agence sud-africaine SABA avait affirmé que la deuxième réunion, qui doit suivre la conférence de Londres de la semaine dernière, aurait lieu à partir de jeudi à Brazzaville. L'agence indiquait également que la délégation sud-africaine serait dirigée par M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, et ajoutait que cette deuxième série d'entretiens aurait lieu sans la participation des Etats-Unis, contrairement à la réunion de Londres. Selon le porte-parole du ministère, plusieurs capitales sont actuellement envisagées comme lieu de cette deuxième rencontre, et le ministre ne s'oppose pas à ce qu'elle ait lieu à Brazzaville.

Par ailleurs, M. « Pik » Botha a affirmé devant le Parlement qu'il fallait laisser à Cuba la possibilité de retirer « avec dignité » ses troupes d'Angola, car ce retrait ouvrirait la voie à une situation tota-

lement nouvelle qui permettrait à l'Afrique du Sud de commencer le processus d'indépendance de la Namibie — sur la base d'accords déjà anciens ». Le retrait des troupes cubaines mènerait également à la fin « du face-à-face entre les deux super-puissances », a-t-il dit.

Selon le ministre, l'Union soviétique était « peut-être vexée ou, si vous voulez, un peu jalouse » de voir que les Etats-Unis paraissent prendre des initiatives « alors qu'il y a évidemment deux super-puissances en cause ».

Il a ajouté que la récente déclaration du ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, selon qui l'Afrique du Sud pourrait négocier directement avec Moscou sur l'Angola, était « totalement en harmonie avec la pensée du gouvernement ». — (AFP.)

● ALGERIE : fin de la grève des pilotes. — Le trafic de la compagnie Air Algérie, paralysé depuis le 8 mai par un mouvement de grève des pilotes et des mécaniciens, a repris normalement le lundi 9 mai. Selon des sources bien informées, les

ETHIOPIE : la sécheresse au Tigré et en Erythrée

Près de 800 000 personnes hors de portée des secours

Quelque 785 000 personnes habitant les zones de sécheresse du Tigré et de l'Erythrée, au nord de l'Ethiopie, sont actuellement hors de portée des organismes distribuant l'aide d'urgence, selon une estimation de l'Office de coordination des Nations unies pour les secours d'urgence (UNHCR) diffusée lundi 9 mars à Genève.

L'UNHCR précise que, en dépit des déclarations du gouvernement d'Addis-Abeba visant à évacuer tous les étrangers travaillant pour des organismes de secours, la distribution d'aliments a pu se poursuivre durant le mois d'avril, bien qu'à un volume plus faible.

En Erythrée, vingt-sept des trente-six centres de secours sont restés accessibles et permettent de desservir une population de 900 000 personnes environ dans les zones situées autour d'Asmara, Keren et Massawa. Dans le Tigré, l'UNHCR estime que la situation est « bien plus sérieuse », les routes ne permettant que des accès limités hors des villes.

grévistes n'ont rien obtenu de concret dans l'immédiat, mais ils ont accepté de reprendre le travail contre la promesse d'améliorations de service. Des solutions devraient être apportées à leurs problèmes « dans un délai de deux mois ». — (AFP.)

La situation des transports de vivres est normale, hormis dans les régions de Massawa et d'Asmara, indique encore l'UNHCR. Il n'y a plus que huit avions qui continuent de faire des rotations pour les missions de ravitaillement, tous les autres ayant été bloqués à Addis-Abeba par les autorités et ayant dû quitter l'Ethiopie durant la dernière semaine d'avril.

La Croix-Rouge éthiopienne a annulé dimanche l'accord la liant au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Dans une interview à l'agence Reuters, le président de la Croix-Rouge éthiopienne, M. Dawit Zewde, a expliqué cette décision par le refus du CICR de confier à l'Organisation nationale ses opérations de secours au Tigré et en Erythrée.

Un représentant du CICR à Addis-Abeba a indiqué que son organisation regrette l'initiative éthiopienne mais qu'elle demanderait au ministre éthiopien des affaires étrangères l'autorisation de reprendre ses activités par un autre moyen.

Le CICR conditionne — selon l'usage — la remise de nourriture et de canions à la Croix-Rouge éthiopienne dans le nord du pays à la surveillance de cette distribution par au moins trois de ses délégués. — (AFP, Reuters.)

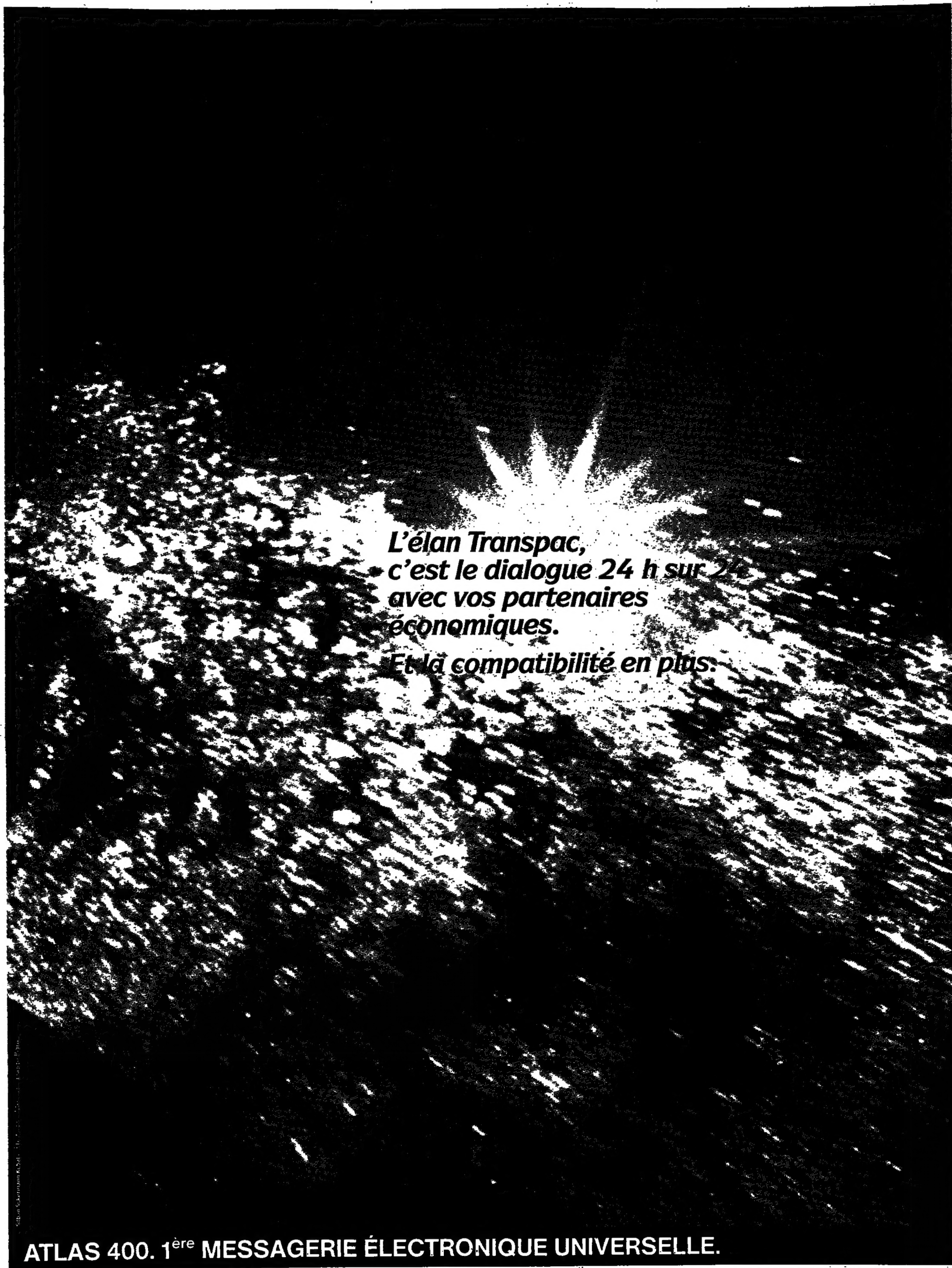
مركز من الأصل

riques

Paulin Amélie

Eglise de centre-gauche

Répub
J.L.M.



*L'élan Transpac,
c'est le dialogue 24 h sur 24
avec vos partenaires
économiques.
Et la compatibilité en plus.*

ATLAS 400. 1^{ère} MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE UNIVERSELLE.

24 h sur 24, 7 jours sur 7,
ATLAS 400 régule la trans-
mission de vos messages,
assure leur stockage
temporaire, leur diffusion,
gère leur remise directe ou
différée.
Maintenant, vos micro-

ordinateurs, vos terminaux,
télex, télétypes, minitels,
télétex, dialoguent en toute
compatibilité, entre eux et
avec ceux de vos corres-
pondants.
ATLAS 400 convertit les
codes, les formats et proto-

coles. Plus de contraintes
d'horaires. Plus de frontières
techniques.
C'est cela, l'élan TRANSPAC.

TRANSPAC est une filiale
de COGECOM (Groupe
FRANCE TELECOM).

TRANSPAC. Tour Maine-Montparnasse,
33, avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15.
Tél.: (1) 45.38.52.11.

Prenez l'Élan Transpac.

TRANSPAC

CLASSES PRÉP
SCIENCES-PO-MED
GEPEN



Politique

La recomposition du paysage politique

Le débat au sein de l'UDF

M. Giscard d'Estaing prône « l'opposition constructive » M. Méhaignerie, le soutien sans participation

Depuis le soir du dimanche 8 mai, les responsables de l'UDF donnent l'impression de naviguer à vue. Dès lundi, les réunions se sont multipliées : bureau politique de l'UDF le matin, réunion des ministres centristes l'après-midi, bureau politique du PR le soir, sans compter évidemment les contacts informels et discrets avec les correspondants RPR et socialistes. Mardi matin, le CDS devait à son tour réunir son bureau politique avant la consultation attendue, l'après-midi, des groupes parlementaires UDF de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Chacun, en réalité, est aujourd'hui en position d'attente, comme suspendu au bon vouloir du président de la République. Confirmera-t-il son désir de ne point dissoudre l'Assemblée nationale ? Quel premier ministre choisira-t-il ? Quel projet celui-ci sortira-t-il de ses cartons pour « tester » la nouvelle opposition ? D'un autre côté, chacun est également attentif à regarder comment le voisin RPR va s'y prendre pour surmonter le K.O. du candidat Chirac.

Pour l'heure, l'UDF se contente tant bien que mal de gérer toutes ces incertitudes. Comme c'était prévisible, dès lundi matin M. Valéry Giscard d'Estaing s'est empressé de prendre l'initiative, prouvant ainsi sa volonté de s'assurer sans tarder du leadership de l'opposition avant que MM. Barre et Chirac n'aient trouvé le temps de se refaire une santé. C'est lui qui, dès le début de cette réunion du bureau politique de l'UDF, a pris la parole pour tirer les enseignements du scrutin de la veille et tenter de fixer les consignes générales. Et c'est encore lui qui s'est présenté à l'officiel de l'UDF.

A ses responsables, l'ancien président a expliqué trois choses. Premièrement qu'au sein de cette UDF « l'avenir ne pouvait être que commun » et que, dès lors, il était souhaitable qu'il y ait un peu plus d'UDF et un peu moins de compo-

santes. Deuxièmement qu'il fallait que « le comportement de la majorité sortante ne favorise pas la dissolution ». En troisième lieu qu'il était nécessaire de préserver l'union RPR-UDF « sous le signe du partenariat ». A la télévision, M. Giscard d'Estaing a résumé le tout en une phrase : « Nous sommes dans l'opposition, nous pratiquerons pour la première fois dans notre histoire politique une opposition constructive, sans ralliement ni renoncement. » Cette affirmation était reprise dans le communiqué officiel du bureau politique de l'UDF.

Pour autant, les choses ne sont pas aussi simples. L'intervention au bureau politique de l'ancien président n'a pas reçu de franches objections. Mais cet unanimisme de façade serait plutôt à mettre sur le compte de l'intimidation de responsables UDF qui n'osent toujours pas dire à « monsieur le Président » les choses en face.

Ce qui ne contribue évidemment pas à dissiper les malentendus. Déjà, ses vœux de « bonne chance » à M. Mitterrand avaient été diversement appréciés par ses amis. A peine cette réunion du bureau politique UDF du lundi matin était-elle terminée que M. Simone Veil tentait en privé « contre cette tactique de l'éclatement » prônée par M. Giscard d'Estaing. Lundi soir, M. François Léotard, gêné plus que tout autre aux alentours, expliquait à ses amis qu'il entendait bien se maintenir dans une attitude de « ferme opposition » et que, si celle-ci devait être intelligente, « il fallait commencer par l'opposition et terminer par l'intelligence ». M. Méhaignerie enfin ne manquait pas non plus de s'interroger sur le comportement de ce « Giscard qui veut toujours être là et ailleurs... ».

Autant de propos confirmant que l'UDF aura bien du mal à mettre bon ordre à tous ses états d'âme.

Pour l'heure, deux choses paraissent acquiescées. Il n'y aura pas, dans les rangs de l'UDF, de défections individuelles, personne ne semble vouloir donner prise aux tentatives de débauchage individuel déclinées côté socialiste. Chacun est

aussi d'accord pour juger M. Mitterrand « à ses actes » et pour apprécier au coup par coup les projets de loi qui pourront être présentés par le prochain gouvernement, « sans prendre a priori, ainsi que le stipule le communiqué officiel UDF, la décision de censurer le gouvernement ».

Il existe cependant au sein de cette UDF deux manières d'appréhender cette délicate question. M. Léotard et ses amis libéraux, malgré les apparences, prônent un retour à une opposition franche à défaut d'être massive. Ne pas censurer d'entrée le gouvernement serait alors, pour eux, une simple opération de survie. Pour les centristes et les baristes, la motivation est différente. Au nom du CDS, M. Méhaignerie a d'ailleurs clairement situé l'enjeu en soulignant les « ambitions premières » du centre : « accélérer le redressement économique et la vitalité des entreprises, donner la priorité aux jeunes et aux chômeurs, lutter contre toute contamination des thèmes extrémistes et xénophobes en assurant partout le respect des droits de l'homme ».

D'un côté on se situe sur le terrain de la tactique, de l'autre sur celui d'une ambition nationale.

Les candidatures uniques

Reste l'autre problème, celui des rapports au sein de l'opposition et notamment des liens avec le RPR. M. Giscard d'Estaing plaide pour « un partenariat » avec le mouvement de M. Chirac, dans l'espoir évident de pouvoir, le moment venu, se poser en rassembleur de cette opposition resserrée. M. Léotard qui, avec M. Alain Madelin, dénonce aujourd'hui beaucoup la génération quadrangulaire du RPR, a confirmé lundi soir son intention de préserver coûte que coûte l'union avec le RPR, en envisageant même, en cas d'élections législatives anticipées, des candidatures uniques partout.

C'est bien sur cette question qu'entre centristes et libéraux le bât blesse et que l'UDF peut imposer. Les centristes de M. Méhaignerie

n'ont pas nécessairement l'intention d'en reprendre pour dix ans avec le RPR. Interrogé lundi soir sur RTL, M. Méhaignerie a expliqué qu'un lendemain de cette élection présidentielle, les trois familles de la droite — gaullistes, libéraux et centristes — doivent rester « allèles mais développer leur propre identité ».

On peut dès lors supposer que si M. Giscard d'Estaing et M. Léotard tentaient, sous prétexte de la moderniser, d'arrimer plus solidement l'UDF au RPR, les centristes chercheraient à regagner leur indépendance en formant un groupe autonome à l'Assemblée nationale, avec l'idée de tenir sur l'échiquier politique le rôle du Parti libéral en Allemagne fédérale. Le projet est avancé, MM. Méhaignerie et Barre — lequel regarde tout cela avec un intérêt — s'en sont entretenus lundi en fin d'après-midi. Cette hypothèse a aussi été longuement débattue lundi soir par les responsables du Parti républicain afin d'envisager la parade.

Si les centristes décident de franchir ce pas, ont-ils conclu, en substance, cela voudra dire qu'ils ont reçu de M. Mitterrand la promesse secrète d'un retour au scrutin proportionnel, indispensable pour favoriser la pérennité d'une telle démarche. « M. Méhaignerie est décidé à jouer le centre à fond et totalement », confiait un de ses proches. Considérant pour l'heure « comme de la folie » de participer d'entrée à un gouvernement socialiste, les centristes ne rejettent du moins plus l'idée du soutien sans participation. L'hypothèse de l'arrivée de M. Rocard à Matignon est loin de les rebuter. « Au vu du septennat précédent, M. Rocard est pour nous le socialiste le plus crédible », nous confirmait M. Méhaignerie.

Enfin si, comme on peut le penser, la Nouvelle-Calédonie faisait l'objet d'un premier débat législatif à l'Assemblée nationale, ils pourraient, pense-t-il aujourd'hui, se retrouver avec les socialistes sur les mêmes considérations « humanistes ».

DANIEL CARTON.

Le modèle allemand

(Suite de la première page.)

Pour éviter la prolifération des petits partis, un seuil de 5 % a été fixé pour l'entrée au Parlement fédéral comme aux Parlements régionaux. Chaque électeur allemand dispose de deux voix, la première pour voter en faveur d'un député, la seconde pour se prononcer en faveur d'un parti.

Ce système peut paraître complexe, mais il fonctionne sans problème depuis près de quarante ans ; il a donné à la RFA une grande stabilité politique sans empêcher un des grands partis d'obtenir la majorité absolue ni à de nouvelles formations d'apparaître (les Verts en 1980) et en facilitant l'alternance entre deux grands blocs. A vrai dire, il a fallu attendre 1969 (la grande coalition CDU-SPD) et même 1972 (l'arrivée d'un social-démocrate à la chancellerie), c'est-à-dire vingt ans après la fondation de la République fédérale d'Allemagne, pour que l'alternance ait lieu.

Elle a été favorisée par deux facteurs : la rupture du SPD avec le marxisme en 1959 au fameux congrès de Bad-Godesberg et l'existence d'un petit groupe charnière, le Parti libéral (FDP), qui est le pivot de toute coalition gouvernementale. Ce dernier, en s'alliant en 1972 le SPD, essentiellement pour des raisons de politique étrangère (rapports avec l'Europe de l'Est), permit à M. Willy Brandt d'accéder à la chancellerie ; en se retournant vers la CDU-CSU, dix ans plus tard, il ramena la démocratie chrétienne au pouvoir.

Parti populaire ou parti charnière ?

Le « modèle allemand » est-il transposable en France ? Sans doute pas directement. Il ne viendrait à l'idée d'aucun homme politique allemand de penser que le pays est coupé en deux parce qu'il y a une coalition majoritaire à Bonn, qui ne regroupe guère plus d'un Allemand sur deux et qui pourtant gouverne, et une opposition. De même la question de savoir si l'opposition est « constructive » ou non ne se pose pas.

La raison tient en grande partie dans la pratique parlementaire qui accorde au Bundestag des pouvoirs beaucoup plus étendus qu'à l'Assemblée nationale et oblige les députés de tous les partis à travailler ensemble dans des commissions puissantes et omnipotentes. Elle tient aussi à la structure fédérale qui crée au niveau régional de vrais gouvernements soutenus par des colla-

tions pas toujours composées sur le modèle fédéral.

Mais le « modèle allemand » offre d'intéressants sujets de réflexion. Le côté gauche de l'éventail politique ne pose guère de problèmes : le Parti socialiste français, débarrassé de l'hypothèque communiste, a trouvé son « chemin de Bad-Godesberg » dans les dures réalités du pouvoir.

La situation est plus compliquée sur l'autre bord. Quand les dirigeants centristes pensent au « modèle allemand », qu'envisagent-ils exactement derrière la tête ? L'existence de deux grands partis cherchant tous les deux leur majorité au centre et capables de se succéder au pouvoir sans s'écarter ni anathème ? Ou la présence d'un parti-charnière faiseur de gouvernements comme on disait jadis faiseur de rois, faible en effectifs et en représentation parlementaire mais placé stratégiquement au lieu géographique du monde politique, ce qui lui permet selon les époques et les sujets dominants de s'allier avec l'une ou l'autre des deux grandes formations ?

Quand M. Barre lance, comme le dimanche 8 mai au soir, un appel à la création d'une « force politique solide et responsable capable de soutenir une action républicaine libérale, sociale et européenne », on ne doute pas qu'il pense à une grande formation populaire de type chrétien-démocrate susceptible d'alternier au pouvoir avec le Parti socialiste. Ce choix est tout à fait différent de celui s'inspirant de l'exemple du FDP qui, au Parlement européen, fait partie du groupe libéral présidé par M. Simone Veil, amènerait à la création d'un petit parti centriste ouvert à toutes les alliances, avec comme seule exclusive le Front national ou le Parti communiste.

Ces deux stratégies ont des conséquences différentes pour l'avenir de l'UDF. La première suppose sa reprise en main et son élargissement grâce au rattachement de certains membres du RPR éventuellement hostiles à un durcissement et à une radicalisation qui pourraient amener le mouvement neo-gaulliste à chasser sur les terres du Front national. L'autre implique une scission de l'UDF, la séparation des libéraux prêts à s'allier avec un RPR renoué, destiné à devenir la grande force conservatrice, d'avec les centristes, force d'appoint de toutes les majorités.

Deux hypothèses

La réalisation de l'une ou de l'autre des hypothèses ne peut pas seulement des dirigeants de la majorité parlementaire. La décision que M. Mitterrand prendra dans les prochains jours au sujet de la dissolution, l'éventuelle réforme du mode de scrutin pour « insuffler » dans le système majoritaire une dose de proportionnelle comme disaient déjà les socialistes en 1985, à l'allemande ou à la Giscard (1), peuvent aussi jouer un rôle dans cette évolution.

Dans la première hypothèse, le déplacement de la coupe entre la gauche et la droite ne pourrait guère passer que par la constitution d'une de ces grandes coalitions qui permettent souvent de gérer les mutations douloureuses ou de traverser les périodes de crise, mais qui sont par nature éphémères. Dans la seconde, un petit parti hérité d'un rôle disproportionné par rapport à son importance politique réelle, mais il tempère les ardeurs de ses grands alliés, qu'ils soient de droite ou de gauche, et freine leurs tentations hégémoniques. Le risque de la « magouille » politicienne est évité si ce petit parti-charnière annonce clairement avant chaque échéance électorale décisive avec quel grand parti il s'appuie à faire alliance ; quant au jeu de bascule, il est limité, dans le système français, par l'existence d'un président de la République élu au suffrage universel qui prive les partis politiques des délices des combinaisons chères aux Républiques passées.

Pendant près de trente ans, la France était coupée en quatre : la gauche abritait un Parti communiste et un Parti socialiste ; la droite une formation libérale et un parti qui se voulait héritier du gaullisme. L'arrivée au pouvoir d'un président socialiste, le déclin du PCF, la collaboration, l'émergence du Front national et la réélection de M. Mitterrand ont amené une redistribution des cartes qui, sans ressusciter la troisième force de la IV^e République, pourrait inaugurer une manière plus civilisée de vivre la démocratie.

DANIEL VERNET.

(1) Le système de M. Valéry Giscard d'Estaing consistait à faire élire les députés des départements les moins peuplés au scrutin majoritaire et ceux des départements les plus peuplés à la représentation proportionnelle.

POINT DE VUE

par Bernard Stasi
premier vice-président du CDS

L'ELECTION présidentielle est accomplie. La majorité d'extrême droite était engagée avec deux candidats exprimant les sensibilités et les forces qui la composent. Dans la logique du scrutin, ils avaient conclu un pacte de désistement et de soutien mutuels. Il a été respecté.

Aujourd'hui commence une étape nouvelle de l'histoire politique française. Elle place le centre au cœur de notre espace politique national. Cette situation n'est pas le résultat d'une habile stratégie du candidat victorieux. Elle procède de trois données fondamentales dont on pouvait, depuis longtemps, pressentir d'instinct l'importance croissante : la nécessité de dépasser l'antagonisme largement archaïque entre la droite et la gauche, qui, immanquablement, place chaque camp sous la dictature idéologique de ses extrêmes ; l'urgence de concilier la vitalité d'une société civile dynamique avec le rôle d'un Etat impartial, juste et pondérateur ; l'impératif, pour la France, de participer activement à l'accélération de la construction européenne afin de pouvoir s'épanouir dans une Europe unifiée.

La détermination de l'affrontement droite-gauche doit d'abord.

En 1981, M. Mitterrand est entré à l'Elysée prisonnier des analyses et des exigences d'une gauche placée sous influence communiste, et l'entrée d'un catalogue de cent dix propositions, version à peine adoucie d'un programme commun défunct. Ses capacités manœuvrières lui ont certes permis de marginaliser le PC. Mais la France n'a pas encore tout fait fini de payer le coût économique de cette lente asphyxie politique. Lors des élections législatives de 1986, le président a été sanctionné pour le préjudice que nous avons subi en termes de compétitivité et d'emploi.

Les quatre conditions du rassemblement

En 1988, voici la droite tentée de s'abandonner, à son tour, à la pression de ses extrêmes.

En quelques semaines, une sorte de gagnère s'est propagée dans une partie de la majorité de 1986. Elle a recueilli, en un discours violent, les peurs, les haines et les refus de clientèles idéologiques : des exclus qui rêvent d'une possible réinsertion par l'exclusion d'autre exclus, des privilégiés pour qui la négation du mouvement apparaît comme la garantie la plus sûre de leurs privilèges, des frileux qui dissimulent dans la nostalgie d'un passé mythique leur peur de l'avenir.

La grande diversité de ces inquiétudes et des exhortations, qui s'entremêlent au sein d'une idéologie simpliste et s'expriment à travers un discours brutal, prive le Front national d'une quelconque capacité à gouverner. Mais elle lui permet d'agir tout autant par corrosion de valeurs que par conquête de suffrages.

Le résultat de l'élection présidentielle sanctionne une sorte de soumission à l'intimidation que ce parti a fait passer sur le débat public. La gauche socialiste a fait payer cher à la France son alliance avec le PC et ses concessions aux thèses de son allié de l'union de la gauche. Il appartient au centre d'épargner à notre pays les conséquences redoutables, pour la qualité de notre démocratie, pour la santé de notre société, pour l'image de la France dans le monde, d'une attitude complaisante à l'égard du Front national.

Conversion intellectuelle

La réconciliation entre l'Etat et la société, ensuite.

C'est l'Etat qui, à travers les siècles, a construit la nation française. Ce mérite éminent lui a donné une légitimité plus forte qu'ailleurs et, pendant longtemps, l'a mis en position d'étouffer la société. Nos inclinations monarchiques comme nos traditions centralisatrices en témoignent.

Les institutions de la IV^e République et les « trêves glorieuses » ont contribué à renforcer cette tendance stativique, l'affirmation d'un pouvoir fort se trouvant en effet favorisée dans un contexte propice au développement d'un Etat « providentiel ».

C'est la crise, en tout cas, qui a réhabilité la société civile, en contraignant à puiser dans ses réserves d'initiatives et à réveiller son esprit d'entreprise. Elle a rappelé l'adoption, mais longtemps oubliée et pas seulement par la gauche, que la répartition des richesses, qui incombait au politique, doit être présidée de la leur création, qui est le fait de la société civile.

La France doit se mobiliser

Cette conversion intellectuelle, nous l'avons opérée avec les mêmes excès qui nous soumettaient aux anciennes habitudes de pensée. Et la droite technocratique, après avoir, en 1981, passé le relais à la gauche dirigée, a cherché sa revanche, en 1986, dans un libéralisme débridé — davantage, en vérité, dans le discours que dans la réalité, — encaissant tout spontanéisme social et incriminant tout volontarisme politique.

Cette succession d'excès dans le dogme a contrarié la coexistence harmonieuse d'une société libre, dynamique et créative avec un Etat modeste mais régulateur, impartial et équilibré.

Il en est résulté pendant longtemps un défaut de liberté économique. L'exaltation excessive de celle-ci a été ressentie, par la suite, comme une insuffisante attention à la nécessaire solidarité sociale.

L'extrême droite s'est nourrie de ce cumul d'erreurs. Le centre a pour vocation de trouver la nécessaire équilibre entre la société et l'Etat.

La marche accélérée vers l'Europe, enfin, l'ambition européenne appartient au patrimoine historique du centre. Mais, au fil des ans, d'autres forces

politiques y ont adhéré et l'ont servie. Du traité de Rome à l'Acte unique, de solides jalons ont été posés. Ils ont permis de sortir de l'enlisement technocratique, d'amorcer un processus d'expression démocratique, de mobiliser des dynamismes économiques.

Il reste à réussir le marché unique et à affirmer une nation européenne dans un contexte mondial d'insécurité croissante.

Pour ce double enjeu, la France doit se mobiliser. S'il est vrai que l'évocation fréquent, pendant la campagne présidentielle, des risques que comportait l'ouverture des frontières à l'intérieur de la Communauté a pu inquiéter, il faut désormais expliquer que cette perspective tout autant qu'un choc redoutable peut être une chance pour notre pays. Et faire comprendre aussi qu'il ne s'agit pas seulement de faire gagner la France dans le jeu européen, mais également de faire gagner l'Europe dans le monde.

Dans le vide spirituel de notre époque, parmi les décombres des idéologies effondrées, face à l'atomisation de la société, l'Europe — une Europe non pas repliée sur elle-même, mais ouverte au monde et, en particulier, aux pays pauvres — constitue le seul grand projet susceptible de mobiliser les efforts de la nation et de polariser les élans généraux de la jeunesse.

La tradition humaniste du centre lui donne une vocation particulière pour porter ce projet et lui donner une autre dimension que celle d'un défi économique.

Un triple impératif

En définitive, la campagne présidentielle aura donc imposé ce triple impératif de modernisation politique, de réconciliation entre l'Etat et la société, d'ambition européenne.

Pourquoi le centre, qui portait cela depuis longtemps, dans ses valeurs et dans sa vocation, n'a-t-il pas fait passer son message avec suffisamment de force ?

دكتوراه في الآداب

Politique

après la réélection de M. François Mitterrand

L'échec de son candidat ébranle le RPR

M. Jacques Chirac, qui, le lundi matin 9 mai, avait demandé un entretien à Mitterrand, devait être reçu à l'Élysée par le président de la République le mardi à 15 h 30. Le premier ministre devait alors remettre sa démission et, si le chef de l'État le souhaitait, abandonner, aussitôt, ses fonctions, tandis que les membres du gouvernement expédiaient les affaires courantes jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

Après la passation des pouvoirs au nouveau premier ministre, M. Chirac prendra quelques jours de repos, sans doute hors de la métropole. Lundi, le chef du gouvernement a déjeuné en tête-à-tête avec M. Edouard Balladur, et ils ont été rejoints, à la fin du repas, par M. Charles Pasqua. En fin de matinée, il avait reçu, à l'hôtel Matignon, l'ensemble des ministres membres du RPR et, tout au long de la journée, il a eu des entretiens avec chacun de ses collaborateurs.

Mardi, M. Chirac devait se rendre devant le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, recevoir à l'hôtel Matignon l'ensemble des membres du gouvernement, puis présider le dernier déjeuner du comité de liaison de la majorité. Dès lundi, les documents et objets personnels de M. Chirac et de ses collaborateurs avaient été démantés.

Un questionnaire aux militants

Du côté du mouvement que M. Chirac avait fondé le 5 décembre 1976, aucune réunion d'instances nationales n'est formellement prévue, hormis celle du groupe parlementaire, mardi. M. Jacques Tonbou, secrétaire général, a adressé, lundi, aux cadres départementaux et aux élus une lettre qui commençait par la célèbre formule de l'appel du 18 juin du général de Gaulle : « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre. » Il poursuit : « M. Mitterrand a été élu dans un faux débat sur de fausses questions. Nous disposons d'une

base solide, de convictions fortes, d'un bilan positif et de propositions ambitieuses. Nous sommes, désormais, l'opposition, une opposition résolue et sans complaisance. Nous préparons, nous engageons la marche vers de futures victoires. Ce matin, nous avons repris le combat.

suggestions pour l'action du mouvement.

Les réponses à ce questionnaire — si elles sont sincères — seront, sans aucun doute, intéressantes. Le RPR, au moins autant que les autres formations de la coalition gouvernementale, a été secoué profondément.

M. Chirac envisage son retour à l'Assemblée nationale

La loi électorale qui avait institué la représentation proportionnelle, en 1985, avait mis fin, ipso facto, au système qui prévoyait le remplacement des députés entrés au gouvernement par un suppléant élu en même temps qu'eux. Lors de leur sortie du gouvernement, les anciens ministres pouvaient, alors, demander à leur suppléant de donner sa démission, ce qui provoquait l'organisation d'une élection partielle, à l'occasion de laquelle ils pouvaient tenter de retrouver leurs sièges à l'Assemblée nationale.

Le scrutin proportionnel étant un scrutin de liste départementale, les sièges vacants sont pourvus par les suivants de liste son élus lors des élections générales. En cas d'épuisement de la liste, une élection partielle est organisée au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans le cadre du département. C'est ce

qui pourrait être fait en Corrèze si, l'Assemblée nationale n'étant pas dissoute, M. Jacques Chirac, pour retrouver son siège de député, demandait au titulaire actuel de celui-ci, M. Jean-Pierre Bechter, de donner sa démission. Il faudrait que les deux suivants de liste, promus successivement à ce siège, fassent de même. Il s'agit de M^{me} Annie Lhéritier, collaboratrice de M. Chirac, et de M. Jacques Labrousse, qui appartient au Parti républicain.

Pour retrouver son siège au Sénat, M. Charles Pasqua, premier candidat non élu sur la liste du RPR dans les Hauts-de-Seine, en septembre 1986, pourrait demander à M. Emile Tricon, maire de Bois-Colombes, de donner sa démission. L'ancien président du groupe RPR du Sénat deviendrait aussitôt titulaire du siège ainsi rendu vacant.

Nous serons gagnants à deux conditions impératives : rester sans nous mêmes et renforcer l'union de la majorité pour rassembler largement les Français. M. Tonbou annonce que le comité central sera convoqué « dès que le nouveau gouvernement aura fait connaître ses intentions ». Enfin, il demande aux destinataires de la lettre de lui communiquer leurs analyses du scrutin et leurs

par les scores recueillis, aux deux tours de scrutin, par son président. La déception des militants est d'autant plus grande que leur engagement avait été total et que leur espoir était allé grandissant. Le succès des réunions publiques de M. Chirac leur est largement dû. Le risque — que n'ignore pas M. Tonbou — est qu'un certain découragement ne se propage désormais, qui accentuerait l'hémorragie dont le

RPR a déjà souffert, à plusieurs reprises, au bénéfice, tour à tour, de M. Barre et de M. Le Pen.

Plusieurs parlementaires présents à Paris lundi ne cachaient pas leur amertume et, sans charité aucune, ils instruisaient, déjà, le procès de leurs dirigeants. Ne ménageant pas leurs critiques à M. Tonbou ni leurs reproches à M. Chirac, ils visaient, à la fois, l'organisation et l'animation du RPR, la conduite de l'action gouvernementale et le comportement politique du premier ministre. Mais d'autres, comme M. Balladur et même M. Pasqua, étaient également mis en cause. Les aptitudes de chacun étaient, parfois, jugées avec sévérité.

Les élus et les cadres se plaignent souvent de ne pas être assez entendus par les dirigeants suprêmes du RPR. Il est vrai que ce parti ne possède pas de structures statutaires qui permettent à la base de s'exprimer totalement et longuement, et aux représentants de cette dernière de définir des orientations en fonction de cet écho.

Conçu, lors de sa fondation, comme une machine électorale destinée à conduire son chef à l'Élysée, le Rassemblement n'est peut-être pas tout à fait adapté à la sociologie politique du pays et aux attentes des militants. Ceux-ci reçoivent du sommet la définition d'une ligne politique et l'exposé d'arguments qu'ils sont chargés de diffuser autour d'eux, sans qu'ils soient invités à les élaborer ni à les contester.

Les mouvements fondés par de Gaulle, comme le RPF en 1947, inspirés par lui, comme l'UNR en 1958, ou par ses disciples, comme l'UDR et le RPR, ont connu le succès populaire, mais, au bout de quarante ans, cette conception d'un parti de masse mérite, sans doute, d'être revue et corrigée ou, tout au moins, discutée. Voilà une tâche à laquelle M. Chirac pourrait consacrer ses réflexions maintenant que des lois relatives lui sont imposées.

ANDRÉ PASSERON.

Le président choisit un premier ministre symbolisant sa politique d'ouverture

(Suite de la première page.)

Déjà M. Fabius s'apprête à prendre la relève. Il a commencé à constituer son équipe en contactant ceux dont il souhaite faire ses secrétaires nationaux.

D'autre part, M. Joxe espère rester à la tête du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Entre M. Fabius, d'un côté, et M. Joxe, de l'autre, M. Rocard risquerait de ressembler à un Jacques Chaban-Delmas qui, en 1969, premier ministre de Georges Pompidou, n'avait jamais réussi à faire passer ses idées généreuses tant elles étaient combattues dans son propre parti, parmi les parlementaires issus des « élections de la peur » de juin 1968 et jusqu'à l'Élysée.

Il est vrai, pourtant, qu'un tandem Rocard à Matignon — Fabius au PS correspondrait dans l'opinion — malgré les relations d'hostilité et d'ambitions inconciliables existant entre les deux hommes — à un image d'ouverture de nature à satisfaire les objectifs du président de la République. M. Mitterrand a expliqué à plusieurs reprises que cette fameuse « ouverture » politique n'est pas affaire d'arithmétique parlementaire ni de débâchage. La formation du nouveau gouvernement devrait en être le signe. M. Mitterrand pense surtout, selon un interview accordé au magazine américain Time, à des personnalités représentatives du monde scientifique, de l'économie, de la fonction publique, du monde associatif, bref des gens responsables mais différents des socialistes.

Le nouveau premier ministre, a souvent indiqué M. Mitterrand, devra effectuer un tour d'horizon politique afin de savoir dans quelle mesure il aura les moyens de gouverner, avec la majorité parlementaire actuelle, sur la base d'un programme inspiré des options sur lesquelles M. Mitterrand a mené sa campagne présidentielle. A priori, on voit mal comment la nouvelle équipe pourrait mener cette tâche à bien puisque le groupe socialiste à

L'Assemblée ne compte que 215 membres, alors que la majorité absolue se situe à 289 voix. Or, l'UDF n'envisage pas d'aller au-delà d'une « opposition constructive », selon les termes utilisés par M. Valéry Giscard d'Estaing. Cette attitude, attendue, plaide pour une dissolution rapide. Il est un peu difficile que l'opposition devienne une réelle majorité [...]. Cette question devra être clarifiée dans les jours et les semaines qui viennent », a remarqué, lundi, M. Jospin.

Certes, les centristes, derrière M. Barre, n'imaginent pas de se soumettre pieds et poings liés au RPR qui a été, au moins autant qu'eux, défilé dans la campagne présidentielle. Ils envisagent de créer leur propre groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Mais il faut remarquer qu'à chaque échéance importante ils expriment de semblables velléités. Dans l'immédiat, compte tenu de leurs effectifs, ils n'apportent pas, de toute façon, l'appui nécessaire à la formation de majorités d'idées. De surcroît, le nouveau gouvernement serait totalement dépendant de leur comportement, de leur bonne ou mauvaise volonté. Dans ces conditions, il reviendrait à M. Rocard d'incarner, lui seul, le rassemblement promis par le chef de l'État.

J.-Y. L.

● M. MITTERRAND : l'élargissement n'est pas une arithmétique parlementaire. — Dans une interview publiée par le magazine américain Time, M. Mitterrand déclare : « Quand je parle d'élargir, je ne raisonne pas sous forme d'arithmétique parlementaire. Non, je pense surtout à des personnalités représentatives du monde scientifique, de l'économie, de la fonction publique, du monde associatif ; bref, des gens responsables mais différents des socialistes. » Il ajoute : « Aujourd'hui, on ne constate pas de véritable mouvement de la droite à la gauche, ou vice versa. Il faudra du temps avant que les choses changent. »

Ancien membre du bureau politique du PCF

M. Claude Poperen appelle les communistes à une prise de conscience

Le résultat obtenu par M. André Lajoinie le 24 avril, à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle — 6,76 % des suffrages exprimés et 5,39 % des électeurs inscrits — provoque quelques interrogations chez certains dirigeants communistes. Selon le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, le score du candidat du parti, qui « n'est pas satisfaisant », s'explique par la persistance d'une abstention populaire et d'un phénomène de « vote utile » en faveur de M. François Mitterrand. La direction du parti rejette catégoriquement la thèse selon laquelle M. Jean-Marie Le Pen puiserait une part non négligeable de ses voix dans un électoral anciennement acquis au PCF. L'équipe de M. Marchais s'en tient au « glissement à droite » de la société, une théorisation du recul électoral communiste plus particu-

lièrement développée depuis les élections législatives de 1986, où le PCF avait obtenu 9,78 % des voix.

La lettre de M. Claude Poperen — ancien membre du bureau politique, il avait donné sa démission de cette instance en janvier 1987, en même temps que M. Marcel Rigout quittait volontairement le comité central, — dont nous publions de larges extraits, est entre les mains des dirigeants du parti depuis les deux premiers jours de mai. Elle est datée du 2 mai et n'a pas fait l'objet, contrairement au souhait insistant de son auteur, d'une publication dans les colonnes de l'Humanité jusqu'à ce jour.

O. B.

M. Claude Poperen écrit notamment :

Le score du PCF à l'élection présidentielle exprime la gravité de la situation qu'il connaît. Malgré l'engagement de dizaines de milliers de communistes, une campagne courageuse de notre candidat, l'adoption d'un programme de justice, de liberté et de paix par le vingtième congrès, nous connaissons un nouveau recul.

La situation en 1988 est différente de 1981 : il y a une « expérience » de septennat socialiste, le PS et François Mitterrand ont affirmé leur volonté de gouverner avec une partie de la droite ; le terrain qu'ils nous laissent est vaste. Il y a un développement des luttes et une meilleure image du socialisme existant dans le monde.

Le recul de notre parti, reculant le plus bas score de toute son histoire, s'accompagne d'une montée inquiétante de Le Pen, d'un courant fascisant, développant le racisme et la haine. La grande bourgeoisie est parvenue à son objectif de marginalisation du Parti communiste. (...)

Quels que soient les liens nouveaux tissés avec une partie de la population, quels que soient les résultats possibles lors d'autres élections, il faudra beaucoup de temps pour refaire le terrain perdu, beaucoup travailler et réfléchir pour redevenir une formation politique capable de jouer un rôle positif dans l'évolution de la société et pour l'avenir du pays. (...)

Le redressement du PCF doit se faire de l'intérieur, à condition que s'engagent réflexions et discussions sur les causes persistantes de nos reculs et les moyens d'y remédier. Il existe un large accord entre les communistes sur plusieurs points essentiels. Nous voulons une organisation capable :

— d'assumer le choix fondamental du congrès de Tours dans les conditions d'aujourd'hui. Les grandes avancées du mouvement populaire ont toujours résulté d'une démarche allant de la lutte de classe avec la capacité de large rassemblement, à gauche et au-delà ;

— de répondre aux problèmes de notre temps, le socialisme et la paix, en impulsant une nouvelle conscience de classe, qui prenne en compte les mutations du monde ouvrier, l'ouverture de l'économie et l'exigence croissante d'individualité ;

— d'impulser largement les mouvements sociaux en leur offrant des perspectives crédibles et mobilisatrices, tout en respectant l'autonomie de leurs acteurs et, en premier lieu, des organisations syndicales ;

— de centraliser les expériences et les aspirations des différents composantes du mouvement social dans un véritable débat d'idées où chacun participe à ce travail d'élaboration politique. Ce fonctionnement nouveau n'est autre qu'un cen-

traisme démocratique digne de ce nom.

C'est l'affaire de tous les communistes. Que chacun s'exprime dans le parti et sa presse, fasse connaître son opinion, s'engage !

C'est l'intérêt du parti pour notre peuple et son pays qui prime. Nul n'a le monopole de la vérité. Ce n'est ni l'heure de l'exclusivité ou de l'anathème à l'égard de ceux qui s'expriment dans cet esprit ni l'heure de nouveaux départs discrets pour ceux qui ne veulent, ou n'osent rien dire. Il faut en finir avec les discours incantatoires, les répétitions de certitudes démenties par la vie (!), l'absence d'analyse. Nous avons besoin de la réflexion et de l'intelligence de tous dans cette discussion collective, sans abandonner le terrain de la lutte (...).

[En dehors d'un texte critique publié dans le cadre de la tribune de discussion préparatoire au vingt-troisième congrès, en décembre dernier (le Monde du 17 octobre), M. Claude Poperen ne s'est jamais exprimé publiquement depuis son départ du « gouvernement » du PCF. Homme de la Résistance éclairée, il vout le silence pour exhorter chaque communiste à faire « connaître son opinion ». Unaniment présenté comme un ancien dirigeant discret et réservé, n'ayant jamais privilégié son action politique personnelle, il traduit l'indéniable désarroi d'une frange des cadres du parti, un refus du déclin du PCF et de l'absence d'analyse crédible de la direction, une volonté d'en appeler à la base.]

(1) Georges Marchais, dans l'Humanité du 2 septembre 1987 : « A l'arrivée, André Lajoinie sera loin d'être Le Pen. C'est sûr. »

Petite et Géniale.

Psion Organiseur II La petite machine géniale

C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez "Kovis" et il retrouvera Tchekovskiy par exemple).

C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

C'est une horloge et un calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oubliez plus jamais rien.

C'est une calculatrice

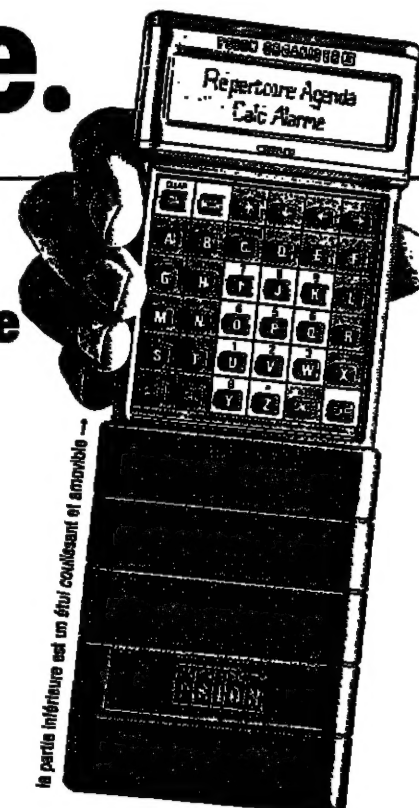
Précision à 12 chiffres. 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, mid, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.



Offrez-vous un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC* (990 F HT), manuel et messages en français, garanti un an. Il est en vente dans les magasins FNAC, DURIEZ, la Règle à Calcul et dans d'autres magasins (liste ci-dessous). Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12.

Aware

Tél. (1) 45.23.21.12
*Prix du modèle C.M. Aware est une marque déposée.

Points de vente agréés : Paris : 100 rue de la Harpe, 75005 (01 47 33 11 11) ; Lyon : 100 rue de la Harpe, 69003 (07 72 33 11 11) ; Marseille : 100 rue de la Harpe, 13001 (09 72 33 11 11) ; Bordeaux : 100 rue de la Harpe, 33000 (05 72 33 11 11) ; Nantes : 100 rue de la Harpe, 44000 (02 72 33 11 11) ; Lille : 100 rue de la Harpe, 59000 (03 72 33 11 11) ; Strasbourg : 100 rue de la Harpe, 67000 (03 72 33 11 11) ; Toulouse : 100 rue de la Harpe, 31000 (05 72 33 11 11) ; Montpellier : 100 rue de la Harpe, 34000 (04 72 33 11 11) ; Clermont-Ferrand : 100 rue de la Harpe, 63000 (03 72 33 11 11) ; Dijon : 100 rue de la Harpe, 21000 (03 72 33 11 11) ; Besançon : 100 rue de la Harpe, 25000 (03 72 33 11 11) ; Orléans : 100 rue de la Harpe, 45000 (02 72 33 11 11) ; Reims : 100 rue de la Harpe, 51000 (03 72 33 11 11) ; Metz : 100 rue de la Harpe, 57000 (03 72 33 11 11) ; Nancy : 100 rue de la Harpe, 54000 (03 72 33 11 11) ; Caen : 100 rue de la Harpe, 14000 (02 72 33 11 11) ; Rennes : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Brieuc : 100 rue de la Harpe, 22000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Dinard : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; Saint-James : 100 rue de la Harpe, 35000 (02 72 33 11 11) ; La Roche-Bernard : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Vannes : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Lorient : 100 rue de la Harpe, 56000 (02 72 33 11 11) ; Quimper : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Brest : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Morlaix : 100 rue de la Harpe, 29000 (02 72 33 11 11) ; Saint-Malo : 100 rue de la Har



Politique

Après le second tour de l'élection présidentielle

Gérer l'urgence sans précipitation

(Suite de la première page.)

Il pourra aussi considérer — la politique ne perd pas ses droits — qu'une mesure spécifique d'aide à l'investissement sera bien reçue du côté des entreprises, qui n'ont pas cessé de la réclamer.

● **Sécurité sociale.** — On ne montrera pas de précipitation de ce côté-là. Le maintien des cotisations instaurées en juin 1987 par MM. Balladur et Séguin (1) devrait permettre de tenir quelque temps. M. Chirac ayant demandé un rapport au Conseil économique et social, c'est à partir de ce rapport que seront envisagées les mesures propres à résorber le déficit chronique dont souffre le régime général. L'idée, préconisée par la commission des « sages », « réunie après les états généraux de la Sécurité sociale », de prélever 1 % sur l'ensemble des revenus ne serait pas mise à l'ordre du jour d'ici la fin de l'année. Les socialistes y seraient cependant favorables. Reste le problème posé par l'harmonisation en 1993 des règles d'imposition des revenus du capital à laquelle le gouvernement doit songer dès maintenant.

● **Revenus sociaux d'insertion et IGF.** — Les socialistes considèrent qu'ils doivent marquer leur retour au pouvoir par une action de solidarité. La création d'un revenu minimum d'insertion s'impose d'autant plus facilement pour eux qu'elle a toutes chances de faire la quasi-unanimité. De cinq cent mille à huit cent mille personnes devraient en bénéficier. Il en coûterait 8 milliards de francs.

Mais le financement de cette mesure risque de constituer le premier et grave problème du nouveau septennat. Les socialistes veulent, en effet, pour ce faire, rétablir l'impôt sur les grandes fortunes qui rapportait environ 6 milliards de francs. Le RPR, qui avait fait supprimer cet impôt, n'est pas disposé à en accepter le retour. Les socialistes peuvent-ils compter sur l'abstention des centristes qui ne jugent pas indispensable de supprimer l'IGF, mais ne pensent pas utile de le rétablir aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. Ce fameux impôt peut devenir une arme politique dans la mesure où la gauche choisirait de se mesurer sur ce thème avec la majorité parlementaire. Une façon de passer en force ou de se marquer à gauche.

SALAIRES. — Instruits par l'expé-

rience, les socialistes savent qu'il ne doit pas y avoir de dérapage de ce côté. Ils craignent la montée des revendications salariales. L'État du commerce extérieur de la France (déficateur de 30 milliards de francs en 1987 et encore de 4 milliards de francs sur les trois premiers mois de 1988) leur fait dire qu'il faut éviter en ce moment d'accroître un peu plus la consommation des ménages qui progressent déjà fortement. Aussi souhaitent-ils pouvoir convaincre le patronat de mener très vite la négociation sur l'évolution des salaires, y compris sur leur individualisation. Ils préconisent la recherche de hausses différées liées aux résultats des entreprises.

Il faut que les partenaires sociaux s'entendent sur ce point. Tout plutôt que d'avoir à céder au bout de six mois dans le désordre. Ce problème, pour la nouvelle majorité présidentielle, est lié à un autre encore plus important, estime-t-elle, celui des prix.

● **Prix.** — Une augmentation trop vigoureuse de la masse salariale n'aurait pas seulement des conséquences sur la consommation. Elle pèserait aussi sur l'indice des prix que les socialistes surveillent comme le lait sur le feu. Or, la reprise de l'inflation — dont le point bas a été atteint — guette peut-être les pays occidentaux. On en redoute la répercussion aux États-Unis. La hausse des prix des matières premières hors énergie enregistrée depuis plus d'un an alimente ces craintes. A quoi s'ajoutent, pour la France, une menace sur les coûts salariaux, des tensions sur les capacités de production et le nécessaire ajustement des tarifs publics.

Des revendications raisonnables

Pour des raisons évidentes électoralistes, des hausses de tarifs publics ont été évitées, notamment pour EDF et GDF. Le calendrier prévoit un ajustement en mai. D'autres devront suivre.

Les socialistes considèrent qu'il ne sera pas facile de faire comprendre aux salariés qu'il leur faut être raisonnables. Les profits des entreprises ont certes été très élevés ces deux dernières années mais, ajoutent-ils, ils vont maintenant stagner et il serait désastreux que les coûts se remettent à augmenter plus vite que les prix de la production.

● **CRÉDITS.** — Autre source de développement de la consommation : le crédit aux particuliers, qui a progressé de 36 % en un an. Y mettre un frein par voie législative risquerait par trop d'un encadrement que les socialistes ne peuvent rétablir sans se faire taxer de bureaucratisme. Leur préférence va à un développement de l'information afin de mettre le consommateur à l'abri des convoitises des banques.

● **Privatisations.** — « On ne privatise plus », disent les socialistes, « ce qui n'empêche pas de respirer ». Allusion à certains articles de la loi de privatisation de M. Balladur qui permettent aux entreprises nationalisées de céder une partie de leur actif. On assurera par ailleurs l'autonomie de gestion des entreprises publiques.

Nul doute aussi que les « noyaux durs » des entreprises privatisées seront réexaminés, histoire de remettre en cause l'Etat RPR.

● **Emploi.** — Sur ce sujet délicat et avant de l'aborder au fond, le gouvernement souhaiterait remettre en ordre le dispositif du traitement social du chômage dont les effets ont été bénéfiques mais qui arrive à épuisement. La réactivation de ce dispositif ne se fera pas instantanément. Personne ne se fait d'illusions du côté des socialistes sur les résultats des prochains mois : ils seront mauvais. On s'attend à une montée du nombre des demandeurs d'emploi avant que des mesures spécifiques puissent être mises en place. On compte sur un aménagement du temps de travail lié à la réduction du temps de travail et à des contrats de stabilité passés entre les entreprises, l'Etat et les partenaires sociaux.

Bon nombre de chefs d'entreprise regretteront de ne pas voir, au chapitre des urgences, la diminution des taux d'intérêt qui sont, en France, au ne cesse de le rappeler, parmi les plus élevés en termes réels. Le temps presse en effet. Mais les gouvernements précédents ont fait l'expérience, ce n'est pas là un problème qui peut se régler en huit jours. A ce niveau, autant que la nécessaire défense de la monnaie, ce sont les solidarités internationales qui font la loi.

FRANÇOIS SIMON.

(1) +0,4 point de la cotisation maladie, +0,2 point de la cotisation vieillesse, prélevement exceptionnel de 1 % sur les revenus du capital.

Il y a quarante ans, la Troisième Force

Pour les socialistes, l'idée d'une alliance avec une fraction du centre ou de la droite n'est pas nouvelle. Mais, entre 1947 et 1951, le contexte lui redonne de l'actualité.

A droite, l'action du général de Gaulle leur paraît menacer de plus en plus ouvertement la légalité républicaine. Les éléments les plus réactionnaires se regroupent autour du mouvement qu'il a créé, le RPF. La crainte du danger « fasciste » est très nette : « Si nous continuons à agir de cette sorte », explique Guy Mollet, secrétaire général, au comité directeur de la SFIO du 21 octobre 1947, « dans six mois, nous serons tous dans des camps de concentration ».

Du côté du mouvement communiste, après la reconstitution du Kominform, le PCF perd une partie de l'identité nationale conquise dans la Résistance. Pour les socialistes, il est redevenu l'agent de Moscou, partie prenante d'un nouveau complot international, menace contre la République et la démocratie.

Dans ce contexte, l'idée de la troisième force est simple : rassembler, en dehors de ces deux blocs, tous ceux qui ne veulent ni de la totalitarisme fasciste (le gaullisme), ni de la dictature stalinienne, tous les démocrates sincères, tous ceux qui sont prêts à défendre la République en danger.

Un accord SFIO-MRP

Au Parlement, cette orientation amènera la SFIO à participer à une série de gouvernements avec le centre ou à les soutenir (gouvernements Schuman, Marie, Queuille, Bidault, Plevin...). Mais ce que l'on voit souvent mal, c'est que l'objectif de la troisième force n'était pas principalement parlementaire et gouvernemental. Le but de Léon Blum, et aussi de Guy Mollet, était de l'associer dans le pays sur un réseau vivant de comités locaux, capables d'avoir une réelle existence sociale par rapport aux communistes et aux gaullistes, capables également de l'occasion de faire pression sur les députés parlementaires. C'est cette volonté qui explique la création, en 1948, d'un « bureau exécutif » (1) de la troisième force, distinct des coalitions gouvernementales et des accords parlementaires.

Conséquence de cette volonté : le souhait qu'elle n'apparaisse pas principalement comme un cartel de partis. Sans doute y a-t-il hypocrisie : c'est l'accord entre la SFIO et les démocrates chrétiens du MRP qui seul permet la constitution de la troisième force. Mais dans le climat anti-parti qu'entretenait De Gaulle, la troisième force se doit d'apparaître davantage comme le fait d'individus et de personnalités que comme le produit des accords entre les appareils des partis traditionnels, et de bénéficier le plus largement possible de l'aspect moins politicien que lui donne l'ouverture à des forces associatives de nature diverses.

La direction de la SFIO est quasiment unanime pour donner son feu vert à cette opération. C'est qu'au début elle est présentée comme bien plus tournée contre le danger gaulliste que contre le PCF. A l'intérieur de la SFIO, les courants de gauche participent à l'opération : Marcelle Pivert la cautionne jusqu'à un bout, Romain Rolland se désolent de son désapprobation. A l'extérieur de la SFIO, la confusion est compréhensible, si ce n'est que le danger de guerre semble préoccuper les intellectuels au moins autant que les menaces, en France, contre la République.

Le 24 décembre, un appel à la troisième force est signé par trente-deux intellectuels, résistants et syndicalistes, au sein desquels Claude Bourdet cotoie l'académicien du Figaro François Mauriac. En janvier 1948 sort un appel international où l'on affirme à la fois la nécessité de la troisième force au niveau européen tout en expliquant que « seule une révolution socialiste permettra de régler souverainement l'économie européenne ». A Bourdet et Rolland, qui avaient déjà signé l'appel précédent, se joignent cette fois-ci Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Maurice Merleau-Ponty et David Rousset.

Cet appel marque la toile de fond sur laquelle apparaît la tentative d'une troisième force nationale. Car les animateurs de la troisième force ont le plupart du temps en commun, certes avec des nuances entre eux, la référence à l'Europe, à l'ouverture des frontières, à la troisième force internationale qu'elle pourrait représenter. Les nuances, d'ailleurs, s'estompent : Pivert, qui a fondé un Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe, le rebaptisera sagement Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe.

Les contacts sont pris par la SFIO avec le MRP dès le 28 octobre 1947. Ils sont peu à peu élargis et débouchent sur la mise en place, le 10 janvier 1948, d'un bureau exécutif dont la composition est la suivante : trois SFIO (Brutelle, Jaquet, Pivert), trois MRP (Bacon, Gortais, Léo Hamon), un radical (Edgar faure), un Jeune République (Gruber), qui est membre du bureau politique de cette formation, un DSR (Heurteaux), un industriel proche, à l'époque, de François Mitterrand, et quatre « personnalités », liées au fait à la SFIO (Giberti, Brocquet et Henri Clair), au MRP (Guerra) ou à la Jeune République (Rose).

A ces treize membres il faut ajouter deux « clandestins » : Gallois représente au bureau Force ouvrier, et Robin la CFDT, bien que ces deux organisations syndicales aient officiellement nié, le 10 janvier, toute appartenance à la troisième force. Parmi les organisations contactées, seule la Ligue des droits de l'homme a refusé sa participation, à partir du moment où il est clair que l'initiative est au moins tout autant dirigée contre le PCF que contre le RPF.

En fait, c'est l'axe SFIO-MRP qui structure l'initiative. La « clandestinité » des syndicalistes atténue l'audience de leurs positions. L'absence de Claude Bourdet, un temps pressenti au titre de personnalité, renforce l'aspect « cartel de partis ». Et l'UDSR comme les radicaux n'y sont représentés que par des personnalités de second plan, divisés qu'ils sont entre « gaullistes » et partisans de la troisième force.

L'accord SFIO-MRP ne tient qu'à condition que le *status quo* soit maintenu sur certains points sensibles : la question légitime et la question coloniale. De fait, c'est justement sur ces questions et sur la politique sociale que finira par échouer la troisième force.

Défaites socialistes

Sur la laïcité, les partisans de l'école privée ne cessent, en fait, de mener bataille. A deux reprises, les socialistes repousseront l'assaut. Ils éviteront la privatisation des écoles des Houillères et arriveront à vider de son contenu le décret Poinsot-Chapuis, qui, par le biais de subventions aux associations familiales, permettait le financement public des écoles privées. Mais les socialistes sont finalement défaits : les lois Marie (octroi de bourses aux élèves de l'enseignement privé) et Barangé (allocations d'études accordées à l'établissement privé fréquenté par l'enfant) sont adoptées en septembre 1948. Sur les colonies, le statu quo n'est pas plus respecté que les défenses de la SFIO se révèlent encore plus faibles.

En Indochine, face à Ho Chi Minh, que la majorité de la SFIO continue à considérer comme le nécessaire interlocuteur, le MRP s'est découvert un partenaire fantôme, Bao Dai. Les mises en garde de la SFIO auront peu d'effet : l'émis-saire socialiste au Vietnam, Marius Moutet, refuse lui aussi la négociation avec Ho Chi Minh et couvre l'activité du très réactionnaire haut-commissaire, l'amiral Thierry d'Argenlieu. Au début de l'année 1950, le gouvernement Bidault accorde à Bao Dai ce qu'il refusait à Ho Chi Minh. Quand les socialistes quitteront le gouvernement, en 1951, la situation en Indochine s'est dégradée. Dès 1950, le Vietnam, réorganisé, a défait les troupes françaises à Bao-Dang. Trois ans plus tard, ce sera Dien Bien Phu.

Le bilan sur l'Algérie n'est pas plus brillant. Le MRP, à la demande des gros colons, obtient le départ du gouverneur, le socialiste Chataigneau, jugé trop libéral, et a l'habileté de le remplacer par un autre socialiste, Marcel Edmond Naegelen, anticolonialiste convaincu. Au scrutin de mars 1948, Naegelen « bourne les trucs » avec le plus total cynisme. (« Nous avons quelquefois fait voter parce que nous voulions pas que d'autre ne fassent voter en sens contraire. ») Guy Mollet déclare : « Si les élections avaient été débarrassées de la tutelle administrative, Messaliin aurait recueilli 80 % des voix. » Il en recueille à peine plus de 15 %. Quand les socialistes quittent le gouvernement, le statut batarde voté en 1947 n'aura pas reçu le plus petit commencement d'application. Trois ans plus tard, ce sera le début de la guerre d'Algérie.

Reste la question sociale. De fortes tensions existent au sein de la classe ouvrière, après la scission au sein de la CGT et la création de FO et, surtout, avec la grève des mineurs de 1948, que le ministre de

l'intérieur socialiste, Jules Moch, brise sans ménagement. Il rappelle pour ce faire quarante mille soldats, qui investissent le bassin minier, jettent chénillettes et auto-mitrailleuses à l'appui.

Les socialistes auraient donc bien besoin de la politique sociale des gouvernements auxquels ils participent viennent redorer leur blason. Or tel n'est pas le cas. Le 10 septembre 1948, ils ont obtenu du gouvernement Queuille des engagements sur « les demandes légitimes du monde du travail concernant son pouvoir d'achat ». Ces engagements ne seront pas tenus. En septembre 1949, la SFIO redemande des dispositions contre la hausse des prix, le versement d'une prime exceptionnelle, la revalorisation immédiate des salaires « anormalement bas ». Le gouvernement refuse. Queuille est remplacé par Bidault, qui accepte le principe d'une prime exceptionnelle. Le 3 février, les ministres socialistes démissionnent : ils viennent d'apprendre que les fonctionnaires sont exclus du bénéfice de cette prime. Enfin, quand, après les législatives de juin 1951, René Plevin est investi, son programme pose problème : « En ce qui concerne les salaires », écrit Robert Verdier, il n'apporte pas de garanties suffisantes », et les socialistes quittent — durablement — le gouvernement.

La « vieille maison »

Au fur et à mesure que s'accumulent les déceptions, les réactions se font sentir dans la SFIO. Pour commencer, se disloque le courant de gauche qui avait porté Guy Mollet au secrétariat général. Yves Doché-salles, le secrétaire général adjoint, quitte la SFIO pour fonder l'Alliance socialiste révolutionnaire. Les militants « unitaires », qui, comme Rivet ou Marty Capgras, se sont regroupés dans la Bataille socialiste sont exclus dès janvier 1948.

Jean Rous, Léopold Senghor et Raymond Badiou fondent, avec Sartre et Rousset, le Rassemblement démocratique révolutionnaire : la direction de la SFIO interdit en mai 1948 la double appartenance. Aux congrès de 1949 et 1950, des motions demandant le retour à une politique autonome de la SFIO : elles recueillent à chaque fois 20 %.

La réunion des députés généraux, le 13 janvier 1948, égrène la litane des impossibilités. Rhône-Alpes : « Dans certains départements, où les luttes ont été très violentes, il est assez difficile de faire admettre la constitution d'une union départementale troisième force ». Alsace : « Pour ce qui concerne la troisième force, la situation est difficile avec le MRP. Nous avons du mal ». Bourgogne : « Pour la troisième force, difficultés partout ». Champagne-Ardenne : « Au point de vue troisième force, manque total d'enthousiasme sur le plan départemental ». Bretagne : « La troisième force en Bretagne est très difficile ». Il n'y a rien de fait dans l'Allier, la Loire, en Auvergne, de « grandes réformes » dans les Pyrénées, des « difficultés » dans les Alpes...

La SFIO paie très cher la troisième force. Car, de fait, elle a ainsi permis le retour de la droite aux affaires. Elle n'aura nullement écarté le danger gaulliste mais s'en sera amenée, au contraire, à cautionner l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958. Elle n'aura pas non plus arraché la classe ouvrière à l'emprise stalinienne. Au contraire, ses propres groupes socialistes d'entreprise ont quasiment disparu, soit pour cause d'investissement syndical à Force ouvrière, soit parce que leurs animateurs ont quitté le parti.

Les effectifs, en effet, ont fondu : de 322 868 adhérents en 1947 à 126 558 en 1951. Le parti vieillit : les Jeunes, dissoutes en 1948, ne se sont pas vraiment reconstituées. Les finances vont mal : cent six pertes en 1947, quarante-huit en 1948, trente-deux en 1949. Et les résultats électoraux ne sont pas fameux non plus : entre octobre 1945 et juin 1951, la SFIO passe de 23,4 % à 14,6 %, tandis que le PCF reste stable : de 26,2 % à 26,9 %.

Quarante ans plus tard, il est souhaitable de ne pas forcer l'analogie. Irruption du phénomène Le Pen, déclin du PCF, place plus importante des socialistes dans toute coalition de ce type, modification des institutions et prééminence de l'élection présidentielle, telles sont les premières différences qui apparaissent d'emblée. Pour-on y ajouter les leçons tirées de l'histoire ?

JACQUES KERGOAT.

(1) Gilles Morin. « Le bureau exécutif de la troisième force », les Cahiers de FOUS, n° 175.

Le Conseil constitutionnel et l'élection présidentielle

Le temps des questions

Le Conseil constitutionnel, qui tient de la Charte suprême la mission de « veiller à la régularité de l'élection du président de la République », parvient au terme des tâches matérielles qui sont la traduction de cette charge. (« L'examine des réclamations et procède les résultats du scrutin », dit encore l'article 68 de la Constitution.)

Avant le mercredi 18 mai, mais probablement beaucoup plus rapidement, le Conseil va proclamer les résultats du second tour et l'élection du « nouveau » président de la République, puisque, à M. François Mitterrand, il succédera, à compter du 21 mai, M. François Mitterrand II.

La mission du Conseil constitutionnel s'arrête-t-elle là, pour ce qui concerne le période d'élection présidentielle qui prend fin ? En 1974, « tirant le leçon des constations » qu'il avait pu faire au cours des trois premières élections du président de la République, il s'élève à l'Assemblée nationale sous le V^e République, le Conseil avait estimé « de sa responsabilité » de rendre publique le 24 mai, le jour même de la proclamation des résultats, une déclaration dans laquelle il attirait solennellement l'attention sur un certain nombre d'imperfections du dispositif de l'élection ou de problèmes nés de sa mise en œuvre.

Au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 1988, il est permis de se demander si l'une des remarques de 1974 ne connaît pas un regain d'actualité. Elle concerne les sondages d'opinion. Le Conseil constitutionnel faisait observer qu'en 1974 il avait tenu « une place considérable dans les commentaires consensuels à cette campagne par la presse, par la radio-diffusion et par la télévision, ainsi, semble-t-il, que dans les préoccupations de très nombreux citoyens ». Cette situation pose incontestablement un problème à l'Assemblée nationale.

Tout en s'interdisant de proposer lui-même des « solutions », le Conseil constitutionnel s'était « permis de suggérer que le problème dont il reconnaît l'existence fasse l'objet d'une réflexion approfondie, destinée à aboutir à l'établissement d'un véritable statut de la pratique des sondages d'opinion en période électorale ».

Il fallut de nouvelles péripéties au moment des élections de 1977, pour qu'une législation fasse son apparition. Malgré l'existence de cette loi (votée à la sauvegarde en fin de session) force est bien de constater que le déroulement de la dernière campagne, en particulier celle du premier tour, illustre de nouveau l'inachèvement — certains ne se privent pas de parler d'imperfection — de l'actuelle réglementation.

Que M. Raymond Barre, qui a pu se considérer comme le « vainqueur » de ces imperfections et ses proches, en appellent aujourd'hui presque seuls, à une nouvelle réflexion, suivie d'effets, sur la question, n'ôte rien à la pertinence de l'interrogation.

Du reste, la commission des sondages s'est elle aussi, en tout cas par la voix de son président, émue au cours de la campagne. Et les plaidoyers pro domo des responsables d'instituts de sondages ou de leurs commentateurs réguliers ont été entendus.

Est-il possible sans sombrer dans la critique stérilisée, et d'ailleurs vaine, des sondages, d'assurer le respect permanent de la déontologie de cette pratique, d'améliorer la présentation des sondages pour en préciser le caractère relatif, de trouver enfin les moyens propres à éviter que des sondages puissent donner prise, comme en 1974, au rapproche de « chabannisation » d'un candidat à une élection ? Autant de questions que le Conseil constitutionnel pourrait, une nouvelle fois, inciter le législateur à se poser.

Le financement

Un autre champ de réflexion de la campagne, inexploré celui-là, s'ouvre éventuellement au Conseil constitutionnel. Il s'agit du financement des campagnes présidentielles. Dans les deux mois qui viennent, chaque candidat présent au premier tour devra faire parvenir au Conseil un compte de sa campagne.

Présenté par un comptable ou un expert-comptable agréé, accompagné de justificatifs des recettes et dépenses (depuis le

12 mars, date de publication des lois nouvelles sur le financement de la vie publique), ces comptes de campagne seront publiés au Journal officiel.

Plusieurs représentants de candidats ont laissé entendre pendant la campagne qu'ils considéraient cette procédure comme une formalité sans conséquence. Mais n'est pas facile à fabriquer qu'une comptabilité équilibrée — qui n'appellerait aucune intervention réelle du Conseil constitutionnel si ces formes sont respectées. Il sera intéressant de voir si cet optimisme préalable était justifié. Car deux constatations s'imposent. D'une part, le cadre financier fixé par la loi pour l'élection présidentielle (120 millions de dépenses ; 140 pour les deux candidats présents au second tour) est probablement une fiction que peuvent faire voler en éclats les candidats disposant de puissants moyens financiers. On aura peine à le mesurer pour l'élection de 1989, la loi ne s'étant appliquée qu'en cours de campagne.

Mais une mesure au moins peut être prise... celle de l'extraordinaire fragilité d'un dispositif législatif pour ainsi dire mort-né, du moins en ce qui concerne l'élection présidentielle.

D'autant qu'il apparaît d'autre part que, même sans excéder le plafond légal de dépenses, certains candidats ou leurs représentants ont eu recours cette année à divers procédés qui ne concourent pas à la plus grande transparence : « prêt » d'un parti à un candidat, « prêts privés » à certains autres, travaux d'impression, par exemple, effectués dans quelques conditions défectueuses, etc. Si l'on ajoute à tous ces aspects l'extraordinaire facilité de fraude ou d'arrangements qu'offre l'opacité perpétuelle du fonctionnement financier des partis politiques, il n'est pas excessif de se demander si le financement de la plus coûteuse des campagnes présidentielles ne demeure pas un problème aussi aigu qu'avant le vote de la loi qui était censée le régler.

La encore, si le Conseil constitutionnel n'attire pas solennellement l'attention sur cette facette du fonctionnement réel de la démocratie, qui le fera avec quelque chance d'être entendu ?

MICHEL KAJMAN.

EN 25 ANS
4.697.933

En 25 ans, E
rapatrié 5.192
Transporté 11
en avion de
Envoyé 24.2
37.40
11.90

Dépanné on
Expedié 41.49
dont 892 m
5.264
1 ard
612 p
28 re
1 mdt


Fait parvenir 2
et 181 paires d
Débranché 3 e
et 6 fers à rep
fait réparer

صكزا من الأصل

essentielle

à quarante ans,
la Troisième Force

(1) 42 85 85 85 EN 25 ANS CE NUMERO A SONNE 4.697.933 FOIS.

En 25 ans, Europ Assistance a rapatrié 5.197 personnes en avion sanitaire spécial. 
Transporté 11.657 personnes malades ou blessées en avion de ligne.

Envoyé 24.255 médecins et infirmiers
37.408 ambulances
11.918 chauffeurs et hôteses.

Dépanné ou remorqué 765.817 voitures.

Expédié 41.495 pièces détachées,
dont 892 moteurs complets

5.264 cardans

1 archet de violon

612 pare-chocs

28 roues de vélo

1 mât de bateau de 27 mètres.

Fait parvenir 2.325 jeux de clés
et 184 paires de lunettes dont 3 au Brésil.

Débranché 3 cafetières électriques
et 6 fers à repasser.

Fait réparer une flûte traversière.

dans le monde entier



europ assistance

POUR PROTÉGER VOTRE BONHEUR

EUROP ASSISTANCE DANS LES BANQUES, ASSURANCES, AGENCES DE VOYAGES, CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL.



Politique

Les réactions à l'étranger après l'élection de M. Mitterrand

WASHINGTON : une période de « grande incertitude »

WASHINGTON
de notre correspondant

Un coup de téléphone de M. Reagan pour féliciter l'heureux élu, en dix minutes de conversation « chaleureuse et optimiste », et de la part du porte-parole du département d'Etat, une déclaration parfaitement classique (« nous félicitons le président Mitterrand pour sa réélection, nous comptons que les relations entre la France et les Etats-Unis continueront à être excellentes ») : comme le veut la tradition, les responsables américains se sont bien gardés, lundi 9 mai, d'exprimer autre chose qu'une réaction de pure forme au lendemain de l'élection présidentielle française.

Certes, M. Reagan a, selon la Maison Blanche, noté avec satisfaction, au cours de son entretien avec M. Mitterrand, que les relations bilatérales avaient progressé pendant que lui-même et le président français se trouvaient au pouvoir. Mais il n'y a rien là qui aille bien au-delà des amabilités normales en pareilles circonstances. De son côté, la presse américaine salue comme il se doit la performance de M. Mitterrand, évoquant le talent politique dont il a su faire preuve tout au long d'une carrière politique oscillante qui a couvert toute l'histoire de l'après-guerre en France, comme l'écrit le *Washington Post*. Les principaux quotidiens américains s'accordent aussi à estimer que la réélection de M. Mitterrand ne devrait logiquement entraîner aucun changement majeur dans une politique étrangère française désormais bien connue et acceptée de ce côté de l'Atlantique.

Mais les journaux s'intéressent surtout aux conséquences du vote sur le plan intérieur français, et à peu près tous considèrent que la réélection de M. Mitterrand ouvre une période de « grande incertitude », ne serait-ce que parce que le président français ne dispose pas d'une majorité (parlementaire) et n'a pas vraiment dévolé ses intentions.

Autre constat largement partagé : la netteté de l'échec subi par M. Chirac, et à travers lui par le mouvement gaulliste. Ironie comme à son habitude, le *Wall Street Journal* avait prévu à l'avance cet échec : « En deux ans, M. Chirac a diminué l'impôt sur le revenu, réduit le déficit budgétaire et commencé à réduire le chômage (...) et sa récompense probable sera d'être renvoyé dans l'opposition. » Mais la presse américaine (qui n'avait guère apprécié l'affaire de la libération des otages français

du Liban) souligne surtout un autre paradoxe : M. Chirac a semblé, aux yeux des Français, représenter plutôt l'« aventure », alors que M. Mitterrand était parvenu au cours de sa campagne à incarner « la prudence et la légitimité », comme l'écrit le *New York Times*.

Ce sont les résultats du premier tour qui ont, dans la presse américaine, donné lieu aux analyses les plus intéressantes — naturellement consacrées au phénomène Le Pen. Des analyses fort pessimistes, qu'elles soient exprimées — entre autres — par le conservateur *Wall Street Journal* ou par le libéral *Washington Post*. Le quotidien des milieux d'affaires a ainsi commenté avec une grande sévérité la vision lepéniste d'une immigration coupable de tous les maux, et, fidèle à son credo libéral, estimé au contraire que l'afflux d'étrangers est une chance et un signe de bonne santé économique pour un pays. Mais le *Journal of Wall Street* regrette qu'à peu près personne en France ne semble défendre ce point de vue : « La décevante vérité est que, lorsqu'on vient à la question philosophique centrale concernant l'immigration, les différences entre M. Le Pen et les autres sont difficiles à discerner ».

Mais c'est sans doute Jim Hoagland, éditorialiste parisien du *Washington Post*, qui, peu après le premier tour, avait donné de la situation politique française l'image la plus déprimante : « Trente ans après que Charles de Gaulle eut rendu à la France un rôle dans les affaires du monde, cette nation est en train de s'effacer (...). Son énergie et son attention sont absorbées par une politique intérieure confuse. » Selon le commentateur du *Post*, la campagne électorale a illustré « avec une clarté embarrassante cette réduction des ambitions et des capacités françaises », tandis que de nombreux électeurs se sont tournés vers M. Mitterrand « précisément parce que c'est lui qui promet de changer le moins la société ».

Selon Jim Hoagland, encore, une lourde tâche attend le président français : Maintenir « la disparition du gaullisme en tant que force politique dominante », a laissé la voie libre à la droite radicale. M. Mitterrand « va devoir forger un nouvel ordre politique capable de [la] contenir (...) ». C'est là un programme interne ambitieux et urgent, mais il va « presque certainement occulter tout rôle international majeur pour la France ».

JAN KRAUZE.

Parmi les nombreux messages de félicitations adressés à M. Mitterrand, celui de M. Gorbatchev exprime le vœu que le développement du dialogue franco-soviétique, « en cette période importante », joue « un rôle positif pour avancer dans le domaine du désarmement, la construction de la maison européenne commune, le règlement des conflits régionaux, le renforcement de la confiance et l'amélioration du climat international ».

Au Proche-Orient, la plupart des capitales arabes ont exprimé leur satisfaction, tandis que le président de l'Etat hébreu, M. Herzog, assurait, dans son message à M. Mitterrand, que celui-ci « a su démontrer son amitié fidèle à l'Etat d'Israël et au peuple juif ». Aucune réaction officielle n'a été enregistrée à Téhéran.

TOKYO : crainte d'une « poussée protectionniste »

TOKYO
de notre correspondant

Dans ses commentaires, la presse japonaise souligne les problèmes auxquels sera confronté le chef de l'Etat français au cours de son second mandat en particulier, le redressement économique et politique de la France. « On attend de M. Mitterrand qu'il redonne à la France sa place dans la concertation internationale », écrit le quotidien économique *Nihon Keizai*. La question fondamentale est désormais de savoir si M. Mitterrand sera capable de faire revivre la France et de lui redonner sa force », conclut, quant à lui, le *Yomiuri* dans un éditorial.

Mais les commentateurs japonais replacent surtout les élections fran-

çaises dans la perspective de l'intégration économique européenne en 1992. Une évolution qui les préoccupe car ils craignent, comme le souligne le *Yomiuri*, qu'elle ne se traduise par un renforcement des tendances protectionnistes.

Or la situation économique de la France sera un facteur déterminant de l'orientation que prendra la CEE, estime ce quotidien. « L'économie française nous préoccupe, écrit-il, car la poussée protectionniste est en France plus forte qu'ailleurs en Europe ».

Il y a quelques jours, l'*Asahi* relevait une petite phrase prononcée par M. Mitterrand au cours de sa campagne : « Les enfants français ne doivent pas grandir entourés de produits japonais et américains ».

Ph. P.

Tous les vœux de l'Afrique

Dès lundi de nombreux chefs d'Etat africains avaient adressé de chaleureux messages de félicitations à M. Mitterrand. Le président Houphouët-Boigny écrit notamment que « cette réélection nous laisse espérer un renforcement significatif de la coopération amicale et confiante qui n'a jamais cessé d'exister entre les peuples français et ivoiriens ». Un certain froid avait régné entre l'Elysée et le doyen des présidents d'Afrique noire au début du premier septennat en raison de critiques de la presse socialiste à l'égard du régime ivoirien.

Le président Habyarimana a été l'un des premiers à adresser ses vœux de « plein succès » à M. Mitterrand : « Je ne doute pas, lui a-t-il dit, que vous continuerez à accorder une attention particulière à la coopération entre la France et le Tchad. » Ami connu de M. Chirac, le colonel Denis Sassou Nguesso a affirmé l'attachement du Congo à la sauvegarde des relations traditionnelles d'amitié et de coopération avec la France.

Le président Diouf a salué « le geste historique du peuple français » et le quotidien pro-gouvernemental *Le Soleil* consacre trois pages à l'événement. La victoire du candidat socialiste, écrit l'éditorialiste du journal, apporte « un éclaircissement à ceux qui (...) ont fait croire que la majorité des Français partageait les idées que défendent si ostensiblement les lepénistes ».

ROME : bonne chance au « roi François »

ROME
de notre correspondant

La satisfaction est le sentiment le plus répandu en Italie pour la victoire de M. Mitterrand. Les leaders des principaux partis lui ont d'ailleurs fait parvenir leurs félicitations le lundi 9 mai.

En réalité, M. Mitterrand avait ici moins été choisi que n'avait d'embellie été écarté M. Chirac. Il était, en effet, autour du candidat de la droite la même suspicion que naguère autour du général de Gaulle : celle de défendre une France par trop éprise de sa « grandeur » (en français dans le texte), symbolisée par sa « force de frappe », et, partant, réputée fondamentalement réticente à la construction de l'Europe. Rien n'a entamé cette perception italienne des choses, ni la conversion de M. Chirac à la grande patrie des Douze ni les pas effectués par M. Mitterrand vers l'approfondissement du « couple franco-allemand » ici homni au plus haut point.

« Vive donc la douce France », comme titre l'influent *la Repubblica*, mardi 10 mai, et bonne chance au « roi François », comme le dénomment deux quotidiens conservateurs, *Il Tempo* de Rome et *Il Giornale* de Milan. Du roi, M. Mitterrand n'a-t-il pas le ton « au-dessus de la mêlée » et le comportement politique « olympien et quasi-athlétique » (*Il Tempo*) et surtout « le profil de rassembleur, d'unificateur de forces » (*la Repubblica*) ?

La situation ne sera certes pas facile pour François Mitterrand,

JEAN-PIERRE CLERC.

BRUXELLES : si les Belges avaient voté...

BRUXELLES
de notre correspondant

Ayant « bien voté », — tous les sondages ont montré que, au cas où ils se seraient rendus aux urnes dimanche, ils auraient plébiscité M. Mitterrand, — les Belges se sont réjouis dans l'ensemble des résultats du scrutin présidentiel français. D'autant plus que, à Bruxelles comme dans les autres capitales européennes, les dernières initiatives de Jacques Chirac avaient pour le moins étonné.

« Confrontés à des défis économiques qui dépassent à la fois les frontières de l'Hexagone et les idéologies », écrit ainsi Robert Verduessen

dans la pourtant très conservatrice *Libre Belgique*, une grande majorité de Français appellent de leurs vœux une société « réconciliée dans un consensus sur quelques valeurs essentielles. Or c'est le moment que choisissent ceux qui se veulent les héritiers du général de Gaulle pour tenter — jusqu'à la caricature, la semaine dernière — de ranimer cette « guerre civile froide » que les élections législatives de 1986 avaient déjà condamnée ».

Quant aux militants d'extrême droite du Front de la jeunesse, ils ont offert l'« asile politique » aux Français victimes de l'« intolérance socialiste ».

J.-A. F.

MADRID : l'« enthousiasme européen » partagé

MADRID
de notre correspondant

« Nous nous sentirons moins seuls au sein de la Communauté : le clan des partisans de la construction européenne se trouve désormais renforcé. » C'est ainsi que le responsable des relations internationales du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), M. Elena Florés, a commenté pour nous le résultat de l'élection présidentielle en France.

M. Mitterrand, estime-t-on en effet au sein du PSOE, est aujourd'hui le chef d'Etat étranger partageant le mieux cet « enthousiasme européen » qui caractérise les socialistes espagnols. On pense en outre à Madrid que le PS français devrait se montrer plus sensible que M. Chirac à la principale requête espagnole : l'augmentation substantielle des fonds destinés à réduire l'écart séparant, au sein de la Communauté, pays riches et pays moins avancés.

Quant à la collaboration dans la lutte contre l'ETA, on considère à Madrid que l'avènement d'un nouveau gouvernement à Paris ne devrait pas en modifier les termes.

Une collaboration dont la gauche, rappelle-t-on, avait d'ailleurs donné le coup d'envoi en 1984 en extradant pour la première fois trois Basques vers l'Espagne, même si c'est avec M. Chirac qu'elle allait prendre ensuite toute sa dimension.

On n'exclut pas cependant un changement au niveau des procédés : les socialistes français se sont en effet déclarés opposés à la procédure d'urgence de remise à la frontière tant utilisée par M. Pasqua. Cette procédure, ajoutent-ils, outre qu'elle a été appliquée à l'intérieur de Madrid, a déjà amplement porté ses fruits, et son utilisation n'aurait donc plus aujourd'hui qu'un effet limité.

Satisfaction sur tous les plans, donc, au sein du gouvernement espagnol. Le PSOE se voit également aujourd'hui, suivant l'expression d'un de ses dirigeants, « dépassé par le centre », par ses homologues français. « Qu'aurait-on dit chez vous si nous avions centré notre campagne, en 1982 ou 1986, sur l'unité de la nation espagnole ? », nous demandait à cet égard, avec une ironie non feinte, un membre du gouvernement de Madrid.

THIERRY MALINAK.



Dessin de Galligo et Rey paru dans *Diario 16* (Madrid).

CEE : un atout pour l'Europe

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Bruxelles bruit d'une rumeur favorable. Les deux commissaires français, le président Jacques Delors et M. Claude Cheysson sont socialistes — ce qui déjà donne le ton. Nul doute cependant que l'ensemble de la Commission, même si son centre de gravité politique se situe à droite, a accueilli avec sympathie la réélection de M. Mitterrand. Le président de la République est considéré comme l'un des hommes politiques de la Communauté qui, durant ces dernières années, ont œuvré avec le plus d'efficacité au profit de la construction européenne.

On lui est reconnaissant d'avoir arbitré en 1983 en faveur d'une politique économique et monétaire compatible avec les disciplines du système monétaire européen et, en juin 1984, le conseil européen de Fontainebleau, couronnant un semestre de présidence française, a mis un terme au contentieux agri-

cole et budgétaire qui, depuis plusieurs années, opposait le Royaume-Uni au reste de la Communauté.

Un accord complétant celui de Fontainebleau est enfin intervenu lors du conseil de Bruxelles en février 1988, ouvrant la voie à la relance de la construction européenne et à la mise en place d'ici à 1993 du marché unique.

Les dirigeants communautaires se rappellent précisément que c'est M. François Mitterrand qui, à Milan, en 1985, avec le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre italien Bettino Craxi, a repris au bond le projet de grand marché sans frontières présenté par M. Delors.

M. Mitterrand n'a peut-être pas une connaissance technocratique approfondie des dossiers, mais on sait à Bruxelles que la source des progrès est d'abord politique et que, chaque fois que c'était nécessaire, le président de la République a su faire pencher la balance du côté de l'Europe. Il a imposé le programme « Esprit », lancé Emeka, plaidé pour Erasmus (programme pour la mobilité des étudiants).

PHILIPPE LEMAÎTRE.

La Nouvelle-Zélande souhaite une amélioration de ses relations avec la France

Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russel Marshall, a félicité lundi 9 mai le président Mitterrand pour sa réélection, exprimant l'espoir que celle-ci permettra une amélioration des relations entre les deux pays (nos dernières éditions du 10 mai). Il a en même temps annoncé que son gouvernement demanderait le retour sur l'atoll de Hao du commandant Alain Mafart et du capitaine Dominique Prieur, les deux officiers impliqués dans le sabotage du *Rainbow Warrior*.

Le retour en France, à la veille de l'élection présidentielle, de Mme Prieur avait été condamné par Wellington.

Le vote des Français est porteur d'espoir pour l'instauration de « nouvelles relations », a dit M. Marshall, qui a regretté les « tensions » des dernières années. Il a ajouté que, par une « heureuse coïncidence », il avait rencontré M. Rocard lors de sa visite à Paris en mars, et que celui-ci « n'était pas sans connaître les préoccupations de la Nouvelle-Zélande ».

S'agissant des deux agents français, M. Marshall a annoncé que son gouvernement protestait officiellement contre leur rapatriement et demanderait des explications à Paris. Il a rappelé que son pays comptait toujours que l'accord signé en 1986 avec la France serait honoré et que, en conséquence, le commandant Mafart et le capitaine Prieur devraient revenir à Hao, où ils sont censés rester jusqu'en juillet 1989. — (Reuters, AFP.)

PÉKIN : vers une « France modérée »

PÉKIN
de notre correspondant

Entre les lignes des analyses chinoises sur la réélection de François Mitterrand, on lit sans peine une satisfaction qui a deux causes : d'une part, M. Mitterrand a gagné l'estime et la confiance des Chinois. Ils apprécient sa politique étrangère, et le mariage entre l'homme d'Etat et le penseur n'est pas loin de correspondre à l'idéal confucéen.

On ne saurait en dire autant pour ce qui est de M. Chirac. Le *Quotidien du peuple* s'est ainsi permis, mardi 10 mai, une observation révélatrice en évoquant en termes à peine voilés les « coups d'éclat » de la fin de sa campagne, qui ont, a écrit le

journal, « suscité des doutes et créé la controverse ». Les médias chinois avaient suivi avec la plus grande attention l'évolution de la crise en Nouvelle-Calédonie, et le bureau de l'agence Chine Nouvelle à Beyrouth a repris plusieurs informations faisant état d'arrangements financiers entre Paris et Téhéran autour de la libération des otages.

Autre constatation que la Chine ne craint plus de faire imprimer noir sur blanc dans ses journaux : la déroute du Parti communiste français. L'absence depuis des mois d'un représentant permanent du PCF à Pékin en disait long déjà sur la fraîcheur des rapports entre les deux partis.

FRANCIS DERON.

« Hanoi espère un renforcement des relations avec Paris. — Le Vietnam a salué la réélection de M. Mitterrand, en espérant un renforcement et un développement des relations d'amitié et de coopération ».

STERN

GRAVEUR
depuis 1840

Papiers à lettres
Imprimés de haute
qualité

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

Tél. : 42.34.94-48-45.06.45

مكتبة الأمل

Politique

Une enquête Bull-BVA-CNRS-« le Monde » sur le second tour de l'élection présidentielle

La victoire de M. Mitterrand : une mobilisation tranquille

par Gérard Grunberg •
Pierre Giacometti •
Florence Haeghel •
Béatrice Roy •

L'hymne au rassemblement a rythmé la campagne électorale. Air connu du répertoire, de la mythologie politique, il a servi, au soir du 8 mai, pour interpréter les 54 % de suffrages recueillis par M. François Mitterrand. Il est vrai que ce très bon score conduisit à s'interroger sur la nature du processus électoral qui a permis au président sortant de voir renouveler son mandat. Le scrutin du second tour a confirmé que les oppositions entre la gauche et la droite n'ont pas disparu par enchantement. Comme le laissent prévoir les résultats du 24 avril, la polarisation des électeurs de M. Jacques Chirac et de M. Mitterrand correspond à des clivages sociologiques et idéologiques très marqués.

Les oppositions sociologiques mises en lumière à la fin des années 70 continuent de produire leurs effets politiques (tableau 1). En 1988, M. Mitterrand recueille, comme en 1981, ses meilleurs scores chez les salariés des secteurs public (74 %) et privé (59 %), chez les moins de cinquante ans, les plus détachés de la religion catholique. A l'inverse, M. Chirac réussit mieux chez les travailleurs indépendants

(69 %), les plus de cinquante ans et les catholiques pratiquants.

Si le candidat de gauche continue de profiter de la salarisation de la société française, du soutien massif des ouvriers (74 %), et des classes moyennes salariées (environ 60 %), l'hostilité à son égard des catégories indépendantes, agriculteurs, artisans, petits commerçants et professions libérales est loin de s'être atténuée. Deux univers professionnels s'opposent le 8 mai 1988.

Par rapport à leurs aînés, les jeunes demeurent plus à gauche (tableau 2).

Ces clivages sociologiques renvoient à des oppositions idéologiques. Sur le code de la nationalité, l'impôt sur les grandes fortunes, la politique de privatisation des entreprises publiques ou sur l'option du désarmement, les électeurs de M. Mitterrand et de M. Chirac ont dans l'ensemble des positions divergentes. Et sur l'attitude à adopter à l'égard du phénomène Le Pen, mitterrandistes et chiraquistes réagissent différemment : 24 % des premiers mais 61 % des seconds considèrent que M. Le Pen joue un rôle positif.

• Une mobilisation réussie

Rassemblement, c'est d'abord mobiliser. Autant il paraissait difficile au premier ministre (crédité d'à peine plus du tiers des suffrages de droite au premier tour) de rassembler au

second tour l'intégralité de celle-ci, autant le chef de l'Etat paraissait bien placé pour mobiliser l'ensemble de la gauche, dont les trois quarts s'étaient portés sur son nom au premier tour.

La campagne très dure conduite s. Sur le code de la nationalité, l'impôt sur les grandes fortunes, la politique de privatisation des entreprises publiques, l'option de gauche-droite a contribué à l'élection de Mitterrand et de Chirac ont de surcroît, le durcissement du climat politique a suscité la mobilisation à gauche et il n'a pas enrayé les pertes prévisibles sur les deux ailes de M. Chirac (tableau 3).

La domination du socialisme sur la gauche semble devoir se prolonger aux élections législatives en cas de dissolution rapide. Avec 37 % des intentions de vote, le PS obtiendrait les suffrages de quatre électeurs de gauche sur cinq, proportion jamais atteinte jusqu'ici (tableau 4). A l'inverse, le RPR, crédité aujourd'hui de 24 % d'intentions de vote, ne paraît pas en mesure de mobiliser l'ensemble de la droite, bien que sa position par rapport à ses deux rivaux semble devoir s'améliorer pour cette échéance.

Débordant largement les frontières de la gauche, M. Mitterrand a su constituer autour de plusieurs thèmes une majorité qui présente une certaine cohérence politique. Le succès a été bâti sur l'image de « rassemblement », proposant un fonctionnement des institutions équilibré, s'engageant à défendre la justice sociale — double héritage de la collaboration et du socialisme. Sur ces trois thèmes, M. Mitterrand a

marqué un avantage considérable sur son adversaire (tableau 5).

Il s'est appuyé également sur des majorités d'opinions favorables à deux thèmes-clés du discours socialiste : rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes et arrêt des privatisations. Les trois quarts de son électorat attendent ces mesures, mais il faut noter le ralliement du tiers de l'électorat de M. Chirac à ces vœux. L'égalitarisme continue de colorer la culture politique des Français et leur conversion au libéralisme ne semble pas aussi acquise qu'on avait pu le dire après le tournant de 1983.

Pour autant, les électeurs de M. Mitterrand ne refusent pas la perspective d'ouverture au centre proposée par le président réélu (tableau 7).

Reste à savoir ce qu'ils mettent derrière le vocable vague de « centristes ». Cette volonté d'ouverture au centre ne s'accompagne pas d'un souhait de l'actuelle Assemblée nationale mais plutôt d'élections législatives rapides.

Enfin, M. Mitterrand a réussi à mobiliser autour de la défense des valeurs républicaines, de la volonté de résistance aux idées d'exclusion de l'extrême droite. Tous les électeurs de M. Mitterrand le 8 mai, qu'ils viennent de l'extrême gauche, de l'écologie, du centre ou de l'abstention, se sont joints aux électeurs socialistes pour exprimer leur opposition radicale au président du FN, à l'exception, bien sûr des léninistes du 24 avril (tableau 6).

M. Chirac, interpellé à la fois par M. Mitterrand et M. Le Pen, n'a pas

su éviter que ce thème fort de l'extrême droite structure le débat politique. D'où l'impossibilité où il s'est trouvé de rassembler les droites : 38 % des électeurs estiment que M. Le Pen représente un danger pour la démocratie, mais 58 % pensent le contraire 55 % des électeurs de M. Chirac qui ont voté pour M. Barre au premier tour perçoivent le phénomène Le Pen comme un danger pour la démocratie, les électeurs de M. Le Pen qui ont choisi le premier ministre au second tour sont bien évidemment d'un avis inverse.

La combinaison de la poussée de M. Le Pen et des « clins d'œil » de certains dirigeants du RPR a provoqué la réactivation d'une figure classique de mobilisation électorale à gauche : celle du « rassemblement des républicains contre leurs adversaires ». M. François Mitterrand s'est mis en situation de voir jouer en sa faveur ce réflexe traditionnel dans la culture politique de la gauche française.

Dès lors, son adversaire ne pouvait opposer victorieusement à ce processus sa tentative de rassembler contre le socialisme au nom du libéralisme économique.

• Les difficultés de l'unification.

Mobilisation réussie ne veut pas dire constitution d'un électorat unifié. Les raisons du vote exprimé par les électeurs de M. Mitterrand au second tour diffèrent selon les choix qu'ils avaient effectués au premier tour : si la majorité d'entre eux ont choisi le président sortant principalement en raison de leur proximité idéologique, près d'un sur cinq n'explique son vote que par la volonté de « barrer la route à l'autre candidat ».

Pour eux, c'est par défaut plus que par adhésion que cette décision électorale a été prise. Les électeurs de M. Mitterrand les plus motivés par la volonté de faire obstacle au premier ministre sont ceux de

M. Lajoinie (42 %) : le vote à gauche passe pour eux d'abord par le rejet de la droite. Mais un tiers des autres électeurs ralliés (écologistes, extrême gauche, léninistes, baristes, abstentionnistes du premier tour) déclarent également avoir voulu surtout « barrer la route à Jacques Chirac ».

L'ensemble de ces électeurs ne partagent pas non plus les mêmes attentes en matière de stratégie politique. L'ouverture au centre est accueillie de manière inégalement favorable par les différentes composantes de l'électorat mitterrandiste : les communistes du premier tour réagissent massivement tout sceptique sur l'exclut ; ceux qui l'on pourrait appeler les mitterrandistes « purs sucre » sont partagés entre l'alliance au centre et la perspective d'une majorité socialiste ou socialo-communiste.

L'image même des compétences du président réélu est inégale dans son électorat. Sa compétence économique, en particulier, est contestée dans la fraction de son électorat qui avait choisi au premier tour un candidat de droite. Sa crédibilité est discutée lorsqu'il s'agit de la constitution du grand marché européen, et plus encore de la lutte contre le chômage. Même constat sur la question de l'immigration : seuls la moitié des électeurs d'origine bariste et un quart des électeurs ayant voté pour M. Le Pen au premier tour font confiance à M. Mitterrand.

A travers ces deux lectures de la victoire de M. Mitterrand, résumées d'une mobilisation et fragilité d'un rassemblement, on perçoit les incertitudes qui règnent sur les choix stratégiques de l'après-8 mai.

* Respectivement directeur de recherche au centre d'étude de la vie politique française du CNRS ; responsable du département des études politiques de BVA ; chargée de recherche au centre d'étude de la vie politique française de la FNSP ; et consultant Bull-BVA.

Tableau 1. — Profil sociologique des électeurs Mitterrand et Chirac

	Mitterrand	Chirac
Ensemble	54	46
Sexe		
Homme	54	46
Femme	54	46
Age		
18-24 ans	56	44
25-34 ans	65	35
35-49 ans	57	43
50-64 ans	46	54
65 ans et plus	43	57
Profession de l'électeur		
Agriculteur	29	71
Petit commerçant, artisan	42	58
Profession libérale	46	54
Cadre supérieur	70	30
Enseignant et serv. méd. soc	58	42
Cadre moyen	60	40
Employé de bureau	58	42
Employé de commerce	74	26
Ouvrier	74	26
Personnel de service	74	26
Statut		
Salarié public	74	26
Salarié privé	59	41
A son compte	31	69
Chômeur	62	38
Inactif	46	54
Pratique religieuse		
Catholique pratiquant	33	67
Catholique non pratiquant	56	44
Sans religion	74	26
Autre religion	69	31

Tableau 2. — L'évolution de l'électorat de M. Mitterrand

	10 mai 1981 (1)	8 mai 1988 (2)	Ecart 88/81
Ensemble	52	54	+ 2
Sexe			
Homme	56	54	- 2
Femme	49	54	+ 5
Age			
18-24 ans	63	56	- 7
25-34 ans	63	65	+ 2
35-49 ans	51	57	+ 6
50-64 ans	47	46	- 1
65 ans et +	40	43	+ 3

(1) Source : SOFRES, sondage post-électoral.

(2) Source : BVA, sortie des urnes 1988.

Tableau 3. — Les transferts de voix entre le 1^{er} et 2^e tour

Les électeurs 1 ^{er} tour de	Ont voté F. Mitterrand	Ont voté J. Chirac
Boussel + Lagardère + Jaquin	91	9
Lajoinie	93	7
Mitterrand	99	1
Waeche	79	21
Barre	14	86
Chirac	3	97
Le Pen	26	74
Abstentionnistes du 1 ^{er} tour	65	35

Tableau 4. — Intentions de vote aux législatives

	Extrême gauche	PC	PS/MRC	Total gauche	Ecolog.	UDF	RPR	Front national	Total droite	Total
Ensemble	3,5	8	37	48,5	5	13,5	24	9	46,5	100
Vote premier tour										
Electorat Lajoie	4	77,5	11,5	93	2,5	0,5	2,5	1,5	4,5	100
Electorat Mitterrand ..	5	3	87	95	2	1	1	1	3	100
Electorat Barre	1	1	7	9	3	66	21	1	88	100
Electorat Chirac	1,5	1	2	4,5	0,5	8	85	2	95	100
Electorat Le Pen	1	3	11	15	2	5	22	56	83	100
Vote second tour										
Electorat Chirac	1	2	1,5	4,5	2	26,5	51	16	93,5	100
Electorat Mitterrand ..	5	14	68	87	6,5	2,5	1	3	6,5	100

Tableau 5. — Compétences comparées de M. F. Mitterrand et M. J. Chirac

	François Mitterrand	Jacques Chirac	Ecart Mitterrand Chirac	Pas de différence
Défendre la justice sociale	50	30	+ 20	20
Rassemblement les Français	47	31	+ 16	22
Assurer le bon fonctionnement des institutions	43	32	+ 11	25
Assurer la formation des jeunes	42	38	+ 4	20
Garantir le pouvoir d'achat	39	35	+ 4	26
Préparer la France au grand marché européen	39	41	- 2	20
Unifier de 1992	37	43	- 6	20
Traiter la question de l'immigration	34	42	- 8	24
Garantir la sécurité des biens et des personnes	29	36	- 7	35

Réalisée pour Antenne 2, Europe 1 et Paris-Match, l'enquête Bull-BVA s'est déroulée tout au long de la journée du dimanche 8 mai. 3 173 électeurs venant de voter ont été inter-

rogés. La méthode utilisée est la suivante : les électeurs, tirés au sort à la sortie des bureaux de vote, sont invités à remplir un questionnaire portant sur leur vote du jour, leurs votes anté-

rieurs, leurs motivations et leurs attentes à l'égard du nouveau président. La taille de l'échantillon permet une analyse plus détaillée que celle que l'on peut faire à partir de sondages habituels.

● RECTIFICATIF. — En Ile-et-Vilaine, dans la ville de Vitré, dont le maire est le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, les résultats publiés dans nos éditions du 10 mai ont été inversés. C'est M. Jacques

Chirac qui est arrivé en tête, devant M. François Mitterrand d'un peu plus de deux cents suffrages.

● SAINT-JEAN-D'ANGELY (Charente-Maritime). — Les résultats publiés dans le Monde du

10 mai étaient ceux du canton. Dans le chef-lieu, M. Mitterrand a obtenu 2 706 voix (55,33 %) et M. Chirac 2 184 (44,66 %) sur 4 890 suffrages exprimés, 5 024 votants et 6 064 inscrits.

Tableau 6. — Les composantes de l'électorat Mitterrand

	Legisl. Boussel Jaquin	Lajoinie	Mitterrand	Waeche	Barre	Le Pen	Abstentionnistes 1 ^{er} tour
● Motivation du vote							
La confiance	10	10	33	12	12	12	19
Le idées	61	44	56	57	59	60	47
Barrer la route à l'autre	28	42	9	29	26	27	31
● Majorité souhaitée							
PS seul	26	9	30	25	8	22	24
PS-PC	33	77	13	13	5	16	13
PS-Contristes	37	9	53	57	84	52	57
● Intention de vote législatif							
Extrême gauche	13	4	5	2	2	0	6
PC	17	87	3	1	4	4	2
PS-MRC	57	12	88	32	38	45	69
Ecologistes	12	3	2	63	9	3	19
UDF	0	0	1	2	44	3	4
RPR	1	0	1	0	4	0	0
FN	0	0	0	0	0	4	0
● Le Pen, danger pour la démocratie							
Oui	86	89	86	84	82	25	86
Non	13	11	12	16	13	71	11
● Le Pen, phénomène positif							
Oui	18	17	20	19	26	88	15
Non	78	77	74	77	74	8	79
● Nationalité							
Rendre plus difficile l'acquisition de la nationalité française	18	38	32	25	23	74	34
Maintien des conditions actuelles	78	59	63	71	72	16	61
● Le plus compétent pour préparer 1992							
Mitterrand	70	62	80	60	43	46	61
Chirac	4	5	4	9	26	14	8
Pas de différence	21	29	12	26	25	29	24
● Immigration							
Mitterrand	70	58	75	65	49	25	55
Chirac	4	11	12	12	13	58	11
Pas de différence	21	28	12	17	31	29	27
● Chômage							
Mitterrand	44	46	60	33	25	34	53
Chirac	1	3	3	7	16	5	8
Pas de différence	50	49	32	57	54	52	33

Politique

Le second tour
dans les villes de plus de trente mille habitants

M. Mitterrand est majoritaire dans soixante-cinq communes gérées par la droite

M. François Mitterrand a obtenu, au second tour de l'élection présidentielle, la majorité des suffrages dans soixante-cinq municipalités de plus de trente mille habitants détenues par la droite.

Dans la perspective des élections municipales prévues en mars 1989, ce bilan risque de peser lourd pour les trente et une communes gérées par le RPR, les vingt-cinq administrées par l'UDF et les neuf détenues par des maires divers droite ainsi concurrencés. D'autant que, au premier tour du scrutin, seules huit d'entre elles avaient déjà basculé à gauche. Il s'agit de Saint-Quentin, Carcassonne, Arles, Quimper, Pessac, Châteauroux, Reims et de Sarcelles. Dans les cinquante-sept autres municipalités, MM. Barre et Chirac obtiennent la majorité des suffrages avec l'appui des voix légitimes.

L'attraction mitterrandienne n'a pas épargné les communes gérées par des maires également membres du gouvernement. Ainsi à Grenoble, Epinal et Issy-les-Moulineaux, MM. Alain Carignon (RPR), Philippe Séguin (RPR) et André Santini (UDF-PSD) n'ont pu que

constater l'échec de leur premier ministre. Certaines personnalités de l'UDF et du RPR n'ont pas pu non plus endiguer la fuite de leurs électeurs, telles que MM. Jean Lecanuet, maire de Rouen et président de l'UDF, Jean-Pierre Soisson (UDF-PR), maire d'Auxerre et proche de M. Raymond Barre, ou encore MM. Robert Galley, maire de Troyes et trésorier du RPR, et Yves Guéna (RPR) maire de Périgueux, tous anciens ministres.

Enfin M. Chirac n'a pas rassemblé la majorité des suffrages dans six villes gagnées, lors de scrutins partiels, par la droite après l'annulation des élections municipales de 1983 pour fraude. Il s'agit de Dreux, La Seyne-sur-Mer, Antony, Noisy-le-Grand, Aulnay-sous-Bois et de Sarcelles.

A gauche, trois municipalités gérées par le Parti socialiste ont accordé la majorité des voix à M. Chirac. Ce basculement à droite n'est néanmoins pas une nouveauté puisque tel était déjà le cas lors des élections législatives de 1986 et du premier tour du scrutin présidentiel de 1988.

V. D.

Les villes qui ont basculé

Villes de plus de 30 000 habitants détenues par la droite où M. Mitterrand a été majoritaire au second tour de l'élection présidentielle :

AINSE : Saint-Quentin (RPR) ; AUBE : Troyes (RPR) ; AUDE : Carcassonne (RPR) ; NARBONNE (div. d.) ; BOUCHES-DU-RHÔNE : Arles (div. d.) ; CALVADOS : Caen (div. d.) ; REZE : Brive-la-Gaillarde (RPR) ; COTE-D'OR : Dijon (RPR) ; DORDOGNE : Périgueux (RPR) ; EURE-ET-LOIR : Dreux (app. RPR) ; FINISTÈRE : Quimper (RPR) ; BREZ : Brest (RPR) ; NIMES (div. d.) ; HAUTE-GARONNE : Toulouse (UDF) ; GIRONDE : Talence (RPR) ; PESSAC (RPR) ; HÉRAULT : Sète (UDF-CDS) ; BÉZIERS (UDF-PSD) ; ILLE-ET-VILAINE : Saint-Malo (div. d.) ; INDRE : Châteauroux (UDF) ; INDRE-ET-LOIRE : Joué-lès-Tours (UDF-CDS) ; TOURS (div. d.) ; ISÈRE : Grenoble (RPR) ; LOIR-ET-CHER : Blois (UDF) ; LOIRE : Saint-Etienne (UDF-CDS) ; LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes (RPR) ; LOT-ET-GARONNE : Agen (UDF) ; MAINE-ET-LOIRE : Cholet (UDF) ; MARNE : Reims (RPR) ; MEURTHE-ET-MOSELLE : Vandœuvre-lès-Nancy (div. d.) ; MOSELLE : Metz (UDF-CDS) ; NORD : Maubeuge (UDF-PSD) ; ROUEN (UDF-CDS) ; TOULOUSE (UDF-PR) ; VALENCIENNES (RPR) ; DUNKERQUE

(RPR) ; DOUAI (RPR) ; CAMBRAI (RPR) ; PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : Bayonne (UDF) ; HAUT-RHIN : Mulhouse (UDF-PSD) ; RHÔNE : Rillieux-la-Pape (UDF) ; SAONE-ET-LOIRE : Chalon-sur-Saône (RPR) ; SEINE-MARITIME : Rouen (UDF-CDS) ; SEINE-ET-MARNE : Meaux (RPR) ; CHARENTAISE : Angoulême (RPR) ; YVELINES : Poissy (RPR) ; VAR : La Seyne-sur-Mer (UDF-PR) ; VOSGES : Epinal (RPR) ; YONNE : Auxerre (UDF-PR) ; ESSONNE : Savigny-sur-Orge (RPR) ; VIRY-CHÂTILLON (mod.) ; HAUTS-DE-SEINE : Issy-les-Moulineaux (UDF-PSD) ; MONTROUGE (UDF) ; PUTEAUX (RPR) ; SURESNES (RPR) ; CLAMART (UDF-CDS) ; ANTOY : Melun (RPR) ; SAINT-DENIS : Gagny (RPR) ; NOISY-LE-GRAND (RPR) ; ROSNY-SOUS-BOIS (div. d.) ; AULNAY-SOUS-BOIS (RPR) ; VAL-DE-MARNE : Maisons-Alfort (UDF-PR) ; VAL-D'OISE : Sarcelles (div. d.) ; FRANCONVILLE (UDF-PR).

Villes de plus de 30 000 habitants détenues par la gauche où M. Chirac a été majoritaire au second tour de l'élection présidentielle :

BOUCHES-DU-RHÔNE : Marseille (PS) ; DROME : Valence (PS) ; PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : Pau (PS).

« Mitterrand 2 »

Un livre-fusée

Trois journalistes, Françoise Rey, Jean-Pierre Mithois et Denis Poncelet, ont édité, Pierre Belfond, un imprimeur, l'entreprise Firmin-Didot de Breteuil-sur-Loire, près de Dreux, et un distributeur, Hachette, ont réussi, dimanche soir 8 mai, une première mondiale de l'édition : ils ont sorti un livre de 252 pages aussi rapidement qu'un sort un journal.

Le 8 mai, à 20 h 50, à Châteauneuf, M. Mitterrand commente sa victoire. Aussitôt, Jean-Pierre Mithois, à l'imprimerie Firmin-Didot, envoie le texte présidentiel à la composition. A 22 heures, il donne les résultats disponibles à ce moment-là : 54,6 % pour M. Mitterrand. A 22 h 50, il envoie le bon à tirer de ces dernières pages sur les deux rotatives Cameron de l'imprimerie, à la suite des deux cent cinquante autres pages préparées. A minuit, comme on appuie sur le bouton de lancement d'une fusée, Jean-Pierre Mithois enclenche le signal de démarrage des Cameron. A raison de deux mille cinq cents volumes à l'heure chacune, les deux machines commencent à imprimer. A 0 h 05, Jean-Pierre Mithois reçoit son exemplaire.

A 2 heures du matin, organisés comme pour une opération militaire, les premiers camions d'Hachette chargent les palettes de Mitterrand 2 qu'ils vont livrer dans les centres de distribution régionaux d'Hachette les plus éloignés : Nice, Nîmes, Marseille, Grenoble, ils y parviendront lundi entre 9 heures et midi.

P. L.

La polémique se développe sur les conditions dans lesquelles a été donné l'assaut — au prix de vingt et un morts — le jeudi 5 mai, sur l'île d'Ouvéa, à la grotte où un commando du FLNKS détenait une vingtaine d'otages libérés sains et saufs.

Lundi 9 mai, le bureau politique du FLNKS a accusé le gouvernement d'avoir « pris la responsabilité de massacrer dix-neuf Canaques, risquant volontairement d'empêcher toute solution politique au conflit ». Selon l'état-major indépendantiste, le ministre des

L'attaque de la gendarmerie de Fayaoué

NOUMÉA
de notre correspondant

Après le service de Dieu, le Père François-Xavier de Viviers, curé d'Ouvéa, cultive une passion peu ordinaire : capter les messages radio de la gendarmerie. Lieutenant en chef, il a conservé le goût des transmissions. Alors, pour briser cette torpeur tropicale qui parfois engourdit son presbytère, il branche son petit récepteur radio sur la fréquence de la gendarmerie et se promet bien de découvrir le code utilisé. Il y est parvenu un jour et, bon joueur, en a averti le chef de brigade de l'île qui, abas, s'est empressé de changer l'indicatif.

Le matin du vendredi 22 avril, le Père de Viviers avait pu se transmuter en « veille ». Subitement, l'appareil crachota : « 2-97, 2-97, nous sommes occupés... ». Le Père tend l'oreille. Puis une réponse enjouée, de Nouméa : « 97, répondez, 97, répondez... ». Ensuite, plus rien. Un grésillement qui s'éternise. La brigade de gendarmerie de Fayaoué ne répond plus à l'appel.

Intérogé, le curé enfonce sa motocylette et parcourt les 20 kilomètres qui séparent le presbytère de Saint-Joseph du centre administratif de Fayaoué. Lorsqu'il franchit le portail de la brigade de gendarmerie, il n'en croit pas ses yeux : un gendarme gît à terre, blessé à la tête,

et des Canaques armés occupent les locaux.

Impensable. Comment le maréchal des logis-chef Jean-Paul Lacroix aurait-il pu imaginer que sa brigade serait un jour attaquée par un « commando terroriste » ? L'île est si calme. Certes, la brigade avait déjà été investie à deux reprises pendant l'ère socialiste, mais tout cela restait bon enfant. Une harangue sur l'indépendance canaque, une mise en demeure au nom de la légalité républicaine et l'affaire se réglait à l'amiable. Le lendemain, les gendarmes continuaient de fermer les yeux sur les infractions bénignes au code de la route ou dépannaient tel véhicule tombé en panne sèche.

En plus, six mois après son arrivée de Lyon, le chef Lacroix commençait à bien connaître son monde. Chané Kapoféri, animateur local de l'Union calédonienne, vice-président de la région des Îles Loyauté, vient souvent vendre ses langoustes à la brigade. A chaque fois, on colporte en plaisantant les derniers échos de « radio-coconut ».

Aussi, ce vendredi matin, quand le chef Lacroix aperçoit Chané sur le seuil de son bureau, il ne s'inquiète absolument pas. Chané l'accompagne de trois Canaques et discute le bout de gras avec Sammy, un gendarme mélanésien originaire de Lifou. Le chef serre la main de tout le monde, lance deux ou trois mots amicaux, puis s'installe à sa table de travail. Le gendarme

DOM-TOM, M. Bernard Pons, « a délibérément opté, dès le départ et à des fins électoralistes, pour une solution militaire qui ne pouvait aboutir qu'à un carnage ».

Les vingt-neuf Mélanésiens inculpés dans le cadre de cette affaire ont été transférés mardi à Paris, où doit être instruit le dossier.

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a décidé de porter plainte contre X, après la publication des témoignages accusant les

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le récit

territorial Dujardin, un gendarme mobile et le lieutenant Florentin (également de la gendarmerie mobile) ont déjà pris place dans la pièce. Il est vrai que, depuis l'arrivée en renfort d'un peloton de « mobiles » dans la perspective des élections régionales du dimanche 24 avril, on se bouscule un peu dans les locaux.

« Vous êtes nos prisonniers ! »

Ce que ne voit pas le chef Lacroix au moment où il traverse la pièce c'est qu'il est suivi par Chané et ses trois comparses. A cet instant, tout bascule. Les quatre Canaques se saisissent de couteaux dissimulés sous leurs vestes et se ruent sur les gendarmes afin de les cerner.

Chané s'écrie : « Vous êtes nos prisonniers ! ». Le chef Lacroix n'a toujours pas réalisé : il continue de croire à une plaisanterie, mais il la trouve de mauvais goût. On lui retire alors son pistolet, ce qui lui ôte ses derniers doutes. S'ensuit alors une mêlée générale qui propulse tout le monde à l'extérieur de la pièce.

C'est là, sur le seuil de la porte, que le lieutenant Florentin dégraine et fait feu sur un de ses agresseurs. Touché au ventre, le Canaque trouve quand même la force d'abattre son tamioc (machette) sur le visage de l'officier. Le chef Lacroix parvient à s'extraire quelques secondes, le temps de se jeter sur le

poste radio et de lancer son SOS à Nouméa : « 2-97, 2-97, nous sommes occupés ». A nouveau tenté, il ne pourra achever son message.

En revanche, le gendarme Dujardin a réussi à s'enfuir de la pièce par une porte dérobée et court vers son domicile situé à proximité récupérer son pistolet. Un Canaque tire, le gendarme s'écroule, mortellement atteint, à quelques mètres de son logement de fonction.

Au cours de l'échauffourée, le nombre des militants FLNKS s'est accru. Des Canaques tapés dans les broussailles ont rejoint les premiers assaillants et investissent tout le périmètre de la brigade. Sous la menace d'un sabre d'abattre, le chef Lacroix a dû livrer aux militants FLNKS la clé de l'armurerie, qui est aussitôt dévalisée. Les affrontements se déplacent alors dans la cour où campe le peloton de gardes mobiles. Des coups de feu éclatent : les gendarmes Jean Zawadzky et Daniel Roy, ainsi que le major Gérard Mouly sont tués. C'est la fin de l'assaut.

Les meneurs indépendantistes ordonnent aux vingt-sept gendarmes de se coucher à terre. Ils sont menottés deux par deux. Un premier groupe grimpe dans trois camions 4x4 qui filent vers le sud de l'île. Le second prend place dans deux jeeps, trois camions 4x4 et une Land Rover. Destination : le « trou sacré » de Gossana. C'est le début de la prise d'otages.

FRÉDÉRIC BOBIN.

M. Giraud porte plainte contre X pour diffamation envers l'armée

Le ministre de la défense, M. André Giraud, présente au moment de l'assaut, démentait formellement la version des faits présentée par les indépendantistes.

« C'est complètement faux », disait-il en ajoutant que ni Alphonse Dianou ni Wenceslas Lavello n'étaient sortis, sans leurs armes, de la grotte. Au contraire, explique le commandant du GIGN, Alphonse Dianou et Wenceslas Lavello ont fait partie du dernier carré des ravisseurs les plus acharnés à se battre jusqu'au bout. Lavello, indique l'officier de gendarmerie, n'était pas du genre à se rendre : il est l'auteur du meurtre de deux des gendarmes tués à la brigade de Fayaoué et c'est encore lui qui a abattu les deux hommes des forces spéciales (un adjudant et un engagé du 11^e régiment parachutiste de choc) ayant trouvé la mort lors de l'assaut donné à la grotte. Le commandant Lacroix est formel : au moment de la dernière phase de l'attaque, Alphonse Dianou et Wenceslas Lavello sont restés dans la grotte, pour tenter d'ouvrir le feu sur leurs otages et c'est à ce moment-là qu'ils

se sont opposés au capitaine Ficom et au maréchal des logis-chef Dubois auxquels des revolvers avaient été transmis.

Selon le « patron » du GIGN, Alphonse Dianou a été touché à la cuisse au cours de cet échange de coups de feu, désarmé aussitôt, allongé sur un brancard, sorti de la grotte et c'est le commandant Lacroix, lui-même, qui l'a remis au médecin militaire présent sur les lieux de l'affrontement. Toujours selon l'officier de gendarmerie, Wenceslas Lavello a été tué sur le premier palier, à l'intérieur de la grotte, alors qu'il avait les armes à la main.

Le commandant Lacroix : « un mensonge et une injure »

Le commandant Lacroix a affirmé, d'autre part, en réponse aux questions de l'AFP : « Avant même que soit donné l'assaut, j'ai donné des instructions précises et drocniennes aussi bien à mes hommes du GIGN qu'à ceux des autres unités engagées dans cette opération, les

soldats du 11^e choc de la DGSE et les fusiliers-marins du commando Hubert. Conformément à notre règle et à nos habitudes, il fallait que l'opération soit propre de bout en bout et chacun a été individuellement alerté sur ses responsabilités à cet égard.

« Affirmer aujourd'hui que des preneurs d'otages ont été exécutés est un mensonge pur et simple et constitue aussi une injure pour les morts canaques qui sont tombés les armes à la main et ont combattu vaillamment, se défendant bec et ongles. C'est moi-même qui ai placé le plus vite possible une perfusion sur le chef du groupe des ravisseurs, Alphonse Dianou, gravement blessé et qui devait ensuite décéder. Enfin, en application du plan de l'opération, des que les preneurs d'otages survivants ont été maîtrisés et les premiers soins portés aux blessés, l'ensemble des forces qui avaient participé à l'assaut se sont retirées sous ma direction. Ce sont alors des officiers de gendarmerie ayant la qualité d'officiers de police judiciaire qui, conformément au code de procédure pénale, ont alors pris en charge les prisonniers. »

Témoignages confirmés

L'envoyé spécial de Libération à Ouvéa, Frédéric Filloux, complète, le mardi 10 mai, après avoir rencontré les mêmes témoins, le reportage publié la veille par l'envoyé spécial du Monde. A propos de la mort d'Alphonse Dianou, chef du commando, il écrit notamment :

« [...] D'après les différents témoignages, les militaires se seraient ensuite acharnés sur Alphonse Dianou blessé, arrachant d'un coup de pied la perfusion qu'un médecin lui avait posée entre-temps. Dianou reçoit de nombreux coups de crosse et de rangas [...] »

« On apprendra par des sources militaires que Dianou pouvait encore être sauvé. Mais le commandement n'a pas jugé bon de le transporter par hélicoptère jusqu'à l'hôpital chirurgical installé sur l'atoll d'Ouvéa, à quelques dizaines de kilomètres de là. C'est donc en canot, avec les cadavres de ses camarades, que sera achevé le chef des ravisseurs. Il décidera pendant son transfert : il souffrira aussi d'un enfoncement de la cage thoracique attribué par les militaires au souffle d'une grenade... »

« Les familles ne verront jamais les corps. Une autopsie a été pratiquée sans témoin sous un hangar de l'aérodrome où les dépouilles des dix-neuf cadavres resteront trois jours durant. Selon un témoin oculaire, aucun d'eux ne portait de trace de brûlure malgré l'utilisation confirmée de lance-flammes, vraisemblablement à des fins de diversion. »

Par ailleurs, dès le lundi matin 9 mai, l'envoyé spécial de l'AFP rapportait le premier d'Ouvéa le témoignage du vieux Mélanésien qui se trouvait sur place, où il avait accompagné les jeunes « livreurs de thés » jusqu'à la grotte, quelques instants avant l'assaut.

La présence dans cette grotte de plusieurs personnes étrangères à la prise d'otages, en particulier de « Mélanésiens âgés », avait été confirmée, dès le 6 mai, par le témoignage à l'AFP de l'un des otages, le lieutenant Destremieux, du RIMA, fait prisonnier, le 26 avril, alors qu'il venait de découvrir la grotte avec l'aide d'un « pirate » de la tribu de Gossana.

Le dossier sera instruit à Paris « pour cause de sûreté publique »

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Ledoux, a ordonné, le lundi 9 mai, le désaisissement du juge d'instruction de Nouméa chargé de l'information judiciaire ouverte après l'assassinat de quatre gendarmes, commis le 22 avril à Fayaoué, suivi d'une prise d'otages de vingt-deux gendarmes et d'un magistrat, libérés le 5 mai lors d'une opération où vingt-deux personnes — dont deux militaires — ont été tués.

Le dossier a été confié « au juge d'instruction au tribunal de Paris » et un magistrat devrait être rapidement désigné. Le procureur général près la Cour de cassation, M. Pierre Arpaillange, avait saisi la haute juridiction, en application de l'article 665 du code de procédure pénale, qui autorise ce seul magistrat à demander le renvoi d'un dossier à une autre juridiction « pour cause de sûreté publique ».

Dans sa requête, M. Arpaillange soulignait la gravité exceptionnelle des faits et l'état de tension extrême qui règne sur le territoire de Nouvelle-Calédonie, pour en déduire que l'instruction de cette

affaire ne pouvait être menée à Nouméa sans un risque de troubles graves. C'est donc un juge parisien qui poursuivra l'information ouverte pour assassinats, rébellion commise par des personnes armées, séquestration illégale, avec prise d'otages, association de malfaiteurs et complicité dans laquelle se trouvent inculpés vingt-neuf Canaques.

La nature des faits aurait permis l'application de la loi contre le terrorisme du 9 septembre 1986, mais ce texte n'est pas applicable dans les territoires d'outre-mer. En conséquence, le parquet de Paris ne pouvait revendiquer le dossier, et les personnes poursuivies seront, s'il y a lieu, jugées selon le droit commun par une cour d'assises classique composée de neuf jurés et de trois magistrats. Au palais de justice, on relève que cette circonstance était une justification supplémentaire de la requête du procureur général, car leur jugement à Nouméa aurait pu se faire devant une cour d'assises composée en majeure partie de caloches.

M. P.

صكنا من الأهل

Le Monde

L'ÉDUCATION

DOSSIER

● **BILAN DU COLLÈGE : LA MOBILISATION CONTRE L'ÉCHEC** : pour sortir de la « crise », les enseignants remontent leurs manches. Et pas seulement dans les collèges en rénovation.

SOCIÉTÉ

● **LES ÉTRANGES SILENCES DES SOIXANTE-HUITARDS** : vingt ans après, les soixante-huitards s'adressent à leurs enfants avec un pavé sur la lan-gue. Pourquoi ? Un article de Hervé Hamon.

EVALUATION

● **LE PALMARÈS 87 DES IUT** : pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants.

JEUNES

● **ILS SONT FOUS DE CINÉMA** : 60 % des spectateurs français ont moins de vingt-cinq ans : le cinéma est la passion des jeunes. Ils se racontent.

Numéro de mai : 102 pages - 15 F

En vente chez tous les marchands de journaux.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

LES 40 ANS D'ISRAËL



ISRAËL fête ses quarante ans. Au commencement, il y eut le partage manqué de 1947, la première guerre israélo-arabe et la naissance douloureuse de l'État juif dans un environnement régional hostile.

POUR faire revivre l'histoire tumultueuse des quatre décennies qui suivirent, le Monde a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte les divers épisodes guerriers : la campagne de Suez, la victoire éphémère de 1967 qui modifia le visage d'Israël, la chaude épreuve du Kippour, la mésaventure libanaise.

Il fait l'inventaire des grands problèmes de société qui se posent dans l'Israël de 1988 et analyse la question palestinienne dans les territoires occupés. Le Monde rappelle aussi la chronologie détaillée de ces quarante années et publie les portraits des personnages qui les ont marquées de leur empreinte.

Le Monde

36 PAGES
25 FRANCS
EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
ET PAR
CORRESPONDANCE

LES 40 ANS D'ISRAËL

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

CODE POSTAL : _____

NUMÉRO D'EXEMPLAIRES : _____ X 28 F (Frais de transport inclus en France métropolitaine)

NUMÉRO D'EXEMPLAIRES : _____ X 30 F (Frais de transport inclus à l'étranger)

TOTAL DE LA COMMANDE : _____ F

COMMANDE ET RÉGLEMENT À FAIRE PARVENIR À :

Le Monde Service de vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 Paris - FRANCE

Société

Essence sans plomb et réglementations

L'Europe automobile à deux vitesses

Sur le papier, tout semble en ordre. Hormis quelques zones défavorisées dans le Massif Central, les Alpes ou les Pyrénées, la France apparaît quadrillée par un important réseau de pompes à essence sans plomb, qui se concentrent plus exclusivement au bord des autoroutes. D'une petite centaine en 1986, on va presque atteindre le millier cet été : la clientèle germanique peut venir avec ses voitures à pot catalytique, elle ne risque plus la panne sèche (1).

Voire ! Qu'est-ce que mille pompes sur un territoire grand comme la France, lorsqu'on en compte plusieurs milliers en Suisse ou au Danemark ? Sans parler de l'Allemagne fédérale qui, par un an plus tôt, en 1985, totalise plus de quinze mille points de vente d'essence « bleifrei ». Mais la réalité, à l'usage, est plus affligeante encore. Lorsqu'un fonctionnaire du ministère de l'Environnement se présente avec une voiture française à une pompe « sans plomb », on lui fait de grands signes pour lui indiquer qu'il se trompe. Un automobiliste français, en 1988, ne roule qu'à l'essence plombée. L'autre est bonne pour les étrangers.

Que l'automobiliste allemand (ou suisse, ou autrichien, ou danois) s'avise de faire le plein à une pompe verte - c'est en principe la couleur adoptée en France - et il tombera de surprise en surprise. D'abord, le carburant sans plomb veut toujours 1 F de plus que le super, alors que c'est le contraire en Allemagne. Résultat ? Les pompes vertes proches des frontières, suisses ou allemandes, voient peu de clients faire le plein. « Ils viennent en stop avec leur jerry-can parce qu'ils sont tombés en panne sèche », explique un pompiste de Colmar, mais ils ne reviennent pas faire le plein. On les comprend : presque 6 F le litre en France contre un peu plus de 3 F chez eux.

Mais ce n'est pas tout : il y a si peu de clients pour les pompes vertes que les automobilistes, voulant éviter la queue aux autres pompes, se présentent au carburant sans plomb avec leur voiture « normale ». Les pompistes ont beau vouloir les dissuader - car ils risquent d'endommager leur moteur cilindrée - certains s'entêtent, quitte à payer leur plein majoré de 1 F par litre ! On a donc trouvé des parades. Dans cette grande station d'autoroute, en Normandie, on a affiché : « pompe verte, bien sûr, mais elle fonctionne parfaitement. Le touriste étranger, attiré à cette station par les panneaux indicateurs, doit passer son chemin ou venir trouver le gérant ! Dans une station de ville, la patronne derrière sa caisse a branché la pompe verte sur une canoë d'alarme. Dès qu'un client empêche le pistolet marqué d'une

pastille verte, elle bondit pour vérifier qu'il s'agit bien d'un étranger...

A cinq ans du grand marché européen, l'Europe automobile boite. Alors qu'aux États-Unis, au Japon et même en Australie - où l'on n'est guère incommodé par la pollution - la « voiture propre » est devenue la règle, l'Europe sombre dans l'anarchie. Sans attendre les directives de Bruxelles, l'Allemagne fédérale a détaché l'essence sans plomb et dispensé de vignette les acheteurs de voiture à pot catalytique, bientôt suivie par la Suisse, l'Autriche et les pays scandinaves. Mais Bonn refuse toujours d'imposer une limitation de vitesse sur les autoroutes allemandes, alors même que la vitesse entraîne une surconsommation de carburant et un surcroît de pollution, notamment par l'oxyde d'azote.

Des pompes peu rentables

La Grande-Bretagne, la France et l'Italie, où la majorité des véhicules sont de petite ou moyenne cylindrée, ont adopté des mesures de limitation de vitesse mais refusent toujours d'imposer la voiture propre à tout le monde... Et l'on arrive à cette situation paradoxale que l'Europe automobile, en 1988, est moins homogène qu'il y a cinq ans, alors même qu'on se propose de faire tomber les frontières. L'automobiliste muni d'une voiture propre, en 1988, doit préparer ses itinéraires en Europe comme s'il franchissait le désert !

Attendez 1989, objectent les pouvoirs publics, et tout rentrera progressivement dans l'ordre. Comme si l'obligation d'être équipé d'un pot catalytique, pour les voitures de plus de deux litres, mises en service à partir du 1^{er} octobre 1989, pouvait changer la situation ! La mauvaise foi, en l'occurrence, est générale. Les constructeurs automobiles affirment officiellement être prêts à monter des pots catalytiques sur leurs futurs véhicules, mais ils redoutent de ne pas soutenir la concurrence avec les Japonais - qui, eux, font des voitures propres de toute cylindrée. Les raffineries se déclarent prêts à fabriquer de l'essence sans plomb en gros, mais ils préviennent que cela coûtera entre 5 et 15 centimes de plus au litre, suivant les procédés de fabrication. A l'État, donc, de se montrer moins gourmand dans sa position fiscale. Avec le litre de super vendant au raffineur de 1,20 F à 1,50 F, il y a en effet de la marge...

Les distributeurs, enfin, réclament l'indulgence car, selon eux, ils vendent pour l'instant à perte. Pour s'y retrouver, il faudrait vendre l'essence sans plomb au moins 10 F le litre », affirme le gérant d'une station alsacienne qui se fait

livrer de Paris, par camion de 5 000 litres. Un autre, sur autoroute, a fait ses comptes : il ne vend que 2 500 à 3 000 litres d'essence sans plomb par mois, pour 700 000 litres de carburant plombé. « Dans ces conditions, une pompe verte n'est pas rentable, même si elle attire parfois les étrangers de loin », constate-t-il.

Chacun donc traîne les pieds et attend que l'autre commence. Et, pendant ce temps, d'autres foncent. Cette hâte des uns et cette inertie des autres, évidemment, cachent des intérêts. Mais des intérêts particuliers dont l'usager, aujourd'hui, fait les frais. Et en pure perte car, au bout du compte, chacun sent bien qu'il faudra y aller, se serait-ce que pour s'alléger et faire disparaître cette Europe automobile à deux vitesses.

ROGER CANS.

(1) La carte de France 1988 est disponible en s'adressant au Centre français d'information pétrolière, 16, avenue Kléber - 75116 Paris. Tél. : 45-02-11-20.

De 70 km/h à 140 km/h

A l'exception de la Pologne, de la Roumanie, de l'URSS et de la Turquie, tous les pays d'Europe, aujourd'hui, proposent de l'essence sans plomb. Mais le réseau de distribution est très inégalement réparti. Le nombre de pompes varie de quelques dizaines (Belgique, Bulgarie, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Portugal, RDA, Tchécoslovaquie, Yougoslavie), à plusieurs milliers (Autriche, Danemark, Norvège, Pays-Bas, RFA, Suède, Suisse).

Quant aux limitations de vitesse, la fourchette s'étend de 70 km/h sur route à... peu de limitation, sur autoroute, en RFA. Tous les autres États européens imposent des limitations sur autoroute : 140 km/h (Italie), 130 km/h (Autriche, France), 120 km/h (Belgique, Espagne, Portugal, Suisse), 110 km/h (Grande-Bretagne, Suède), 100 km/h (Danemark, Irlande, Pays-Bas), 80 km/h (Grèce). Les limitations sur route s'échelonnent ainsi : 110 km/h (Italie), 100 km/h (Autriche, Grande-Bretagne, Irlande, RFA), 90 km/h (Belgique, Espagne, France, Portugal), 80 km/h (Danemark, Grèce, Pays-Bas, Suisse), 70 km/h (Suède).

A titre de comparaison, la vitesse sur autoroute est limitée à 90 km/h sur tout le réseau routier des États-Unis. Au Japon, la limite est de 80 km/h sur autoroute et 60 km/h sur route.

Le détournement d'une cargaison en Norvège

Un ancien nazi allemand dans la bataille de l'eau lourde

STOCKHOLM
de notre correspondant

La révélation, il y a quelques jours, de la disparition de 15,18 tonnes d'eau lourde pouvant servir à produire du plutonium militaire, vendues en 1983 à une société de Francfort en République fédérale d'Allemagne, la Rohstoff Einfuhr GmbH, connue pour les activités norvégiennes, qui n'est pas à leurs premiers déboires dans ce genre d'exportations. Un enquête a été ordonnée pour savoir où est passée cette eau lourde, et le gouvernement norvégien a demandé la coopération du gouvernement fédéral allemand. Si, du côté officiel, on se garde bien d'émettre toute hypothèse sur l'identité du véritable destinataire, selon d'autres sources il s'agirait de l'Inde.

La commande des 15 tonnes d'eau lourde avait été passée par le propriétaire de la société oost-allemande, Alfred Hampel (interviewable aujourd'hui), un octogénaire dont on dit qu'il adressait encore en 1985 des cartes de vœux de fin d'année à ses amis le représentant en grand uniforme nazi. Norsk Hydro, la société norvégienne qui produit l'eau lourde, avait projeté d'afflocher la livraison par un transport aérien de la SAS, mais l'acheteur proposa d'utiliser les services de la West African Airlines (dont le siège est à Libéria, qui prit ainsi la responsabilité de la cargaison. Les douanes norvégiennes ne s'y opposèrent pas.

Avant de décoller, le pilote de l'appareil allait cependant modifier sa destination : Bâle au lieu de Francfort - et l'Inde, comme le veut la procédure, à la tour de contrôle, qui ne transmit pas l'information aux douanes. Depuis 1986, à la suite de l'affaire de vente de matériel technologique « sensible » de la société Kongsberg à l'Union soviétique, les douanes et la tour de contrôle sont pourtant tenues de coopérer.

A l'arrivée à Bâle, M. Hampel rajoutait 6,6 tonnes d'eau lourde au chargement et l'envoyait à Doubaï. Là s'arrêtent les traces.

L'Inde ne serait-elle pas le destinataire de ce chargement ? Selon M. Gary Milhollin, professeur de droit à l'université du Wisconsin qui s'est spécialisé dans l'étude de la prolifération des armes nucléaires, l'Inde manquait en 1983 d'eau lourde. Son réacteur Madras-1 était resté en panne pendant un an et Madras n'avait pas de service de maintenance. Cette même année, la société de M. Hampel passait une commande à l'Union soviétique, portant sur la livraison de 6,8 tonnes d'eau lourde destinées, disait-il, à des instituts de recherche de huit pays européens. La West African Airlines était de nouveau chargée du transport. A Zurich, la destination était changée pour, là encore, Doubaï et finalement Bombay.

Tour de passe-passe israélien

Ces révélations sur les détournements d'eau lourde par un ancien nazi notoire surviennent au moment où le gouvernement norvégien négocie avec Israël les modalités d'inspection de l'utilisation des 20 tonnes d'eau lourde vendues en 1959 à l'État hébreu. Le professeur Milhollin avait attiré l'attention des Norvégiens sur le fait qu'ils avaient le droit d'aller se rendre compte sur place. La négociation dure depuis un an et demi. A la fin du mois d'avril dernier, une délégation norvégienne repartit à Oslo avec une proposition israélienne jugée insuffisante par M. Milhollin ; l'inspection était autorisée, mais hors du site très protégé des installations nucléaires de Dimona. Le professeur est venu tout spécialement à Oslo la semaine dernière pour « essayer de convaincre les Norvégiens de ne pas accepter cette offre et de poser des conditions plus strictes ».

« Nous avons pris note de ses remarques », a indiqué le porte-

parole du ministère norvégien des affaires étrangères. Or, toujours selon le professeur américain, si les Israéliens disent avoir perdu huit tonnes d'eau lourde dans l'exploitation du réacteur, ces douze tonnes qu'ils peuvent montrer aux contrôleurs correspondent singulièrement à 12,5 tonnes livrées en 1986 par la Norvège à la Roumanie, pour son réacteur à eau lourde Candu acheté aux Canadiens. La Roumanie les a-t-elle utilisées ? Seul pays d'Europe de l'Est à entretenir des relations avec Israël, la Roumanie pourrait bien les avoir revendues à Jérusalem. Les autorités d'Oslo espèrent arriver à un accord sur l'inspection de ces matières avec les Israéliens d'ici la fin du mois et le transmettre ensuite à l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (Autriche).

Certaines mesures restent à envisager qui permettraient un contrôle plus strict de l'utilisation de l'eau lourde. Le traité de non-prolifération ne prévoit pas en effet l'inspection de cette substance en tant que telle - seulement de l'uranium enrichi et du plutonium. La Norvège, de son côté, qui avait commencé sa fabrication d'eau lourde dans les années 30, a considérablement réduit sa production ces dernières années. Celle-ci est tombée de dix à vingt tonnes par an il y a vingt ans, à une dizaine avant 1986 et à peine quatre aujourd'hui. Elle consomme elle-même un dixième seulement de cette production. C'est le Canada qui, avec quelque 3 000 tonnes par an, est le principal fabricant de ce produit, permettant avec les réacteurs du type Candu de fabriquer, sans perte notable d'énergie, 10 kilos de plutonium de qualité « militaire » en dix jours. Selon un rapport du professeur Milhollin, ce sont les 151 tonnes livrées par la Norvège à la France dans les années 60 qui ont permis à celle-ci de fabriquer ses premières armes nucléaires. « Une bombe importée ».

FRANÇOISE NIETO.

IL N'EST PAS AUTOMATIQUE



MAIS IL A TOUS LES TOUTS SUR LE PÉTROLE

مركز من الأمل

IL N'EST PAS AU TEXAS.



**MAIS
IL A TOUS
LES TUYAUX
SUR LE
PETROLE.**

"Douglas ? C'est Bertrand. Je viens d'avoir les résultats du programme de forage."

"Surpris ?"

"Epaté !"

"Nous aussi. Quand reviens-tu ?"

"Demain, par le premier vol. Hé, le Vieux est content ?"

"Béat ! Même après six coups pour rien."

"Je savais que c'était le bon. Mais je veux l'entendre de ta propre bouche : ça pompe combien de barils par jour ?"

La suite de la conversation est strictement confidentielle.

Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.



FRANCE
TELECOM
INTERNATIONAL



Société

Après l'élection présidentielle

Le cardinal Lustiger souligne le « néopaganisme antichrétien » du Front national

A part des mises en garde adressées au Front national entre les deux tours par Mgr Gabriel Montagnin, évêque de Grenoble, et Mgr Robert Coffy, archevêque de Marseille (Le Monde du 5 mai), l'épiscopat catholique français a respecté la consigne de silence qu'il avait promise d'observer à l'occasion de l'élection présidentielle. Le conseil permanent, véritable exécutif de la hiérarchie catholique, s'est tenu à Paris les lundi 9 et mardi 10 mai et, à son terme, on s'attendait à une déclaration du cardinal Albert Decourtray, président de la conférence épiscopale.

Pour sa part, interrogé mardi matin sur Europe 1, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a appelé les hommes politiques à « garder [leur] sang-froid » et à « parler un langage de raison », en évitant tout ce qui pourrait « attiser la haine ». A propos de l'attitude du Front national, il a déclaré que « les idées de Jean-Marie Le Pen ne sont pas nouvelles » : elles évoquent, pour lui, « le néopaganisme antichrétien de l'Action française du début du siècle ».

Rappelant que 49 % des électeurs français sont nés après 1945, le cardinal Lustiger a estimé que les « fractures » révélées par cette élection présidentielle ne tiennent pas à la campagne elle-même, mais à la réouverture de « plaies anciennes non guéries ». « Ce qui me paraît grave, a-t-il ajouté, c'est qu'on a remué le fond de la conscience nationale en touchant des blessures anciennes, sans que la jeune génération sache ce qui s'est passé et pourquoi ».

L'archevêque de Paris a regretté que l'on ait parlé, entre les deux tours, des « valeurs qui fondent l'identité nationale » comme d'un « argument électoral ». La vraie

question qui se pose est, pour lui, de « reconstruire l'âme d'un peuple », notamment d'aider la jeune génération à retrouver quelles sont les raisons de vivre qui méritent vraiment qu'on se mobilise ». A propos de la situation en Nouvelle-Calédonie, enfin, le cardinal Lustiger a estimé que, « plutôt que de s'entretenir, il vaudrait mieux s'interroger sur les raisons qui ont conduit à une telle « exaspération des passions », à moins, a-t-il suggéré, qu'on « remette les compteurs à zéro ».

Quatre pratiquants sur cinq pour Jacques Chirac

L'hebdomadaire La Vie, en date du mercredi 11 mai, publie les résultats du sondage effectué à la sortie des urnes, le jour du deuxième tour de l'élection présidentielle, par l'Institut CSA. Les catholiques pratiquants réguliers (11,5 % des deux mille neuf cent quatre-vingt-sept électeurs interrogés qui ont donné une réponse à la question de leur appartenance religieuse) ont voté, dans une proportion de 19,3 % pour François Mitterrand, contre 80,7 % pour Jacques Chirac. En 1981, les catholiques pratiquants avaient voté à 12 % environ pour François Mitterrand.

Interrogé sur la politique du nouveau gouvernement, l'électorat catholique pratiquant s'est prononcé, dans une proportion de 54 %, contre l'impôt sur les grandes fortunes. Dans les autres familles religieuses, les protestants ont voté Chirac pour 55 % d'entre eux, et 65 % des juifs pour François Mitterrand. Ces chiffres portent cependant sur des effectifs faibles (1,7 % de l'échantillon de deux mille neuf cent quatre-vingt-sept électeurs s'est déclaré protestant et 1,1 % juif).

Le meurtre d'un jeune Algérien poignardé par un « videur »

LYON

de notre bureau régional

Au pied du vaste escalier du palais de justice de Lyon, des gerbes de fleurs avaient été déposées devant un portrait, noir et blanc, de Nordin Mehta. Les forces de l'ordre, largement mobilisées pour la circonstance, opéraient un tri sévère parmi le public venu, nombreux, assister au procès de Bruno Lerach, vingt-cinq ans, Serge Lerach, vingt-sept ans — tous deux détenus depuis octobre 1985 à la maison d'arrêt de Lyon, — et Fabrice Serour, vingt-quatre ans, le premier inculpé d'homicide volontaire et de tentative d'homicide volontaire sur la personne de Nordin Mehta.

Crime du racisme ordinaire, comme tendent à l'affirmer tant la partie civile que les associations de jeunes Maghrébins, ou légitime défense ? Dès la première journée d'audience, consacrée à l'examen des faits et à l'audition des principaux témoins, le débat fut posé en ces termes : « Je reconnais un coup qui a entraîné la mort, mais pas un meurtre volontaire », déclarait, en introduction à sa déposition, Bruno Lerach, défendu par M. René-Henri Garaud, du barreau de Paris, et M. François La Thuong, du barreau de Lyon. Chargé cette nuit-là avec son frère, Serge, et Fabrice Serour du service d'ordre de la soirée dansante qui se déroulait à bord d'une péniche amarrée sur les quais de Saône, il avait, tout d'abord, en une altercation avec un ami de la victime, M. Karim Atha.

Ce dernier, qui s'était présenté, vers 3 heures, sur la passerelle de la péniche, avait prétexté l'oubli d'un pull-over pour monter à bord. Découvrant le subterfuge, Bruno Lerach partait à la recherche de

Devant la cour d'assises du Rhône présidée par M. André Cerdini s'est ouvert, le lundi 9 mai, le procès de trois « videurs » accusés d'avoir, dans la nuit du 29 au 30 avril 1985, poursuivi et tué à coups de couteau un jeune Algérien de vingt-trois ans, Nordin Mehta (Le Monde du 1^{er} octobre 1985). Plusieurs associations de jeunes Maghrébins — tout particulièrement les Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB) — se sont mobilisées. De nombreuses personnalités, élus ou membres de mouvements de lutte contre le racisme, leur ont adressé des messages de soutien. A la première journée d'audience assistaient notamment M. Henri Nogues, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, le docteur Kasseh, membre de la « commission des sages » chargée de réfléchir sur le code de la nationalité, M. André Vianès, conseiller régional (PS) de Rhône-Alpes, et un représentant du MRAP.

Karim Atha et, après de violents échanges verbaux, le couteur et le jetait à l'eau. Après que Karim Atha eut repagné à la nage le quai, Bruno Lerach, descendant de la péniche, lui asséna des coups de pied dans la nuque. Karim Atha repartait furieux en insultant le « videur » et rejoignait, à une autre soirée dansante organisée non loin de là, Nordin Mehta, auquel il reconnaissait les faits. Mehta se présentait, quelques instants plus tard, seul devant la péniche, un marteau à la main, pour demander des explications à Bruno Lerach. Le ton monta rapidement entre les deux hommes et des propos racistes furent échangés. Assistait à la scène, Serge Lerach lança un couteau à son frère, déjà armé d'un coup de poing américain.

Les témoins

impaisants

A partir de ce moment-là les versions divergent. Selon Bruno Lerach, une bagarre se serait produite sur la berge entre Mehta, qui tenta de le frapper au visage, et lui-même. Les deux hommes se retrouvèrent ensuite en haut de l'escalier qui mène au quai et là « un choc vio-

lent » les opposa. Bruno Lerach aurait alors déclaré : « Il ne va pas aller loin, je l'ai touché ». Mehta s'enfuit le long du quai poursuivi par Bruno Lerach qui avait rejoint son frère Serge et Fabrice Serour. Les trois videurs retrouvèrent Mehta allongé contre une poubelle, dans une allée adjacente, implorant leur pardon. L'abandonnant, ils ressortirent de l'allée et rejoignirent la péniche sous les invectives de nombreux témoins qui, alertés par les cris, avaient assisté à la scène et tenté, vainement, de calmer les protagonistes. Quelques instants plus tard Mehta sortit en titubant de l'allée et s'effondra dans les bras d'une jeune fille. Poignardé dans le dos et victime d'un hémopneumothorax, il décéda lors de son transfert à l'hôpital.

Ce récit fut très largement contesté par les témoins qui participèrent à la soirée dansante. Devant les jurés tous déclarèrent que, dès le début, une poursuite s'était engagée entre les trois videurs et Mehta. Après l'échec d'une tentative d'encerclement, la victime prit la fuite en direction de l'escalier. Parvenu en haut des marches,

Mehta fit volte-face et se dressa devant ses adversaires en agitant son marteau. Selon les différents témoins, le coup mortel ne fut pas porté à cet instant précis mais plutôt, dans l'allée où s'était réfugié Mehta.

M. Frédéric Bidault, témoin capital qui avait suivi, en courant, les trois videurs et recueilli Mehta blessé mortellement, affirma à l'audience que, la voyant arriver dans l'allée les trois agresseurs avaient fermé la porte et étaient restés quelques minutes seuls avec la victime. En ressortant, ils auraient déclaré : « Maintenant, tu sais qui on est » et « Tu peux aller chercher ton copain, il aura besoin d'aide ». Alors qu'elle lui demandait ce qu'il avait fait à Mehta, Bruno Lerach aurait répondu : « Regarde dans le dos et tu comprendras ».

Revenu à bord de la péniche, Bruno Lerach avait jeté son couteau dans les toilettes. L'arme tachée de sang était récupérée et cachée par un couple ami des Lerach, Corinne Gardette et Thierry Doyen, qui comparaissent, eux aussi, devant la cour d'assises sous l'inculpation de « destruction de traces en vue d'entraver le fonctionnement de la justice ».

Le dénouement du procès repose en grande partie sur le moment où le coup mortel a été porté : au cours d'une bagarre en haut des marches, comme veulent le démontrer les experts de la défense ? Ou après une poursuite où Mehta se serait retrouvé, seul, face à ses adversaires, comme le prétend la partie civile ?

L'audition des médecins experts, mardi 10 mai, devrait permettre de savoir si la victime, blessée dans le dos, aurait pu ou non parcourir les deux cents mètres qui séparent le quai de l'allée. La cour devra également entendre les experts psychiatres.

PASCALE ROBERT-DIARD.

Mariage et voyage organisés

Tout avait commencé par un feuilleté à l'eau de rose diffusé en 1986 par Fuji TV, le plus important réseau privé du pays, ayant pour décor une commune vicieuse d'Alsace, Niedermorschwihr, près de Colmar (Haut-Rhin).

La petite église au clocher vitré du village est devenue célèbre dans tout le Japon, et son tour opérateur sur l'idée de génie — du moins le croyait-il — non seulement d'y promouvoir des voyages, mais aussi d'y organiser des noces à la campagne.

Quel exotisme pour un jeune couple japonais d'aller se marier à l'ombre d'un clocher alsacien ! Le maire du village se frotta déjà les mains. La semaine dernière débarrassant à Niedermorschwihr deux couples, M. Nishimura, dirigeant d'un laboratoire pharmaceutique, et M. Tsukamoto, professeur de musique habitant Kyoto, et M. Shioyama et M. Kamiyama, d'Osaka, bien décidés à se marier à l'église du village, quitta à se convertir au catholicisme.

L'agence de voyages avait tout prévu, s'assurant même les

services d'un transporteur, les Circuits d'Alsace, et d'un traiteur de Niedermorschwihr. Hélas ! le droit canon est demeuré sourd à ce néoromantisme nippon. Dans un premier temps, le 3 mai, le couple de Kyoto a bien été religieusement marié par le curé de la paroisse, Joseph Sturm. Mais, alerté, l'évêché de Strasbourg est immédiatement intervenu pour mettre fin à ces mariages clés en main.

« Pour célébrer un mariage catholique en dehors du diocèse d'origine », a expliqué Mgr Hegel, évêque auxiliaire de Strasbourg, la règle veut que les futurs époux transmettent au diocèse dans lequel ils souhaitent se marier un dossier validé par leur diocèse d'origine ».

La deuxième couple s'est présenté le lundi 9 mai dans l'église convoitée. Soucieux de la réputation de sa commune, le maire était bien là. A lui-même présidé à l'échange des anneaux, mais le curé, cette fois, est resté enfermé dans son presbytère.

Les autorités catholiques condamnent l'utilisation des préservatifs

Le Vatican avait déjà condamné il y a quelques semaines l'utilisation des préservatifs masculins pour prévenir le SIDA (Le Monde du 11 mai). Plusieurs responsables de l'Eglise catholique viennent de confirmer, en la commentant, cette décision. A Johannesburg, la conférence épiscopale sud-africaine a estimé, le lundi 9 mai, que la campagne gouvernementale — qui a déjà coûté 500 000 dollars — en faveur de l'utilisation des préservatifs était « odieuse » que la maladie elle-même. La conférence épiscopale sud-africaine déclare « tout quant odieux le fléau du SIDA, qui détruit tant de vies humaines, que la réponse du gouvernement sud-africain qui prend des dispositions pour ce qu'on appelle le sexe sans risque, de manière indiscriminée, avec l'utilisation du préservatif ».

Aux Etats-Unis, les évêques catholiques appellent les adolescents à ne pas utiliser les contraceptifs masculins et à attendre le mariage pour avoir une activité sexuelle. Critiquant la distribution de contraceptifs aux adolescents, les évêques américains ont expliqué qu'elle « prime que les jeunes se livrent à des activités sexuelles et ne peuvent atteindre le contrôle de soi qui leur donnera une saine croissance physique et spirituelle ».

« Nous savons, ont-ils conclu, que de meilleures solutions existent. »

La progression de l'épidémie de SIDA donne une dimension nouvelle

à la condamnation de l'utilisation des préservatifs par l'Eglise. Toutes les campagnes officielles de prévention, tant dans les pays industrialisés que dans ceux du tiers-monde, sont fondées sur l'utilisation systématique des préservatifs masculins en cas de rapport sexuel « à risque ». Ces campagnes, comme celle lancée l'an dernier en France, visent en tout premier lieu les adolescents, que l'on estime plus exposés que les autres au virus.

Si elle était entendue, la condamnation par l'Eglise de l'utilisation des préservatifs — sauf à imaginer qu'une abstinence totale avant le mariage et la fidélité absolue ensuite ne sont pas des vœux pieux — aurait pour effet de ruiner les efforts de tous ceux qui entendent en pratique lutter contre le SIDA.

J.-Y. N.

Des militants pour le préservatif. — L'association Jeunes contre le SIDA organise, le mercredi 11 mai, une journée-remarque consacrée à un nouveau geste d'amour « dans différents points de la capitale. Cette association mène notamment pour l'utilisation du préservatif masculin. Elle distribue une plaquette expliquant « pourquoi et comment » le préservatif doit être utilisé.

★ Jeunes contre le SIDA, 6, rue Dauterive, 75005 Paris. Tél. : 46-33-02-27.

A Cannes

Attentat contre un foyer d'hébergement pour immigrés

CANNES

de notre correspondant régional

Deux personnes ont été légèrement blessées après un attentat commis dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 mai contre un foyer-hôtel de la banlieue de Cannes (nos dernières éditions du 10 mai). L'explosion provoquée par une bouteille de gaz piégée a très fortement endommagé l'établissement, dont les quatre-vingt-deux locataires, tous d'origine maghrébine, ont dû être provisoirement relogés. Plusieurs organisations, dont le MRAP, SOS-Racisme, le Parti communiste et la CGT, ont appelé à une manifestation de protestation sur place, le mardi 10 mai en fin de journée.

Cet attentat n'a pas été revendiqué. Selon les premières conclusions de l'enquête confiée par le parquet de Grasse à l'antenne du SRP de Nice, la bouteille de gaz, d'un type courrant, dont des débris ont été retrouvés sur les lieux, avait été placée dans le couloir du premier étage de l'immeuble, face à une cuisine. Le foyer était équipé au gaz de ville et aucun appareil d'appoint n'étant en service, cette bouteille avait, de toute évidence, introduite par une personne extérieure au foyer. Les auteurs de l'attentat ont pu facilement pénétrer dans le bâtiment,

dont la porte principale reste ouverte la nuit.

La presque totalité des fenêtres et des portes ainsi que les cloisons des deux premiers étages ont été arrachées par le souffle de l'explosion, qui a dévasté une trentaine de chambres et provoqué le déplacement de certains murs extérieurs et des escaliers.

Compte tenu de la violence de la déflagration, le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd. Les experts ont estimé les dégâts à environ 3 millions de francs. Un début de panique s'est comparé des résidents : l'un d'eux a sauté par une fenêtre, et plusieurs autres ont évacué les locaux par des échelles.

Comprent quatre étages, le foyer-hôtel Sonacotra de Cannes-La Bocca a été implanté en 1975 dans un quartier populaire à l'ouest de la ville. Selon son directeur, M. Léo Calini, qui s'est borné à constater que l'attentat a eu lieu dans la nuit suivant l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, il n'avait jamais fait l'objet de menaces. Preuve des relations de bon voisinage entretenues avec les habitants des cités voisines : ceux-ci sont venus spontanément offrir du café aux sinistrés.

GUY PORTE.

Conséquence de la victoire de M. Mitterrand

La très excessive colère d'un conseiller municipal

Elu conseiller municipal de Collobrières (Var) aux dernières élections municipales, M. Emile Schneider avait été sur une liste de gauche qui se trouva alors majoritaire dans le conseil municipal de la commune. Mais M. Schneider, en cours de mandat, changea de bord et rallia le RPR, ce qui, du coup, fit la droite majoritaire. La volte-face de M. Schneider ne fut pas prise de son électorat initial. Aussi bien dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 mai, après l'annonce de la victoire de M. Mitterrand à l'élection présidentielle, quelques partisans locaux de celui-ci éprouvèrent-ils un plaisir non dissimulé à venir exprimer leur joie sous les fenêtres de M. Schneider.

Le conseiller municipal en éprouva non seulement de l'émotion, mais encore une colère qui le porta à se saisir d'une carabine et à tirer sur le groupe trop frondeur à son goût. Ainsi blessa-t-il sérieusement l'un des membres, M. Gérard Monier, trente ans.

M. Schneider a été inculpé de coups et blessures volontaires avec arme et écouff.

Cinq caissiers du casino de Deauville sont inculpés d'escroquerie

Cinq caissiers du casino de Deauville (Calvados) viennent d'être inculpés d'escroquerie. Trois d'entre eux, Jean-Pierre Hervieu, cinquante-cinq ans, Philippe Guilmann, trente-deux ans et Jean-Claude Carpentier, quarante-quatre ans, ont été écroués à la maison d'arrêt de Lisieux. Les deux autres, laissés en liberté, sont placés sous contrôle judiciaire. Ces cinq employés, selon les aveux de l'un d'eux, pratiquaient depuis six à sept ans un système qui consistait à frauder sur le montant des taxes de change au détriment de la clientèle étrangère qui fréquentait l'établissement. On estime à 800 000 F environ le montant des sommes que s'approprièrent les cinq hommes par cette méthode.

C'est un client du casino qui, après avoir constaté au cours de la même journée des variations surprenantes des taux de change annoncés par l'un des caissiers, informa la direction et entraîna ainsi une enquête de la direction des courses et des jeux.

Au tribunal de Paris

Une mort « par impuissance » ou le suicide de Marie-Victoire

Elles s'appelaient toutes les deux Marie. Mais ce n'était pas le seul lien qui les unissait. Depuis onze ans, Marie-Andrée vivait avec Marie-Victoire. Elles avaient formé un couple heureux, encore longtemps si Marie-Victoire n'avait connu il y a trois ans une grave dépression nerveuse. Au plus fort de sa douleur, Marie-Victoire a écrit un roman intitulé *Un corps en trop* (Le Monde du 4 mars) qu'elle n'aura pas le temps de voir publié aux éditions Alinae.

Comme Emmanuel, son personnage, Marie-Victoire, a mis fin à ses jours.

Marie-Andrée avait soutenu son amie dans les pires moments de son cauchemar. Pourtant, lorsque le 9 septembre 1987 Marie-Victoire est descendue à la cave où était cachée la carabine 22 long rifle, elle ne l'a pas empêchée. Une heure après, elle téléphonait à la police sans descendre voir. Ce n'était pas la peine...

Les policiers, puis le parquet, ont trouvé cette attitude anormale. Le 25 mars 1988, Marie-Andrée comparait devant la seizième chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit de « non-assistance à personne en danger ». La présidente, M^{me} Christine Caron, semblait convaincue de l'obsession suicidaire qui rongait Marie-Victoire. Pourtant, avec tact, elle a cherché à comprendre : « Si vous l'aviez dissuadée ? Si vous aviez caché l'arme ? le temps que la crise passe... » Marie-Andrée n'a

pu que répondre qu'il y a de nombreuses reprises depuis deux ans elle avait essayé de la faire changer d'avis en lui demandant de réfléchir. Mais, ce jour-là, « j'ai respecté sa volonté ; j'ai fait ce que j'ai pu faire ». La présidente a insisté : « Par lassitude ? » Mais Marie-Andrée a seulement rétorqué, dans un soufre : « Par impuissance... ».

La mère de Marie-Victoire avait tenu à venir témoigner : « Je vous supplie de l'acquiescer ; je ne comprendrais pas qu'elle soit condamnée. J'aurais l'impression que Marie-Victoire meurt une seconde fois », plaide cette femme de soixante-dix-huit ans, avant de désigner un autre coupable en s'exclamant : « J'en veux énormément à ce médecin acupuncteur, qui ne l'a pas envoyée chez un neuro-psychiatre. » Le parquet, pourtant à l'origine des poursuites, se montre discret et préfère s'en remettre au tribunal, sans même requérir.

Mais il fallait sans doute que la justice passe et, lundi 9 mai, la seizième chambre correctionnelle a condamné Marie-Andrée à 3 000 F d'amende. En prononçant une peine modérée, les juges ont cru bien faire. Mais, à la douleur d'avoir perdu son amie, Marie-Andrée a vu s'ajouter celle d'avoir été jugée partiellement responsable de sa mort, un sentiment que l'amnistie n'effacera pas.

MAURICE PEYROT.

LÔTO		TRIMES DE JEUX	
6 15 24 25 27 28		7 mai 1988	
1	294 820,00 F	2	40 066,00 F
2	5 050,00 F	3	95,00 F
4	8,00 F	5	8,00 F
MONTANT DU GAGNANT 100 000 F		MONTANT DU GAGNANT 100 000 F	
100 000 F		100 000 F	

RÉSULTATS COMPLETS N°19	
LÔTO SPORTIF	
1	1 938 327,00 F
2	181 057,00 F
3	20 494,00 F
4	3 183,00 F
5	2 865,00 F
Tirage du 17 Mars 1988 : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100	
SUPER PACTOLE 6.000.000 F	
PROCHAIN LÔTO SPORTIF	

Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82 - Poste 4180 ou 4107

صكياتن الأصل

ARTS

Une exposition thématique
La mer des peintres

Depuis un siècle, la Méditerranée est à la mode. Et dans les arts comme partout ailleurs.

Signac a « inventé » Saint-Tropez, où virent ensuite Matisse, Manguin, Segonzac et Brigitte Bardot. Cézanne a découvert l'Estaque, où allèrent en pèlerinage Derain et Braque. Bonnard a contribué à la réputation du Camet, Matisse à celle de Nice. Picasso a assuré la gloire touristique de Mougins et de Vallauris. Stali demeure le peintre, et le suicide, des remparts d'Antibes. Et ainsi de suite.

On sait depuis un peu moins d'un siècle, depuis le voyage de Gauguin et de Van Gogh en Arles, que la peinture moderne aime le Sud et la Méditerranée. L'exposition, poétiquement dénommée *Peindre dans la lumière de la Méditerranée*, proposait l'an dernier une vue panoramique du sujet. L'actuelle — Méditerranée : sources et formes du vingtième siècle — a des ambitions plus vastes et plus réduites à la fois. Réduites, car elle ne traite que de notre siècle. Vastes, car, loin de se limiter à la lumière et aux couleurs, elle veut évoquer le renouveau mythologique cher au surréalisme, le néoclassicisme de l'entre-deux-guerres, les archaïsmes étrusquants et les formes les plus

récentes, et les plus abstraites, de la vogue méditerranéenne. L'idée est assurément bonne : il



Pablo Picasso : *Nature morte au guéridon et à l'assiette* (1928).

gérer, en dépit de l'excellence de certaines œuvres. L'accrochage privilégié l'effet aux dépens de la démonstration, si bien que la logique qui sous-tend l'ensemble se dissout sensiblement et qu'il faut goûter séparément bronzes et toiles, qui eussent mérité d'être disposés en parallèles ou en contrastes. On aurait mieux vu, de la sorte, ce que la mythologie selon Picasso a de léger, et d'un peu baroque, quand celle de Masson demeure sérieuse ou tragique, et la distance qui sépare le style acéré de Braque du faux style un peu mou de Chirico. Ce parti pris de mélange n'enlève rien cependant au brillant de la collection et au plaisir de revoir fers de Gonzalez, bronzes de Braque et croquis de Bonnard ou de découvrir une esquisse de Dufrenoy, une étude de Delaunay pour la Ville de Paris, plusieurs Manguin, un fort beau Croix de 1905, des Gargallo, des Léger et des Klee.

Les comparaisons que l'exposition ne met pas en scène, son catalogue, un catalogue digne d'éloges, les accomplissent par l'image. Au terme d'un bel effort d'icongraphie, ont été reproduits face à face œuvres modernes et « modèles » antiques, marbres, coupes grecques, statuettes archaïques, mosaïques romaines et peintures pompéiennes. Ces rapprochements sont le plus souvent fort convaincants.

PHILIPPE DAGEN.

* Artcurial, 9, avenue Montaigne, jusqu'à fin juillet.

La collection Tirelli, au Musée des arts de la mode

A la ville comme à la scène

Il y a quatre ans, Umberto Tirelli, costumier de théâtre, de cinéma et collectionneur, offrait au nouveau Musée du costume de Florence, le palais Pitti, quelque deux cents pièces originales, actuellement au Musée des arts de la mode pour trois mois.

Il s'agit d'arrivées d'Italie par camions : des mannequins « livrés en main », habillés de redingotes du dix-huitième, de gilets de brocart, de robes à la française, de toilettes de gala... Parmi eux, Anna Karenine, la Norma, Isolde, Lou-Andrea Salomé, Méliande, Clytemnestre, mais aussi la comtesse de Folleville, son boa de toile rouge et bleu, son sac bouquet, ainsi que cinquante-quatre chapeaux, quatre-vingts paires de chaussures.

L'exposition Tirelli au Musée des arts de la mode comprend en fait deux parties : les vêtements portés (créés entre 1700 et 1950), environ dix mille pièces achetées depuis 1953, acquises aux Puces à Paris, sur les marchés de Parme, de Modène, chez les couturiers, les princes, les comtesses ou les particuliers des petites annonces de la *Gazzetta del Veneto* — et les vêtements rêvés conçus par des artistes comme Piero Tosci, à qui on doit une bonne partie des toilettes viscontiennes (*Bellissima, Senso, Ludwig, le Guepard, Mort à Venise*) et Pier-Luigi Pizzi, moins soucieux de rétablir la vérité historique que de produire du spectaculaire sur scène. Pierrieres baroques, plumes de pindade gaulonnes d'or des *Indes galantes*; Séminarins en caracase plastique, inspirées des sculptures de Petito au palais Farnèse.

Les niveaux cinq et six, consacrés aux costumes de ville, rassemblent des toilettes historiques attribuées à des maisons de couture françaises (Worth, Chanel, Paquin, Schiaparelli, Lanvin) ou italiennes et portées pour les besoins du tournage par Lea Massari, Gina Lollobrigida, Ingrid Bergman, Claudia Cardinale.

C'est la valeur « anecdotique » qui sauve la première partie d'un cumulo à une accumulation un peu laborieuse. Elle semble illustrer d'abord l'histoire d'un homme fasciné par les jolies robes et les gilets brodés. Conscient de son trésor, il a même fait imprimer des tee-shirt « Tirelli au Louvre », évidemment le musée les a refusés.

En 1955, Umberto Tirelli, originaire d'une famille produisant du vin et du parmesan, quitte sa ville natale, Galliera, pour Milan. Il rêve d'être acteur, mais commence par faire le ménage à la Scala. Formé pendant dix ans à la SAFAS, l'atelier de costumes cher à Visconti, il s'installe à l'art du « faux parfait » que préconise le maître, à l'acheminement de la reconstruction. Il ouvre sa propre maison en 1964. Les ouvrières, cinq à l'origine, sont aujourd'hui soixante. Le Tirelli Costume travaille pour Visconti, Bertolucci, Zeffirelli, Fellini, Cavani, Annand, Coppola, et pour des metteurs en scène de théâtre et d'opéra (Pierluigi Pizzi, Luca Ronconi, Giorgio Strehler, Peter Brook, Patrice Chéreau).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : quatre cents costumes pour le *Nom de la rose*, sept cents pour *Ludwig*, mille cent pour *Chouans*. Au total, trois cent trente mille en vingt-quatre ans.

Les broderies sont parfois sous-traitées par les sœurs du Vatican. L'atelier, situé à Rome, ne possède pas de « complouter » : aussi Umberto Tirelli parle d'une organisation « Ancien Régime ». Chez lui, rien ne se perd, tout se conserve et se réutilise, les vêtements sont loués et non pas vendus (sauf pour Fellini). Ainsi, les objets de *Ludwig* ont servi dans le *Wagner*, une série télévisée avec Richard Burton; le matériel des *Yeux noirs* provient de *Mort à Venise*. Les costumes les plus difficiles à réaliser, selon Tirelli ?

« Ceux des pauvres, car il faut les teindre, les déchirer, les traiter pour leur donner un côté usé. Plus on les stocke et plus ils sont beaux. »

LAURENCE BENAÏM.

* Musée des arts de la mode, jusqu'au 11 septembre; catalogue de l'exposition publié aux éditions Adam Biro, 240 pages, 162 illustrations, 380 F.

VENTES

Faïences : la France à l'heure chinoise

A la cour du Roi-Soleil, l'heure n'était plus aux grandes dépenses. Les revers militaires en ce début du dix-huitième siècle avaient vidé les caisses du royaume et forcé le roi et sa cour à envoyer valises d'or et d'argent à la fonte. Comme le rapporte Saint-Simon dans ses mémoires, on se mit alors « en faïence ». C'est cette histoire qui sera surtout évoquée au cours d'une prochaine vente à Drouot, où quelque cent quatre-vingts pièces seront dispersées. Une faïence utilitaire ou décorative, profondément influencée par l'Italie et la Chine, et qui aura parfois bien du mal à trouver un style propre. Les créations italiennes et hollandaises seront également représentées.

Le commerce avec l'Extrême-Orient bouleversera le paysage de la faïence européenne à partir du dix-septième siècle. La ville de l'Orient (aujourd'hui Lorient) deviendra l'une des plaques tournantes des importations de porcelaines chinoises, à la pâte tendre et au décor oriental, puis de celles toujours exécutées en Asie mais d'après un dessin européen. Ces dernières donneront parfois de curieux résultats, tel ce boudoir à décor de fleurs rares. Célèbre précurseur sous Louis XV, Boudoir donnera son nom au vase dont certaines élégantes se munissaient pour assister à ses sermons réputés interminables. Considéré à tort aujourd'hui comme une saucière, il n'en avait pas moins de 8 000 F.

Faute de pouvoir percer les secrets de l'Asie, les provinces françaises, de Sévres à Moustiers et de Lunéville à Bayeux, se contenteront de fabriquer des produits qui auront

autant que possible l'apparence de celle de Chine comme ce plat de Rouen, à décor bleu et rouge, avec au centre des cavaliers chinois, estimé aujourd'hui à plus de 20 000 F. Un grand plat rond à décor bleu de Nevers, deuxième manufacture réputée pour ces « chinoïses », devrait faire plus de 15 000 F. Quant au pichet en porcelaine tendre à la monture en argent doré au décor de fleurs et de papillons de Chantilly, il pourrait atteindre les 50 000 F.

Parallèlement, une expression plus française verra le jour, comme en témoigne une faïence de Rouen aux motifs de ferronnerie, avec une rosace et des lambrequins, toujours dans des tons de bleu et évaluée à plus de 12 000 F. Les débuts de l'industrialisation et la découverte du kaolin français à la fin de ce siècle amènera le déclin de la faïence en faveur de la porcelaine.

Les estimations données — entre 200 et 60 000 F — pourraient créer bien des surprises. Les Américains, qui jusqu'ici n'achetaient que des porcelaines de haut de gamme, commencent à s'intéresser aux faïences ce qui n'est pas encore le cas des Japonais. Quant aux Français, qui semblaient être en dehors de la course, ils seraient en passe de faire jeu égal avec leurs collègues d'outre-Atlantique, dans un marché des céramiques françaises qui depuis dix ans a augmenté de plus de 200 %, grignotant le retard pris sur les productions allemandes.

ALICE SEDAR.

* Vente, le 16 mai à 14 h 15 à Drouot.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Sabbat

1 Le captif (samedi)

Un doux sentiment de vacances m'habite à la veille de ces élections. De savoir que pour la plupart d'entre nous le choix est fait et que dimanche ne sera qu'une formalité, métamorphose, après le chahut chiraquien, cette plage de temps qui reste jusqu'à demain 20 h, en sabbat. Si jamais, au bénéfice de la chaleur communicative des banquets, notre premier ministre sortait des urnes en président, je me demanderais dans quel état moral nous le retrouverions après ces deux jours effroyables où il fut captif de ce silence qu'il abhorre ! Dans son repos forcé, aura-t-il ressenti quelque apaisement à avoir feuilleté dans l'ultime *Figaro* avant la fermeture des portes la geste de ses exploits ? Les grandes signatures de la feuille à Hersant auront fait l'impossible, j'en témoigne, pour lui rendre supportable sa détention. *Celui* peut assurer que le rêve d'une France rassemblée ne se ruinerait pas en cauchemars si François Mitterrand était réélu et faisait être dans la foule, comme en 1981, une *Chambre rose* ? Il redresserait, comme il le fut pendant un mois deux ans, l'étage d'une gauche qui appliquerait le principe : « La justice pour tous et les places pour nous. » Il nous avait annoncé la fracture, il nous a laissé la facture. Tel est l'enjeu.

Ce qui m'a déprimé dans ces lignes d'un comique presque trouper et qui espérèrent à l'évidence passer inaperçus dans la foule des élections où ce que l'on dit avant ne tire pas à conséquence, c'est qu'elles n'ont pas été inventées par un adversaire de Chirac en mal d'inspiration voulant pasticher l'éditionnel du *Figaro*, qu'elles sont bien du Alain Peyrache, de première page quand il remonte les Champs-Élysées. La fracture pour la fracture, c'est tout ce qui reste de Malraux chez les « gaullistes », quand c'est Chantal Goya, l'Amiral, Jacques Chazot, Boulevard et Jean d'Ormesson qui prennent la tête du cortège ! Quand vous me lirez, vous aurez déjà oublié ces folles journées où Chirac avait pris la France pour un billard et où, avec sa queue à procédé, il se permettait tous les coups. Qu'il soit président, de la République ou plus que jamais maire de Paris, les trois otages du Liban enfin libérés effrayeront, je l'espère pour lui et pour nous, de nos mémoires, les déchirures du tapis. Le drame de Chirac, c'est qu'il n'a pu compter dans son combat que sur Pasqua. S'il gagne ou s'il sauve la face, il ne le devra qu'à Pasqua et Pasqua comme programme, comme idée de la France, c'est un peu court. Ce que je retiendrai de cette campagne et que l'on avait fini par perdre de vue, c'est à quel point la droite française est maintenant jouasse, capable de tout quand elle sent que son pouvoir sans retenue est menacé. Il n'y a de République légitime que lorsqu'elle gouverne, le reste est étouffement du suffrage universel. M. Barre s'est vu bousculer par Chirac et Le Pen pour toutes les raisons déjà indiquées, mais ce que la droite ne lui a pas pardonné, c'est qu'il ne soit pas montré assez, lui, candidat de droit divin. Lors des événements de Nouvelle-Calédonie, si nous avions eu un premier ministre socialiste, si c'était M. Plessi qui avait été prôné à la place de son cousin Pons, mais la droite unanime et sa presse déchaînée auraient exigé la Haute Cour pour Mitterrand et son gouverne-

ment. Et ma foi, le pays, dans son ensemble, aurait été saisi d'un doute. Voyez ce qui se passe aujourd'hui et la douceur toute angélique de la gauche ! Comment ce Pons du Lot que j'ai vu si faraud chez Lipp en 1981 le soir de la fête de Giscard, lui qui disposait de la force armée, de l'appui de la majorité de la population du territoire, en fait de tous les pouvoirs, laisse enlever et massacrer nos gendarmes, finit par récupérer les survivants au prix d'un nouveau massacre, et personnel, quand il revient en France la bouche enferrée tel Scipion l'Africain après sa victoire de Zama sur Hannibal, ne lui pose de questions. Il a même droit en prime aux vivres du « premier quotidien national français » !

2 Soudain Heidegger... (dimanche)

Cette fibre dévise de notre confrère montre la modernité de Robert Hersant face à Pasqua. Ce dernier est obligé de forcer un peu sa nature pour trouver une identité de vue, d'esprit, entre le gaullisme et M. Le Pen. Robert Hersant ne se rallie pas à Le Pen, il l'a précédé depuis belle lurette. Il l'a payé assez cher par des calamités en tout genre pour que cette préférence lui soit enfin reconnue ! Et quand je vois Jean d'Ormesson trotter dans les colonnes de ce journal, haranguer le grand peuple libéral au rond-point des Champs-Élysées, ce rond-point qui lui rappelle le beau temps de sa jeunesse quand il était monseigneur le directeur, je me dis que, toutes réflexions faites, l'on est bien sévère en comparaison sur le comportement de Heidegger de 1933 à 1945, qui, lui, avait l'immense excuse, ce que personne ne semble vouloir comprendre aujourd'hui, d'être un professeur de philosophie relativement peu connu même s'il était connu de ses pairs, d'être somme toute un bon Allemand qui n'aime pas le désordre, qui a souffert de la défaite de 1914 ; l'immense excuse que l'on veut oublier de ne pas imaginer un instant ce qui allait se passer car ce qui allait se passer n'était pas du domaine de la pensée ni de sa pensée. Il a pris des vessies pour des lanternes, Hitler pour l'ouverture de l'horizon de sa philosophie, pour le risque philosophique et ce fait sourire maintenant ! Et c'est pour cela qu'il a parlé de « grosse bêtise ». Parce qu'il n'y avait pas de commune mesure entre sa gaffe et ce qui s'est passé. Et qu'il aurait mille fois mieux fait de se tenir à carreau. Et comme il n'était pas dans sa mesure d'être un héros ni en 1933 ni après 1945, comme il n'était pas un moraliste ni un chrétien, il ne pouvait que continuer à philosopher comme il l'avait toujours fait et sans demander son reste. Et je ne vois pas pourquoi l'on épiloque tant sur un comportement si humain. Et si l'on veut vraiment épiloquer à l'infini, il me semble que la myopie des démocrates de 1933 à 1945, la sottise de notre état-major, de nos généraux, de Pétain, de Weygand et de Gamelin, pour rester au chaud, entre nous, permet des commentaires infiniment plus circonstanciés que de se demander si Heidegger a eu raison d'être recteur de la faculté de Fribourg-en-Brisgau en 1933 ou si dans l'Étre et le Temps (1927), il y avait les prémices du nazisme.

3 Ouf ! (lundi)

Ouf ! Nous évitons provisoirement le pire. Un Chirac coïncé par Le Pen et perdant son temps (et le nôtre) à faire saccager du Le Pen sans Le Pen et du Barre sans Barre. Goutons les motifs que nous avons de nous réjouir et qui, dans la situation actuelle, sont rares : Chirac s'en va et nos trois compatriotes sont libres. Depuis deux ans, j'ai trop prévu son échec pour jouer ce lundi du clairon. Comme le doute est ma vraie nature, je n'aurais pas été étonné que Chirac l'emportât ! Cette nation est finalement moins versatile qu'on ne le dit. Depuis 1981, pour ne pas remonter au déluge, elle assiste par le truchement de cet instrument grossier et inextinguible qu'est le suffrage universel de dire deux ou trois mots à ceux qui le gouvernement et dont ils ne tiennent pas toujours compte. C'est vrai que les Français n'avaient pas choisi le socialisme en 1981, pas plus qu'ils n'avaient choisi le libéralisme pur et dur en 1986. Ils aimeraient bien ne pas servir de cobayes pour expérimenter des médicaments qui, sous des appellations nouvelles, ont monté depuis longtemps leurs limites. En élisant pour le deuxième fois M. Mitterrand comme président de la République, la France vient d'offrir à cet homme politique un beau cadeau d'honneur.

Pendant ces deux jours de sabbat, j'ai commencé à lire avec beaucoup de plaisir le *Roman et les idées* et autres essais, de Mary McCarthy (vo. : idées et le roman, plus neuf essai tiré de l'Occidental Press, traduit de l'anglais par Angélique Lévy, Fayard, 115 F.). Le *Roman et les idées* date de 1980, et les autres essais ont été écrits de 1968 à 1983. Dans les cent pages qui sont consacrées aux idées dans le roman, Mary McCarthy s'en prend avec drôlerie à cette vieille idée reçue, et de droite d'ailleurs, que les idées dans le roman, c'est la mort du roman. Elle part de la phrase de T.S. Eliot sur Henry James : « Il avait l'esprit si fin qu'aucune idée ne pouvait le violer. » Et elle aimerait que ces paroles servent de contre-dévisé à ses propres réflexions sur le roman, tout en reconnaissant que le jugement d'Eliot sur James lui va comme un gant. Elle montre que tous les grands romanciers du dix-neuvième siècle n'ont tenu aucun compte de cet « embargo » sur les idées dans leurs propres romans truffés de bavardages. Je reviens bien sûr sur ce superbe essai qui bouscule cent idées modernes et poussiéreuses sur le roman et qui ont d'ailleurs failli l'étouffer, mais ne nous égarons pas. Pour l'instant, je voudrais souligner un autre point : bien que les personnages de Henry James passent leur temps à discuter et à analyser, ils n'abordent jamais les sujets dont on parle d'ordinaire en société. Avant tout, le politique. Il est faux que les gens bien élevés ne parlent pas de politique, ils ne font que cela. L'indignation que suscitent en eux les événements de l'actualité qui menacent ou risquent de menacer leurs biens et privilèges est chose innée (quoiqu'elle puisse également être acquise), et dès qu'ils se retrouvent à plus de deux, ils ne peuvent se retenir de le partager, même en la présence apparemment stimulante d'étrangers. Rendez-vous le 25.

16 MAI 19 H
ENTRÉE LIBRE
ATHÈNES
Pratique théâtrale 3
Jean-Pierre VINCENT
HORREUR ET FASCINATION
DE L'INSTITUTION
Rencontre animée
par Georges Bonu
en collaboration avec
l'Institut d'Études Théâtrales Paris III
4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet
47 42 67 27

ANTIQUITES BROCANTE
A LA
BASTILLE
5 AU 15
MAI 1988
ouverture de 11h à 18h
samedi et dimanche
de 10 à 20h.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

Culture

A l'Institut français

Les neuf projets pour la rédaction



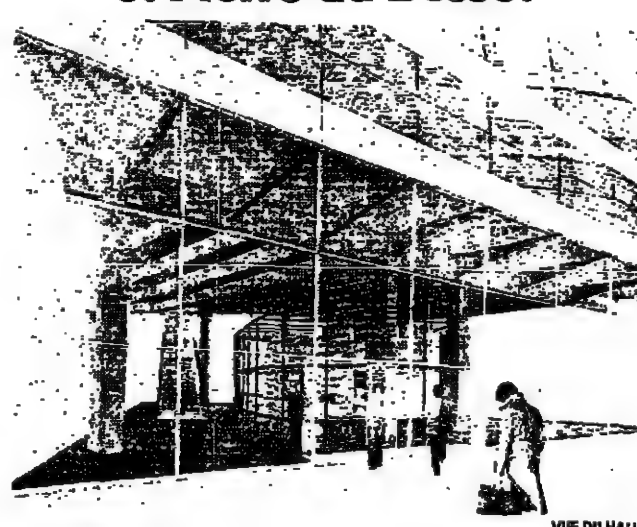
Les façades du futur siège du Monde s'ouvrent l'une sur la rue Falguière, l'autre sur la rue Bourdelle.

En choisissant d'installer sa rédaction rue Falguière, dans le XV^e arrondissement de Paris, à proximité de la gare Montparnasse, le Monde a hérité d'un garage assez difficile à réhabiliter. A l'exemple d'entreprises françaises de plus en plus nombreuses, nous avons décidé, en dépit des délais très courts, de lancer un concours d'architecture pour l'aménagement de nos nouveaux locaux. Une douzaine d'architectes ont été en mesure d'accepter les conditions bâties d'une épreuve sur esquisse. Finalement neuf d'entre eux ont pu rendre leur projet. Ce sont ces neuf projets que l'Institut français d'architecture accueille aujourd'hui pour une dizaine de jours, en même temps que ceux de l'opération

Hurtado-Heine (1). Dans une première phase, le jury, présidé par le directeur du Monde, André Fontaine, a retenu quatre projets : ceux de MM. Valode et Pistre, Lyon et du Besset, Hamoutène et celui de M. Ory, Dominique Lyon et Pierre du Besset, ce dernier l'emportant finalement à l'issue d'un « deuxième tour » particulièrement serré (voir le Monde du 28 avril). Nous avons expliqué les

(1) Concours organisé par le bureau d'aide sociale de la Ville de Paris pour l'aménagement d'un lot, rue Hurtado-Heine, 75014 Paris, qui doit comprendre un centre d'accueil et de soins pour personnes âgées, ainsi que divers équipements sociaux. Des six projets, déposés par Architecture-Studio, Cabinet Ausia, Bardet, Fargade, de Portzamparc et Vasconi, ce fut celui de Bardet qui fut retenu.

Dominique Lyon et Pierre du Besset



VUE DU HALL

Dominique Lyon a trente-cinq ans, Pierre du Besset trente-neuf. Ils sont les lauréats de la consultation du Monde et transformeront le garage de la rue Falguière en immeuble de bureaux pour notre rédaction. Nous les attendons donc au tournant, même s'ils ont sagement décidé de supprimer la rampe de l'ancien garage, ce qui nous distinguera déjà des splendides bureaux de notre confrère Libération.

Lyon et du Besset sont diplômés de l'Ecole nationale des beaux-arts. Ils ont fait leurs premières armes avec Jean Nouvel, l'architecte de l'Institut du monde arabe. Avec lui, notamment, ils ont réalisé la rénovation du théâtre de Belfort. En 1983,

ils décident de prendre leur indépendance et de s'associer avec un troisième architecte, Morita Kazutoshi. Ils réalisent ensemble un magasin rue du Faubourg-Saint-Honoré (Iroko Koshino), aménagent des bureaux pour un organisme d'HLM à Saint-Denis, gagnent en 1985 et réalisent le concours pour la reconversion de la Rotonde des vétérinaires à La Villette. Enfin, ils ont été choisis pour l'aménagement du siège du groupe Expansion.

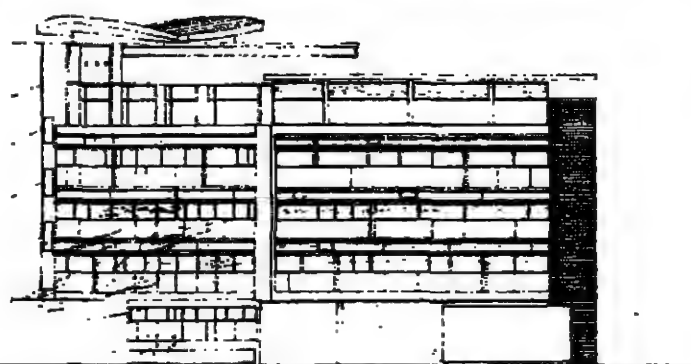
Pour le Monde, ils proposent deux façades de verre tendu, transparentes, mais riches de matière, un large hall d'entrée, vers les étages deux escaliers. Un grand atrium assure au futur bâtiment un large accès à la lumière naturelle.

Catherine Dormoy et Christophe Potet

Catherine Dormoy et Christophe Potet, âgés d'à peine trente ans chacun, sont nouveaux dans la profession. Ils n'ont vu à ce jour aucun de leurs projets réalisés. Leur travail sur l'Opéra-Bastille a néanmoins été primé et leur essai de reconstruction de la bibliothèque universitaire de Milan remarqué. Ils travaillent

actuellement sur un projet de salle de rock à Belfort.

Pour le Monde, les deux architectes ont pris le parti le plus sage : aménager la partie existante rue Falguière, conserver la rampe qu'ils évaluent pour assurer une meilleure luminosité du bâtiment et reconstruire à neuf la partie Bourdelle.

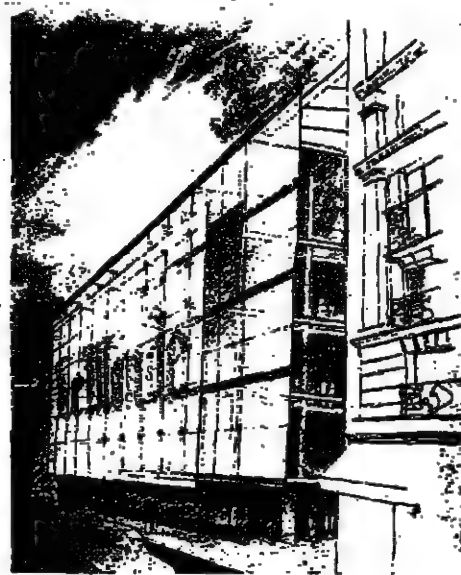


FACADE BOURDELLE 1/200

Franck Hammoutène

Franck Hammoutène (trente-trois ans) a complété sa formation d'architecte par des études d'urbanisme à l'Ecole des ponts et chaussées. La réalisation du siège d'un groupe de communication - Atys - pour lequel il a reçu trois prix, a contribué à le lancer. Il vient d'être désigné, à la suite d'un concours, pour la rénovation du Palais de Tokyo (cinémathèque et centre national de la photo).

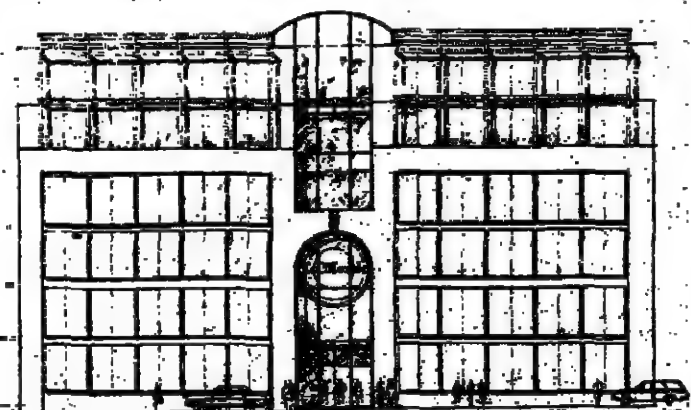
C'est l'un des plus brillants représentants de la jeune architecture française. La conception de son projet pour le Monde reposait sur un jeu entre transparence, ouverture et secret. Côté Falguière, des feuilles de verre rendaient perceptible, en coupe, l'univers intérieur du journal. Côté Bourdelle une dentelle de granit perforée protégeait la façade. Entre les deux rues, il inventait une galerie sur laquelle s'ouvraient les bureaux en balcon.



Jean-Jacques Ory

Jean-Jacques Ory (quarante-quatre ans) est, lui aussi, un familier de la réhabilitation du bâtiment industriel. Mais ses interventions sont nettement plus radicales que celles de Reichen et Robert. La reconversion de l'ancienne imprimerie du Parisien libéré, rue des Petites-Ecuries, en salles de danse et de gymnastique ou celle de la Maison de l'aluminium, boulevard de

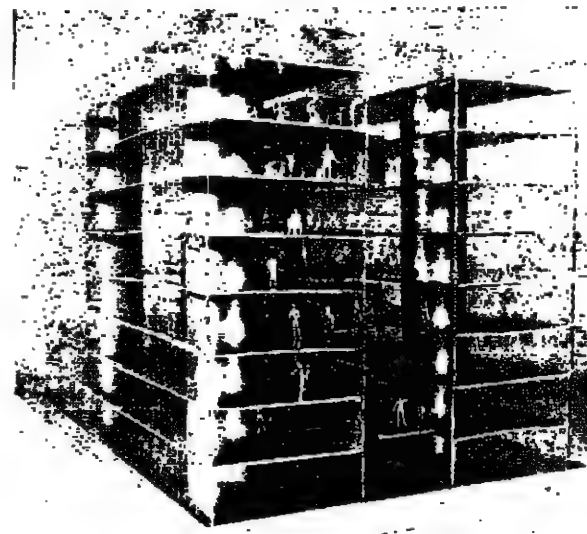
Grenelle, en siège d'agence de voyages, sont des exemples significatifs de son savoir-faire. Jean-Jacques Ory, qui avait longuement mûri son projet de la rue Falguière - il était initialement l'architecte du promoteur - privilégiait la communication en créant, au centre du bâtiment, une véritable artère minérale entre les rues Bourdelle et Falguière sur laquelle s'ouvraient des mezzanines.



Dominique Perrault

A trente-cinq ans, Dominique Perrault a déjà une carrière bien remplie. Sa réalisation la plus prestigieuse est une commande de la chambre de commerce et d'industrie de Paris : l'Ecole supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique de Marne-la-Vallée. Un bâtiment d'une grande rigueur esthétique, plan incliné long de 300 mètres de long et haut de

10 mètres, qui couvre une surface de près de 4 hectares. Le choix de Dominique Perrault visait la légèreté. La structure du bâtiment devait être entièrement métallique. Au centre, un passage entièrement vitré qui joignait les rues Antoine-Bourdelle et Falguière, aux parois duquel s'accrochaient des « boîtes » de verre, devait apporter une réponse au problème de la lumière.



Bernard Reichen et Philippe Robert

Bernard Reichen et Philippe Robert ont eu la même formation - l'Ecole spéciale d'architecture de Paris. Ils ont pratiquement le même âge - quarante-quatre ans et quarante-sept ans. Depuis quinze ans, ils se sont fait connaître par la qualité de leur travail dans le domaine de la reconversion d'usines en immeubles d'habitation, notamment à Lille, Grenoble et Tourcoing. Mais c'est avec la Grande Halle de La Villette, dont ils ont su tirer un parti remarquablement efficace tout

en préservant l'architecture d'origine, qu'ils se sont acquis une réputation nationale. Ce sont eux qui ont mis en scène l'exposition qui présente à New-York, les « Grands projets parisiens ». Les deux architectes proposaient d'aménager le bâtiment de la rue Falguière autour d'un vaste atrium creusé à l'emplacement des anciennes rampes du garage, éclairé par un système de miroirs placé sur un mat de 40 mètres de haut, lui-même fixé sur le toit de l'immeuble.



Daniel et Patrick Rubin

Daniel et Patrick Rubin, trente-cinq ans et trente-huit ans, sont les pilotes de l'Atelier Canal, agence qui regroupe presque à parts égales des architectes et des architectes d'intérieur (comme on appelle désormais les décorateurs). L'architecture, le décor, l'image, sont les leitmotivs de cette « écriture particulière », selon leurs propres termes, qui s'est illustrée depuis 1972 dans un grand nombre d'opérations très diverses. On la retrouve dans la construction de la Bibliothèque Tolbiac (treizième arrondissement), la

restauration de l'hôtel d'Avejan pour le Centre national des lettres, la reconstruction du garage de la rue Béranger pour Libération...

Pour le Monde, ils organisaient les plateaux de part et d'autre d'une cage transparente, créant « une architecture de verre qui diffuse une clarté sur tous les niveaux ». Ils proposaient une façade également transparente, révélant une « porte monumentale en bois » frappée du logo du journal.



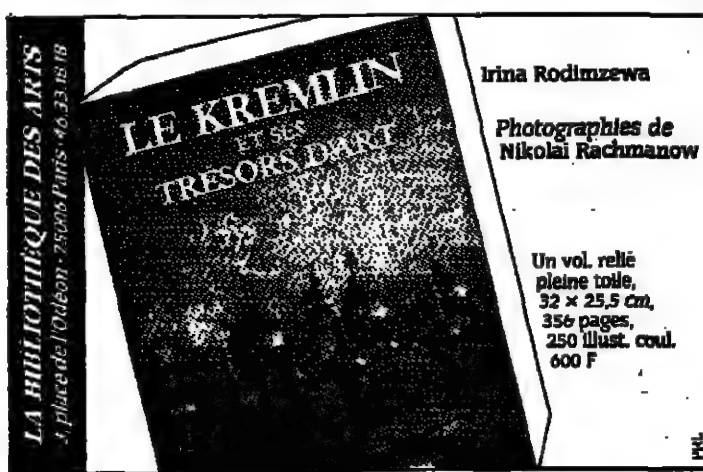
Philippe Chaix et Jean-Paul Morel

Les deux architectes ont le même âge (trente-sept ans). Ils travaillent ensemble depuis 1983, l'année où ils ont réalisé les bâtiments de services de la base de loisirs de Moisson, qui devait remporter le prix de la Première Œuvre. Leur construction la plus connue est sans doute le Zenith de La Villette, salle de spectacles de six mille trois cents places, constituée d'une charpente métallique de 70 mètres qui supporte une « peau » de polyester. Construite en douze mois, pour un prix défiant toute concurrence, « c'est la preuve, affir-

ment les architectes, qu'il est possible, avec des structures légères et économiques, de faire une salle pratiquement aussi durable qu'un bâtiment traditionnel et aux performances identiques ». La ville de Montpellier s'est dotée d'une salle semblable. Leur idée force pour la rue Falguière consistait en un vaste atrium sphérique logé au centre d'un bâtiment transparent, à la fois moyen de communication entre les niveaux, centre de convergence et symbole pour le journal.



PHOTOS : FRÉDÉRIC ACHDOU



Irina Rodimzewa Photographies de Nikolai Rachmanov

Un vol. relié pleine toile, 32 x 25,5 cm, 356 pages, 250 ill., coul., 600 F

Culture

Le cinéma français à la veille du Festival de Cannes

Sous la Croisette, la crise

Le quarante et unième Festival peut commencer sous la protection goguenarde de ce dauphin, héros du *Grand Illu*, le dernier film de Luc Besson présenté hors compétition. Dans la salle et dans les têtes, l'ivresse et le rêve. L'illusion est parfaite. Mais derrière l'écran rôdent la crise et son cortège d'angoisse et de faillites. Broussant de colère à l'antenne, le cinéma français s'était tu au creux de l'hiver. Un calme

troupeur avant une nouvelle tempête. Car, pendant que Cannes s'abandonne à la fête, les exploitants repartent à l'assaut de télévisions accablées de tous les maux. Leur fédération assigne TF1 et FR3 en justice, mardi 10 mai, et se déclare prête à se joindre à l'action que la CNC a engagée contre la 5. Même la signature - prochaine - d'un armistice avec Canal Plus leur laisse

un goût amer dans la bouche. C'est que la baisse de la fréquentation des salles, déjà proche de l'effondrement l'an dernier, a repris de plus belle. Qu'elle se poursuive, et le cinéma français sera en danger de mort. Quand les lampes de Cannes s'éteindront, la crise redeviendra d'actualité et sera, sans aucun doute, l'un des premiers dossiers « chauds » du prochain gouvernement.

peu pour les métiers de l'image et du son (FEMIS), enfin récemment inaugurée, contribuera à une meilleure formation des professionnels du septième art.

Une profession divisée

Indifférent, tout cela ? Certes pas ! Comment expliquer alors le sentiment d'« abandon » partagé par nombre d'exploitants ? Comment analyser l'accusation faite à M. Létour de « non-intervention proche de l'abandon » ? Par la philosophie libérale du ministre de la culture et de la communication, bien sûr, qui l'a souvent conduit à affirmer qu'en ce domaine comme en d'autres « la responsabilité de l'Etat n'est pas essentielle ». Mais aussi et surtout, par la certitude que le plan gouvernemental n'était pas à la mesure des mutations irréversibles imposées au cinéma.

Mutations des habitudes culturelles d'abord, difficiles à analyser et à anticiper, et qui font par exemple chuter plus fortement la fréquentation à la périphérie des villes. Mutation économique ensuite, provoquée par une modernisation à marche forcée du paysage audiovisuel. Deux fois plus de chaînes, 892 films diffusés sur le petit écran en 1987 contre 475 seulement en 1982 : l'économie du cinéma, pourtant soigneusement administrée, n'y a pas résisté. Pas plus d'ailleurs que la solidarité, ancienne pourtant, des différentes branches de la profession. Les exploitants s'insurgent contre des producteurs enrichis par la vente de leurs films aux télévisions ; les producteurs reprochant aux exploitants leur forcing pour accroître leur part de recettes à leur détriment.

C'est donc en ordre dispersé que les professionnels ont cherché à négocier avec les télévisions, les règles du nouveau paysage audiovisuel. Une bataille dont les victoires ou les défaites portent le nom de « quotas », de « grille » et de « délai ». L'escalade sur les quotas (50 % de films français) avait été remportée dès l'adoption de la loi Létour. Celle sur la grille parait sur le point d'être gagnée avec l'adoption prochaine d'un décret limitant à deux par semaine le nombre de longs métrages que les chaînes en clair pourront diffuser à 20 h 30, Canal Plus, de son côté, s'apprête à faire quelques concessions (le vendredi soir et le dimanche après-midi) pour signer un armistice avec les exploitants.

Reste la bataille du « délai », c'est-à-dire de l'ordre dans lequel les différents médias (salles de cinéma, vidéo, chaînes cryptées, télévisions en clair) peuvent diffuser les longs métrages.

Accusé ? Canal Plus, dont le délai est d'un an seulement après la sortie des films en salle. « Je suis intimement convaincu que la courbe de progression des abonnements à Canal Plus est à mettre en étroite corrélation avec celle, descendante, de la fréquentation », affirme tout de go l'un des grands du cinéma. Ce délai a été concédé sur la base théorique de huit cent mille abonnés, la chaîne en totale croissance aujourd'hui trois fois plus. On ne pourra s'en tenir là. Une revendication appuyée par les professionnels de la vidéo, qui s'estiment « étouffés » par un délai trop court - un an actuellement - entre les salles et les télévisions à péage. L'objectif serait donc de « décaler » de quelques mois l'ensemble des chaînes cryptées et en clair. « Impossible », rétorque M. René Bonnell, responsable du cinéma sur Canal Plus. Nous n'accepterons jamais un effet d'annonce aussi négatif pour nous. La chaîne est prospère et nul ne le nie. Mais sa réussite repose, selon ses dirigeants, sur un concept global qu'on ne peut impunément chambouler. Tous les ingrédients d'un nouvel affrontement sont donc en place pour la rentrée.

Dans le combat qui s'annonce, la télévision à péage ne manque pas d'atouts. Une stratégie cohérente et la puissance que lui donnent les sommes - impressionnantes - qu'elle reverse déjà au septième art : les achats de droits (430 millions de francs cette année) ; le « dédommagement » de 90 millions versé aux producteurs français et, bientôt sans doute, l'affectation annuelle d'un petit pourcentage de son chiffre d'affaires aux exploitants.

La manne pécuniaire. Très lourde même, dans une branche comme le cinéma, qui ne pèse que 3 milliards de francs et 20 000 emplois. Et ce poids vient encore s'ajouter celui des chaînes en clair sans qui,

aujourd'hui, presque plus aucune grosse coproduction ne peut se faire. « Belle dépendance », s'insurge ce producteur nostalgique des temps anciens. « Entre l'argent des télévisions, celui apporté par les Soficas et le compte de soutien, le budget d'un film moyen peut être bouclé sans difficulté. L'appât des chaînes est tel que les investisseurs se résignent sur les seuls droits de diffusion audiovisuels. Le risque de la sortie en salles n'est plus alors qu'une simple formalité. Pourquoi, dans ces conditions, le producteur serait-il encouragé à exiger du metteur en scène une certaine qualité ? » Le producteur n'est plus le joueur de poker d'antan, mais un monteur d'affaires.

Polemique, l'explication n'est pas sans vérité. Si, aux deux extrêmes de l'éventail, le film d'auteur (ceux d'Eric Rohmer par exemple) et le long métrage à grand spectacle (comme le *Dernier Empereur*) remplissent encore les salles, le film français moyen voit sa cote s'effondrer au bon-office. Préféré, si tant est qu'il ait été produit, pour permettre aux chaînes de respecter leurs quotas d'œuvres françaises.

« Ne caricaturons pas », réplique le producteur Alain Terzian, fraîchement élu à la tête du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC). « Je me refuse à faire de la télévision un bon émissaire. D'abord, parce que ce sont ces films moyens qui ont permis de triompher. Qui aurais pu prévoir les millions de spectateurs de Trois hommes et un couffin. La vie est un long fleuve tranquille, le Grand Chelem ou bien encore, Au revoir les enfants ? Gardons-nous des schémas simplistes ! »

En réalité, le cinéma français semble plus que jamais soumis à deux exigences contradictoires. D'un côté le besoin de produire un plus grand nombre de films à grand budget, seuls susceptibles aujourd'hui de se démarquer du téléfilm. Et de l'autre, la nécessité de maintenir un volume de production suffisant - cent vingt par an environ - parce que, comme l'explique M. Alain Sussfeld, directeur général d'UGC, « une industrie qui ne peut pas vivre du quotidien est en péril : une industrie du chef-d'œuvre, cela n'existe pas ».

PIERRE-ANGEL GAY.

Les exploitants attaquent TF1 et FR3 devant les tribunaux

Ni trêve électorale ni même trêve « festivalière ». La Fédération nationale des cinémas français (FNCF) a décidé de repartir en guerre contre la télévision et a assigné à jour fixe, mardi 10 mai, TF1 et FR3 devant le tribunal de grande instance de Paris. A la Une, la FNCF, qui regroupe les exploitants, reproche de ne pas respecter l'engagement pris il y a un an de ne pas diffuser plus de deux longs métrages par semaine à 20 h 30, engagement considéré par la CNC comme partie intégrante de la décision d'autorisation.

A FR3, la FNCF reproche d'avoir diffusé entre 193 et 218 films l'an dernier (selon les définitions choisies), soit un nombre supérieur aux 192 longs métrages autorisés par la loi. En décembre dernier, déjà, la FNCF était intervenue par voie de référé pour demander l'interdiction pour FR3 de diffuser des films « excédentaires » en fin d'année. La cour s'était alors déclarée incompétente faute de définition de l'œuvre cinématographique. Un obstacle que la FNCF estime aujourd'hui levé avec la publication, le 13 janvier d'une « note interprétative » de la CNC.

Enfin, la FNCF a décidé de se joindre à l'action de la CNC contre la 5. Le respect des cahiers des charges devient ainsi l'un des principaux enjeux du paysage audiovisuel de l'après-8 mai.

d'architecture

du « Monde »

raisons de ces choix successifs. Il restait à faire connaître le travail de ces neuf maîtres d'œuvre. D'où cette page volontairement dépourvue de commentaires critiques, et d'où l'exposition que nous permet de présenter l'IFA. Des occasions d'ouvrir le débat avec nos lecteurs, spécialistes ou non, sur ce renouveau de l'architecture française dans lequel nous avons voulu insérer notre avenir.

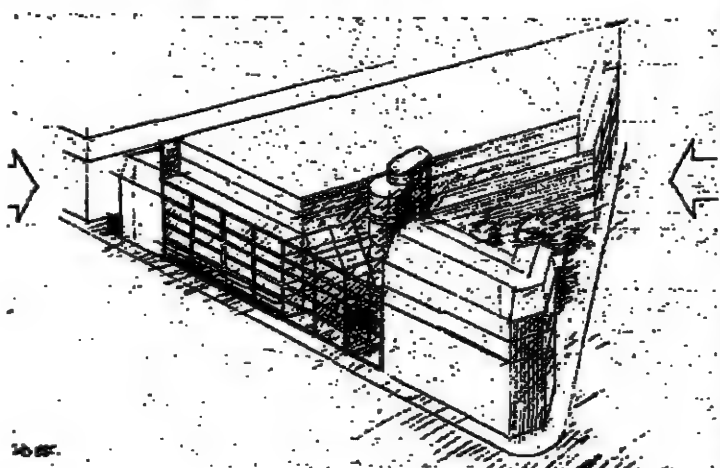
FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX.

† Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournai, 75006 Paris, du 11 au 21 mai.

Denis Valode et Jean Pistre

Denis Valode et Jean Pistre, respectivement âgés de quarante et un ans et de trente-six ans, travaillent ensemble depuis 1973 dans des domaines aussi divers que le logement, les équipements industriels, touristiques ou culturels. Ils ont procédé avec autant de bonheur à la transformation des entrepôts Lafod de Bordeaux - des bâtiments classés du dix-huitième siècle - qu'à la construction d'une usine de pro-

duits Initiés à Villefranche-de-Rouergue, l'usine Thomson à Cergy-Pontoise ou le siège des affaires culturelles de la Ville de Lyon. Leur projet, pour la rue Falguière, consistait à dégager cinq vastes plateaux de 19 mètres de large, sans poteaux, sur toute la largeur du bâtiment, éclairés par la création d'une troisième façade ouverte sur un passage traversant l'îlot urbain de part en part.



« Arrivons de parler de la crise du cinéma », proteste M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont. Le septième art n'est pas une industrie déclinante comme la sidérurgie dans le Nord ou le textile dans les Vosges. Il n'y a jamais eu autant de spectateurs ! » Certes, mais ce sont ceux du petit écran. Les salles obscures, elles, se vident lamentablement. Ce n'est pas le film que le public boude, c'est un mode de consommation qui a changé, entraînant dans la foulée une révision dramatique de l'économie du cinéma.

La crise, c'est d'abord ceci : la chute continue de la fréquentation des salles obscures, qui a ramené les deux cents millions de spectateurs de 1982 à 132 millions l'an dernier, 1987 fut d'ailleurs une véritable année « noire ». En deux mois, les entrées ont diminué de 18,9 % et les recettes de 14,7 %. Un plongeon brutal dont on n'a pas encore vu le fond. Le magazine *Le Film français* évalue à 11,8 % la nouvelle baisse enregistrée à Paris sur les quatre premiers mois de l'année, estimation corroborée au niveau national, cette fois, par les premiers pointages du CNC, le Centre national de la cinématographie. Et, dans une analyse plus fine des résultats, ce dernier a réussi à démontrer que ce sont les forces « vives » du septième art qui s'amoindrissent, puisque ce sont les spectateurs adultes assis qui font le plus défaut.

Résultat ? De cent cinquante à deux cents salles ont fermé l'an dernier (sur cinq mille environ). Beaucoup plus devraient mettre la clé sous le paillasson, puisque ce sont les spectateurs adultes assis qui font le plus défaut.

Résultat ? De cent cinquante à deux cents salles ont fermé l'an dernier (sur cinq mille environ). Beaucoup plus devraient mettre la clé sous le paillasson, puisque ce sont les spectateurs adultes assis qui font le plus défaut.

« Je me bats pour que cela ne soit pas le mien », commente sagement M. Pierre Verol, le PDG de Patbé-Cinéma. « Ne tombons pas dans le mythe de la dernière séance », lance, plus lyrique, M. Nicolas Seydoux. « Gaumont, affirme-t-il, dispose du meilleur réseau. Mais que la fréquentation chute à 30 millions de spectateurs par an, et je ne serai plus là. » Plus rassurant, M. Alain Sussfeld, directeur général d'UGC, estime enfin que, « si les trois grands réseaux ne pourront sans doute plus la plupart des villes, ils le pourront toujours à l'échelon national ».

Pareille déconfiture a pris de court les pouvoirs publics. Mais le « plan d'urgence » élaboré à la hâte en décembre dernier est aujourd'hui bouclé. Les textes prévoyant facilités techniques et économiques en faveur de l'exploitation, de la distribution et de la production de films sont parus au *Journal officiel*. Des mesures à plus long terme ont été adoptées. Après le « bac cinéma », MM. François Létour et René Monory, respectivement ministres de la culture et de l'éducation nationale, ont prévu pour la prochaine rentrée scolaire le démarrage des premiers « classes cinéma ». Leur objectif ? Donner aux élèves une culture cinématographique, au travers d'une cinquantaine de grands classiques projetés dans le cadre des programmes scolaires, mais en salle ! La Fondation euro-

Plan d'urgence

Aujourd'hui, rien n'y fait. Ni l'écran géant, ni les fauteuils confortables, ni les tarifs réduits, ni les cartes de fidélité, ni la possibilité parfois de réserver - un échec complet chez Patbé, - n'apportent le succès escompté. Les politiques commerciales plus agressives et plus attrayantes récemment mises en place n'empêchent pas les grands de la profession de travailler sur l'hypothèse catastrophique de 100 à 110 millions d'entrées cette année. Et certains, déjà, annoncent la disparition inéluctable d'un des trois grands circuits.

Pareille déconfiture a pris de court les pouvoirs publics. Mais le « plan d'urgence » élaboré à la hâte en décembre dernier est aujourd'hui bouclé. Les textes prévoyant facilités techniques et économiques en faveur de l'exploitation, de la distribution et de la production de films sont parus au *Journal officiel*. Des mesures à plus long terme ont été adoptées. Après le « bac cinéma », MM. François Létour et René Monory, respectivement ministres de la culture et de l'éducation nationale, ont prévu pour la prochaine rentrée scolaire le démarrage des premiers « classes cinéma ». Leur objectif ? Donner aux élèves une culture cinématographique, au travers d'une cinquantaine de grands classiques projetés dans le cadre des programmes scolaires, mais en salle ! La Fondation euro-

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

E.O.P.
Place : CHRISTIAN IVALDI
Violon : CHRISTIAN CRENNE
Alto : JACQUELINE STRASBURGER
Violoncelle : MANFRED STILZ
Contrabasse : SYLVAIN WIENER
Brahms - Schubert
J.-L. FOURNIER PRODUCTIONS
Clavier : THI KOOPMAN
Bach - Forqueray
DUPUY - CASANILLES
BUXTEHUDE

FLAINE MUSIQUE
présente
MARIE ATGER
soprano
AUGUSTIN DUMAY
violin
PHILHARMONIE CLASSIQUE POLONAISE
Dir. : LAURENT PETITGIRARD
DUPARC, WAGNER
CHAUSSON, BARTOK
SAINT-SAËNS
MOUSSORGSKI

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur musical
Daniel Barenboïm

26 mai
Peter Eötvös, direction
Chœurs de la BBC
John Poole, Chef de chœur
Maîtrise des Hauts-de-Seine
Francis Bardot, Chef de chœur
Mary Shearer, soprano
Benedicta Piccolini, mezzo-soprano
Peter Lindroos, ténor
Gregory Reinhart, basse
Byrd, Bruckner,
Amy, Missa cum Jubilo
(Création mondiale)
Commande de l'Etat
Avec le concours de la Fondation
TOTAL pour la Musique

CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE
SALLE CHOPIN-LEYEL 15H
27 mai
Philippe Aïche, violon
David Binder, alto
Jeanine Tétard, violoncelle
Georges Alirol, flûte
Simone Lagorce, harpe
Ibert, Debussy, Roussel

RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45630796

Festival de France
AU
THEATRE
DES CHAMPS ELYSEES

20H30

Mardi 17 et jeudi 19 mai
L'Opéra de Nantes
présente
Werther
Opéra de
Jules Massenet

Mardi 24 et jeudi 26 mai
L'Opéra de Montpellier
présente
Noces de Sang
Opéra de
Charles Chaynes
(Création à Paris)

Mercredi 18 mai
L'O.P.P.L.
présente en concert
L'Enfant et les Sortilèges
Fantaisie lyrique de
Maurice Ravel

Location ouverte au TCE
47203637 (14h - 18h)

PIANO
SAISON 88-89
Passionnement !

Mercredi 25 mai, 20 h 30
Récital
FISCHER
BEETHOVEN-SCHUBERT-SCHUMANN
Vendredi 3 juin, 20 h 30
Récital
PERLEMUTER
FAURÉ-DEBUSSY-RAVEL
Lundi 6 juin, 20 h 30
Récital
ARRAU
BEETHOVEN-LISTZ
Vendredi 17 juin, 20 h 30
Récital
BRENDEL
MOZART-BEETHOVEN-BRAHMS-LISTZ
Vendredi 24 juin, 20 h 30
Récital
ASHKENAZY
SCHUMANN-CHOPIN

Le Monde
PUBLIÉTÉ TOURISME-GASTRONOMIE
45-55-91-82, poste 4344

LE SINFONIETTA
ORCHESTRE RÉGIONAL DE PICARDIE
Direction : Alexandre MYRAT
CONCOURS DE RECRUTEMENT - JUIN 1988

Dimanche 12 - 1^{re} cor 1^{re} catégorie
Lundi 13 - 1^{er} cor 2^e catégorie
Dimanche 19 - 1^{er} hautbois 1^{re} catégorie
Lundi 20 - 1^{re} violoncelle 2^e catégorie
Dimanche 26 - 1^{er} violoncelle 1^{re} catégorie
Lundi 27 - 1^{er} violon 2^e catégorie

Cérémonie des inscriptions : dix jours avant chacun des concours. Période de fonction : 1^{er} septembre 1988.

SEPTEMBRE 1988
Lundi 5 - VIOLON SOLO
Date limite de dépôt des candidatures : le 10 août 1988.

Renseignements : LE SINFONIETTA
61, rue Saint-Paulien, 80000 AMIENS - Tél. 22-82-13-94

SCIENCES ET MEDECINE

La croissance au prix fort

L'hormone de croissance humaine synthétique va être commercialisée en France. Comment prescrire et rembourser ce médicament très coûteux ?

POUR la première fois en France, l'hormone de croissance humaine produite à partir des techniques de manipulations génétiques vient d'être autorisée à la commercialisation. L'autorisation de mise sur le marché a été accordée au groupe Sanofi. Il s'agit aussi du premier médicament issu des biotechnologies obtenu par une firme française.

Au-delà de la prouesse technique que constitue la production d'une hormone de croissance obtenue à partir de manipulations génétiques, cette décision soulève plusieurs questions, à la fois médicales, éthiques et économiques. La mise sur le marché d'une telle hormone illustre en d'autres termes et de manière très concrète à quel point les succès à venir des biotechnologies pourront, en médecine, poser de difficiles problèmes.

La recherche d'une stimulation de la croissance par voie médicamenteuse n'est pas une chose nouvelle. La découverte du système hormonal qui régit l'ensemble des mécanismes impliqués dans ce phénomène avait d'abord permis, dans les années 60, de proposer un traitement de certains cas de nanisme à partir d'une hormone de croissance naturelle. Celle-ci était extraite et purifiée à partir d'hypophyses (petite glande située à la base du cerveau) de cadavres humains. Il fallait alors en moyenne trente hypophyses humaines pour assurer le traitement d'un enfant pendant un an. L'avancée des biotechnologies et leur application permet aujourd'hui de mettre un terme à la situation de pénurie imposée par les difficultés techniques et les risques potentiels liés à l'hormone naturelle.

Dans les années 80, plusieurs grandes multinationales se sont lancées dans la course à la production industrielle par manipulations génétiques. En France, le groupe Sanofi déposait en 1987 sa demande d'autorisation de mise

sur le marché. Celle-ci vient d'être accordée. La même hormone humaine, produite par des techniques similaires et présentée de façon presque identique pourrait également recevoir la même autorisation, très prochainement (trois à quatre semaines), de mise sur le marché. Il s'agit de produits commercialisés par la multinationale suédoise Kabivitrum et la multinationale américaine Eli Lilly. D'autres autorisations pourraient ensuite être accordées (aux firmes Nordisk et Seroxo).

Ainsi, de la situation toute récente de pénurie on va rapidement passer à un afflux de produits similaires (il s'agit de l'exacte réplique de la molécule humaine composée de 191 acides aminés), avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer.

Conséquences commerciales d'abord, liées à une situation de

concurrence très vive sur un marché qui apparaît a priori comme très rentable. Médicales ensuite, puisqu'il s'agit, sous la pression des firmes productrices, de définir les indications exactes de cette hormone. Celle-ci n'est actuellement officiellement autorisée en France que dans un cas très précis, celui de nanisme ayant pour origine un déficit hormonal.

On indique toutefois, de bonne source, que d'autres indications seront prochainement accordées, comme par exemple pour l'un des effets d'une anomalie chromosomique ou syndrome de Turner. En réalité, la question actuelle est de savoir si l'on doit ou non prescrire cette substance chez les enfants de petite taille chez lesquels aucune pathologie n'a été décelée (nanisme idiopathique) et plus encore chez les enfants jugés (par les parents ou les pédiatres) de « courte taille ». (1) Seuls des travaux complémentaires sur une longue période permettront de définir à la fois l'efficacité exacte (et la totale innocuité) de cette hormone dans de telles indications. On parle aussi d'effets positifs potentiels contre les manifestations de la sénescence et de

risques d'utilisation à des fins de dopage sportif.

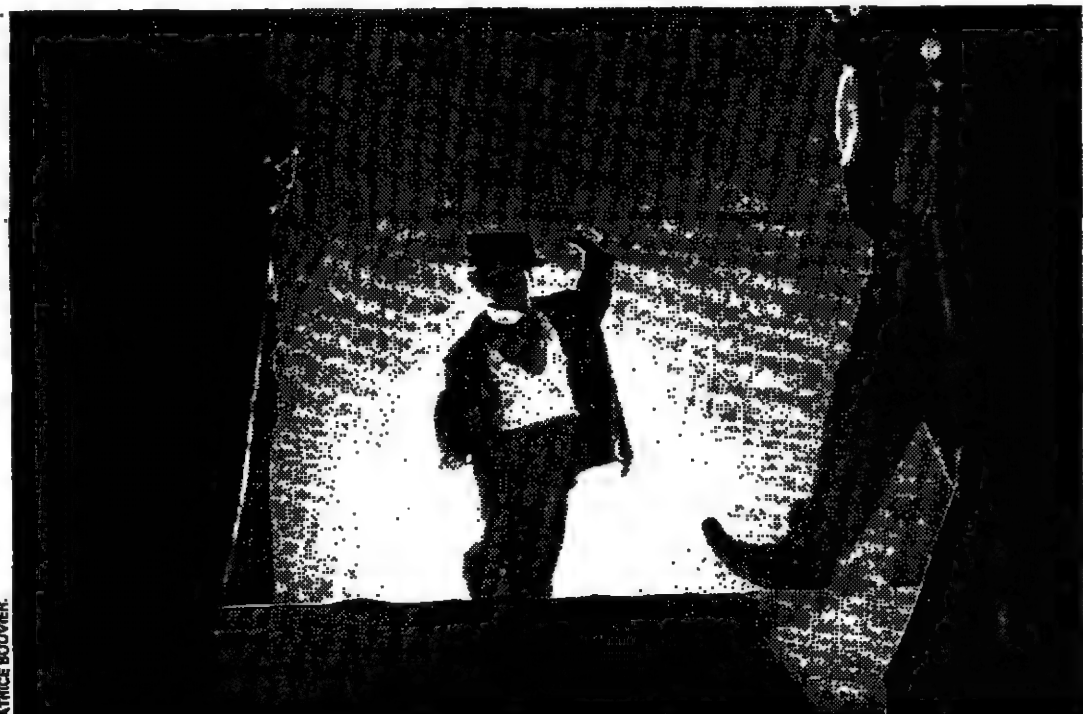
On est ainsi aujourd'hui dans une situation très délicate. L'autorisation de mise sur le marché accordée à la Sanofi (et celles qui viendront) pourrait en effet bouleverser le système de distribution. Celui-ci était jusqu'à présent très centralisé et assuré par la Pharmacie centrale des hôpitaux, en liaison étroite avec l'Association France-hypophyse.

Au terme d'une série de négociations associant des médecins spécialistes, des responsables de l'assurance maladie, de la Pharmacie centrale des hôpitaux et du ministère de la santé, plusieurs hypothèses ont été évoquées. L'une des questions posées est de savoir si l'on en viendra à dissocier l'acte de prescription médicale du remboursement par les caisses de Sécurité sociale.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 28.)

(1) L'hormone synthétique de croissance est actuellement administrée par voie injectable à raison de plusieurs injections par semaine durant plusieurs années.



FRANCK NOUCHI

LE SIDA DÉSTABILISE L'AFRIQUE

AUJOURD'HUI, tout laisse penser que la propagation de l'épidémie de SIDA aura, en Afrique, des conséquences dramatiques. Les docteurs Thomas Quinn (National Institute of Health), Jonathan Mann (Organisation mondiale de la santé), James Curran (Center for Disease Control, Atlanta) et Peter Piot (Institut de médecine tropicale d'Anvers) voyaient malheureusement juste quand ils affirmaient, en novembre 1986, dans l'hebdomadaire scientifique américain Science que « plusieurs millions d'Africains avaient été infectés par le virus du SIDA », ajoutant que, sur le continent noir, cette épidémie était devenue « un problème de santé publique majeur ».

C'est maintenant au tour des spécialistes de géopolitique de se pencher sur cette maladie. Et de prévoir qu'à terme la propagation de l'épidémie de SIDA pourrait avoir en Afrique des conséquences politiques considérables. La Revue internationale de défense publie, dans son numéro d'avril, un article fort documenté sur le pronostic sombre : « La dépopulation éventuelle de la majeure partie de l'Afrique noire (du fait du SIDA) aurait des conséquences incalculables sur le plan internationale ».

« Comblant le vide »

Rappelant que l'Afrique représente le plus grand réservoir du monde en ressources naturelles, aussi bien minérales que végétales, l'auteur de l'article, M. Al J. Venter, estime que « les gouvernements de plusieurs nations — dont l'Afrique du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde et l'URSS — suivent attentivement l'évolution de la dépopulation du continent africain, en vue de « combler le vide » qui résulterait de la disparition de 80 à 150 millions d'Africains au cours de la prochaine décennie ».

Sans céder au catastrophisme — ce qui pourrait être le

cas avec cet article, — une affirmation semble cependant avérée : « Dans plusieurs pays d'Afrique orientale ou centrale, notamment au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie, au Mozambique et au Zaïre, le SIDA affecte une bonne partie des classes dirigeantes et moyennes. » Selon cette revue internationale, les membres des forces armées zambiennes seraient séropositifs à 50 %.

Trop de femmes séropositives

Dans certains « points chauds » de l'Afrique, la situation politique pourrait évoluer à cause de l'épidémie. Ainsi, croit savoir l'auteur de l'article, Fidel Castro aurait l'intention de retirer ses troupes d'Angola parce qu'il accorde « la priorité à la survie de son peuple plutôt qu'à des considérations stratégiques, si l'infection continue de s'étendre à ses troupes ».

Si, actuellement, la population africaine ne cesse de croître (au Zaïre, par exemple, il y avait en 1987 31,8 millions d'habitants et les Nations unies prévoient qu'il y en aura 82 millions en 2020), le SIDA pourrait nettement infléchir cette croissance.

Etant donné le fort pourcentage de femmes séropositives dans les grandes villes d'Afrique noire — sans doute près de 10 % — le taux de fécondité, c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme, pourra-t-il longtemps se maintenir au niveau actuel ? Il est au Zaïre, par exemple, de 6,1.

On peut s'interroger de la même manière sur la mortalité infantile et la mortalité totale pour 1 000 habitants qui sont actuellement au Zaïre, respectivement, de 103 et de 15.

Même s'il est encore trop tôt pour affirmer que l'épidémie de SIDA va « dépeupler l'Afrique », il semble probable que l'épidémie bouleversera les données politiques sur le continent noir.

FRANCK NOUCHI.

Supraconducteurs : deux Grands sur le fil

Le Japon et les États-Unis se livrent la bataille technologique des nouveaux supraconducteurs. La France essaie de s'y mêler.

C'EST une bataille à l'échelle planétaire qui vient de commencer. Celle pour la maîtrise industrielle des supraconducteurs, ces matériaux qui présentent la particularité de laisser passer le courant électrique sans dissipation d'énergie. Là, ces capacités remarquables ne se manifestent généralement qu'à des températures très basses qui, hier encore, étaient celles de l'hélium liquide (-269°C). Cela n'a cependant pas empêché des industriels, comme par exemple Alstom et la CGE, de tirer leur épingle du jeu et de prendre une part d'un marché estimé à 300 millions de dollars en fabriquant de puissants aimants supraconducteurs destinés à la physique des hautes énergies, des éléments de machines tournantes (cryogénérateurs) et des transformateurs électriques grâce à la mise au point de fils supraconducteurs de niobium-titane et de niobium-étain.

Mais, depuis la découverte, en janvier 1986, par deux chercheurs du laboratoire de recherche IBM de Zurich, Georg Bednorz et Alex Müller, de supraconducteurs fonctionnant à haute température, le petit monde de la physique et de la

chimie s'est mis à bouillonner d'idées et se prend d'enthousiasme pour ces nouveaux matériaux. De fait, la température critique de ces nouveaux supraconducteurs à base d'oxydes de cuivre, de baryum ou d'yttrium et de lanthane, a gagné près d'un facteur quatre au moins d'un an, ouvrant ainsi la voie à de possibles applications fonctionnant cette fois à la température de l'azote liquide (-196°C, soit 77 kelvins), fluide économiquement plus abordable que l'hélium.

Certes, il ne faut guère se leurrer et imaginer que des trains à sustentation magnétique, des composants électroniques, des ordinateurs ultrarapides ou des machines tournantes très performantes (alternateurs, moteurs, etc.) fondées sur ce nouveau phénomène vont voir le jour rapidement. Ne serait-ce que parce qu'il faudra du temps pour mettre en œuvre et valoriser industriellement ces nouveaux produits ou ceux qui les supplacent.

Le passé témoigne de ces difficultés puisque quinze ans ont été nécessaires, reconnaît récemment le directeur de la division énergétique du laboratoire de recherche de la CGE, M. Ray-

mond Vic, « pour passer des premiers résultats de supraconductivité à 4,2 kelvins sur des échantillons de niobium-titane à la fabrication industrielle de fils électriques de ce type ». Patience donc.

Les progrès accomplis sur les supraconducteurs à haute température sont cependant si rapides que gouvernements et industriels de nombreux pays se sont lancés dans d'importants efforts de recherche et développement. Il ne se passe pas de mois sans que de nouveaux matériaux supraconducteurs offrant des températures d'utilisation sans cesse plus élevées soient annoncés. Dernier record en date : celui d'un composé mis au point par le centre de recherches d'IBM d'Almaden (Californie). Avec une température critique de 125 kelvins, ce mélange d'oxydes de thallium, de baryum, de calcium et de cuivre dépasse de 20 kelvins le précédent record, établi en janvier de cette année par une équipe japonaise de l'Institut national de recherche sur les métaux de Tsukuba (NIRIM), avec un composé à base d'oxydes de bismuth, de strontium, de calcium et de cuivre.

A quand, dans ces conditions, un composé stable qui soit supraconducteur à la température ambiante ? Dans l'état actuel des connaissances, rien ne s'y oppose théoriquement. C'est du moins ce qu'affirme l'ancien directeur du laboratoire de physique du solide

d'Orsay, M. Jacques Friedel, qui ajoute que « des progrès significatifs ne pourront se faire sans de bons programmes de recherche fondamentale ». « Le problème, dit-il avec Praveen Chaudhari, président de la commission gouvernementale américaine sur la supraconductivité, n'est pas d'empêcher la pêche à la ligne — un peu aveugle à laquelle se livrent actuellement les équipes de recherche du monde entier, — mais plutôt de leur dire dans quelles mares il faut aller pêcher ».

La cour des Grands

C'est la raison des formidables programmes de recherche et développement que les États-Unis et le Japon ont lancé pour la maîtrise de ces composés prometteurs. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1987, le budget fédéral américain a débloqué quelque 29 millions de dollars (162 millions de francs), dont 11,5 millions de dollars pour le seul département de la défense (DOD). Quant à la demande de crédits pour cette année, elle oscille autour d'une cinquantaine de millions de dollars pour la seule supraconductivité à haute température. Nul doute que ces chiffres augmentent encore l'an prochain si les promesses du président Reagan — 50 millions de dollars sur trois ans pour le DOD — sont tenues.

A cela s'ajoutent les efforts grandissants de l'industrie améri-

caine, « prise entre son traditionnel désir d'indépendance et un besoin ressenti de coordonner les efforts afin d'éviter les duplications ». Reste qu'entre soixante-quinze et cent chercheurs travaillant sur ce thème chez IBM, et qu'une quarantaine d'autres s'y intéressent chez ATT (1) : soit un peu plus de la moitié des effectifs de la recherche publique française mobilisée sur les « supras ». Que dire enfin, de la création au Texas, autour du professeur Paul Chu, père d'un de ces composés étonnants, de ce centre de recherche coopérative université-industrie (Texas Center for Superconductivity), pour lequel 27 millions de dollars ont déjà été trouvés.

Le Japon n'est pas absent de cette course aux budgets. Bien au contraire. En 1988, plus de 8 milliards de yens (environ 350 millions de francs) devraient être en effet distribués pour financer l'ensemble des recherches consacrées à la supraconductivité. La moitié de ces sommes devraient en principe payer les études sur les composés haute température soutenues par l'Agence pour la science et la technologie, le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), via sa filiale recherche (AIST), et le ministère de l'enseignement (2). L'autre moitié financerait la recherche, toujours active, sur les supraconducteurs classiques.

A cela s'ajoutent les formidables efforts consentis pour la création du

Centre international des technologies de la supraconductivité de Tokyo (ISTEC), qui financent quarante-quatre entreprises japonaises. Prix du ticket d'entrée : 4,5 millions de francs. Les frais de fonctionnement seront couverts par les industriels (600 000 F par compagnie et par année) et par le MITI, qui versera une contribution annuelle de 25 millions de francs. L'ouverture prévue de ce centre, qui devrait accroître la capacité de vigilance et d'évaluation japonaise en matière de supraconductivité, devrait en principe avoir lieu au mois d'octobre prochain.

De tels chiffres donnent un peu le vertige, et l'on peut se demander comment les petits pays européens vont pouvoir continuer à jouer dans la cour des grands. Que doivent-ils faire pour se maintenir à niveau, garder le contact avec les meilleurs et disposer d'un potentiel industriel suffisamment armé pour se lancer sans retard dans l'aventure si une voie prometteuse venait à s'ouvrir ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 29.)

(1) Rapport sur la supraconductivité : le point des recherches aux États-Unis (juin 1987). Ambassade de France à Washington.

(2) Rapport sur le développement récent des matériaux supraconducteurs au Japon (février 1988). Ambassade de France à Tokyo.

Les dentistes face au SIDA

Le dossier que nous avons consacré dans le Monde du 13 avril aux « dentistes face au SIDA », et notamment à ceux qui se disent « insuffisamment équipés pour soigner des séropositifs », nous a valu un certain nombre de réactions.

Nous publions ci-dessous intégralement la lettre que nous a adressée M. Pierre Chevalier, président de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN), qui était mise en cause dans ce dossier tant par l'un de ses adhérents (séropositif) que par nous-mêmes. Le docteur Pierre

Colombet, au nom de la Confédération nationale des syndicats dentaires, majoritaire en France avec 18 000 adhérents, prend, pour sa part, une position claire et vigoureuse, tout comme le docteur J. Lerays, président de l'ordre national des chirurgiens-dentistes, lequel, nous écrit-il, se « propose de faire dans le prochain Bulletin de l'ordre, une analyse des devoirs du chirurgien-dentiste face au malade atteint du SIDA, en prenant une position déontologique très claire qui amènerait le praticien, en cas de violation, à être sanctionné par notre juridiction professionnelle ».

Deux mises au point qui s'avèrent urgentes et salutaires si l'on en juge par l'éditorial paru en tête du dernier numéro (avril) de la revue du Syndicat des chirurgiens-dentistes de Paris et signé du docteur Jacques Donat, vice-président de ce syndicat, lequel est membre — non de la Confédération nationale, mais de la Fédération des chirurgiens-dentistes de France, qui compte un nombre fort heureusement moins important d'adhérents.

Dr E. L.

Correspondances

« La MGEN injustement agressée »

« Le Monde », daté du 13 avril 1988, a publié un article intitulé « Les dentistes face au SIDA ».

Dans cet article, la MGEN est mise en cause, à trois reprises (sur la base d'une relation signée d'un certain Michel F.), votre rédacteur estimant « notamment scandaleux que des centres mutualistes... puissent... prétendre qu'ils ne sont pas équipés pour soigner des séropositifs... » et jugeant « proprement consternant la raison professionnelle invoquée » pour justifier le refus des soins.

En réalité, ce qui est « proprement consternant », c'est que vous ayez publié cette lettre sans aucun contact préalable avec moi-même ou mes collaborateurs qua-

rités, à qui d'ailleurs M. Michel F. n'a pas cru devoir signaler les difficultés rencontrées par lui.

A partir de faits non établis, la MGEN, dont la position n'est pas forcément connue de tous, se trouve injustement agressée.

La MGEN ne pratique aucune exclusion ni aucune discrimination entre ses adhérents, qu'ils soient ou non séropositifs.

Des personnes séropositives — voire atteintes d'un SIDA déclaré — fréquentent, sans doute, les établissements de la MGEN. Mais le conseil d'administration l'ignore — et doit l'ignorer, — en vertu du secret médical. C'est pourquoi il fait prendre — partout et toujours, contre cette maladie et toutes les autres, transmissibles ou contagieuses — les précautions indispensables.

En particulier sont prises, en toutes circonstances, les mesures d'asepsie et d'hygiène prévues par les lois et règlements, la MGEN faisant encore plus et mieux lorsque l'exigent, au-delà de la simple sécurité, des considérations psychologiques.

PIERRE CHEVALIER,
président de la MGEN.

« Un comportement inadmissible »

Au nom de la Confédération nationale des syndicats dentaires qui regroupe 60 % des chirurgiens-dentistes libéraux, je condamne le comportement pratiquement inadmissible de certains praticiens. Nous rejoignons en cela la position très claire du docteur Jacques Lerays, président du Conseil national de l'ordre.

Condamner une attitude n'est pourtant pas, à nos yeux, suffisant. Ces comportements très minoritaires existent et ils sont explicables, mais il est réconfortant de savoir qu'un organisme comme la Confédération, représentative de praticiens adhérents volontaires, rejette cette attitude négative.

La Confédération ne s'est pas arrêtée aux prises de position, elle a réuni un groupe de travail qui lui a permis d'élaborer un dossier qui a été adressé le 3 mars, non seulement aux vingt-deux mille abonnés de notre hebdomadaire syndical « Le Chirurgien-Dentiste de France », mais également à tous les praticiens inscrits à l'ordre.

Je me permets de vous en adresser un exemplaire.

Nous avons simultanément créé un service « Information SIDA » qui nous a permis de répondre déjà à de multiples questions pratiques posées par nos confrères.

Par ailleurs, tant au sein de la Fédération dentaire internationale qu'au sein du groupe de travail de l'OMS, dont nous avons organisé une réunion à Paris en avril 1987, nous œuvrons pour une meilleure information des praticiens avec un triple objectif :

— Informer les praticiens sur la nature du SIDA et sur les moyens de prévention ;

— Apporter toutes les connaissances permettant un diagnostic des lésions buccales qui peuvent être des signes pathogénomiques du SIDA ;

— Informer et rassurer les patients d'une part en permettant aux sidéens et aux séropositifs d'avoir recours tout normalement aux soins bucco-dentaires, d'autre part en démontrant la fiabilité des mesures de prévention et de décontamination mises en œuvre dans notre exercice.

Dr PIERRE COLOMBET.

Celui qui les soigne...

Le docteur S. a trente-cinq ans. Un soir, un patient lui a annoncé qu'il était sidéatique. « Pour moi, et je le lui ai dit, il n'était en rien différent de mes autres patients, dont un sur dix, comme dans tout le pays, est porteur du virus de l'hépatite B. »

« Mais, ajoute-t-il, je lui ai expliqué les précautions que je prenais, qu'il devait prendre aussi, et que je souhaitais le voir régulièrement à la fin de mes consultations avant la désinfection totale, quotidienne, de mon cabinet. »

« Si des dentistes, ajoute le docteur S., prétendent qu'ils ne sont pas équipés pour soigner les séropositifs, cela signifie dans ce cas qu'ils ne sont pas équipés pour qui que ce soit d'autre et qu'ils constituent un danger public. »

« Les mesures d'hygiène que nous devons prendre sont le plus contraignantes pour le SIDA »

que pour tout le reste. Ce qui est regrettable, c'est qu'il n'existe actuellement aucun contrôle à ce sujet et que n'importe qui peut faire n'importe quoi... »

« J'ai, dans ma clientèle, nombre de séropositifs qui me signalent leur état. Si nous nous mettons à taxer ceux qui ont l'honnêteté intellectuelle de dire qu'ils sont porteurs du virus, nous allons à la catastrophe, car ils ne le diront plus et le risque de contamination deviendra beaucoup plus important. »

Comment le docteur S. explique-t-il alors tous les refus de soins qui nous sont signalés ? « C'est une réaction irrationnelle d'angoisse qui les anime, dit-il, et cette angoisse, je l'éprouve aussi. Mais personne ne m'a obligé à choisir ce métier, et ma conscience m'interdirait absolument d'en refuser les risques ou les contraintes. »

Dr E. L.

La mort pour 74,10 F

Voici l'éditorial de la revue syndicale des chirurgiens-dentistes de Paris dans lequel, au mois d'avril dernier, le vice-président du syndicat, M. Jacques Donat, ne cachait pas ses inquiétudes.

UNE publication distribuée à tous nos confrères par une organisation dont le but est la défense des intérêts moraux et matériels de notre profession étudie sous tous leurs aspects les moyens de protéger nos patients d'une éventuelle contamination par le SIDA. Mais à aucun moment il n'est question des dangers encourus par les praticiens eux-mêmes, du fait de dispenser des soins à des « sidéens ». On nous affirme que la transmission du SIDA au praticien pendant le traitement bucco-dentaire est considérée comme une éventualité théorique.

Autrement dit, en soignant des malades du SIDA nous faisons courir un risque mortel à nos

patients tout en ne risquant rien nous-mêmes. Et on nous parle d'éthique, de grands sentiments et d'humanisme, etc. N'avez-vous pas la désagréable impression d'être considérés comme des dévils profonds ? Et si dans nos hôpitaux se trouvaient déjà des confrères atteints par le virus du SIDA ?

Aussi, mes chers confrères, à moins d'avoir le goût du suicide, envoyez donc vos malades « sidéens » se faire soigner dans les services spécialisés que les pouvoirs publics, conscients de leurs responsabilités, se doivent de créer de toute urgence. Ils seront soignés dans les meilleures conditions possibles et dans un climat de sécurité que seul un milieu hospitalier peut garantir.

Ainsi vous sauvez votre peau et celle de vos malades sains, et tout le reste est billes.

La croissance au prix fort

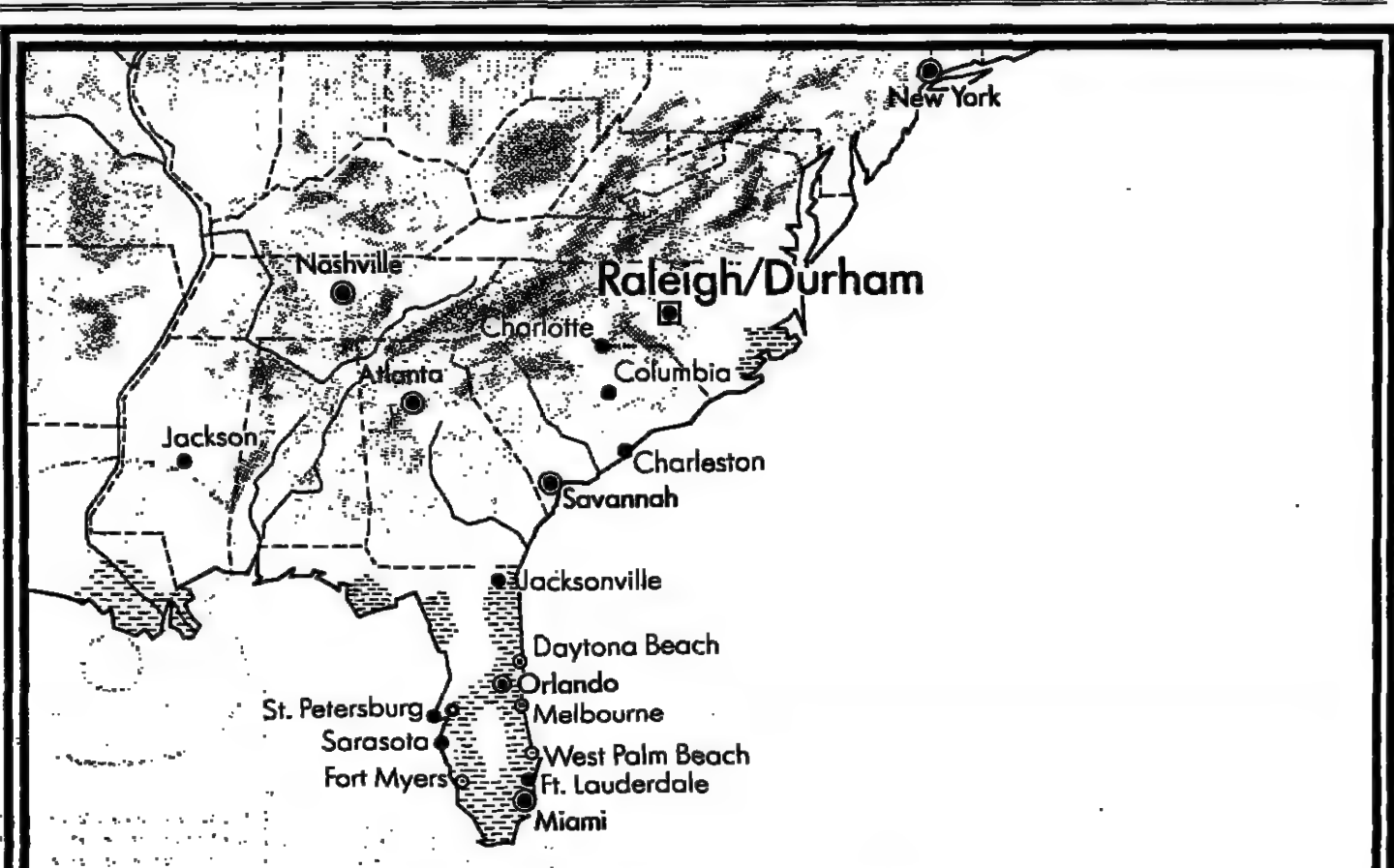
(Suite de la page 27.)

On indique au ministère de la santé que le projet qui sera très bientôt soumis à la signature des directeurs de la sécurité sociale des hôpitaux ainsi que de la pharmacie et du médicament consistera, tout en respectant la liberté de prescription des médecins, à faire étudier chaque dossier de malade par des groupes d'experts médicaux (nationaux ou départementaux) et par une « commission nationale de répartition » de cette substance. Celle-ci serait ensuite délivrée de manière nominative par la Pharmacie centrale des hôpitaux. Le remboursement du médicament (le coût du traitement est actuellement estimé à environ 50 000 francs par an et par personne) serait ainsi directement pris à tout coup en charge par les caisses de Sécurité sociale.

L'avantage d'un tel système serait de prévenir tout risque de

dérèglement dans les indications et dans les prescriptions médicales. A l'heure actuelle, le diagnostic de nanisme par déficit hormonal impose d'ailleurs une série d'examen sophistiqués en milieu hospitalier. Le vrai problème se posera inévitablement avec l'élargissement des indications médicales d'un tel médicament (nanisme sans cause hormonale apparente, certaines manifestations de la sénescence, « petites tailles », etc.). En restera-t-on alors à un système centralisé ? Prendra-t-on au contraire le risque d'assouplir ce système ? Que se passerait-il si demain des parents cherchaient à tout prix à faire grandir leur enfant un peu plus que ne le lui permettrait son patrimoine génétique, tout en acceptant de ne pas bénéficier du remboursement par la collectivité ?

JEAN-YVES NAU.



LE 27 MAI, PARIS SE RAPPROCHE DU SUD-EST DES USA. ET ÇA N'A RIEN A VOIR AVEC LA DÉRIVE DES CONTINENTS.

Le 27 mai 1988, American Airlines ouvre un vol quotidien et sans escale entre Paris-Orly et Raleigh/Durham.

C'est-à-dire qu'à partir du 27 mai, American Airlines vous permet de gagner le Sud-Est des États-Unis plus facilement que vous ne l'avez jamais fait.

A partir de Raleigh/Durham, nous assurons 147 vols par jour vers 56 destinations (certaines correspondances étant desservies avec notre partenaire American Eagle). Et si c'est la Floride qui vous tente plus particulièrement, nous y desservons 11 villes, dont Orlando, le fief du « Disneyworld ».

A Raleigh/Durham, les formalités ne sont plus

un problème. Nous y avons notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Alors, si vous allez dans le Sud-Est des États-Unis, passez par Raleigh/Durham.

Reservations et informations : Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.



American Airlines

DOB NEEDHAM

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE
Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanoi - La bataille navale

JEUX

36.15 LE MONDE

SECTEURS DE POINTE

L'avion sans piste

Le « convertible » permettra de décoller comme un hélicoptère et de voler comme un avion

DÉCOLLER comme un hélicoptère et voler comme un avion. Le rêve ! Eh bien, ce rêve devient réalité. Aux États-Unis d'abord, où on a construit par le fabricant d'hélicoptères Bell, a déjà volé huit cents heures et fait mille cinq cents conversions (passage du mode hélicoptère au mode avion). Il va être suivi en juin ou juillet d'un prototype de convertible militaire, le V-22, pour lequel le Pentagone a déjà pris mille deux cents options, principalement pour des missions de surveillance et de lutte contre les sous-marins. En Europe ensuite, si se concrétise le projet Eurofar, l'un des gros articles du programme Euréka, actuellement en phase d'études (marché, comportement du rotor, matériaux à utiliser, qualité de vol...). Cette phase s'achèvera le 1^{er} janvier 1991. Si une suite est donnée — c'est-à-dire si un financement est trouvé —, un prototype de démonstration pourrait voler en 1992 et conduire en 1998 à des appareils de série.

Eurofar (European future advanced rotorcraft) est un projet que six sociétés européennes, Aérospatiale (France), Agusta et Aeritalia (Italie), MBB (RFA), Casa (Espagne) et Westland (Grande-Bretagne), ont présenté dans le cadre d'Euréka et qui a reçu le feu vert du Conseil des ministres européens en septembre 1987. Le coût des études a été chiffré à 31,6 millions d'ECU — moitié pour les gouvernements, moitié pour les industriels. Les travaux s'orientent vers un convertible pouvant transporter une trentaine de passagers. Ce qui permettrait à l'Europe de l'aéronautique de ne pas trop prendre de retard sur ses concurrents américains. On s'attend en effet à ce que Bell

dérive, vers 1996, de son X-22 militaire un appareil civil d'une capacité de quarante-cinq ou cinquante places. D'où le choix du créneau inférieur pour Eurofar.

Le convertible projeté se présente comme un petit avion d'affaires à hélices, avec deux moteurs en bout d'ailes. Mais au décollage, ces moteurs actionnent des pales d'hélicoptère. Après le décollage, l'arbre des pales s'incline progressivement et prend une position horizontale, les pales servant alors d'hélices. La portance est assurée par les ailes, et le fait que les pales n'aient plus qu'à fournir la force propulsive permet d'atteindre des vitesses de l'ordre de 600 kilomètres à l'heure, alors que les hélicoptères plafonnent vers 300 kilomètres à l'heure, tout en réduisant notablement la consommation de carburant.

L'approvisionnement des plates-formes

Les utilisations concevables sont nombreuses. La principale est sans doute la desserte de villes moyennes, dont la population ne justifie pas une infrastructure aéroportuaire. Le convertible décollerait d'un « convertiport », qui peut se réduire à une zone de 30 mètres sur 30 mètres, et rejoindrait un aéroport pour assurer les correspondances. Volant à 600 kilomètres à l'heure et pouvant parcourir jusqu'à mille kilomètres, le convertible assurerait ainsi la desserte de vastes zones.

Le convertible peut aussi « rapprocher » les aéroports des centres des grandes villes. Une autre utilisation qui paraît prometteuse est l'approvisionnement des plates-formes pétrolières. Par rapport à l'hélicoptère, l'avantage spécifique du convertible est ici une plus

grande capacité de charge au décollage. En effet, s'il part d'un aéroport, il peut incliner ses pales et rouler sur une centaine de mètres, pour décoller en profitant de la vitesse ainsi acquise, d'une manière intermédiaire entre hélicoptère et avion. Cela double la charge qu'il peut emporter.

président du groupe industriel de définition d'Eurofar, veut faire passer dans les faits. Son dossier est déjà bien étoffé. Mais de là à convaincre tous les sceptiques... Même parmi ses collègues de l'établissement de Marignane, certains sont moins enthousiastes que lui. Et une fois les ingénieurs gagnés, il

Ils ont réfléchi évidemment depuis longtemps. Bell a fait voler le convertible XV-3 dès 1948. Cela avait permis de démontrer la stabilité du vol pendant l'inclinaison du rotor. Il y a eu ensuite divers essais, dont un d'Aérospatiale qui a étudié la conversion à la soufflerie de Modane. Mais les idées simples

grande part du bruit et des vibrations d'un hélicoptère. La conversion en mode avion réduit ces nuisances.

Le dessin des pales doit être modifié par rapport à un hélicoptère. Cela pourrait faire problème pour des pales métalliques, mais les matériaux composites — déjà utilisés pour certains hélicoptères comme le Puma — résolvent les difficultés. Un des points encore en étude est le nombre des pales par rotor. Trois est *a priori* un bon chiffre, mais il pourrait monter à quatre ou cinq.

La plus grande difficulté est de prouver la sécurité d'un appareil de principe nouveau. Les essais ont démontré que le convertible peut voler. Ils ont de plus mis en évidence l'existence d'un vaste « couloir » de conversion. Pour chaque inclinaison du rotor, entre la vitesse au-dessous de laquelle le convertible « décroche » et celle où la fatigue des pales pourrait à la longue entraîner leur dégradation, l'intervalle est plus que suffisant pour permettre toutes les évolutions nécessaires. L'appareil projeté est bimoteur, mais un arbre latéral relie les deux pales, ce qui permet de voler sur un seul moteur, à vitesse et altitude réduites. Comme pour un hélicoptère, en cas de panne complète, les forces aérodynamiques ramènent les pales à l'horizontale. Et la descente se fait en autorotation. Et, au cas où un blocage empêcherait ce retour à la configuration hélicoptère, le convertible se pose comme un avion, les pales heurtant le sol et étant alors détruites. Les ingénieurs ont même pensé à choisir le bon sens de rotation des pales, pour que les fragments partent vers l'extérieur et ne viennent pas endommager le fuselage. Les responsables de l'aviation civile, de qui dépendra la certification des appareils, auraient certainement posé cette question vicieuse. Et ils en auront bien d'autres à poser.

MAURICE ARVONNY.



D'autres usages préférentiels des convertibles sont les missions de recherche et de sauvetage, plus généralement de protection civile, pour lesquelles la vitesse du convertible est un avantage important. Les évaluations faites pour Eurofar conduisent à un marché potentiel de neuf cents appareils, ce qui suffirait largement à rentabiliser l'appareil. Et bien entendu, en évolution inverse de celle des États-Unis, des convertibles militaires pourraient voir le jour après les appareils civils.

Le silence des pales

L'idée de base du convertible est remarquablement simple. Tout enfant qui découvre les machines volantes remarque la similitude entre les pales d'un hélicoptère et l'hélice d'un avion. Il n'a pas besoin d'être un génie pour imaginer que, si l'on adjoignait des ailes à un hélicoptère et si l'on faisait basculer l'axe du rotor, on obtiendrait un avion. Pourquoi les ingénieurs n'y ont-ils jamais pensé ?

cachent souvent des difficultés considérables.

Les pales d'un hélicoptère ne fonctionnent pas vraiment comme les hélices d'un avion. L'angle d'attaque des pales doit changer au cours de la rotation : pour équilibrer les portances, la pale qui recule doit être plus inclinée que celle qui avance. Cette évolution, que les spécialistes de l'hélicoptère appellent le « cyclique », rend plus complexe l'articulation des pales. Dans le cas du convertible, il faut annuler progressivement le cyclique au cours de la conversion, ce qui complique les mécanismes. Mais des solutions techniques ont été trouvées. Il est à noter que le cyclique est à l'origine d'une

Deux Grands sur le fil

(Suite de la page 27.)

Le problème n'est pas simple. La France, pour sa part, y a répondu en réservant, dès l'année dernière, une somme d'une trentaine de millions destinée à financer une série de contrats de deux ans.

La formule a remporté un grand succès puisque quarante-six dossiers, représentant une demande d'aide de 84 millions de francs, sont parvenus au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur (MRES). Huit d'entre eux, d'une valeur de 22,6 millions de francs, financés par le Fonds de la recherche et de la technologie et par le budget annexe des PTT (ex-filière électronique), ont été retenus à la fin de l'année dernière. Trois sont relatifs à des travaux de recherche fondamentale et cinq autres à des programmes associant étroitement les intérêts des laboratoires universitaires et ceux des industriels (3).

Dix millions de francs supplémentaires devraient être prochainement distribués pour soutenir quatre ou cinq nouveaux contrats, dont un passé entre l'Aérospatiale et le laboratoire de chimie de Bordeaux. Au total, quelque 50 millions de francs seront donc consacrés à la supraconductivité à haute température, dans la mesure où les industriels ont l'obligation d'investir sur leurs fonds propres une somme équivalente à celle qui leur

a été fournie par les pouvoirs publics. Ce coup de pouce donné aux recherches, auquel s'ajoutent les efforts consentis par les grands organismes (8 millions de francs pour le CNRS, 4 millions pour les universités, 8 millions pour la défense, 7 millions pour le CEA, quelques millions pour l'ANVAR), devrait permettre aux Français de garder le contact.

Reste que les chercheurs français trouvent que, si l'effort financier consenti par le ministère de l'enseignement japonais (22,5 millions de francs pour trente équipes) n'est pas très nettement supérieur à celui effectué en France par le ministère de la recherche, il est en revanche — ce qui n'est pas le cas chez nous — dirigé principalement vers les laboratoires universitaires ou les instituts nationaux à des fins de recherche fondamentale. « Les Japonais, affirme un rapport récent destiné au ministère des affaires étrangères, ne semblent pas obnubilés par les problèmes d'application. Ils travaillent dans le but de découvrir de nouveaux matériaux, d'améliorer ceux existant (fabrication de monocristaux et de films supraconducteurs) et de comprendre l'origine de la supraconductivité. »

Les États-Unis paraissent suivre une politique identique, comme en témoigne la découverte toute

récente par les Bell Labs d'un nouveau supraconducteur de température critique peu élevée (29,8 kelvins), dans la composition duquel n'entre que du baryum, du potassium et du bismuth, mais pas un seul atome de cuivre ! Découverte originale, qui intrigue le petit monde des expérimentateurs et des théoriciens et montre la vacuité de la recherche fondamentale américaine. En France, certains regrettent que nous n'ayons pas une démarche analogue laissant plus de liberté de mouvement à la recherche pure, et que les contrats passés par le MRES aillent à 70 % à l'industrie. Un effort ne pourrait-il être fait pour contrebalancer cette tendance, en même temps qu'une réflexion sur la recherche en matière de supraconductivité ?

« A vouloir trop bien faire... »

Sans doute. D'autant que, comme le font remarquer les Américains, « la recherche sur les supraconducteurs à haute température n'est pas encore très chère ». M. Friedel s'est d'ailleurs fait l'apôtre d'une telle démarche en rappelant que l'on manquait de jeunes chercheurs, et que « nous n'avons pas réussi, sauf peut-être pendant les six premiers mois de la révolution supraconductrice, à garder une certaine cohérence aux travaux de recherche et à éviter que chaque laboratoire ne se concentre sur son coin ». Des remarques que le directeur du programme interdisciplinaire du CNRS sur les matériaux, M. Jean Hanus, ne désavoue pas en reconnaissant que, « à vouloir trop bien faire, on était peut-être allé trop vite », et qu'une grande réunion en mai pourrait améliorer cette délicate situation de non-communication entre les laboratoires de recherche, tout en veillant à ce que le couplage avec l'industrie soit bon. Faute de quoi, remarque un chercheur, « nous risquons de voir les Japonais et les Américains, moins individualistes peut-être, gagner ensemble là où nous perdrons tout seuls ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(3) Participent à ces contrats : CGE, Rhône-Poulenc, Thomson, Pechiney, Saint-Gobain, Bull et Téliémécanique pour les industriels, et des laboratoires de recherche d'Orsay, de Strasbourg, de Grenoble, de Caen, de Paris et de Limoges.

GRAIN A GRAIN

LES supraconducteurs à haute température sont des sortes de céramiques formées de grains cristallins à l'intérieur desquels le courant électrique ne circule bien que dans certaines directions. Il existe en effet des plans conducteurs dans le cristal, mais le passage du courant perpendiculairement à ces plans est moins aisé. D'autre part, le passage du courant d'un grain à un autre ne se fait pas facilement, ce qui pose un problème pour les applications futures. Pour transmettre des courants importants, il faudrait que tous les cristaux soient orientés dans le même sens. Les travaux actuels portent sur la possibilité d'orienter effectivement les cristaux et

d'améliorer la transmission au joint de grain.

Toutefois, certains laboratoires sont parvenus à faire transiter des courants relativement importants dans des couches minces monocristallines, créées par épitaxie sur un substrat de structure cristalline voisine. Ce qui ouvre des perspectives en microélectronique, mais est encore insuffisant pour des applications dans les domaines de l'électrotechnique. Cela explique la nécessité de mener des travaux sur le sujet via les physico-chimistes et les chimistes, et de lancer parallèlement chez les industriels des études sur le développement et l'adaptation de nouveaux procédés de préparation de ces matériaux.

Le Monde
dossiers et documents

MAI



LS voulaient changer la vie. Vingt ans après, c'est déjà de l'histoire, avec ses deux composantes, les événements et les significations profondes de cette révolte, brève, violente, qui a marqué toute une génération. Les signes avant-coureurs existaient. Nous les avons recherchés dans nos archives : projets de réforme (d'ici) d'un enseignement contesté, affirmation du marxisme social, agitation étudiante dans le monde, émergence de maîtres à penser. Le mai des étudiants, celui des lycéens aussi, fut relayé par le mai des ouvriers. La grève générale déboucha sur les accords de Grenelle : conquêtes matérielles comme l'augmentation du SMIC, conquêtes qualitatives aussi comme la reconnaissance du droit syndical.

Le pouvoir était dans la rue : le pouvoir fut face à la rue. Fin juin, le pour du déclin et de la « chance » conduisit à l'élection d'une Assemblée dominée par la droite. Mais les retombées réelles sont toujours plus lentes : nouveaux rapports entre maîtres et élèves, entre parents et enfants, reconnaissance des marginalités, affirmations du féminisme et des femmes en général dans le monde du travail, sexualité et paroles libérées. De la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse en 1974 aux lois Auroux de 1982 sur l'expression des salariés, de l'abolissement de l'âge de la majorité en 1974 à la loi de 1982 sur l'indépendance de l'audiovisuel, il a bien fallu vingt ans pour prendre l'exacte mesure de ce qui fut mai 68.

maîtres et élèves, entre parents et enfants, reconnaissance des marginalités, affirmations du féminisme et des femmes en général dans le monde du travail, sexualité et paroles libérées. De la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse en 1974 aux lois Auroux de 1982 sur l'expression des salariés, de l'abolissement de l'âge de la majorité en 1974 à la loi de 1982 sur l'indépendance de l'audiovisuel, il a bien fallu vingt ans pour prendre l'exacte mesure de ce qui fut mai 68.

UN DOSSIER SPÉCIAL 12 PAGES EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO
LE DERNIER ÉTAT DU MONDE
Quatre pages indispensables pour réviser le bac
Les chiffres les plus traités, les données les plus récentes sur l'économie mondiale, les relations internationales et les grands problèmes du programme de baccalauréat (France, Japon...)
Le « plus » qui fera la différence

DOSSIERS ET DOCUMENTS — MAI 88
France métropolitaine uniquement
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Localité : _____
Nbre d'exemplaires : X 16 F (frain de port inclus)
TOTAL : _____ F
A renvoyer avec votre règlement à :
Le Monde, Service de la vente au numéro
7, rue des Italiens, 75009 PARIS

Economie

SOMMAIRE

■ La sidérurgie japonaise a obtenu des bons résultats en 1987 mais elle est de plus en plus talonnée par les producteurs sud-coréens (lire page 42). ■ La Compagnie financière de Suez devrait procéder à des augmentations de capital réservées à certains grands actionnaires du groupe (lire ci-dessous). ■ La politique d'aménagement du temps de travail du gouvernement Chirac qui avait provoqué les réserves du président Mitterrand n'a suscité que très peu d'accords au sein des entreprises (lire page 42). ■ Les chauffeurs routiers français ont répondu à la grève d'obstruction des marins britanniques à Douvres par un blocage du port de Calais (lire page 42).

Création d'une société commune avec les Ivoiriens

La nouvelle stratégie africaine de la pharmacie française

ABIDJAN
de notre envoyé spécial

Le projet est certes modeste, mais il a le mérite d'être concret. M. Pierre Calus, responsable pour le Proche-Orient et l'Afrique de Rhône-Poulenc-Santé en présentant Cipharm, la première unité de conditionnement ivoirienne de médicaments. « D'ailleurs, si nous ne l'avions pas réalisé, un autre l'aurait fait à notre place » poursuit-il avant de justifier la participation de deux autres laboratoires (Sanofi et Roussel Uclaf) à cette réalisation et surtout avant d'expliquer sa nouvelle stratégie africaine.

Le danger est venu du Canada en 1985 où un groupe d'investisseurs était sur le point de conclure un accord avec les autorités de Côte d'Ivoire pour la construction d'une telle usine. L'apprentissage, les dirigeants de Rhône-Poulenc, leader sur le marché pharmaceutique du pays, décident de contourner le plus rapidement possible l'opération. Ils exhortent alors un projet élaboré au début des années 60. A l'époque, le gouvernement ivoirien avait prévu la création d'une société d'économie mixte regroupant une dizaine de laboratoires européens pour la réalisation d'un centre de fabrication de

médicaments. Mais jugée trop onéreuse et surtout peu rentable, aucune suite ne sera donnée à l'étude.

En 1985, les grandes lignes sont reprises et adaptées à une taille plus réduite. Plus question de participation de l'Etat, à laquelle se substituent la plupart des pharmaciens privés du pays. D'autre part, le nombre de partenaires européens est ramené à trois exclusivement français. Ensemble ils détiennent la majorité du capital (52%) mais Rhône-Poulenc-Santé assure la direction des opérations avec 26% des parts. Les deux autres groupes, Roussel et Sanofi, entrent chacun à hauteur de 13%. Les 48% restant sont entre les mains du corps pharmaceutique ivoirien.

Un marché de 2 milliards de francs

Une fois le tour de table bouclé et le financement trouvé, aisément puisque l'investissement ne dépasse pas les 36 millions de francs, il faudra quinze mois au lieu de dix-huit pour bâtir l'usine à Cocody près d'Abidjan.

Depuis le début du mois, y sont fabriqués des antipaludéens des trois marques de l'aspirine, et 260 millions de comprimés sortent chaque

année. L'objectif est de réaliser un chiffre d'affaires de 25 millions de francs et de représenter ainsi dans un premier temps 5% de la consommation de médicaments de Côte d'Ivoire. En cas de réussite, d'autres produits pourront être fabriqués, ce qui nécessitera l'agrandissement du site.

Cette nouvelle stratégie d'implantation sur le continent africain nécessite un transfert de savoir-faire à grande échelle. Les quatre pays d'Afrique d'expression française représentent un marché de 2 milliards de francs de médicaments par an. A population quasi égale, la France dépense vingt-deux fois plus pour se soigner (45 milliards de francs). D'autre part, la croissance annuelle qui avait été longtemps à deux chiffres en Afrique est tombée à 3% en 1987. A cela s'ajoute les inévitables problèmes de rentabilité.

Finalement, la solution retenue par les trois firmes est de privilégier un partenariat avec des investisseurs privés locaux dans des pays à forte demande tout en restant majoritaires. Sans pour autant arriver toujours unies. Outre la Côte d'Ivoire, premier marché d'Afrique (579 millions de francs) Rhône-Poulenc-Santé affirme sa présence au Sénégal en reprenant progressivement la majorité du capital que le groupe ouest-allemand Boehringer Ingelheim détenait dans la Sipoa, une usine locale de fabrication de produits pharmaceutiques. En parallèle, le groupe nationalisé négocie avec le gouvernement du Cameroun la création d'un centre de conditionnement plus important qu'en Côte d'Ivoire. Le coût avoisinerait les 50 millions de francs.

Roussel-Uclaf tout comme Sanofi ont également quelques intentions dans ces pays mais qui seraient pour l'instant moins avancées. La filiale d'Elf-Aquitaine envisagerait également de produire au Mali des médicaments dans une usine pour l'instant tenue par des Chinois. Ces derniers, déjà présents en Guinée et au Congo, représentent, avec les pays de l'Est, une concurrence potentielle dangereuse. D'où cette réaction française.

DOMINIQUE GALLOIS.

Au lendemain de la réélection de M. Mitterrand

Hausse de 1,31 % de la Bourse de Paris

Curieuse ambiance, le lundi 9 mai, à la Bourse au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand. Même si le verdict des urnes était jugé « sans surprise » et qualifié même par certains de « non événement », une satisfaction se mêlait à une pointe de déception.

Satisfaction, car pour la première fois, la Bourse ne s'est pas trompée sur le nom du vainqueur. Elle n'a donc pas baissé au lendemain des résultats, contrairement aux années précédentes, en particulier 1981, où elle avait donné pour gagnant... le perdant. « Nous avons compris que les jeux étaient faits au lendemain du premier tour », reconnaissait un gérant qui, pour se réconforter, affirmait que les Français n'ont pas voté pour « un président de gauche, mais pour un rassembleur ».

Satisfaction également chez les investisseurs étrangers, pour qui cette réélection n'entraînera aucune modification de la politique économique française à l'approche de l'échéance européenne de 1993. A sept ans d'écart le même élu conduit à des réactions totalement opposées. Finie la grande peur de 1981 qui rendit incrotables les valeurs pendant plusieurs semaines par afflux d'ordres de vente. Au contraire, lundi, une frénésie d'achat s'est emparée

des intervenants. Elle portait alors sur les belles valeurs à la cote. L'indice instantané gagnait jusqu'à 2,35% en fin de matinée avant de revenir à 0,7% durant une grande partie de la séance officielle et de clôturer sur une avance de 1,31%. Dans le même temps, le franc demeurait ferme et le MATIF (marché à terme des instruments financiers) plutôt calme malgré les tensions à la hausse observées sur les taux d'intérêts américains et allemands.

Pointe de déception cependant chez des opérateurs français craignant que des mesures fiscales ne ralentissent les velléités de reprise des marchés financiers, à commencer par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes. Et d'y ajouter la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale qui perturberait la vie économique pendant plusieurs mois. « Plus que tout nous détestons l'incertitude électorale », répétait à qui voulait l'entendre un banquier, qui ne cachait pas ses préférences pour M. Chirac. « Moi aussi je suis de droite, et donc déçu, confiait un jeune gérant. Mais après tout, nous ne nous sommes jamais aussi bien portés que sous un gouvernement de gauche... »

D. G.

La réunion mensuelle des gouverneurs de banques centrales

Les perspectives économiques mondiales sont « bien meilleures » que prévu

Les gouverneurs des banques centrales, réunis lundi 9 mai à Bâle, pour leur rencontre mensuelle, ont évoqué les risques d'une renaissance de l'inflation. Préoccupation significative : au cours des derniers mois, leurs conversations avaient porté sur les dangers de récession pour l'économie mondiale.

« Il est trop tôt pour dire que nous sommes inquiets devant les risques d'inflation », déclarait l'un des gouverneurs. Il n'y a pas de signes de tendance inflationniste

perceptibles partout, mais nous voyons maintenant l'inflation se profiler comme une possibilité, par contraste avec la situation qui a prévalu ces derniers mois, où le problème était le danger de récession ».

Dans l'ensemble, les gouverneurs des banques centrales ont estimé que « les perspectives de l'économie mondiale sont bien meilleures que l'on ne s'y attendait il y a quelques mois ».

(AFP).

La concentration dans les services informatiques

Cap Gemini Sogeti passe par Volmac pour viser Semacap

Les grandes manœuvres s'intensifient dans les sociétés de services informatiques (SSI). Cap Gemini Sogeti, numéro un français et européen de la profession et Volmac Software Group, premier aux Pays-Bas, ont décidé de s'échanger une part de leurs actions.

Cap va entrer à hauteur de 5 P dans le capital du groupe Volmac qui lui-même prendra 5% de celui de Cap Gemini Sogeti. Cet accord s'inscrit dans le cadre des concentrations et des rachats qui se multiplient dans ce secteur. Mais son intérêt indirect est très précis.

Il y a un mois, Cap Gemini Sogeti a joué en effet les trouble-fête lors des épousailles entre le français Sema-Matra (groupe Paribas) et le britannique Cap Group. Ces deux SSI avaient annoncé leur fusion au sein d'une nouvelle entité Semacap, qui doit se hisser à la seconde place en Europe. Or, quelques jours plus tard, Cap Gemini « ramassait » en bourse des actions de Cap Group. De fil en aiguille, elle détiendrait ainsi quelques 11,27% de Semacap dont le principal actionnaire est Paribas (37,40%).

L'intrusion de Cap Gemini-Sogeti ne fut guère du goût des dirigeants de Semacap qui s'empres-sèrent de prendre des garanties auprès de leurs actionnaires. Devant les analystes financiers, ils affirmaient le 28 avril que leur capital était « verrouillé » (Le Monde du 29 avril). Mais ils n'avaient pas imaginé l'accord croisé annoncé aujourd'hui entre Cap Gemini Sogeti et Volmac... actionnaire à 4,90% de leur entreprise. A elles deux, ces deux entreprises détiendraient donc 16,17% au moins de Semacap...

Après une augmentation des fonds propres

Plus de 50 % du capital de Suez sera détenu par un groupe d'actionnaires stable

La Compagnie financière de Suez, qui avait déjà levé en avril 4,8 milliards de francs par émission d'obligations convertibles en actions, envisage de procéder à une nouvelle série d'opérations qui devraient lui procurer plus de 3 milliards de francs de fonds propres supplémentaires. Ce nouvel appel de fonds devrait permettre à la Compagnie de régler définitivement ses parts dans la Société générale de Belgique : le prix total payé par le groupe Suez s'étant finalement élevé à 6,8 milliards. Ces opérations sont également l'occasion d'une simplification des structures de la compagnie privatisée et d'un renforcement du groupe des actionnaires stables.

Afin, donc, de renforcer les fonds propres de la Compagnie, plusieurs opérations vont être proposées à l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin, à indiqué lundi 9 mai à Paris M. Renaud de La Genière, le président de Suez. Tout d'abord, la Compagnie devrait procéder à des augmentations de capital réservées à certains grands actionnaires du groupe, anciens ou nouveaux, pour un total de 1,8 milliard de francs. Parmi les actionnaires concernés, M. de La Genière a cité (pour 400 millions de francs au maximum), la Compagnie de Saint-Gobain (300 millions), le groupe BSN (200 millions), une filiale de la Banque Indosuez (300 millions),

le groupe américain Stephens (300 millions) et le groupe australien Elders (100 millions).

A côté de ces augmentations de capital réservées, des grands investisseurs institutionnels seraient appelés à entrer dans le capital de Suez International, actuellement détenu à 100% par la Compagnie financière. Ils apporteraient environ 1 milliard de francs. Enfin, l'absorption par la Compagnie de quatre de ses filiales, des sociétés de portefeuille intermédiaires, contribuerait à un renforcement supplémentaire des fonds propres de la compagnie de 300 millions de francs.

Huit milliards de francs mobilisés

Afin de permettre aux autres actionnaires de la Compagnie d'être associés aux augmentations de capital réservées, M. de La Genière a indiqué qu'il sera procédé à une distribution gratuite de bons de souscription d'actions. Ceux-ci ouvriront à leurs porteurs la possibilité d'acquiescer des actions de Suez aux mêmes conditions de prix que les grands actionnaires, et ce pendant une période de deux ans.

Indépendamment de cette dernière opération, Suez aura ainsi mobilisé en quelques mois près de 8 milliards de francs. Ces fonds sont

destinés non seulement à financer l'acquisition de 20% du capital de la Société générale de Belgique, mais également d'autres affaires. Suez va porter de 3,8% à 4,8% sa participation dans le capital de la Compagnie de Saint-Gobain (300 millions) et renforcer les fonds propres de la Banque Indosuez (pour 300 millions).

Mais l'ensemble de ces opérations, pour lesquelles les appels au marché n'ont joué qu'un faible rôle, permettent aussi un considérable renforcement du noyau dur de la Compagnie. « Le groupe d'actionnaires stables avoisinera 50% du capital », a précisé, M. de La Genière. Les huit plus grands actionnaires en détiennent en fait plus de 30% : Saint-Gobain et l'UAP avec chacun 4,5%, Elf, la Société générale de Belgique et le groupe Victoire entre 4% et 4,5% chacun, Pernod-Ricard, Exor et le groupe du Crédit agricole avec 3% chacune environ.

Bien que les données consolidées du groupe ne soient pas encore disponibles, le président de Suez a néanmoins indiqué que le résultat net consolidé après provisions et impôts du groupe devrait finalement atteindre pour 1987 2,2 milliard de francs (contre 2,371 milliards en 1986).

E. I.

Ecartant la solution finlandaise

Les pouvoirs publics ont autorisé la reprise du groupe papetier Stracel par un norvégien

Dernière décision industrielle du gouvernement de Jacques Chirac : le choix fait par le ministère de l'Economie et des Finances de « privilégier la solution norvégienne » pour la reprise de Stracel, le groupe papetier alsacien (ex-Cellulose de Strasbourg). Deux solutions étaient en présence, l'une proposée par le groupe papetier norvégien Norske Skogindustrier (NSI), l'autre par la Finlandais United Paper Mills (UPM). Un rapport du directeur général de l'Industrie, M. Jean-François Saglio, remis vendredi 6 mai, a conclu à « l'incompatibilité » d'une solution mixte.

La prise de contrôle de Stracel était la condition mise par les deux groupes pour l'exécution d'importants investissements papetiers (5 milliards de francs pour NSI et 5,5 milliards pour UPM) dans l'est de la France.

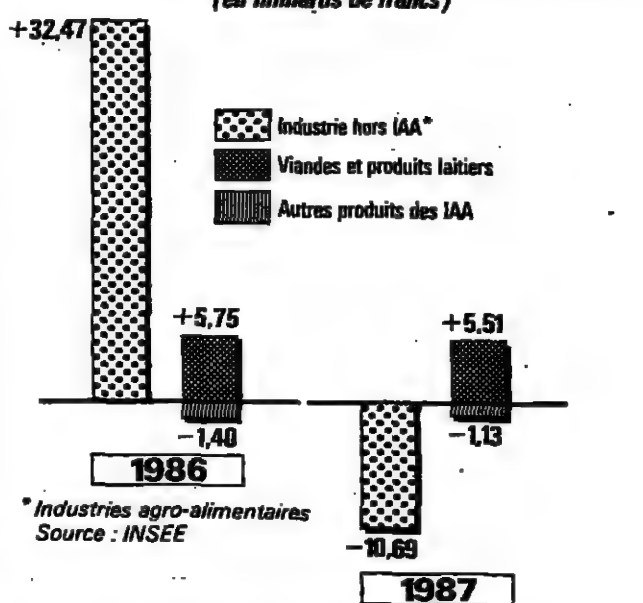
NSI vient donc de recevoir l'autorisation des pouvoirs publics d'acquiescer une « participation ma-

joritaire » dans le capital de la Société S-AP-C, qui détient 44% du capital de Stracel. S-AP-C était jusqu'à présent contrôlée par Béghin-Say, du groupe Ferruzzi. Il reste à NSI, pour être majoritaire dans Stracel, à acheter encore un peu plus de 6% des parts.

NSI s'est jusqu'ici heurté à l'hostilité des 441 seigneurs qui détiennent, avec sept cadres, 50,05% de Stracel, le reste étant entre les mains de banques. Le conseil d'administration, avait affirmé, il y a quelques semaines, sa préférence pour le projet finlandais, qui se concentrait sur le site strasbourgeois, alors que NSI répartit ses investissements entre Golbey (dans les Vosges, près d'Epinal) et Strasbourg. Les seigneurs devraient se réunir le 20 mai pour décider de leur attitude. NSI rappelle qu'il souhaite que les seigneurs et les banques « restent dans le capital de Stracel et, partant, soient associés à la réalisation de l'ensemble de l'opération ».

La bonne santé des industries agro-alimentaires

SOLDE DU COMMERCE EXTÉRIEUR CAF/FAB (en milliards de francs)



Les premiers résultats publiés le 9 mai par l'INSEE sur les comptes des industries agricoles et alimentaires (IAA) en 1987 font apparaître une grande stabilité au regard de l'exercice précédent. La croissance de la production est restée très modérée (+1,1%), possédée essentiellement par les industries de la viande et du lait, et par les livraisons importantes aux IAA de produits végétaux de l'agriculture (+7%). Parallèlement, la consommation des ménages s'est accrue de 2% en 1987, tandis que les exportations demeurent soutenues. L'excédent du commerce extérieur s'est ainsi stabilisé l'an passé à 4,38 milliards de francs contre 4,35 milliards de francs en 1986.

Les entreprises du secteur ont enregistré une augmentation de 19% de leur excédent brut d'exploitation, leurs investissements progressant en valeur de 12,3%. L'INSEE constate qu'en 1987 les IAA ont réalisé un effort d'investissement « supérieur à celui de l'industrie manufacturière, contrairement à l'année précédente ». Après deux années consécutives de baisse, due à l'insaturation des quotas laitiers, les effectifs employés par l'industrie agro-alimentaire se sont stabilisés (-0,1%). Une analyse des consommations par branche montre que les ménages ont plébiscité les conserves (+4,8%), celles de poisson principalement, et les produits issus du grain (+5%), comme les biscuits et les biscottes. La consommation de pain et de pâtisserie artisanale a, en revanche, diminué de 2,2% en 1987.

HÔTEL DU RHÔNE GENEVE

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
2 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, quai Turrettini Tel. 41/22/31 98 31
T. 22/23 HRNO CH Fax 22 45 58

مركزنا من الأهل

Économie

Le trafic sur la Manche est quasiment interrompu par le blocus des camionneurs à Douvres et à Calais

La situation était confuse le mardi matin 10 mai, dans les ports français de la Manche perturbés par la grève des marins des car-ferries britanniques. Exaspérés par les délais d'attente pour franchir le Channel entre la Grande-Bretagne et le continent, une centaine de chauffeurs-routiers de plusieurs nationalités bloquent depuis dimanche soir le terminal de Calais, principal port de voyageurs et d'embarquement de camions sur le continent. Le mouvement s'est étendu à Dunkerque lundi soir.

Ces protestations sont provoquées par la grève des marins de la compagnie britannique P and O commencée au début février à laquelle se sont joints par solidarité les équipages de la Sealink britannique.

L'armement naval SNCF (branche française de la Sealink) avait proposé aux routiers des solutions temporaires pour désengorger partiellement Calais mais elles ont été refusées par les chauffeurs routiers.

A Boulogne-sur-Mer, où seuls fonctionnent les aéroglisseurs (5 fois par jour) la situation est quasiment catastrophique car plus aucun car-ferrie ne fonctionne depuis début février pour la P and O, depuis le 28 avril pour la Sealink.

C'est à Douvres, premier port européen pour le trafic de passagers et de camions que la situation est la plus inextricable. Le gouvernement de M^{re} Thatcher semble toujours résolu à ne pas intervenir dans le conflit entre le syndicat des marins et la compagnie privée P and O.

« Mettre à genoux » le syndicat

LONDRES
de notre correspondant

Le trafic maritime trans-Manche était presque entièrement paralysé le mardi 10 mai. Plusieurs dizaines de routiers britanniques ont en effet bloqué dans la journée de lundi avec leurs camions les accès du port de Douvres, imitant leurs collègues, qui avaient fait de même à Calais dans la nuit de dimanche à lundi. Environ six cents camions étaient ainsi parqués mardi matin sur deux files sur l'autoroute M 20, qui mène à Londres.

L'événement marque un nouveau rebondissement dans le conflit qui oppose depuis trois mois et demi le Syndicat des marins à la compagnie P and O à propos d'une réorganisation radicale des horaires de travail. Furieux, selon l'expression d'un d'entre eux, d'être ballotés « comme un ballon de football » entre les marins et P and O, les routiers ont décidé à leur tour de se faire entendre. Certains ont dû à plusieurs reprises ces dernières semaines attendre vingt-quatre à quarante-huit heures pour pouvoir franchir la Manche.

La situation s'était détériorée pour eux le 26 avril lorsque P and O, dirigé par un patron de choc, proche de M^{re} Thatcher, et décidé à en finir, avait licencié sept cent cinquante grévistes. Le Syndicat des marins - le NUS - avait répliqué par une fuite en avant en bloquant les ferries de la Sealink, la compa-

gnie rivale de P and O, qui est administrée conjointement par la SNCF et les Chemins de fer britanniques.

Les quatre ferries de la Sealink sous pavillon français continuent à fonctionner, à la différence des quatre britanniques. Or les routiers, se plaignent du comportement de cette société qui, selon eux, aurait systématiquement préféré embarquer des autocars de touristes et des voitures individuelles plutôt que des camions de marchandises. Une grande partie des bénéfices des compagnies assurant la liaison trans-Manche provient en effet des boutiques hors taxes installées à bord des navires. Un autocar rempli de touristes est évidemment plus rentable qu'un camion avec son unique chauffeur...

Le chaos est donc désormais total et ce conflit social est hautement caractéristique de la « nouvelle mentalité » qui imprègne les relations de travail dans la Grande-Bretagne et M^{re} Thatcher. Le gouvernement se garde en effet d'intervenir. Un débat aux Communes demandé par les travaillistes était prévu pour mercredi mais on cherchait en vain, depuis trois mois et demi, une démarche quelconque du ministre des transports M. Paul Channon.

Texte corporatiste

Les protagonistes sont cependant à l'évidence incapables de trouver une solution eux-mêmes. La réaction d'exaspération des routiers est un geste corporatiste de plus dans un

conflit qui n'en a pas été avarié. L'attitude provocatrice de la compagnie P and O, la fierté ombrageuse des marins et maintenant la colère des routiers, ont abouti sous l'œil indifférent du gouvernement conservateur, à créer une situation inextricable.

Une des absurdités de ce conflit est que le Syndicat des marins, qui n'avait pas trop à se plaindre de la compagnie Sealink (laquelle même traditionnellement une politique « sociale » a mis cette dernière dans une position très difficile. Des négociations devaient reprendre mardi matin entre le syndicat et la Sealink. La compagnie serait prête à embaucher 450 des 750 marins licenciés par P and O pour fait de grève.

P and O est décidé de son côté à « mettre à genoux » le Syndicat des marins et dispose des réserves financières nécessaires pour mener le combat jusqu'au bout. Ceci explique probablement l'attitude passive du gouvernement qui ne verrait pas un mauvais œil la puissance syndicale abaissée davantage en Grande-Bretagne après les échecs successifs des dernières années des mineurs et des typographes.

Le blocage de Douvres et de Calais par les routiers risque cependant, pour la première fois depuis le début du mouvement d'obliger le cabinet conservateur à assumer quelques-unes des responsabilités d'un gouvernement, même ultra-libéral, ne peut totalement échapper.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Peu d'accords de branches, peu d'innovations d'entreprises

Un bilan de l'aménagement du temps de travail

Sujet de polémique entre la droite et la gauche, l'aménagement du temps de travail ne fait pas vraiment recette. Six branches professionnelles seulement - loin d'être les plus importantes - ont signé un accord depuis l'entrée en vigueur de la « loi Séguin » du 19 juin 1987. Cinq plus de sept cents entreprises, pour l'année 1987, et environ deux cents au cours des neuf derniers mois, ont pu conclure des arrangements avec les syndicats. On est loin de l'engagement attendu.

Moins d'un an après l'entrée en application de la réforme législative réclamée à grands cris par une large partie du patronat, le bilan est modeste. Six branches professionnelles seulement ont signé un accord après la loi du 19 juin 1987 : le commerce de détail, les magasins de distribution et les commerces d'alimentation, le gardiennage, les salaisons et charcuteries en gros (1) et, plus récemment, les hôtels-café-restaurants.

Sur les 5 762 accords d'entreprise conclus en 1987, 2 150 ont certes porté sur le temps de travail, mais les deux tiers d'entre eux ne modifient que les calendriers ou déterminent les ponts et les jours fériés. Restent donc environ 700 accords consacrés au seul aménagement du temps de travail, dont une minorité (116) s'accompagne d'une réduction du temps de travail.

Depuis la promulgation de la « loi Séguin », qui autorise la négociation d'entreprise sur ces sujets, les résultats ne sont pas beaucoup plus probants. On compte 200 accords qui utilisent les dispositions dérogatoires et se limitent à des usages simples, bien que certains des possibilités offertes. Ces textes, dans 22 % des cas, prévoient une modulation des horaires. Ils permettent à 13 % le travail de nuit des femmes, envisagent à 6,5 % le recours à des cycles de travail, établissent à 5,4 % des repos compensateurs et imaginent, à 2,3 %, le travail intermittent. La flexibilité ou la souplesse, dont les entreprises disaient avoir tellement besoin, ne se retrouvent pas totalement dans les règles adoptées, sauf peut-être pour ce qui est de l'adaptation à la saisonnalité des activités.

Par exemple, les équipes de suppléance, pour le travail en fin de semaine, se développent peu. De même, le mouvement vers la multiplication des équipes ou en faveur de l'allongement de la durée d'utilisa-

tion des équipements demeure timide. Si la modulation des horaires - qui permet de faire varier le temps de travail par semaine pour une moyenne de trente-neuf heures sur la période - l'emporte donc, encore faut-il constater que la tendance n'est pas aux fortes amplitudes. Aucune entreprise n'a demandé à pouvoir faire effectuer plus de quarante-quatre heures, alors que la loi le permettait à certaines conditions.

Pas d'innovation

Quand ils optent pour des accords qui évitent le paiement des heures supplémentaires ou l'attribution automatique d'un repos compensateur (mais qui doivent comporter une compensation à la modulation des horaires), les employeurs et les syndicalistes ne recherchent pas l'innovation. Quelquefois, il arrive que « la compensation au choix » n'existe même pas, les partenaires admettant l'abandon d'une quelconque contrepartie « compte tenu de la situation économique de l'entreprise », observent-on au ministère des affaires sociales. Sinon, la réduction du temps de travail vient largement en tête, mais sous forme de congés supplémentaires ou de ponts. Loin derrière, arrivent les compensations financières ou les facilités accordées pour la formation.

A peu près tous les secteurs de l'économie sont représentés parmi les signataires, avec un petit avantage pour les industries textiles et celles de la métallurgie. Quelle que soit leur opposition de principe, selon les confédérations, les sections syndicales d'entreprise ont globalement adopté une attitude identique. La CGT a approuvé 39 % des accords, la CFDT, 41 %, la CGC, 37 %, Force ouvrière, 35 %.

Ces succès mitigés se retrouvent chez M. Séguin qui, récemment encore, notamment dans une interview au *Nouvel Economiste*, attribuant le manque d'engagement au blocage longtemps maintenu par les socialistes qui a amené les employeurs, soit à anticiper par des accords illégaux, soit à imposer des pratiques irrégulières. Selon cet argument, la loi serait venue trop tard pour officialiser ce qui se faisait déjà sur le terrain...

Le raisonnement serait juste si, par le passé, de pareilles découve-

nues ne s'étaient déjà produites. M. Jean Auroux a connu une semblable mésaventure quand il avait favorisé, le premier, la modulation des horaires. Peu d'accords furent alors signés et les dispositions égales peu utilisées, tandis que, au même moment, apparaissaient les prémices du débat sur la flexibilité. M. Delebarre, avec sa loi du 28 février 1986, n'eut pas plus de chance.

Jugé timoré par le patronat et officiellement critiqué par le CNPF, le texte fut boudé dès son adoption parce qu'il obligeait à la négociation de branche professionnelle. Seules les puissantes fédérations de la métallurgie (UIMM) et des travaux publics (FNTF) s'en saisirent à l'époque. Mais un fossé subsiste. La gauche et les organisations syndicales continuent de préférer la négociation de branche. La droite et le patronat privilégient toujours la négociation d'entreprise.

Les syndicats en opposition

M. François Périgot, président du CNPF, qui lança l'appel aux chefs d'entreprise le 11 septembre 1987, dans les colonnes du *Monde* « à engager sans tarder » des négociations n'a manifestement pas été entendu. La démonstration par l'urgence ou le besoin fait encore défaut. A l'inverse, les syndicats, à commencer par la CGT, entretiennent un climat d'opposition. Ainsi la CGT a-t-elle porté devant le tribunal de grande instance de Paris son refus de l'accord signé le 17 juillet 1986 entre l'UIMM et les Fédérations CGC et FO, dont elle demande l'annulation pour « illégalité ». Le jugement, qui devrait intervenir le 26 avril, a été reporté. De son côté, la fédération textile-habillement-CGT proteste contre la façon dont s'engagent les discussions sur l'aménagement du temps de travail. La fédération unifiée des industries chimiques (FUCI) dénonce le « coup de force » de la CGT, qui a empêché « physiquement » une réunion avec la chambre patronale du papier-carton.

Le CNPF assure que huit branches professionnelles ont actuellement en discussion, et que douze autres s'apprêtent à le faire. Le ministère des affaires sociales est, lui, plus prudent. Trois négociations de branches sont vraiment en cours pour le bâtiment (modulation des horaires), le textile (travail de nuit des femmes) et les commerces en gros de vins et spiritueux. Quatre autres sont « enclenchées », qui concernent l'industrie laitière, le caoutchouc, le nettoyage des locaux et le papier carton. Trois dernières, enfin, sont prévues mais différées en l'attente d'un accord sur d'autres points dans l'habillement, le bois et les garages.

En tout état de cause, on est bien loin du raz de marée escompté. Quand on se souvient des heures passées à l'Assemblée nationale puis au Sénat par M. Delebarre et ensuite par M. Séguin, il y a de quoi rester perplexe. L'aménagement du temps de travail avait pourtant provoqué l'un des accrochages majeurs entre le président de la République et le gouvernement de M. Jacques Chirac...

ALAIN LEBEAUE.

(1) L'accord dans les salaisons et les charcuteries en gros prévoyait le travail de nuit des femmes. Le ministère des affaires sociales a accepté l'extension de l'accord, sauf sur ce point précis. Le travail de nuit des femmes n'était pas justifié par des raisons économiques et sociales, comme le réclame la loi. Mais, pour tenir compte d'obligations techniques - la chaleur, la conservation - un décret autoriserait des dérogations pour une certaine nombre de jours par an.

La grève continue à la SNECMA

La grève continue dans les trois centres de la SNECMA de Gennevilliers, Villaroche et Corbeil, après sept semaines de conflit.

La direction ne propose toujours que des augmentations générales de salaires de 1 % au 1^{er} mars et de 1,1 % au 1^{er} novembre, et des hausses « individuelles » représentant 1,7 % en masse, dont 0,7 % consacrés aux jeunes et aux bas salaires. Cependant, la prime uniforme de 1 400 francs prévue serait versée mensuellement (comme l'indemnité de 1 500 francs) et pourrait être intégrée dans le salaire de base (à raison d'un douzième mensuel) à partir du 1^{er} janvier 1989. D'autre part, les non-cadres pourraient bénéficier du même régime de prévoyance que les cadres. Les heures de grève ne seraient pas payées (sauf par récupération des samedis) mais ne seraient pas décomptées pour les congés payés et le treizième mois ; il n'y aurait pas de sanctions pour faits liés à la grève.

Une manifestation de blocage du périphérique était organisée mardi à Paris à l'initiative de la CGT et des grévistes de Gennevilliers.

PHILIPPE PONS.

ETRANGER

Bonne année 1987 pour l'acier en Extrême-Orient

La sidérurgie Sud-Coréenne à la poursuite de son modèle japonais

TOKYO
De notre correspondant

Contre toute attente, la production nipponne d'acier est en augmentation : elle a atteint 102 millions de tonnes au cours de l'année fiscale 1987, qui s'est achevée le 31 mars, dépassant les prévisions (96,3 millions) et les sidérurgistes annoncent des bénéfices juste un an après avoir enregistré de lourdes pertes. En Corée, Pohang Iron and Steel (Posco), le premier producteur, qui vient de fêter son vingtième anniversaire,

cours des sept prochaines années, le géant Nippon Steel compte-t-il réduire de 80 à 90 % la part de l'acier dans son chiffre d'affaires et si en 1988 la tendance semble devoir se poursuivre pour le marché de l'électronique et des communications (le *Monde* du 2 février).

La meilleure production - on pensait au début de l'année dernière qu'elle se situerait désormais en deçà des 100 millions de tonnes - ne remet pas en cause les nouvelles orientations des sidérurgistes même si en 1988 la tendance semble devoir se poursuivre pour la seconde année consécutive, la production

actuelle est un phénomène passager et, s'attendant à la poursuite de l'apparition du yen, ils tablent sur la réduction de la production d'acier au Japon (90 millions de tonnes en 1990).

Objectif 20 millions de tonnes

Les Coréens, en revanche, misent sur une croissance de leur production. Pour eux, la sidérurgie n'est pas un secteur en perte de vitesse. Posco a toujours pour ambition de devenir au début des années 1990 l'un des premiers producteurs mondiaux d'acier, derrière Nippon Steel. L'année dernière, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 4 milliards de dollars et des bénéfices de 93 millions (soit une augmentation de 37 % par rapport à 1986). Sa production s'élève actuellement à 11 millions de tonnes, soit 80 % de la production nationale.

L'année dernière, Posco a ouvert une nouvelle aciérie à Kwangyang, au sud de la péninsule, faisant passer à près de 17,5 millions de tonnes la capacité de production coréenne. La mise en service, en août, d'un second haut fourneau à Kwangyang, puis d'un troisième au début de la prochaine décennie, dotera la Corée d'une capacité de production de plus de 20 millions de tonnes, soit presque celle de Nippon Steel à la même époque.

Posco anticipe une croissance importante de la demande interne (26 millions de tonnes au début des années 1990, selon les estimations du ministère du commerce et de l'industrie). Actuellement, le marché intérieur absorbe 80 % de sa production. Les sidérurgistes coréens comptent également sur une expansion des exportations notamment à destination de la Chine. Séoul et Pékin s'entrevoient certes pas de relations diploma-

tiques mais leurs échanges commerciaux ne cessent de croître (2 milliards de dollars selon des estimations non officielles). La Chine pourrait devenir un fournisseur et un client de Posco, qui prospecte également des marchés en Europe de l'Est, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

Le premier sidérurgiste coréen a de sérieux avantages sur ses concurrents en matière de coût de production : au cours du premier trimestre, il a mis sur le marché de l'acier à 320 dollars la tonne, un prix inférieur à celui de Taiwan (385 dollars), ou des Etats-Unis (435 dollars) et la moitié de celui des Japonais (638 dollars).

Malgré son succès et des perspectives très favorables, le premier sidérurgiste coréen se trouve toutefois à la croisée des chemins. Tout d'abord, sur le plan de l'organisation interne de l'entreprise : Posco, qui fut créé en 1968 à la suite de la décision (critiquée notamment par la Banque mondiale) du président Park Chung-Hee de doter un pays sans matière première qui n'avait alors ni technologies, ni expérience, d'une industrie lourde, est en cours de privatisation. Le gouvernement vient de mettre en vente 31 millions d'actions, soit 35 %, de celles qu'il possède. Ces actions sont réparties entre les 19 000 employés (qui ont bénéficié d'un prix préférentiel) et des personnes privées. Les 30 % restant appartenant à des banques. L'entreprise sera cotée en Bourse en juin.

Le problème du financement

Ensuite, Posco doit tenir compte d'un climat social qui est en train de changer en raison de l'apparition de syndicats revendicatifs ; d'une évolution rapide des technologies de

production aux Etats-Unis et au Japon ; enfin, de conditions de crédit et de financement qui seront moins favorables, d'abord en raison de la tendance générale mais aussi parce que l'entreprise, en grande partie privatisée, ne se trouvera plus sous une protection de l'Etat aussi active que par le passé. Dernier élément qui n'est pas des moindres, l'homme qui est à l'origine du succès de Posco, M. Park Tae-Joon, un ancien général qui, il y a vingt ans, reçut l'ordre du président de créer une industrie sidérurgique en Corée et l'exécuta, doit en quitter la direction.

Avant de se retirer, M. Park entend fixer les grandes orientations de l'avenir. Le marché chinois et d'éventuels accords de coopération avec le grand voisin d'abord. Songer aussi, à l'instar des Japonais, à diversifier sa production afin de ne pas dépendre uniquement de l'acier. Mais se pose alors un autre problème : celui des financements nécessaires à une telle diversification. Posco doit emprunter 2,5 milliards de dollars pour financer ses nouvelles aciéries de Kwangyang tout en remboursant 1,2 milliard de dette déjà contractée.

En 1987, Posco emprunta 2,9 milliards de dollars sur le marché financier international dont il a remboursé 1,7 milliard. Privatisée, l'entreprise devra, en outre, payer des dividendes à des actionnaires alors que son objectif, jusqu'à présent, a été plus de contribuer au développement national qu'à maximiser ses profits.

L'entreprise se trouve aussi dans la situation de la bicyclette : elle doit aller de l'avant. Il est vrai que toute l'expansion économique de la Corée s'étant faite selon le même schéma, Posco n'est pas dans une situation plus délicate que la plupart des grands groupes du pays.

Marchés financiers

Projet de rapprochement des Bourses de Marseille et de Lyon

Un rapprochement est à l'étude entre les places financières de Marseille et de Lyon, cette dernière s'étant adjugée depuis 1983, grâce à l'expansion de son « second marché », le titre de première Bourse de province par le montant des échanges et le total de la capitalisation des sociétés cotées. La première réunion de travail aura lieu mercredi 11 mai à Paris.

La Société générale consolide son « noyau dur »

La Société générale a indiqué que sa filiale à 100 %, la société Généfiance, holding regroupant les participations financières et bancaires du groupe, avait acquis 5,1 % du capital de la Société générale. Privatisée au cours de l'été 1987, le quatrième groupe français conforte ainsi, par un mécanisme d'autocontrôle, la maîtrise de son actionnariat.

En présentant, le 12 avril, les résultats de la banque, M. Marc Vienot, son président, avait précisé la géographie d'alors de son actionnariat. Les membres du groupe d'actionnaires stables — désignés par M. Balladur lors de la privatisation — avaient porté leur participation initiale de 20 % à 28,8 % par ramassage de titres sur le marché. Deux nouveaux investisseurs français (qui ont toujours refusé de se révéler) avaient acquis 1,5 % des actions.

Le nouveau « noyau dur » d'actionnaires possédait ainsi 30,3 % du capital. Si l'on y ajoute les 5,5 % d'actions détenues par les salariés du groupe, les 5,1 % de Généfiance et les 3,8 % d'actions que l'Etat a toujours en main en vue des distributions gratuites, ce sont au total presque 45 % des actions qui sont en « mains sûres ». Le risque d'OPA est faible. On peut d'ailleurs relever que 15 % environ du capital de la Société générale est, directement ou indirectement, détenu par l'Etat : les 3,8 % d'actions destinées aux distributions gratuites et les 12 % détenues par des entreprises toujours nationales (AGF, Rhône-Poulenc, GAN...).

Il semble qu'une fusion puisse intervenir rapidement peut-être d'ici à la fin de l'année 1988, qui doit voir installer à Lyon le système CAC (Cotation assistée en continu) par informatique. Dans cette perspective, la Bourse de Lyon souhaitait de longue date remédier au déséquilibre patent entre son marché officiel et le second marché, jugé plus sensible aux aléas conjoncturels et qui l'avait rejoint par sa capitalisation.

En mars, le marché marseillais a enregistré mensuellement à vu réaliser un total de transactions de 53 millions de francs et le marché au comptant 12,8 millions. Pour avril, à Lyon, le montant des transactions à règlement mensuel atteignait 110,2 millions et celui du comptant 92,4 millions. A rapprocher ses deux chiffres, on ne peut que constater la fusion des deux places contribuerait à obtenir une taille critique en Europe du Sud, où bon nombre d'opérateurs lyonnais souhaitent jouer les premiers rôles.

G. B.

Euris a porté son capital à 1 milliard de francs

Un an après sa création, la société de portefeuille Euris, qu'anime M. Jean-Charles Naouri, a indiqué que, à l'issue d'une augmentation de capital, celui-ci avait été porté de 665 millions de francs à 1 milliard.

Cette opération conforte le réseau d'alliances européennes d'Euris, grâce à la présence dans le capital des groupes espagnol (March), italien (De Benedetti) et britannique (Maxwell et Schroders). Parmi les investissements réalisés au cours de la première année écoulée, le communiqué évoque l'IDF (Institut de développement industriel, 5,2 % du capital) et Imetal (13 % du capital). Diverses filiales ont été créées, notamment Euriscom (pour les prises de participation dans le secteur de la communication) et Euris UK (pour les activités sur le territoire britannique).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Sigle social : 22, rue Pasquier 75008 Paris

L'assemblée générale extraordinaire et ordinaire des actionnaires est convoquée pour :
le 25 mai 1988 à 11 heures
dans les locaux de l'Association française des banques
17, rue Lafayette, Paris 9^e

L'avis de réunion valant avis de convocation est paru au BALO du 7 avril 1988.

Les documents préparatoires à cette assemblée sont adressés aux actionnaires domiciliés par la société.

Ces mêmes documents peuvent être demandés au siège social par les propriétaires d'actions au porteur qui justifient de cette qualité en joignant à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte et constatant l'immobilisation de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance auprès de la société. Ce formulaire régularisé devra parvenir au siège social au plus tard le 20 mai 1988.

SHELL FRANÇAISE

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIÉE PAR SHELL PETROLEUM NV

A la date du 8 avril 1988, une filiale de Shell Petroleum NV, l'une des sociétés holdings principales du Groupe Royal Dutch-Shell a acheté 424.181 actions Shell Française. A la suite de cet achat, la participation de Shell Petroleum NV et de ses filiales représente 99,998 % du capital de Shell Française. En conséquence, Shell Petroleum NV propose aux actionnaires de Shell Française de racheter l'intégralité des 38.873 titres restant sur le marché par le biais de la procédure d'Offre Publique d'Achat Simplifiée, au cours de 135 francs par action. Ce cours, égal à la valeur nominale de l'action et compte tenu de la situation difficile du raffinage en France, se compare avantageusement aux capitaux propres de la Société tels qu'ils apparaissent dans les comptes de 1987 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire : 94 francs par action. Cette offre est valable du 28 avril 1988 au 27 mai 1988.

Nota : La note d'information relative à la présente offre publique d'achat simplifiée a été reçue le 11 mai 1988-132 du 22 avril 1988 de la Commission des Opérations de Bourse.



Le Monde

IMMOBILIER

Chaque semaine dans le Monde radio télévision une sélection de programmes immobiliers en résidence principale et de loisir en vente ou en location.

Renseignements : 45-55-91-82 poste 41 38

NEW-YORK, 9 mai ↓

Au-dessous des 2 000 points

La semaine n'a pas bien commencé à New-York. Pour la quatrième fois consécutive, les cours ont baissé. Le mouvement s'est ralenti, mais son ampleur a été suffisante pour ramener le Dow Jones au-dessous de la barre des 2 000 points. A la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 1 997,25, accusant ainsi un repli de 10,11 points. Le bilan de la journée a été d'une qualité encore inférieure à la semaine précédente. Sur 1 983 valeurs traitées, 975 ont baissé, 528 seulement ont progressé et 480 n'ont pas varié.

La Bourse a surtout souffert de l'incertitude. C'est du moins l'avis de nombreux professionnels, qui préféraient avoir à affronter de mauvaises nouvelles plutôt que pas de nouvelles du tout. En fait, tout le monde se pose la question de savoir quelle politique monétaire le Fed va adopter. Selon les analystes, le marché n'est plus très loin de son seuil de résistance, fixé aux alentours de 1 975 points. « S'il l'enfonce », disent-ils, le marché se précipitera vers le bas. S'il tient, une reprise d'une centaine de points est prévisible.

Tous les opérateurs attendent impatientement la publication, à la fin de la semaine, des résultats du commerce extérieur pour mars. L'activité s'est accrue, et 166,32 millions de tonnes ont changé de mains, contre 129,08 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 8 mai	Cours du 9 mai
Alcoa	44	43 1/2
Allegis (Am-Can)	85 3/4	83 1/2
AT&T	25 7/8	25 3/8
Boeing	48 5/8	48 1/2
Chrysler	24 1/2	24 1/4
Du Pont de Nemours	83 5/8	82 3/4
Schleicher	41 7/8	41 1/2
Exxon	44 1/8	43 3/4
Ford	47	46 7/8
General Motors	37 1/2	37 1/4
Goodyear	64 3/4	64 1/4
IBM	163 3/4	163 1/8
ITT	47 3/4	47
McDermott	46 1/8	46 1/8
Metals	52 3/4	52 3/8
Schlumberger	37 1/2	37 1/4
Tesoro	52	50 1/2
Union Carbide	23 3/8	23 1/8
Wells Fargo	50 1/4	50 1/8
Westinghouse	52 3/8	52 3/8

LONDRES, 9 mai ↓

Légère baisse

Le Stock Exchange a débuté son nouveau terme boursier sur une légère baisse. L'indice FT a clôturé la séance, en recul de 2,1 points (0,14 %), à 1 438. L'ambiance est demeurée calme, avec 368 millions de titres échangés. Les investisseurs sont demeurés prudents, surveillant la montée de la livre et s'interrogeant sur l'orientation des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'ouverture à la baisse de Wall Street a été à l'origine du repli. Le marché avait jusqu'alors bien résisté, grâce aux rumeurs d'OPA. La société immobilière Claydon Properties annonçait le lancement d'une offre d'achat de 89,5 millions de livres (940 millions de francs) sur la chaîne de distribution Stend and Simpson, à la fois propriétaire de magasins de chaussures et de concessions automobiles. Claydon propose 12 livres comptant par action ordinaire de Stend and Simpson et 125 pence par action préférentielle « A ». Le fabricant chimique et pharmaceutique Wellcome, qui commercialise le médicament Retavir (AZT), appliqué aux soins de SIDA, a enregistré une progression de 17 % de son résultat avant impôts au premier trimestre, conforme aux prévisions des analystes.

FAITS ET RÉSULTATS

● Thomson SA : hausse de 21 % des résultats en 1987. Le bénéfice net consolidé de Thomson SA (par le groupe) a progressé, en 1987, de 21 %, pour s'établir à 1 063 millions de francs (contre 882 millions en 1986). Ces résultats sont difficilement comparables, compte tenu des modifications du périmètre de consolidation du groupe (cession de Thomson-Cautre, de Bonnet SA, déconsolidation de Thomson-Semi-Conducteurs, sortie de Thomson-CGR, intégration de l'électronique grand public de Ferguson...). Le chiffre d'affaires régresse à 60,18 milliards de francs (contre 62,65 milliards en 1986). A première vue, l'activité est en progression de 10 %, affirme le groupe. Le chiffre d'affaires consolidé fera, en 1988, un bond à 76 milliards, en raison de l'intégration, le 1^{er} janvier, des filiales du grand public rachetées aux Etats-Unis.

● Pechelony acquiert le canadien Cerast. — Homest, filiale américaine de Pechelony, a signé une lettre d'intention avec le canadien Cerast, prévoyant le rachat de celui-ci par le groupe français. Cerast, basé à Montréal, est le premier producteur mondial de pibex en aluminium moulé à la cire perdue, et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 80 millions de dollars US, avec mille personnes dans quatre pays (Etats-Unis, Canada, France, Espagne). L'acquisition de Cerast, soumise à l'accord des autorités gouvernementales, complètera, dans des secteurs à forte valeur ajoutée, le gamme des produits proposés par Homest (éléments en superalliages destinés à l'aéronautique), en élargissant ses débouchés (notamment à l'électronique).

PARIS, 9 mai ↑

Accueil favorable

La réaction de M. François Mitterrand à la présidence de la République a été accueillie favorablement sous les lambris, bien que beaucoup parlent de « non-événement ». Pour eux, cette victoire était anticipée depuis plus d'une semaine. Cependant, dès les premiers échanges de la matinée, les cours grimpaient considérablement, pour atteindre + 2,36 % vers 11 h 30. Les acheteurs étaient donc Anglo-Saxons et des Allemands pour l'essentiel, ainsi que quelques boursiers qui, misant sur une baisse des cours lundi, avaient massivement vendu des titres vendredi soir. Toutefois, en cours de journée, la vague d'achats se ralentissait. L'indice parisien revenait à + 0,76 % pour clôturer sur une avance de 1,31 %. « Heureusement », soulignait un gestionnaire, si on avait poursuivi la tendance du mardi, ce serait devenu très dangereux.

Le résultat de l'élection, bien que jugé « sans surprise », étant prévu depuis le lendemain du premier tour, a toutefois un effet d'apaisement pour les intervenants. A ceux qui se consolent en se rappelant que sous la gauche le marché n'a jamais autant monté, d'autres précisent que des mesures fiscales pourraient relancer le mouvement. Et de citer notamment l'effet de l'impôt sur les grandes fortunes. Les opérateurs attendent à présent de connaître la composition du gouvernement, qu'ils souhaitent tourné largement vers le centre. Sur le MATIF, l'ambiance était tout autre, mais pour une raison différente : la tension à la hausse sur les taux d'intérêt. Le contrat de juin perdait 0,34 %, revenant au volé de son pair (100).

Les gestionnaires attendent de connaître les résultats de l'adjudication des bons du Trésor américain et le résultat du commerce extérieur des Etats-Unis pour adopter leurs stratégies sur le marché des actions, parmi les plus fortes progressions, figurant la SGE, les Maisons Phénix ainsi que plusieurs valeurs du BTP. Les baisses étaient emmenées par la Compagnie du Midi. La cotation des titres français reprendra le 11 mai. Nestlé s'engageait à acheter des titres à 1 050 F. Les modalités de l'OPA sur Darty étaient également présentées.

TOKYO, 10 mai ↑

Reprise

Après trois séances de baisse, un mouvement de reprise s'est dessiné mardi à Tokyo. Amorcé dès l'ouverture matinale, il s'est accéléré durant la séance. En fin de matinée, l'indice Nikkei entrait en hausse, reprenant le cours de 2 433 points. Il portait à 147,95 points à la clôture de la journée, pour s'établir à 27 412,25. Cette hausse a été essentiellement due à des achats spéculatifs. C'est du moins ce qu'affirment les spécialistes, en évoquant le recul de Wall Street et l'opération de refinancement du Trésor américain, deux facteurs favorables à la baisse.

L'intérêt s'est concentré sur les communications, les caoutchoucs, les transports (rail et route), les mines, les pétroles, les automobiles, l'immobilier, l'alimentation et les métaux. Recul des banques, des assurances et de la distribution pharmaceutique.

● Valeurs : Cours du 9 mai, Cours du 10 mai

VALEURS	Cours du 9 mai	Cours du 10 mai
Alco	820	827
Allegis	1 450	1 450
Boeing	2 280	2 280
Chrysler	3 770	3 770
Du Pont de Nemours	2 700	2 700
Schlumberger	713	718
Exxon	5 420	5 420
Toyota Motor	2 330	2 360

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGF SA	204	204	RZ	138	133
Amal	400	400	Int. Metal Service	201 40	199 50
Agip	295	290	La Commande Electro	167 20	161
B.A.C.	415	425	La géliver du rois	240	240
R. Dumont & Assoc.	385	388	Lea Investissement	258	270
R.I.C.M.	620	620	Locamit	130	134
R.I.P.	422	425	Maria Investit	237	237
Rafin	280	280	Metallurgie	117	114
Rafin Tech	710	738	Métallurgie Intermat	310	301
Rafin	740	740	Métallurgie	130	130
Châles de Lyon	1150	1155	M.M.B.M.	428 30	430
Cabestan	628	639	Molier	210 10	224 50
Canal Plus	486	489	Molier	440	440
Cerif	1111	1111	Oliver-Lugan	175	172
C.A.L.-de-R. (C.C.)	250	248	Om. Gen. Fin.	310	300
C.A.T.C.	127 20	127 50	Pratburg (C. in. S. Fin.)	87	97 20
C.D.M.E.	705	705	Rafin	820	820
C. Epin. Ben.	278	275	St-Gobain Enthalge	1184	1172
C.E.G.I.D.	578	582	St-Henri Montp.	152	153 50
C.E.G.E.P.	155	148 80	S.C.E.P.M.	140	147
C.E.P.-Communication	1180	1200	Sigat	327	322
C.S.I. International	645	658	Soma-Mat	630	630
Comet d'Orléans	405	405	S.E.P.	1102	1120
C.N.I.M.	281	282	S.E.P.R.	1125	1125
Concept	275	275	Sigat	1405	1405
Couffon	611	620	Sigat	228 80	238
Couffon	341	347 50	Sigat	710	710
Dals	144 20	150	Sigat	280	280
Daplan	3450	3350	TF 1	188	188
Davies	1000	995	Union	118	118
Davies	643	645	Union Financ. de Fr.	402	440
Davies-Lab	632	645	Valeurs de France	307	314
Edison Indus	108 80	115			
Eyrolles Indus	20 70	21			
Financ	451	487 80			
Gay-Dupont	559	559			
Gay-Dupont	880	880			
I.C.C.	227	228			
IM	178	178 50			
I.M.F.	115	115			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 9 mai 1988

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Juin	Septembre	Juin	Septembre
Accor	400	37	14	29,50	
CGE	280	10	16	21	
ED-Asquith	280	11,50	16,00	11	23,50
Lafarge-Coppée	1 100	65	94	38	
Michelin	160	25	35	3,30	8
Midi	1 380	420	24	60	
Paribas	320	37	49	8	
Pengost	1 800	70	100	35	70
Saint-Gobain	400	24,20	33,50	9	
Thomson-CSF	168	11,50	19	11	

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 9 mai 1988
Nombre de contrats : 43 128

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	100,10	99,15	98,50
Précédent	100,40	99,50	99,05

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 88	Sept. 88	Jun 88	Sept. 88
100	0,97	1,55	0,58	1,96

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,70 F =		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
Le dollar s'est maintenu, mardi 10 mai, au voisinage de ses niveaux précédents. Il s'est notamment échangé à 5,70 F (contre 5,7075 F). Les cambistes se plaignaient, en particulier, du manque d'activité. Le franc français a continué de se réajuster un peu vers le bas du deutschemark, qui a coté 3,3935 F (contre 3,3946 F).		6 mai 9 mai	
FRANCFORT 9 mai 10 mai		Valeurs françaises... 110,7 111,6	
Dollar (en DM) .. 1,68 1,68		Valeurs étrangères... 187 185,6	
Dollar (en DM) .. 1,68 1,68		Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1985)	
Dollar (en DM) .. 1,68 1,68		Indice général... 311 313,5	
MARCHÉ MONÉTAIRE (cotes privées)		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
Paris (10 mai) .. 71/8-71/8		6 mai 9 mai	
New-York (9 mai) .. 71/16-71/8		Industrielles... 2007,46 1997,35	
		LONDRES (Index Financial Times)	
		6 mai 9 mai	
		Industrielles... 1440,1 1438	
		Mines d'or... 201,7 198,5	
		Fonds d'Etat... 92,6 89,9	
		TOKYO	
		9 mai 10 mai	
		Nikkei Dow Jones... 27 264,38 27 412,25	
		Indice général... 2188,7 2185,77	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-U.	5,6990	5,7020	+ 20	+ 35	+ 40	+ 65
S. can.	4,9889	4,9940	- 54	- 27	- 185	- 66
Yen (100)	4,5738	4,5799	+ 141	+ 172	+ 283	+ 323
DM	3,3892	3,3938	+ 113	+ 132	+ 235	+ 260
Flarin	3,6241	3,6269	+ 86	+ 99	+ 181	+ 281
FB (100)	16,2888	16,2311	+ 218	+ 296	+ 484	+ 626
FF	4,9773	4,9764	+ 184	+ 284	+ 369	+ 519
L (1 000)	4,5681	4,5682	- 182	- 54	- 280	- 145
F.	20,7255	20,7369	- 36	- 3	- 79	- 95

PROJET D'UNE DIXME ROYALE de Vauban
Réédition du texte original paru en 1707.
Édition brochée 96,00 F / Édition reliée 250,00 F
En souscription, édition brochée 75,00 F - édition reliée 200,00 F
Chez votre libraire ou directement à :
Association des amis de la Maison Vauban, 89830 Saint-Léger-Vauban

5:30 من الاحد

Marchés financiers

BOURSE DU 9 MAI

[illegible]

Comptant

[illegible]

SICAV (selection)

VALEURS	Emission Frans incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachat net
A.A.A.	241 98	722 79	Fractonext	110084 51	110084 51	Pennaco-Vider	1070 81	1089 74
Action	220 16	184 80	Frederic	246 31	241 68	Paradienne Reale	1070 83	1067 59
Action France	389 03	374	Franchises	857 13	841 10	Pemstar	542 05	526 85
Action collectivites	467 19	479	Franchise	238 59	230 79	Penta Phosphate	242 88	241 82
Audifon	539 30	519 81	Franchise	4176 83	4165 11	Pine Investm.	867 87	827 95
A.S.F. Action (ex-CP)	937 92	944 31	Frans SCU	508 22	507 97	Pipemart A	537 94	537 94
A.S.F. 5000	495 39	478 52	Franch-Profil	11701 98	11629 04	Pipemart ex-Union	76306 82	76306 82
A.S.F. 5000	495 39	478 52	Franchise	503 93	507 89	Pipemart J	89927 44	89277 44
A.S.F. 5000	495 39	478 52	Franchise	4064 70	4064 70	Pipemart P	55744 70	55744 70
A.S.F. 5000	99 94	99 94	Franchise	1123 81	1019 61	Pipemart	106 98	104
A.S.F. 5000	5016 56	5014 48	Franchise Association	141 18	138 07	Pipemart Oilgep	1024 83	1024 82
A.S.F. 5000	10320 25	10320 25	Franchise Habitat	383 43	376 47	Polyester Europe	238 1	243 40
Agfina	537 94	524 82	Franchise Associat.	1175 40	1158 10	Pir/Associates	23901 17	23901 17
Alais	236 38	196 92	Franchise Group	1183 08	1183 08	Quart	109 35	106 86
A.L.T.O.	174 16	175 16	Franchise Europa	236 91	236 91	Quatre-quatre Reale	1 04	1 01
Amaz-Gas	6114 81	6550 82	Franchise Europa	1941 39	1871 22	Racine	180 55	188 18
Amaz-Vid	474 04	821 01	Franchise France	804 46	776 38	Reale Yvermole	8260 27	8225 02
Ampleyde	410 02	480 21	Franchise Industrie	1238 89	1288 73	Renee Vid	1139 18	1138 35
Asphages coat team	5352 71	5362 97	Franchise Multin.	1382 10	1341 78	Revue Action Invest.	318 28	303 86
Argonette	361 28	340 22	Franchise	5000 80	871 78	Revue Invest.	1176 80	1064 81
Assec	131 58	131 58	Intech	12246 21	11774 24	St-Henri Acc.	1382 40	1378 61
Atout Futur	261 48	262 89	International France	389 10	378 18	St-Henri ex-Silvest.	714 71	882 30
Auton	1548 84	1307 42	Inter-ent	14698 56	14698 41	St-Henri Perfume	518 30	483 48
Aus Europe	118 44	110 07	Inter-Organisation	10000 15	17884 22	St-Henri P.A.E.	1203 13	401 08
Aus Investissements	106 19	91 37	Japex	182 70	177 38	St-Henri Hail	1383 78	1382 79
Bud International	2550 98	2543 93	Jeune Agence	238 35	236 81	St-Henri Restaurant	11145 17	11088 72
Bud International	79 47	79 47	Latifia-Africa	238 35	238 44	St-Henri Service	469 22	441 58
Capital Film	1059 76	1056 76	Latifia Europe	238 35	238 44	St-Henri Technol.	69 25	884 68
Carsten Films	26 14	26 14	Latifia-Europe	238 35	245 18	St-Henri Tech.	11817 02	11817 02
CP Virey AGF Action			Latifia-France	278 80	265 97	St-Henri	1941 31	17429 83
Comptextiles	106 41	103 31	Latifia-Medical	221 71	211 71	Stent Tact.	10464 53	10464 53

3	Courts
---	--------

Actions		Feb 2000	Mar 2000	Apr 2000	May 2000	Jun 2000	Jul 2000	Aug 2000	Sep 2000	Oct 2000	Nov 2000	Dec 2000	Jan 2001	Feb 2001	Mar 2001	Apr 2001	May 2001	Jun 2001	Jul 2001	Aug 2001	Sep 2001	Oct 2001	Nov 2001	Dec 2001	Jan 2002	Feb 2002	Mar 2002	Apr 2002	May 2002	Jun 2002	Jul 2002	Aug 2002	Sep 2002	Oct 2002	Nov 2002	Dec 2002	Jan 2003	Feb 2003	Mar 2003	Apr 2003	May 2003	Jun 2003	Jul 2003	Aug 2003	Sep 2003	Oct 2003	Nov 2003	Dec 2003	Jan 2004	Feb 2004	Mar 2004	Apr 2004	May 2004	Jun 2004	Jul 2004	Aug 2004	Sep 2004	Oct 2004	Nov 2004	Dec 2004	Jan 2005	Feb 2005	Mar 2005	Apr 2005	May 2005	Jun 2005	Jul 2005	Aug 2005	Sep 2005	Oct 2005	Nov 2005	Dec 2005	Jan 2006	Feb 2006	Mar 2006	Apr 2006	May 2006	Jun 2006	Jul 2006	Aug 2006	Sep 2006	Oct 2006	Nov 2006	Dec 2006	Jan 2007	Feb 2007	Mar 2007	Apr 2007	May 2007	Jun 2007	Jul 2007	Aug 2007	Sep 2007	Oct 2007	Nov 2007	Dec 2007	Jan 2008	Feb 2008	Mar 2008	Apr 2008	May 2008	Jun 2008	Jul 2008	Aug 2008	Sep 2008	Oct 2008	Nov 2008	Dec 2008	Jan 2009	Feb 2009	Mar 2009	Apr 2009	May 2009	Jun 2009	Jul 2009	Aug 2009	Sep 2009	Oct 2009	Nov 2009	Dec 2009	Jan 2010	Feb 2010	Mar 2010	Apr 2010	May 2010	Jun 2010	Jul 2010	Aug 2010	Sep 2010	Oct 2010	Nov 2010	Dec 2010	Jan 2011	Feb 2011	Mar 2011	Apr 2011	May 2011	Jun 2011	Jul 2011	Aug 2011	Sep 2011	Oct 2011	Nov 2011	Dec 2011	Jan 2012	Feb 2012	Mar 2012	Apr 2012	May 2012	Jun 2012	Jul 2012	Aug 2012	Sep 2012	Oct 2012	Nov 2012	Dec 2012	Jan 2013	Feb 2013	Mar 2013	Apr 2013	May 2013	Jun 2013	Jul 2013	Aug 2013	Sep 2013	Oct 2013	Nov 2013	Dec 2013	Jan 2014	Feb 2014	Mar 2014	Apr 2014	May 2014	Jun 2014	Jul 2014	Aug 2014	Sep 2014	Oct 2014	Nov 2014	Dec 2014	Jan 2015	Feb 2015	Mar 2015	Apr 2015	May 2015	Jun 2015	Jul 2015	Aug 2015	Sep 2015	Oct 2015	Nov 2015	Dec 2015	Jan 2016	Feb 2016	Mar 2016	Apr 2016	May 2016	Jun 2016	Jul 2016	Aug 2016	Sep 2016	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016	Jan 2017	Feb 2017	Mar 2017	Apr 2017	May 2017	Jun 2017	Jul 2017	Aug 2017	Sep 2017	Oct 2017	Nov 2017	Dec 2017	Jan 2018	Feb 2018	Mar 2018	Apr 2018	May 2018	Jun 2018	Jul 2018	Aug 2018	Sep 2018	Oct 2018	Nov 2018	Dec 2018	Jan 2019	Feb 2019	Mar 2019	Apr 2019	May 2019	Jun 2019	Jul 2019	Aug 2019	Sep 2019	Oct 2019	Nov 2019	Dec 2019	Jan 2020	Feb 2020	Mar 2020	Apr 2020	May 2020	Jun 2020	Jul 2020	Aug 2020	Sep 2020	Oct 2020	Nov 2020	Dec 2020	Jan 2021	Feb 2021	Mar 2021	Apr 2021	May 2021	Jun 2021	Jul 2021	Aug 2021	Sep 2021	Oct 2021	Nov 2021	Dec 2021	Jan 2022	Feb 2022	Mar 2022	Apr 2022	May 2022	Jun 2022	Jul 2022	Aug 2022	Sep 2022	Oct 2022	Nov 2022	Dec 2022	Jan 2023	Feb 2023	Mar 2023	Apr 2023	May 2023	Jun 2023	Jul 2023	Aug 2023	Sep 2023	Oct 2023	Nov 2023	Dec 2023	Jan 2024	Feb 2024	Mar 2024	Apr 2024	May 2024	Jun 2024	Jul 2024	Aug 2024	Sep 2024	Oct 2024	Nov 2024	Dec 2024	Jan 2025	Feb 2025	Mar 2025	Apr 2025	May 2025	Jun 2025	Jul 2025	Aug 2025	Sep 2025	Oct 2025	Nov 2025	Dec 2025	Jan 2026	Feb 2026	Mar 2026	Apr 2026	May 2026	Jun 2026	Jul 2026	Aug 2026	Sep 2026	Oct 2026	Nov 2026	Dec 2026	Jan 2027	Feb 2027	Mar 2027	Apr 2027	May 2027	Jun 2027	Jul 2027	Aug 2027	Sep 2027	Oct 2027	Nov 2027	Dec 2027	Jan 2028	Feb 2028	Mar 2028	Apr 2028	May 2028	Jun 2028	Jul 2028	Aug 2028	Sep 2028	Oct 2028	Nov 2028	Dec 2028	Jan 2029	Feb 2029	Mar 2029	Apr 2029	May 2029	Jun 2029	Jul 2029	Aug 2029	Sep 2029	Oct 2029	Nov 2029	Dec 2029	Jan 2030	Feb 2030	Mar 2030	Apr 2030	May 2030	Jun 2030	Jul 2030	Aug 2030	Sep 2030	Oct 2030	Nov 2030	Dec 2030	Jan 2031	Feb 2031	Mar 2031	Apr 2031	May 2031	Jun 2031	Jul 2031	Aug 2031	Sep 2031	Oct 2031	Nov 2031	Dec 2031	Jan 2032	Feb 2032	Mar 2032	Apr 2032	May 2032	Jun 2032	Jul 2032	Aug 2032	Sep 2032	Oct 2032	Nov 2032	Dec 2032	Jan 2033	Feb 2033	Mar 2033	Apr 2033	May 2033	Jun 2033	Jul 2033	Aug 2033	Sep 2033	Oct 2033	Nov 2033	Dec 2033	Jan 2034	Feb 2034	Mar 2034	Apr 2034	May 2034	Jun 2034	Jul 2034	Aug 2034	Sep 2034	Oct 2034	Nov 2034	Dec 2034	Jan 2035	Feb 2035	Mar 2035	Apr 2035	May 2035	Jun 2035	Jul 2035	Aug 2035	Sep 2035	Oct 2035	Nov 2035	Dec 2035	Jan 2036	Feb 2036	Mar 2036	Apr 2036	May 2036	Jun 2036	Jul 2036	Aug 2036	Sep 2036	Oct 2036	Nov 2036	Dec 2036	Jan 2037	Feb 2037	Mar 2037	Apr 2037	May 2037	Jun 2037	Jul 2037	Aug 2037	Sep 2037	Oct 2037	Nov 2037	Dec 2037	Jan 2038	Feb 2038	Mar 2038	Apr 2038	May 2038	Jun 2038	Jul 2038	Aug 2038	Sep 2038	Oct 2038	Nov 2038	Dec 2038	Jan 2039	Feb 2039	Mar 2039	Apr 2039	May 2039	Jun 2039	Jul 2039	Aug 2039	Sep 2039	Oct 2039	Nov 2039	Dec 2039	Jan 2040	Feb 2040	Mar 2040	Apr 2040	May 2040	Jun 2040	Jul 2040	Aug 2040	Sep 2040	Oct 2040	Nov 2040	Dec 2040	Jan 2041	Feb 2041	Mar 2041	Apr 2041	May 2041	Jun 2041	Jul 2041	Aug 2041	Sep 2041	Oct 2041	Nov 2041	Dec 2041	Jan 2042	Feb 2042	Mar 2042	Apr 2042	May 2042	Jun 2042	Jul 2042	Aug 2042	Sep 2042	Oct 2042	Nov 2042	Dec 2042	Jan 2043	Feb 2043	Mar 2043	Apr 2043	May 2043	Jun 2043	Jul 2043	Aug 2043	Sep 2043	Oct 2043	Nov 2043	Dec 2043	Jan 2044	Feb 2044	Mar 2044	Apr 2044	May 2044	Jun 2044	Jul 2044	Aug 2044	Sep 2044	Oct 2044	Nov 2044	Dec 2044	Jan 2045	Feb 2045	Mar 2045	Apr 2045	May 2045	Jun 2045	Jul 2045	Aug 2045	Sep 2045	Oct 2045	Nov 2045	Dec 2045	Jan 2046	Feb 2046	Mar 2046	Apr 2046	May 2046	Jun 2046	Jul 2046	Aug 2046	Sep 2046	Oct 2046	Nov 2046	Dec 2046	Jan 2047	Feb 2047	Mar 2047	Apr 2047	May 2047	Jun 2047	Jul 2047	Aug 2047	Sep 2047	Oct 2047	Nov 2047	Dec 2047	Jan 2048	Feb 2048	Mar 2048	Apr 2048	May 2048	Jun 2048	Jul 2048	Aug 2048	Sep 2048	Oct 2048	Nov 2048	Dec 2048	Jan 2049	Feb 2049	Mar 2049	Apr 2049	May 2049	Jun 2049	Jul 2049	Aug 2049	Sep 2049	Oct 2049	Nov 2049	Dec 2049	Jan 2050	Feb 2050	Mar 2050	Apr 2050	May 2050	Jun 2050	Jul 2050	Aug 2050	Sep 2050	Oct 2050	Nov 2050	Dec 2050	Jan 2051	Feb 2051	Mar 2051	Apr 2051	May 2051	Jun 2051	Jul 2051	Aug 2051	Sep 2051	Oct 2051	Nov 2051	Dec 2051	Jan 2052	Feb 2052	Mar 2052	Apr 2052	May 2052	Jun 2052	Jul 2052	Aug 2052	Sep 2052	Oct 2052	Nov 2052	Dec 2052	Jan 2053	Feb 2053	Mar 2053	Apr 2053	May 2053	Jun 2053	Jul 2053	Aug 2053	Sep 2053	Oct 2053	Nov 2053	Dec 2053	Jan 2054	Feb 2054	Mar 2054	Apr 2054	May 2054	Jun 2054	Jul 2054	Aug 2054	Sep 2054	Oct 2054	Nov 2054	Dec 2054	Jan 2055	Feb 2055	Mar 2055	Apr 2055	May 2055	Jun 2055	Jul 2055	Aug 2055	Sep 2055	Oct 2055	Nov 2055	Dec 2055	Jan 2056	Feb 2056	Mar 2056	Apr 2056	May 2056	Jun 2056	Jul 2056	Aug 2056	Sep 2056	Oct 2056	Nov 2056	Dec 2056	Jan 2057	Feb 2057	Mar 2057	Apr 2057	May 2057	Jun 2057	Jul 2057	Aug 2057	Sep 2057	Oct 2057	Nov 2057	Dec 2057	Jan 2058	Feb 2058	Mar 2058	Apr 2058	May 2058	Jun 2058	Jul 2058	Aug 2058	Sep 2058	Oct 2058	Nov 2058	Dec 2058	Jan 2059	Feb 2059	Mar 2059	Apr 2059	May 2059	Jun 2059	Jul 2059	Aug 2059	Sep 2059	Oct 2059	Nov 2059	Dec 2059	Jan 2060	Feb 2060	Mar 2060	Apr 2060	May 2060	Jun 2060	Jul 2060	Aug 2060	Sep 2060	Oct 2060	Nov 2060	Dec 2060	Jan 2061	Feb 2061	Mar 2061	Apr 2061	May 2061	Jun 2061	Jul 2061	Aug 2061	Sep 2061	Oct 2061	Nov 2061	Dec 2061	Jan 2062	Feb 2062	Mar 2062	Apr 2062	May 2062	Jun 2062	Jul 2062	Aug 2062	Sep 2062	Oct 2062	Nov 2062	Dec 2062	Jan 2063	Feb 2063	Mar 2063	Apr 2063	May 2063	Jun 2063	Jul 2063	Aug 2063	Sep 2063	Oct 2063	Nov 2063	Dec 2063	Jan 2064	Feb 2064	Mar 2064	Apr 2064	May 2064	Jun 2064	Jul 2064	Aug 2064	Sep 2064	Oct 2064	Nov 2064	Dec 2064	Jan 2065	Feb 2065	Mar 2065	Apr 2065	May 2065	Jun 2065	Jul 2065	Aug 2065	Sep 2065	Oct 2065	Nov 2065	Dec 2065	Jan 2066	Feb 2066	Mar 2066	Apr 2066	May 2066	Jun 2066	Jul 2066	Aug 2066	Sep 2066	Oct 2066	Nov 2066	Dec 2066	Jan 2067	Feb 2067	Mar 2067	Apr 2067	May 2067	Jun 2067	Jul 2067	Aug 2067	Sep 2067	Oct 2067	Nov 2067	Dec 2067	Jan 2068	Feb 2068	Mar 2068	Apr 2068	May 2068	Jun 2068	Jul 2068	Aug 2068	Sep 2068	Oct 2068	Nov 2068	Dec 2068	Jan 2069	Feb 2069	Mar 2069	Apr 2069	May 2069	Jun 2069	Jul 2069	Aug 2069	Sep 2069	Oct 2069	Nov 2069	Dec 2069	Jan 2070	Feb 2070	Mar 2070	Apr 2070	May 2070	Jun 2070	Jul 2070	Aug 2070	Sep 2070	Oct 2070	Nov 2070	Dec 2070	Jan 2071	Feb 2071	Mar 2071	Apr 2071	May 2071	Jun 2071	Jul 2071	Aug 2071	Sep 2071	Oct 2071	Nov 2071	Dec 2071	Jan 2072	Feb 2072	Mar 2072	Apr 2072	May 2072	Jun 2072	Jul 2072	Aug 2072	Sep 2072	Oct 2072	Nov 2072	Dec 2072	Jan 2073	Feb 2073	Mar 2073	Apr 2073	May 2073	Jun 2073	Jul 2073	Aug 2073	Sep 2073	Oct 2073	Nov 2073	Dec 2073	Jan 2074	Feb 2074	Mar 2074	Apr 2074	May 2074	Jun 2074	Jul 2074	Aug 2074	Sep 2074	Oct 2074	Nov 2074	Dec 2074	Jan 2075	Feb 2075	Mar 2075	Apr 2075	May 2075	Jun 2075	Jul 2075	Aug 2075	Sep 2075	Oct 2075	Nov 2075	Dec 2075	Jan 2076	Feb 2076	Mar 2076	Apr 2076	May 2076	Jun 2076	Jul 2076	Aug 2076	Sep 2076	Oct 2076	Nov 2076	Dec 2076	Jan 2077	Feb 2077	Mar 2077	Apr 2077	May 2077	Jun 2077	Jul 2077	Aug 2077	Sep 2077	Oct 2077	Nov 2077	Dec 2077	Jan 2078	Feb 2078	Mar 2078	Apr 2078	May 2078	Jun 2078	Jul 2078	Aug 2078	Sep 2078	Oct 2078	Nov 2078	Dec 2078	Jan 2079	Feb 2079	Mar 2079	Apr 2079	May 2079	Jun 2079	Jul 2079	Aug 2079	Sep 2079	Oct 2079	Nov 2079	Dec 2079	Jan 2080	Feb 2080	Mar 2080	Apr 2080	May 2080	Jun 2080	Jul 2080	Aug 2080	Sep 2080	Oct 2080	Nov 2080	Dec 2080	Jan 2081	Feb 2081	Mar 2081	Apr 2081	May 2081	Jun 2081	Jul 2081	Aug 2081	Sep 2081	Oct 2081	Nov 2081	Dec 2081	Jan 2082	Feb 2082	Mar 2082	Apr 2082	May 2082	Jun 2082	Jul 2082	Aug 2082	Sep 2082	Oct 2082	Nov 2082	Dec 2082	Jan 2083	Feb 2083	Mar 2083	Apr 2083	May 2083	Jun 2083	Jul 2083	Aug 2083	Sep 2083	Oct 2083	Nov 2083	Dec 2083	Jan 2084	Feb 2084	Mar 2084	Apr 2084	May 2084	Jun 2084	Jul 2084	Aug 2084	Sep 2084	Oct 2084	Nov 2084	Dec 2084	Jan 2085	Feb 2085	Mar 2085	Apr 2085	May 2085	Jun 2085	Jul 2085	Aug 2085	Sep 2085	Oct 2085	Nov 2085	Dec 2085	Jan 2086	Feb 2086	Mar 2086	Apr 2086	May 2086	Jun 2086	Jul 2086	Aug 2086	Sep 2086	Oct 2086	Nov 2086	Dec 2086	Jan 2087	Feb 2087	Mar 2087	Apr 2087	May 2087	Jun 2087	Jul 2087	Aug 2087	Sep 2087	Oct 2087	Nov 2087	Dec 2087	Jan 2088	Feb 2088	Mar 2088	Apr 2088	May 2088	Jun 2088	Jul 2088	Aug 2088	Sep 2088	Oct 2088	Nov 2088	Dec 2088	Jan 2089	Feb 2089	Mar 2089	Apr 2089	May 2089	Jun 2089	Jul 2089	Aug 2089	Sep 2089	Oct 2089	Nov 2089	Dec 2089	Jan 2090	Feb 2090	Mar 2090	Apr 2090	May 2090	Jun 2090	Jul 2090	Aug 2090	Sep 2090	Oct 2090	Nov 2090	Dec 2090	Jan 2091	Feb 2091	Mar 2091	Apr 2091	May 2091	Jun 2091	Jul 2091	Aug 2091	Sep 2091	Oct 2091	Nov 2091	Dec 2091	Jan 2092	Feb 2092	Mar 2092	Apr 2092	May 2092	Jun 2092	Jul 2092	Aug 2092	Sep 2092	Oct 2092	Nov 2092	Dec 2092	Jan 2093	Feb 2093	Mar 2093	Apr 2093	May 2093	Jun 2093	Jul 2093	Aug 2093	Sep 2093	Oct 209
---------	--	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	---------

35	Rougar at File	80	83 20
49	Sacer	500	489
	SAFAA	283	294 30 d

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS		COURS DES BILLETS	
	par cwt.	\$/c	\$/c	Acheter	Vendre	
Base Unit (\$ 1)	7 597	5 767				5 900
ECU	7 048	5 767				5 900
Aluminium (100 000)	340	338 480	330			348 000
Antimoine (100 lb)	18 282	18 228	18 650			18 600
Plats Bas (100 lb)	303 520	302 780	293			303
Argent (100 oz)	88 140	88 140	88			82
Or (100 oz)	82 830	82 830	86			83
Or (100 oz)	10 652	10 720	10 350			11 000
Or (100 oz)	4 238	4 250	4 250			4 250
Or (100 oz)	4 238	4 250	4 250			4 250
Or (100 oz)	407 800	407 800	396 500			418
Or (100 oz)	97 040	97 070	94			100
Argent (100 oz)	48 380	48 270	48 850			48 850
Argent (100 oz)	4 150	4 165	3 900			4 650
Argent (100 oz)	4 150	4 165	3 900			4 650
Argent (100 oz)	4 628	4 612	4 450			4 850
Argent (100 oz)	4 680	4 579	4 430			4 840

Marché libre de l'or

MONNAIES ET COURSES	COURS par	COURS 9/5		
O. Or fin (en barre)	81200	81900	C. Orad. Foreville	123 90
O. Or fin (en lingot)	81250	81800	Copage	180
Place Francque (20 fr)	503	504	Copage	340
Place Francque (10 fr)	370		Debut. Inc. de l'Etat	630
Place minime (20 fr)	521	523	Gachet	65
Place minime (10 fr)	483	485	Hogevans	250
Sucre	586	588	Macanville (boule)	13
Place de 20 dollars	2770	2810	Monnaie N.Y.	1750
Place de 10 dollars	1410	1410	Rentes	178 60
Place de 5 dollars	886	888	Spr. Exp. Vols.	15 30
Place de 2 dollars	310	312	S.P.R.	306
Place de 1 dollar	155	156	St Luc de la Misère	700
Place de 50 cent.	78	79	U.S.A.	380
Place de 25 cent.	406	476	Union Desamers	1 99 80
O. Londres	445 95	443 80		
O. Zurich	445	444 50		
O. Hongkong	445 35	444 35		
Argent London		

c. coupon détaché — c. o. f.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La situation en Pologne. — La formation du gouvernement belge.	8, 9, 10, 12, 13 Après le second tour de l'élection présidentielle. 14-15 Nouvelle-Calédonie : le récit de la bataille d'Ouvéa.	16 Les réglementations sur l'essence sans plomb en Europe. 18 Les évènements et l'élection présidentielle. — Le procès du meurtre d'un jeune Algérien.	21 Une exposition thématique : « La mer des palmiers ». 22-23 Architecture : les neuf projets pour la réedification du Mont-Saint-Eloi. 23 Le cinéma français, à la veille du Festival de Cannes.	28 La nouvelle stratégie africaine de la pharmacie française. 29 La trafic sur la Manche est quasiment interrompu. — Le bilan de l'aménagement du temps de travail. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 20 Campus 19 Carnet 19 Mots croisés 24 Loto, Loto sportif 18 Météorologie 24 Radio-Télévision 24	Après le second tour : tous les résultats ville par ville. Tous les sondages. 3615 LEMONDE

Dans « l'Événement du jeudi »

Jean-Paul Kauffmann raconte ses trois années d'angoisse

« Comme si leur destin s'était réduit à celui d'un insecte, dans l'enclos d'une pièce. » Avril 1987 : il y a près de deux ans que Jean-Paul Kauffmann a été enlevé à Beyrouth. Il lui faudra attendre encore plus d'un an avant de recouvrer la liberté. Et, déjà, Michel Seurat, son universitaire, est mort depuis février ou mars 1988. Michel Seurat, qui confiait à Jean-Paul Kauffmann ses premiers jours de détention : « Je vais pouvoir me consacrer à mon livre ; j'ai souvent rêvé d'un monastère pour travailler... C'est l'occasion ou jamais. »

L'Événement du jeudi publia, mardi 10 mai, le témoignage de Jean-Paul Kauffmann, recueilli alors que celui-ci venait d'être libéré (le mercredi 4 mai) et se reposait à l'hôpital du Val-de-Grâce ; le récit de trois ans aux mains d'êtres dont Michel Seurat disait à son compagnon de détention : « Ils ne sont ni humains, ni inhumains... Ils sont a-humains. »

Trois ans, de garages en pièces d'une saleté repoussante, où le moindre rayon de lumière se décomposait sur le mur transformant le calvaire en instant de bonheur ; trois ans d'une vie alternant entre l'espoir le plus fou, celui d'une libération, et la peur la plus profonde. Comme lors de ces simulacres d'exécution : « Ennemi ton drap ! Mets un coussin sur ta tête ! » ou « Tous contre la mur ! Les Américains débarquent, on a tué une cinquantaine de Marines ! », toutes sinistres comédies qui se terminent par un éclat de rire fou : « Je vous ai bien eu. »

L'agonie de Michel Seurat

Trois ans de tortures psychologiques et physiques, comme ces chaînes qui entravaient les quatre, puis les trois orages ; des mois d'humiliations, de soumission au bon vouloir, à l'humeur de geôliers passant sans transition de la brutalité la plus ignoble

La tension dans les territoires occupés

Une grève générale a marqué le début du sixième mois de soulèvement

Un Palestinien a été tué par balles et sept autres ont été blessés, lundi 9 mai, au cours de violents affrontements avec l'armée israélienne, alors qu'une grève générale marquait le début du sixième mois de soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Tandis que les autorités israéliennes se félicitaient ouvertement du calme relatif qui régnait dans les territoires depuis plusieurs jours, l'arrestation de M. Mubarak Awad, avocat palestinien de la non-violence, et l'ordre d'expulsion émis contre lui ont brusquement ramené l'insécurité au premier plan de l'actualité. La région de Dheisheh a été déclarée zone militaire, et les photographes de l'AFP qui ont tenté de s'approcher du camp de réfugiés du Palestine ont été tués ou ont été relégués par l'armée israélienne.

Le décès d'Ibrahim Hussein Hamiyeh, trente-quatre ans, atteint d'une balle à la tête, porte à 178 le nombre de Palestiniens tués depuis le début des émeutes dans les territoires occupés, le 8 décembre, selon un décompte palestinien. Des sources militaires israéliennes, le bilan de cinq mois d'émeutes est évalué à environ 149 tués et 1 010 blessés. Quelque 7 500 Palestiniens ont été

Sur le vif

Mon marché

Elles s'impatientent, mes copines. Elles tambourinent au carreau de ma lucarne : Hé ! hé ! T'as pas bientôt fini de nous bassiner avec ton Mimi. Maintenant qu'on est débarrassées de ton Jacquot, tu pourrais nous laisser souffler un peu et nous parler d'autre chose, pour changer. Parle-nous de nous. Ou plutôt, non, parle-nous d'eux. Des hommes. Où se les procure. Comment les préparer, les faire dégorger et les conserver. Tu nous avais promis une recette de mec sur canapé, c'est le moment de nous la révéler.

Comme elle est assez longue et dépend de la variété choisie, je vais commencer par vous apprendre à faire votre marché. À éviter absolument tout ce qui est étiqueté : Monsieur Gonflette (il préfère le trampoline au Duno-pillo), Monsieur Propre (hanté par la trouille de choper un virus, un microbe, une amibe, un champignon ou un chancro mou), et Monsieur Foot, espèce saisonnière disponible uniquement entre janvier et mars.

À acheter qu'après avoir vérifié, ces produits à appellation

CLAUDE SARRAUTE.

Rédacteur en chef adjoint de P* Humanité-Dimanche

M. Robert Crémieux est licencié

M. Robert Crémieux est en préavis de licenciement pour « faute grave ». Rédacteur en chef adjoint de P* Humanité-Dimanche, partisan de M. Pierre Juquin à l'élection présidentielle, son contrat de travail a pris fin le mercredi 4 mai après quinze années au service de la presse du PCF. La direction de l'hebdomadaire reproche à M. Crémieux de ne plus participer aux réunions de travail de la rédaction depuis plusieurs mois et de refuser « d'annuler le collectif » dont il a la charge.

Par lettre du 22 avril, elle lui a signifié sa volonté de le licencier pour « fautes professionnelles graves et répétées » en signalant qu'il n'avait pas assuré une permanence, le 6 janvier. Un entretien préalable au licenciement s'est déroulé le 27 avril et « bien qu'il s'agisse d'un licenciement pour faute grave », affirme la direction, dans une nouvelle lettre datée du 2 mai, « nous

acceptons que vous effectuiez un préavis de deux mois ». M. Crémieux « résume formellement les allégations de la direction concernant [ses] précédentes fautes professionnelles ». « J'ai été mis en "placard", dans l'impossibilité d'exercer mes fonctions. Les accusations de la direction visent à camoufler une sanction pour délit d'opinion, l'indication de ma part est claire, j'ajoute-il en précisant qu'il s'emploiera « à ce que justice [lui] soit rendue ». Dans une tribune publiée par l'Humanité avant le dernier congrès, M. Crémieux avait fait part de ses critiques sur le fonctionnement du PCF (Le Monde du 11 novembre 1987).

Par ailleurs, M^{me} Evelynne Labre, standardiste de la fédération communiste de Haute-Garonne vient aussi d'être licenciée. Elle est la belle-fille de M. Claude Labre, coordinateur national des rattachés communistes.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 mai

Panse

Après la hausse de 1,31 % qui a suivi la réélection de M. François Mitterrand, les marchés se sont calmés, le mardi 10 mai durant la matinée. Les opérateurs attendaient de connaître le nom du futur Premier ministre qui devrait être nommé dans l'après-midi. Dans ces conditions, l'indicateur instantané perdait 0,86 %. Parmi les progressions figuraient Silex (+ 3,6 %), Maisons Phénix (+ 3,4 %), Exor (+ 2,7 %), Presses de la Cité (+ 2,3 %). Parmi les baisses on notait Eurafiance (- 4,4 %), Bic (- 4,3 %), Alpi (- 4,1 %), Compagnie du Midi (- 3,1 %) et Michelin (- 2,6 %).

La mort du matador Domingo Ortega

Domingo Ortega, l'un des grands matadors des années 30-40 vient de mourir à Madrid. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Puissant et trapu, torero dominateur, Ortega, né à Borox, près de Tolède, a esquivé son premier fauve à l'âge de vingt-deux ans. Il prend l'alternative le 8 mars 1931 dans les arènes de Barcelone des mains du fameux « Gitanillo de Triana ». Commence alors pour lui une carrière brillante de près d'un quart de siècle au cours de laquelle il affirma sa personnalité en donnant à ses contemporains de véritables leçons de tauromachie.

Seule Madrid se montra réticente. Mais le Toledan eut tôt fait de conquérir la capitale ibérique après quatre corridas où il fit preuve d'un savoir rarement égalé. Les taureaux n'ont pas épargné Domingo Ortega. Il fut blessé dans l'arène à cinq reprises. Une des plus belles figures de la tauromachie abandonna définitivement l'arène et rangeait l'épée dans son fourreau.

Record de tirage pour « le Monde »

Le numéro du Monde du 10 mai, présentant les résultats du second tour de l'élection présidentielle, a été tiré à 1 087 709 exemplaires ; c'est le plus fort tirage de notre quotidien depuis sa création en décembre 1944.

Par deux fois, dans le passé, à l'occasion du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981 et du premier tour des élections législatives qui ont suivi, le tirage du Monde avait dépassé le million d'exemplaires.

Les numéros du Monde du 25 avril (premier tour de l'élection présidentielle) et du 10 mai ont été tirés en deux cahiers séparés permettant des paginations exceptionnelles respectivement de 92 et de 84 pages.

Le numéro du « Monde » daté 10 mai 1988 a été tiré à 1 087 709 exemplaires

Zola Budd renonce à la compétition

L'athlète britannique d'origine sud-africaine Zola Budd a annoncé, le lundi 9 mai, qu'elle renonçait à la compétition sur avis médical pour se remettre de troubles nerveux. « La pression d'événements récents ont eu un si grand impact sur ma santé que, en ce moment, je ne me sens plus assez bien pour continuer à participer à des compétitions d'athlétisme », explique-t-elle dans un communiqué.

À la suite de sa participation à une compétition en Afrique du Sud, la Fédération internationale d'athlétisme avait, sous la pression du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), demandé à la Fédération britannique d'athlétisme de suspendre Zola Budd pour un an (Le Monde du 27 avril). Le CSSA avait brandi la menace d'un boycottage des Jeux olympiques de Séoul par les pays africains si Zola Budd y participait.

LE BACCHUS GOURMAND

Son chef : Thierry Coust
21, rue François I^{er} - Paris Europe 1
Réservations : 47.20.15.83

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
45-55-81-82, poste 4356

A B C D F G H

MON NOM M'A TOUJOURS
POUSSÉ À FRÉQUENTER
DES GENS ÉCONOMES...

21 900 F HT

Un Macintosh SE 2 lecteurs
disque dur externe 20 Mo
SCSI compatible

INTERNATIONAL
COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e ■ 47.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e ■ 91.37.25.03



ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI :

• Le hit parade des formations à l'informatique pour les bons métiers de demain.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE